

LÉON BOURGEOIS

DÉPOT LÉG

Seine
N^o 2983

1919

LA POLITIQUE

DE LA

PRÉVOYANCE SOCIALE

Tome 2

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION

PARIS

BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR

11, RUE DE GRENNELLE, 11

1919

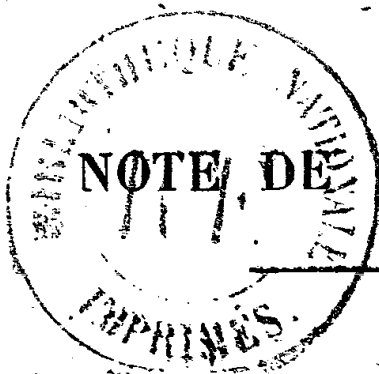
Tous droits réservés.

DU MÊME AUTEUR

La Hongrie (1878)	1 vol
Solidarité (1896)	1 vol
L'Éducation de la Démocratie (1897)	1 vol
L'Idée de Solidarité et ses Conséquences sociales (1902)	1 vol
La Déclaration des Droits de l'Homme. En collaboration avec M. ALBERT MÉTIN (1903)	1 vol
Pour la Société des Nations (1910)	1 vol
La Politique de la Prévoyance sociale (1914-1919)	2 vol
Le Pacte de 1919 et la Société des Nations (1919)	1 vol

IL A ÉTÉ TIRÉ DU PRÉSENT OUVRAGE

5 exemplaires numérotés sur papier de Hollande.



NOTE DE L'ÉDITEUR

Ce second volume de *La politique de la Prévoyance sociale* était prêt à paraître en 1914, à la veille de la déclaration de guerre. Il continuait et complétait le tome I^{er} paru quelques semaines auparavant, avec une préface de M. Ernest Lavisse, et qui contenait une série d'études où se résumaient la doctrine et la méthode de la philosophie sociale de M. Léon Bourgeois.

Ce second volume est intitulé *L'Action*. Après la théorie, c'est la pratique : les questions de la protection de l'enfance, de l'habitation, de la tuberculose, de l'alcoolisme, du travail, des assurances et des retraites, y sont étudiées successivement dans leurs applications.

Comme nous le disions dans notre avertissement de 1914, il se dégage de l'ensemble de ces études une unité de doctrine, où, sous les manifestations les plus diverses, apparaît une conception d'ensemble de la vie sociale.

Nous aurions pu compléter ce second volume en y ajoutant l'histoire des développements qui ont pendant la guerre si puissamment étendu et transformé les œuvres publiques et privées d'assistance, de prévoyance et de solidarité ; mais cette période de cinq années a si complètement modifié les condi-

tions de la vie sociale que son examen exige un exposé distinct qui trouvera sa place dans une nouvelle publication.

Le présent volume contient en somme le bilan de l'œuvre sociale de l'avant-guerre. On y verra où en était l'esprit public à la veille de la guerre, quelles oppositions s'élevaient contre les réformes, quels obstacles semblaient, à beaucoup d'esprits excellents, pour longtemps encore insurmontables et combien semblait encore lointain le triomphe d'une politique dont l'objet est de concilier à la fois les nécessités de l'ordre et celles de la justice sociale.

La guerre a tout transformé. Des mesures — comme celle de la loi de huit heures — qu'on envisageait à peine sont aujourd'hui passées dans la loi et les conditions internationales du régime du travail permettent de considérer comme probables les solutions que, dans chaque pays pris à part, on n'aurait pu réaliser sans péril.

Pour que la comparaison des deux époques fût instructive, il fallait que les deux états d'esprit, celui de 1914 et celui de 1919, fussent mis en parallèle.

C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de publier sans aucun changement ce livre, en épreuves depuis cinq années.

D'ici à quelques semaines, paraîtra, comme un complément nécessaire : *La politique de la Prévoyance sociale dans la Société des Nations.*



LA POLITIQUE
DE LA
PREVOYANCE SOCIALE

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION

L'ENFANCE. — L'HABITATION. — LES MALADIES ÉVITABLES.

LE TRAVAIL. — L'INVALIDITÉ ET LA VIEILLESSE.

A. — L'ENFANCE



I

L'ASSISTANCE A L'ENFANCE ⁽¹⁾

Mesdames, Messieurs,

Que vous dirai-je de plus que ce qui vous a été dit tout à l'heure du but de notre œuvre et de ses résultats. Vous avez entendu M. Marguery le résumer sous une forme très pittoresque, en ce qui concerne l'intérieur de la Maison Maternelle et la petite bicoque d'Eure-et-Loir, comme il disait, où ont été menés nos enfants. Vous avez entendu les rapports de MM. Poillot et Hébré, et vous vous êtes déjà fait une idée très nette de la grande somme de bien qui a été réalisée; avec des moyens en apparence si modestes.

Je vous répéterai après M. Marguery : Allez donc rue Fessart, car tout ce que nous vous dirons ne peut vous faire comprendre tout ce qui se fait là-bas. Tant que vous n'aurez pas fait comme nous et que vous n'aurez pas passé quelques heures avec ces enfants, vous ne vous

(1) Discours prononcé à l'Assemblée générale de la Maison Maternelle, le 7 novembre 1897.

rendrez pas compte du bien qui s'y accomplit et de la grandeur de l'exemple qui y est donné.

On vous a dit que les enfants qu'on reçoit à la Maison Maternelle sont des enfants de travailleurs qui, par chômage ou maladie, se trouvent momentanément dans la misère et ne peuvent subvenir aux besoins de leur famille.

Dans l'ensemble des œuvres que l'assistance publique ou privée, mais d'abord l'Assistance publique, a créées pour secourir l'enfance, il y a une lacune. On a pensé à l'enfant abandonné, qui devient alors, aux termes de la loi, un enfant assisté, à l'enfant moralement abandonné, à l'enfant placé hors de la famille, à l'enfant malade, et il y a, en ce qui regarde ces divers besoins, toute une série d'institutions destinées à soutenir, à défendre, à aider les enfants.

Eh bien ! malgré toutes ces œuvres, malgré toutes ces lois, il y a encore dans ce pays un certain nombre d'enfants qui peuvent rester sans secours et sans appui.

Ceux auxquels nous avons pensé sont précisément ceux-là, ce sont des enfants (garçons de 3 à 6 ans, filles de 3 à 12 ans), que nous recueillons pendant un temps que nos statuts fixent à trois mois au maximum et que — vous nous le permettrez bien — de temps en temps nous gardons davantage, quand nous n'avons pas pu, dans ce délai, arriver à les sauver définitivement.

Notre but, c'est ce soulagement temporaire, momentané, d'une misère, d'un péril, également momentanés. Il s'agit d'enfants dont les parents ne sont pas morts, que leurs parents n'ont abandonnés ni moralement, ni matériellement, qui ne sont dans aucun des cas que la loi prévoit pour que l'Assistance publique puisse les secourir, pour lesquels elle n'a pas de place, obligée

qu'elle est de réserver celle dont elle dispose à ceux qui sont dans une situation encore plus périlleuse.

Je suis malade, dit le père, je ne peux pas travailler, j'ai quatre, cinq, six enfants. Mon mari m'a abandonnée, dit la mère, je ne sais pas ce qu'il est devenu : il reviendra peut-être, mais en attendant, comment faire? Avec ces enfants, je ne peux même pas aller travailler en journée; je ne puis les laisser seuls à la maison. Les voisins s'en occupent bien une, deux, trois fois; mais ensuite que deviendront-ils?

C'est une fille-mère, une malheureuse qui a commis une faute dont l'enfant ne doit pas être responsable, et qui, peut-être, à cause de la faute qu'elle a commise, avec son enfant sur les bras, ne peut pas arriver à trouver du travail. Il faut qu'elle puisse placer cet enfant pour relever le front et trouver une porte qui s'ouvre.

A tous ceux-là, l'Assistance publique veut bien donner un petit secours en argent; mais l'enfant, qui s'en occupera, qui le prendra? C'est la Maison Maternelle.

Je ne puis dire le bien qu'elle fait. Ce qu'il faut voir, ce sont les enfants eux-mêmes; vous en avez ici quelques-uns et vous devez vous demander comment, avec 99 centimes par jour, on arrive à leur donner ces belles couleurs, cette bonne santé, à les tenir propres et bien soignés.

En les voyant ici, vous ne sentez pas tout le bien qui a été accompli; il faut les voir là-bas, au milieu de cette maison de M^{me} Koppe pour savoir ce qu'est le génie bien-faisant d'une femme qui est une mère, car c'est une école de maternité que M^{me} Koppe tient là-bas, — une école où elle a eu 338 enfants dans une seule année, et 1.870 en 6 ans.

Et il faut voir la reconnaissance et la joie de tous ces gamins et gamines. Lorsqu'on entre, il n'y a pas de

solennité dans l'accueil, de leçon préparée et répétée. Ces enfants viennent à vous joyeusement, naïvement, parce qu'ils sont heureux, qu'ils se sentent dans une famille, à un foyer, avec une mère véritable; aussi c'est à qui l'embrassera et lui fera comprendre par son attitude que ce n'est pas seulement leur santé qui a été sauvée, mais aussi leur petit cœur, car le bien appelle le bien.

Ce n'est pas tout d'avoir 60, 80, 90 enfants dans une maison, qui ne peut d'ailleurs en loger que 60 dans les conditions réglementaires, de les bien soigner. M^{me} Koppe a eu cette année une idée : l'organisme humain, surtout chez les petits, a besoin d'autre chose que du vivre et du couvert régulièrement et quotidiennement donnés; il faut un peu d'au-delà à l'enfance plus qu'à personne, il lui est nécessaire d'avoir quelques jours de grand soleil et de liberté dans la nature.

Cela devient tout à fait un plaisir de riche, et qui semble n'être réservé qu'à ceux que le hasard de leur naissance a placés dans la situation la plus élevée. Donner une maison de campagne à des petits abandonnés, leur offrir le plaisir supérieur, exquis et charmant de l'ébattement en plein air, au milieu de la nature, en dehors de l'atmosphère pesante et lourde des villes, leur donner ce que les familles aisées ne peuvent souvent donner à leurs enfants qu'au prix des plus gros sacrifices, c'était bien difficile.

M^{me} Koppe l'a fait. Elle a fait, par la voie de la presse, appel au public, à des gens dont le cœur était bon et la bourse ouverte; on lui a envoyé 1.990 francs, et elle a pu, dès cette année, faire profiter du séjour à la campagne 44 enfants.

Voilà l'œuvre, voilà les résultats obtenus. Mais ces résultats ne sont rien à côté du résultat plus général que nous apercevons tous, à côté du grand exemple qui est

donné, de la leçon de choses dont il faut que, en dehors de la Maison Maternelle, on sache profiter.

Pourquoi faisons-nous de la publicité ?

Pourquoi cherchons-nous à réunir un certain nombre de visiteurs et d'auditeurs ? Ce n'est pas pour nous donner le plaisir de célébrer les résultats que nous obtenons, c'est pour donner à d'autres, sur d'autres terrains, dans d'autres milieux, le désir de nous imiter.

Nous voudrions que, dans chaque arrondissement de Paris, on créât une maison maternelle ; que, en dehors de Paris, on sût ce qui se fait à Paris ; que dans toute la France des organisations semblables fussent instituées. Elles réussiraient ailleurs puisqu'elles ont réussi ici, à la même condition, c'est-à-dire que la même bonne volonté, le même dévouement, le même entrain au bien se retrouvent chez ceux qui entreprendraient ces œuvres.

C'est un grand exemple et qui, à mon sens, nous permet d'espérer beaucoup dans l'avenir.

Dès lors que l'esprit public, même dans un cercle restreint comme le nôtre, arrive à s'imprégner aussi nettement de l'idée du devoir envers l'enfance, dès lors que le remords, pour ainsi dire, s'empare des consciences tant qu'une œuvre comme la nôtre n'a pas abouti, je dis qu'il y a quelque chose de changé dans l'esprit général de notre pays, qu'il se fait une évolution considérable vers l'idée de devoir social et qu'à l'état ancien d'égoïsme, de pure conservation des intérêts personnels, qui a été pendant si longtemps l'état général de notre société, tend à se substituer l'état nouveau où chacun se considère véritablement comme un membre d'une famille, comme le frère obligé de s'occuper de son frère, la sœur obligée de s'occuper de sa sœur, comme un associé nécessaire d'une société familiale et fraternelle.

Deux grandes idées paraissent aujourd'hui se dégager

très nettement de notre œuvre et des œuvres semblables, ainsi que de celles qui ne manqueront pas de se créer à l'image de la nôtre.

La première, c'est celle-ci : il ne faut pas qu'un être humain meure s'il y a un moyen social de l'empêcher de mourir. Et, quand il s'agit de l'enfant, le devoir est encore plus sacré. On peut discuter avec l'homme fait, on peut lui demander s'il n'est pas responsable, dans une certaine mesure, de l'état de misère et de péril dans lequel il est tombé. — Et même alors on ne devrait pas discuter, car cette loi me paraît absolue : il ne faut pas qu'un homme puisse mourir, même s'il est coupable, même si c'est par sa faute qu'il est arrivé à cet état de misère. — Mais l'enfant, peut-il être responsable de quelque chose ? A-t-il fait le mal ? A-t-il mérité son état de dénuement et de faiblesse ? Et ne sommes-nous pas coupables envers lui si, alors qu'il n'est pas responsable, nous le laissons périr sans l'aider, sans lui tendre la main pour le sauver ?

Victor Hugo a dit de l'enfant : « Double virginité ! Corps où rien n'est immonde ! Âme où rien n'est impur !... »

Eh bien ! puisque ce petit corps, cette âme ne connaissent pas le mal, le devoir de tous est de sauver cette âme et ce corps, et qui ne le fait pas, pouvant le faire, manque au premier des devoirs et mérite d'être appelé un méchant et un malhonnête homme. Du moment où cet enfant est en péril, celui qui s'abstient de cet acte de sauvetage commet une mauvaise action.

Aussi, en parlant de notre œuvre, je ne fais pas seulement appel au sentiment, je fais appel à quelque chose de plus élevé, de plus pénétrant, à l'argument de raison et de devoir. Il n'y a pas là seulement un acte de charité qu'on peut faire ou ne pas faire, mais qu'il est mieux de

faire ; il y a une prescription sociale, à laquelle chacun de nous doit obéir.

J'ai toujours observé que les sentiments les plus élevés, les plus profonds frappent beaucoup au moment où on les formule, qu'ils émeuvent ceux qui sont assemblés, mais qu'ils s'effacent pour ainsi dire au moment où la voix qui les a évoqués vient à se taire, où le spectacle qui les a fait naître disparaît aux yeux. Ici il ne s'agit pas d'enfants abandonnés pouvant être recueillis par l'Assistance publique, mais d'enfants vis-à-vis desquels la loi dit : Il y a une famille régulièrement constituée, je n'y peux rien ; le père n'a qu'à travailler, la mère doit élever ses enfants. Cela est juste, cela est légal. Mais vous lisez tous les jours ce récit dans les journaux : on n'avait pas vu apparaître depuis quelques jours les habitants d'un logement situé à un cinquième ou un sixième étage, on crochète la porte, on entre, et sur le lit on trouve le père et la mère et à côté les enfants morts et le réchaud éteint.

Ce n'est pas ici seulement une question de bienfaisance, de bienveillance ; c'est un devoir strict de ne pas laisser s'accomplir des faits semblables. C'est ce qu'on se dit en lisant de pareils récits, mais on lit et on passe.

Eh bien ! il ne faut pas qu'on passe, il faut qu'on s'arrête, qu'on empêche ces maux de se renouveler. C'est un devoir ; qui ne le remplit pas manque à sa qualité d'humain.

Voilà la première des deux idées que nous avons en vue.

La seconde est aussi importante, sauver l'enfant, s'il est possible, sans détruire le lien de famille, sans l'enlever à ses parents, sans contraindre ceux-ci à l'abandonner, sans leur dire : « Nous nous en chargeons, il ne

souffrira plus, il aura de quoi manger, il dormira à couvert, il sera chauffé et vêtu, mais vous ne vous en occupez plus ». Et vous savez que malheureusement c'est la réponse à laquelle les parents sont réglementairement exposés quand ils viennent à l'Assistance publique demander si on veut recueillir leur enfant : « On exige qu'ils signent un acte d'abandon, une sorte de renonciation, non pas aux droits de père et de mère, mais à l'exercice de ces droits; tout est rompu, si non légalement, du moins en fait, entre cet enfant et sa famille. »

C'est contre cela que nous nous élevons.

Nous prétendons que le lien de famille doit être maintenu, que la société, qui doit toujours être prête à donner la main, ne doit jamais laisser se refermer celle du père ou de la mère. Nous ne nous substituons aux parents que pour accomplir l'œuvre qu'ils ne peuvent accomplir. Nous leur disons : « Nous recevons votre enfant, mais nous vous supplions de venir le reprendre, et de venir le plus tôt possible, car vous feriez de la place pour un autre; et nous vous prions aussi de venir le visiter le plus souvent possible, de vous assurer qu'il est en bonnes mains, de rester les parents de cet enfant dont nous nous faisons les tuteurs. »

Et nous agissons ainsi, non pas seulement pour éviter une surcharge indéfinie à la Maison Maternelle. Ce serait un intérêt respectable, mais purement matériel, nous avons une idée morale plus haute, nous voulons faire à la fois l'éducation de l'enfant et celle des parents en maintenant ce lien de famille.

Un petit gamin de trois ou quatre ans, apporté à l'Assistance publique, ne sait pas ce qu'est un père ou une mère. Mais quand il arrive à l'âge de douze ans, qu'il voit ses camarades qui ont un père ou une mère, qu'il se renseigne et se souvient, il se dit : « Et moi, je n'en avais

donc pas? Mais si, j'en avais; mais, un beau jour, ils m'ont apporté ici et ils sont partis; je ne sais pas ce qu'ils sont devenus. » Ne sentez-vous pas ce qu'il naîtra, dans l'âme de cet enfant, de rancune obscure contre les père et mère qui l'ont abandonné, et de révolte, non seulement contre eux individuellement, mais contre l'ensemble d'une société dans laquelle peuvent se produire des faits semblables?

Voilà l'école de l'égoïsme, la grande école du mal.

Nous disons que, pour l'éducation morale, pour le salut moral de cet enfant, il faut qu'on tâche de le ramener auprès de ses père et mère aussitôt qu'il sera possible.

Notre œuvre fait, en même temps, l'éducation des parents. Croyez-vous qu'il ne leur est pas salulaire de penser que l'enfant n'est pas séparé d'eux, qu'il est tout prêt à retourner avec eux? Dans cette lutte qu'ils vont engager pour l'existence, l'idée de cet enfant qui les attend ne va-t-elle pas être incessamment à leur esprit? Il faut faire sentir aux parents que l'enfant les attend, comme, quand nous étions internes dans nos grandes pensions, nous attendions le jour de la visite des parents, pour voir à la porte du parloir le visage aimé de la maman.

Il faut que l'enfant se dise : papa ou maman vont revenir demain après avoir trouvé la situation dont ils parlaient. Et il confondra dans sa reconnaissance la maman provisoire, M^{me} Koppe, et la maman définitive, qu'il aura retrouvée, et de son cœur jaillira un grand mouvement de reconnaissance et d'amour pour une société dans laquelle il y a des gens qui lui auront ainsi conservé ou rendu cette mère.

Il y a quelqu'un qui a dit, mieux que personne ne pourra le dire jamais, ce qu'est la présence de l'enfant.

pour la mère, pour le lien de la famille et l'éducation des parents, c'est Hugo :

Mères, l'enfant qui joue à votre seuil joyeux,
 Plus frêle que la fleur, plus serein que les cieux,
 Vous conseille l'amour, la pudeur, la sagesse ;
 L'enfant, c'est un feu pur dont la chaleur caresse.
 C'est de la gaieté sainte et du bonheur sacré,
 C'est le nom paternel dans un rayon doré,
 Et vous n'avez besoin que de cette humble flamme
 Pour voir distinctement dans l'ombre de votre âme.
 Sur cette terre où rien ne va loin sans secours,

.....

Que de fois un ouvrier, une pauvre femme, entraînés par les mille tentations et les mille occasions qu'offre la société troublée de nos villes, ont été arrêtés au seuil de l'abîme par cette pensée : l'enfant est à la maison. Croyez-le ! Souvent le bouton de la porte d'un cabaret, déjà dans la main de l'ouvrier qui allait y dépenser sa paie, a été lâché, parce que brusquement dans cette tête un peu obscure ou peut-être déjà obscurcie par d'autres arrêts dans d'autres cabarets, est apparue cette vision du bébé qui attend là-bas à la maison. Il ne voyait autour de lui que le plaisir prochain, facile et déprimant, et tout à coup à son esprit et à son cœur est apparue l'image d'un autre plaisir plus pur qui ne devait lui laisser ni tristesse ni regret, l'image du petit enfant qui allait lui tendre les bras.

Videz ce foyer, laissez disparaître l'enfant ; si dans cette cheminée domestique, il n'y a plus que des cendres froides, vous pouvez être certains que la main de l'ouvrier ne lâchera pas le bouton de la porte du cabaret. Il entrera d'autant plus résolument, d'autant plus désespérément pour ainsi dire, qu'il sait bien qu'il n'y a plus rien pour son cœur dans cette maison fermée et morte.

qu'il se dit qu'il vaut mieux oublier, et il demandera à l'ivresse cet oubli des choses sacrées qu'il avait dans l'âme et qu'il ne pourra plus posséder.

Voilà comment la présence de l'enfant est nécessaire et à l'enfant et à la famille, et voilà pourquoi nous maintenons le lien de famille et ne souffrons pas de rupture entre la famille et l'enfant.

Vous allez dire que nous sommes bien présomptueux, que ce que nous faisons est bien peu de chose, que, pour quelques enfants bien tenus, bien soignés, nous avons l'air de nous donner pour de grands réformateurs sociaux.

Non, nous sommes simplement des gens persuadés que de profondes réformes sociales sont nécessaires, mais que pour les rendre possibles, il faut que l'idée du Devoir de tous envers tous, qui en est la loi supérieure, pénètre d'abord les consciences; et pour que cette idée soit comprise de tous et s'impose à tous, nous comptons plus sur l'exemple des œuvres réalisées que sur les exhortations les plus éloquentes. Avec nos faibles ressources, nous essayons de donner un petit exemple du bien que nous souhaiterions voir faire partout. Nous nous disons : c'est un microcosme où nous essayons de réaliser ce qui devrait être dans le monde tout entier.

L'enfant, c'est pour nous un être sacré; ce n'est pas seulement le petit être charmant, délicieux, aimable autour duquel il est si doux de réunir la famille pour rire de ses saillies, de ses joies, de ses curiosités, pour s'intéresser à ses mouvements, au développement rapide de son cœur et de son esprit; c'est quelque chose de plus encore: c'est la race, c'est la patrie, c'est l'espèce humaine, et c'est pourquoi nous voulons en prendre tant de soin. C'est une loi mystérieuse que cette loi des

générations successives solidaires entre elles. Je montrais un exemple de cette solidarité des générations quand je disais que la présence de l'enfant dans la famille est un moyen d'éducation des parents. Le devoir d'éducation de l'enfant est le plus sacré des devoirs de la génération qui précède. On fait des lois de solidarité entre les hommes du même temps, et on a raison de les faire, mais nous avons des devoirs plus sacrés encore vis-à-vis de cette humanité de demain, et pour nous, Français, vis-à-vis de cette France de demain.

Je me rappelle un passage d'une lettre de Madame Koppe. Elle m'écrivait, à propos d'une réunion à laquelle elle venait d'assister : « J'ai été frappée de ces faces indifférentes. » Et elle ajoutait ce mot profond qui est un mot de mère : « *Qui donc les avait élevés ?* »

Oui ! quand vous voyez, dans une réunion d'hommes, les visages rester fermés et muets à certaines idées élevées et généreuses, quand la face ne s'éclaire pas de la lumière intérieure, vous avez le droit de vous dire : « Ces hommes qui restent froids devant les grands problèmes moraux et sociaux, qui donc les a élevés ? »

C'est en effet dans l'enfance qu'il faut commencer à donner cet ébranlement intérieur de la conscience qui produira plus tard l'action bienfaisante. Il est trop tard lorsqu'on s'adresse à l'homme fait ; si on veut lui persuader qu'il a des devoirs, il est pris par ses passions, ses intérêts, les habitudes de sa vie. Il est trop tard pour en faire un humain. C'est tout petit qu'il faut le prendre. Nous voulons trouver dans les yeux des petits enfants, derrière leurs fronts, cette première lueur morale, ce commencement de la conscience, pour être sûrs qu'ils seront plus tard des hommes capables d'accomplir le devoir humain.

Voilà le but que nous poursuivons. Inscrire dans ces

petites têtes, par le sauvetage de leurs corps, de leurs esprits et de leurs âmes, quelque chose de cette formule sacrée de fraternité humaine, qui est pour nous le dernier mot des recherches des hommes et que, trop vieux pour espérer la réaliser nous-mêmes, nous espérons voir réalisée un jour, après nous, par ceux que nous aurons ainsi préparés.

Depuis lors, l'OEuvre de la « Maison maternelle », grâce à l'admirable dévouement de ses directrices, Madame et Mesdemoiselles Koppe, s'est considérablement développée.

Elle possède maintenant plusieurs immeubles (dont deux à Paris et un à la campagne), qui peuvent recevoir environ 400 enfants.

II

L'ÉDUCATION DES ENFANTS ANORMAUX (1)

Mesdames, Messieurs, mes Chers Enfants,

Je vous demande la permission d'être très bref; je veux simplement résumer les deux leçons de la réunion d'aujourd'hui, les deux enseignements qu'elle apporte : l'un est spécial à l'école même dont nous inaugurons en ce moment les nouveaux quartiers, l'autre est plus étendu, mais tout à l'heure mon excellent ami M. le Directeur du Cabinet du Ministre de l'Instruction publique a pour ainsi dire rendu inutile cette seconde partie de mon allocution, en satisfaisant par avance au vœu que j'allais me permettre d'exprimer.

Et tout d'abord, en ce qui concerne cette école, qu'avons-nous à ajouter à ce qu'a dit M. Laurent-Cély? Qui mieux que lui peut rendre compte des difficultés qu'il a dû surmonter et des résultats qu'il a eu le bonheur d'obtenir?

Il y a, en effet, bien longtemps qu'il est à la tâche et à la peine; et il est tout naturel qu'il soit aujourd'hui à l'honneur.

Il me permettra d'associer à son nom celui du Direc-

(1) Discours prononcé à l'inauguration de nouveaux bâtiments à l'Institut départemental des Sourds-muets et Sourdes-muettes de la Seine, le 25 mai 1907.

teur de cette maison, notre ami M. Baguer, qui se cache là-bas derrière les plantes vertes, mais que tous ces enfants, tous les parents qui sont présents dans cette salle savent bien y découvrir pour lui offrir l'hommage d'une reconnaissance dont personne assurément plus que nous ne connaît la légitimité et, je puis dire, la justice profonde.

M. Baguer n'a pas été seulement un administrateur et un directeur excellent de cette grande maison, il n'a pas eu seulement à triompher des difficultés d'ordre administratif et matériel qu'il a nécessairement rencontrées chaque jour dans une entreprise aussi vaste que celle-ci, il a été véritablement un inspirateur, un initiateur des méthodes dont nous voyons aujourd'hui le succès; il a été de ceux qui ont pensé, tout à fait au début, que c'était dans le corps même des instituteurs français que devait être trouvée la méthode pédagogique par laquelle on arriverait à réunir enfin ces isolés à la masse des enfants de la nation. Il a pensé qu'il y avait un devoir pour l'instituteur français, pour l'école publique française, à faire de la loi sur l'enseignement obligatoire une réalité, à ne pas laisser seulement inscrite dans son texte l'obligation qu'elle a édictée.

Pour que la volonté du législateur pût être réalisée dans les faits, il fallait des méthodes telles que les enfants qu'on voulait élever fussent, par ces méthodes mêmes, rapprochés de ce que j'appellerai le droit commun de l'enfance. C'est ce résultat que Baguer, par un effort incessant, avec une ingéniosité et une persévérance admirables, est parvenu à obtenir et c'est de cela que je tenais à lui témoigner ici notre reconnaissance.

M. Laurent-Cély vous a montré par des chiffres et par des faits quels sont les très beaux résultats obtenus.

Je n'y reviendrai donc pas. Mais dans l'ensemble, que voyons-nous? C'est tout d'abord le résultat matériel,

physique, pour ainsi dire, de ces méthodes d'éducation, du régime et du genre de vie adoptés dans cette maison : la bonne santé, la bonne humeur. Vous rappeliez tout à l'heure l'image de ces enfants telle que l'avait tracée M. Faillet au début de l'existence de cet Institut. Autrefois, en effet, avant que cette organisation nouvelle, que ces méthodes nouvelles, non pas seulement d'instruction, mais surtout d'éducation et de moralisation fussent trouvées et pratiquées, nous les connaissions, ces enfants, enfermés en eux-mêmes, timorés, et comme redoutant le contact de leurs semblables ; non pas mauvais, mais sentant qu'il y avait, entre eux et les autres, comme une barrière, comme un mur derrière lequel ils ne savaient pas ce qu'était l'humanité, si bien que le contact intellectuel et moral avec cette humanité éveillait en eux je ne sais quelle défiance instinctive et quelles inquiétudes. Leur attitude singulière les faisait considérer comme des isolés volontaires, alors qu'ils étaient au contraire des isolés par obligation, alors que les autres hommes leur imposaient cette contrainte de vivre à part et en eux-mêmes.

Le résultat physique, matériel, qui a été obtenu par les méthodes nouvelles, c'est celui-ci d'abord : la muraille est tombée, et maintenant les visages de ces enfants reflètent la gaieté, la bonne humeur et l'entrain, comme leurs yeux reflètent les pensées qui sont dans nos yeux à nous, parce qu'ils savent lire sur nos lèvres, parce qu'ils savent entendre nos pensées comme nous savons entendre les leurs, parce qu'ils sentent battre nos cœurs à l'unisson des leurs.

La conséquence du résultat physique ainsi obtenu, c'est que, du jour où ces enfants ont senti naître en eux la confiance vis-à-vis du reste du monde, du jour où ils ont compris que la barrière n'existait plus et que la communication était vraiment possible avec les autres enfants

d'abord, plus tard avec les autres hommes, leur intelligence s'est développée. Elle a grandi à mesure que cette confiance même grandissait en eux, quand on leur a fait apercevoir, en particulier, que l'instruction qu'ils recevaient, les programmes qu'on leur appliquait, les méthodes que l'on suivait, étaient les mêmes que pour les autres enfants.

Alors leur instruction a pu être considérée comme possible et c'est ainsi qu'ont été obtenus les succès au certificat d'études que rappelait tout à l'heure M. Laurent-Cély, et que, même, une jeune fille a pu obtenir ce brevet d'institutrice qui montre qu'elle est capable d'enseigner aux enfants normaux ce qu'elle a appris.

C'est le fruit de la méthode nouvelle.

Si l'on pousse plus loin encore l'examen de ses résultats, il en est un qui m'a frappé et qui m'a aussi beaucoup touché : c'est le résultat moral et social que procure cet enseignement. Dans les notes que notre ami Baguer m'a communiquées à l'occasion de cette réunion, il mentionnait deux actes de dévouement qui ont été accomplis par deux enfants de cette école, l'un nommé Davesne, l'autre nommé Lion. Le premier s'est jeté à l'eau, dans la Seine, à un endroit où il risquait sa vie — ce sont les termes mêmes du rapport du commissaire de police — pour sauver une jeune fille qui avait été entraînée et précipitée dans le fleuve. L'autre est entré dans une chambre où un incendie venait de s'allumer ; avec un courage et une présence d'esprit admirables, il a éteint le feu en renversant les meubles. La chambre était si pleine de fumée que l'asphyxie était imminente ; par trois fois il dut sortir pour reprendre haleine ; il a, malgré tout, accompli le sauvetage, risquant assurément sa vie, puisque la demi-asphyxie qu'il a éprouvée l'a obligé de passer huit jours à l'hôpital.

Voici ce qu'ont fait deux enfants sortis de cette école, deux sourds muets, deux de ceux qu'on appelait autrefois des isolés. N'est-il pas vrai qu'ils ont appris le devoir social? Non seulement ils ont compris que le mur était tombé entre eux et le reste de l'humanité, mais ils ont compris aussi qu'en retour, puisque d'autres hommes avaient renversé ce mur pour venir jusqu'à eux, ils avaient le devoir, eux aussi, de s'avancer de l'autre côté, de se joindre à ces hommes, leurs sauveteurs et leurs frères, pour accomplir l'œuvre de salut commun. Ils se sont à ce point considérés comme des hommes semblables aux autres, qu'ils ont réalisé ce qui est l'extrême possible, ce que l'on pourrait appeler la « fleur de l'œuvre humaine ».

Eh bien ! véritablement, n'est-ce pas la preuve évidente que la méthode est bonne, qu'elle est complète, puisque, à la fois pour le corps, pour l'esprit et pour le cœur, elle a produit tous ces résultats ?

J'allais arriver à cette seconde partie de mon allocution que vous m'avez coupée, mon cher ami Gautier. Je vous en remercie, je vous en suis très reconnaissant et cet auditoire vous en sera plus reconnaissant encore, parce que vous représentez ici le ministre au nom duquel vous nous donnez, non pas seulement de bonnes paroles et des commentaires intéressants, mais l'assurance que, pour l'ensemble des enfants anormaux de la République, une œuvre analogue à celle dont nous constatons aujourd'hui les résultats va être incessamment poursuivie et réalisée.

Cette œuvre, mon cher ami, vous avez bien voulu rappeler que nous en avons étudié ce qu'on appelle les voies et moyens dans la Commission que j'ai présidée pendant deux ans. Oui, nous y avons travaillé ensemble ; mais je n'ai eu d'autre mérite que d'écouter attentive-

ment des gens très compétents, dont la collaboration nous a été très utile, et qui bien souvent portaient la lumière sur les points qui nous semblaient obscurs.

Nous avons eu le plaisir d'assister à une œuvre complémentaire de celle de la Commission : et c'est grâce à vous, grâce à M. le ministre de l'Instruction publique, que cette œuvre a pu s'accomplir et qu'a pu être menée à bonne fin l'enquête faite en France par deux personnes, M. Baguer, déjà nommé, comme disent les palmarès, et M^{lle} Stupuy qui l'a accompagné sur tous les points du territoire, pour y provoquer des bonnes volontés et y organiser l'enseignement des anormaux.

Voilà donc ce que nous avons vu au cours de ces deux années. Et ici je tiens spécialement à dire un mot du résultat que nous avons pu constater à Paris même. Je me tourne vers M. Bédorez, qui va encore me faire observer qu'il ne faut pas parler de ces choses-là, parce que l'école que je vais citer n'existe pas officiellement et que la classe à laquelle je veux faire allusion n'est pas créée dans les conditions réglementaires. Tout cela est vrai, mais cela m'est égal. J'ai vu les enfants, j'ai vu les maîtres, j'ai vu les résultats de leur enseignement. Je ne sais pas si c'est une école réglementaire, mais c'est une bonne école et je le dis très net.

Et comme je sais que c'est grâce à l'initiative de M. Bédorez, grâce à l'excellent concours de ceux qui l'entourent, grâce à l'appui du Conseil général et du Conseil municipal qui l'ont encouragé, à l'adhésion enfin de M. le Préfet de la Seine qui a consenti à ce que l'expérience fût tentée, je remercie M. Bédorez ainsi que tous ceux qui ont contribué à cette création illégale ou irrégulière. Quand tout le monde aura été compromis, ce sera devenu régulier.

Dans cette école nous avons vu une chose à la fois

très simple et très belle. Il ne s'agit plus des petits sourds-muets d'ici, ces sourds-muets qui ne sont plus à plaindre, dont il ne faut parler qu'avec des épithètes joyeuses, des « heureux » sourds-muets. Il s'agit d'autres isolés, d'autres anormaux, de ceux que l'on appelle des arriérés ou instables, qui forment le poids mort de nos écoles publiques, à tel point qu'il arrive pour eux ce qui arrive toutes les fois que l'on trouve un fardeau trop lourd : on le dépose à ses pieds.

A l'école on a trouvé que le poids de ces enfants était trop lourd et qu'il n'était pas possible d'entraîner cette masse retardataire à la suite des autres élèves. L'école, souvent, abandonne l'enfant arriéré; elle déclare que c'est un élément de trouble, qu'il nuit par son instabilité à la discipline de l'école, qu'il nuit par l'état arriéré de son esprit au niveau général de l'enseignement; elle déclare qu'on ne peut pas, et je le comprends, la raison est bonne, elle est en soi très acceptable, qu'on ne peut pas sacrifier au bien possible d'un seul enfant le bien certain de tous les autres; que ce n'est pas une bonne action que de compromettre les progrès de trente, de cinquante élèves pour un seul qui ne peut pas suivre; que, sans faire avancer beaucoup celui-là, on risque de retarder tous les autres et qu'après tout il y a une discipline commune qui fait que les autres enfants tendent à devenir de mauvais élèves parce qu'il y a un mauvais élément parmi eux. C'est l'histoire des pêches à quinze sous d'Alexandre Dumas.

Il y a cependant quelque chose de plus vrai encore, c'est que la société a un devoir particulier à remplir envers ceux-là. C'est précisément parce qu'ils sont arriérés, c'est précisément parce qu'ils sont instables, parce qu'ils n'ont pas en eux-mêmes les moyens et les ressources nécessaires pour leur développement intellec-

tuel et moral, parce que leur nature est insuffisante pour les faire devenir de braves petits jeunes gens et plus tard des hommes normaux, bien constitués et fortement armés pour la vie, c'est précisément parce qu'ils sont dans cet état d'infériorité involontaire dont ils ne sont pas responsables, qu'il y a vis-à-vis d'eux, plus encore que vis-à-vis des autres, un devoir social à remplir. Il est nécessaire de faire quelque chose pour eux, et comme on ne peut le faire en les mettant en commun, il faut le faire en les mettant à part.

Mais, prenons-y garde. Il ne s'agit pas uniquement de les classer à part, de retomber ainsi dans ce mal de l'isolement dont je parlais tout à l'heure. Il importe que ces enfants soient placés dans des classes ou dans des écoles, peu m'importe, dites de perfectionnement, classes ou écoles spéciales, dirigées par le même personnel, appartenant au même enseignement primaire, assimilées aux autres écoles de la République, ayant le même régime légal, le même régime disciplinaire, la même pédagogie générale, les mêmes méthodes d'ensemble, sinon les mêmes procédés particuliers, et un même but commun, un même aboutissement : l'éducation générale dans le sens général de nos lois scolaires.

Voilà quelle est la méthode à suivre si on veut les prendre à part pour leur donner cette préparation spéciale qui les garantira contre tout isolement futur. Oui, il importe de les isoler momentanément, de même qu'on met quelque temps à l'abri, dans un coin d'une serre, les plantes qui ont besoin de plus de soleil et de lumière pour les mettre plus tard au milieu d'un parterre aussitôt qu'elles auront pris la force nécessaire pour vivre.

Voilà, Monsieur Bédorez, ce que nous avons vu dans cette école dont vous êtes à la fois si fier et si... troublé.

Nous y avons vu une vingtaine d'enfants qui étaient

incontestablement des arriérés ou des instables, des esprits lents ou des esprits incertains, presque impossibles à fixer. Des maîtres dévoués, auxquels je suis très heureux de rendre hommage, se sont consacrés à leur éducation. Parmi eux se trouvent un adjoint, M. Julitte, et un directeur d'école, M. Ferrand, qui, encouragés, guidés par leur excellent inspecteur, M. Jeannot, ont eu le mérite de savoir adapter à l'enseignement de ces enfants les méthodes de pédagogie générale en les transformant, en les spécialisant, comment dirais-je, en « les personnalisant », et qui ont obtenu ainsi des résultats très remarquables.

J'ai dit « en les personnalisant ». Tout est là, en effet. Chacun de ces enfants doit être pris à part, puisque la méthode collective ne s'applique pas à eux. Il y a autant de petits individus particuliers qu'il y a d'élèves dans cette classe d'anormaux et il faut pour chacun d'eux comme un entraînement spécial, une direction particulière qui, par tâtonnements, par expériences quotidiennes, se révèle peu à peu au maître jusqu'à ce qu'il trouve enfin la clé de cette petite serrure embarrassée.

Puis l'huile pénètre dans les ressorts, la clé tourne toute seule et la serrure s'ouvre.

Voilà ce que je voulais vous dire, Monsieur le Directeur du Cabinet.

J'espère que vous nous conférerez l'autorité nécessaire pour continuer notre œuvre et que vous voudrez bien permettre à la France tout entière de bénéficier des méthodes qui ont déjà donné de si beaux résultats. Au nom de tous ceux qui s'intéressent en France, non pas seulement à telle ou telle question pédagogique particulière, mais à la grande œuvre de progrès humain, de fraternité et de solidarité sociale, je vous prie de dire à M. le Ministre de l'Instruction publique combien nous lui

sommes reconnaissants des assurances que vous nous avez tout à l'heure données de sa part. Nous avons la certitude que demain, dans un délai très rapproché, sur toute l'étendue du territoire de la République, il n'y aura plus de ces anormaux abandonnés.

On trouvera partout soit une école, soit une classe où, suivant une méthode particulière, il sera possible de les prendre, de les diriger, de les transformer, de façon à les rendre au grand courant de la Patrie et de l'Humanité.

LE PATRONAGE DES ENFANTS ANORMAUX ET DES ENFANTS DE FAMILLES ANORMALES (1)

Mesdames, Messieurs,

Voilà bien des années que j'ai l'occasion — on le rappelait tout à l'heure — de suivre le développement de cet Institut, bien des années aussi que j'en apprécie hautement et que j'en admire l'excellente direction matérielle, intellectuelle et morale.

J'ai observé cette chose bien rare, c'est que, non seulement M. Baguer a fait de cette maison une maison véritablement modèle, mais encore qu'il a eu cette idée, bien peu fréquente, de penser que, puisque son école était modèle, il fallait qu'il s'en créât beaucoup d'autres semblables.

Il n'a pas borné le sentiment de son devoir à bien faire ici; la passion qui déborde de lui est telle qu'il a essayé de créer, sur tout le reste du territoire, des œuvres analogues à celle qu'il a fait vivre à Asnières.

Il a été le véritable apôtre de cette propagande à laquelle nous nous sommes tous associés, propagande qui, si elle n'a pas encore complètement réussi, a du moins réussi en

(1) Discours prononcé à l'Assemblée générale du Patronage des sourds-muets et sourdes-muettes de la Seine, le 4 décembre 1909.

grande partie, puisque l'une des deux lois que nous souhaitions a été votée par le Parlement et que la seconde, celle qui est relative aux sourds-muets, le sera bientôt, nous l'espérons du moins, grâce au bon concours de tous ceux auxquels nous faisons appel.

Quand ce résultat aura été acquis, vous pourrez, comme le bon serviteur à la dernière heure du jour, vous reposer et, jetant un regard autour de vous, apercevoir dans toute la France une foule d'enfants, dont quelques-uns seront déjà devenus des hommes et des femmes, qui devront aux institutions créées par vous, soit ici, soit à l'image de celle-ci, leur vie digne, leur travail rémunéré convenablement, l'espérance d'une famille fondée et, par conséquent, la joie du foyer. Et alors vous direz qu'il y a par la France beaucoup de bons Français et de bonnes Françaises, petits et grands, qui vous devront, en somme, le bonheur de leur vie.

Cet Institut d'Asnières est excellent en lui-même et je voudrais précisément vous dire, sur deux points particuliers, ce que je désirerais qu'on connût de lui au dehors et qu'on imitât :

D'abord le Patronage.

Le Patronage des Anormaux.

Quand nous avons discuté, au Sénat, la loi de 1909, sur l'éducation des enfants arriérés, quelques-uns se sont inquiétés de ce Patronage et se sont demandé s'il n'allait pas s'introduire, grâce à cette institution, je ne sais quelle ingérence étrangère dans la direction de l'école, dans l'enseignement et l'éducation de nos enfants. On a paru craindre qu'il n'en résultât une division d'influence et quelque flottement.

Mais le Patronage ne s'immisce pas dans la direction de l'école. Il étend autour de l'école un cercle de bienfaisance, de protection et quand les élèves sortent d'ici, ayant reçu une instruction et une éducation qui les rend aptes à un travail rémunérateur, le Patronage leur procure ce travail.

En somme, le Patronage est la réunion de tous ceux qui considèrent que leur devoir ne finit pas quand la classe se termine et qui pensent que le devoir social doit s'étendre au delà des années de classe, que l'enfant sortant de chez vous a le droit d'être recueilli et soutenu dans les premiers pas de la vie et que la Société n'a pas payé sa dette aussi longtemps que, après lui avoir donné l'instruction, elle ne lui assure pas la mise en mains de l'outil et du travail.

Ce Patronage, nous voudrions le voir se créer un peu partout, aussi bien auprès des Ecoles comme la vôtre que des écoles d'arriérés et d'anormaux.

J'ai abordé ce sujet à dessein, car s'il est question dans certaines villes de créer ces écoles pour anormaux, je sais qu'une sorte d'incertitude règne encore en ce qui concerne le patronage, et il est à craindre qu'après avoir créé des classes spéciales d'abord, puis des écoles spéciales, on ait construit un édifice sans couronnement.

A quoi sert le patronage, nous dit-on ? Voici : Quand vous aurez tenu ces enfants sur les bancs de vos écoles pendant plusieurs années ; quand vous aurez développé leur intelligence et leur activité, ne seront-ils pas malgré tout en arrière des autres et ne seront-ils pas dans un tel état d'infériorité que le bien que vous aurez fait sera perdu s'ils sont abandonnés à eux-mêmes.

Or, c'est précisément ce que vous voulez éviter, et c'est pourquoi nous voudrions voir se créer, autour de chacune de ces écoles, un patronage groupant tous les

bons citoyens désireux de se charger de ces enfants qui — j'ai retenu cette phrase de votre rapport, M. le Secrétaire général, et le mot est très exact — compenseront l'infériorité physique dont ils sont atteints par une supériorité d'attention, par une supériorité d'application, d'entraînement moral, pour ainsi dire, due à la conscience qu'ils auront des efforts faits par vous pour leur donner l'instruction.

Ils comprennent ce qui a été fait pour eux, et les exemples que vous avez rappelés tout à l'heure de l'admirable conduite de certains d'entre eux prouvent que ces efforts ne sont pas perdus. La plupart sentent bien que s'ils ont été légèrement en arrière des autres enfants, ils ont eu le bonheur de rencontrer des hommes de beaucoup en avance sur leurs concitoyens qui se sont dépensés sans compter pour faire disparaître cette infériorité.

Ces enfants se rendent compte de la dette particulière qu'ils ont contractée, et les patrons qui les emploieront recueilleront, comme un bénéfice pour eux-mêmes, le fruit de vos efforts pour rendre meilleure et plus forte la conscience de ces enfants.

Il faut donc répandre partout cette idée du bienfait et des résultats du patronage. Il faut que l'on sache partout ce que vous faites, de même que vous devez répéter partout combien les patrons se félicitent d'employer vos enfants.

L'Internat primaire pour les enfants anormaux.

La seconde idée que je veux développer ici m'a été suggérée depuis longtemps par M. Baguer qui m'en a souvent entretenu; elle est relative au système d'internat que vous avez créé et qui vous a si bien réussi à Asnières.

Avec des enfants d'une nature physique et intellectuelle particulière, il était indispensable que la vie en commun fût instituée, et jamais vous n'auriez obtenu de pareils résultats si cette vie commune, sous une direction commune et constante, n'avait été assurée heure par heure, minute par minute.

Je ne suis pas en principe partisan de l'internat, et je ne pense pas que ce soit le meilleur système d'éducation. La famille est évidemment le milieu le plus sain et le plus désirable pour des enfants; mais lorsqu'il s'agit de catégories d'enfants qui sont presque toujours dans des conditions personnelles difficiles et dans des conditions de famille presque toujours douloureuses, s'il n'existait pas une maison dans laquelle autre chose que l'instruction puisse être donnée, s'il n'y avait pas pour eux possibilité de trouver un foyer, une famille, une grande famille, au sein de laquelle il leur soit permis de se réchauffer, la plus grande partie de l'instruction et de l'éducation reçues serait stérile.

Sortant chaque soir du milieu dans lequel, avec tant d'efforts, on s'attache à développer leur intelligence, ils ne trouveraient qu'un milieu absolument défavorable et même contraire à ce développement.

Votre directeur, M. Baguer, me le disait encore tout dernièrement. Qu'est le foyer, la famille de ces enfants qui ne rentrent pas, si je puis dire, dans la catégorie des enfants de droit commun.

Pour beaucoup, c'est le père qui est malade et ne travaille pas. La mère s'efforce de son mieux de subvenir aux besoins du ménage, elle travaille au dehors, elle coud, fait des ménages, etc..., et, pendant ce temps, les enfants ne peuvent avoir de bons exemples sous les yeux. On peut même dire que trop souvent, entre les heures de la classe et le moment où la mère rentre à la

maison, c'est la rue seule qu'ils peuvent connaître.

Quelquefois, c'est la mère qui est malade et retenue au lit par une des causes nombreuses qui arrêtent la femme et l'empêchent de travailler. Le père a de la bonne volonté, il gagne sa vie et rapporte honnêtement son salaire à la maison, mais est-ce que ceci suffit pour faire l'éducation de l'enfant?

Et Baguer me disait ce mot très juste : « Pas de père, pas de pain ; pas de mère, pas de foyer. » C'est pour ceux qui sont privés de l'un ou de l'autre de ces deux éléments nécessaires à l'existence physique et morale, qu'il faut créer, avec le triple concours de l'Etat, du département et des communes, des internats primaires publics où seront recueillis, comme vous l'avez fait ici, les enfants n'ayant pas de foyer assuré.

Et nous devons étudier ce problème de *l'internat primaire public*, non seulement pour les enfants anormaux, mais encore pour ceux qui, bien que *nés normaux*, se trouvent dans des conditions anormales de développement parce que la famille est insuffisante, dissociée ou incapable.

Il est humain, il est prudent de ne pas attendre pour s'intéresser à ces enfants de familles incomplètes qu'ils soient devenus débiles et anormaux par l'action déprimante de la misère, ou dangereux par des habitudes précoces de vagabondage.

Il vous semble peut-être que je m'écarte de la question qui nous occupe, cependant je suis au centre même du problème, car si vous avez obtenu d'aussi bons résultats, ce n'est pas uniquement parce que vous avez créé des méthodes spéciales, c'est parce que vous avez créé ici une vie nouvelle, une maison qui retient et reçoit les enfants toutes les fois et pendant tout le temps que la famille ne peut les garder avec elle.

D'un côté, je vois le patronage apprenant aux industriels à connaître et à apprécier la valeur morale et intellectuelle de vos enfants et leur assurant du travail ; de l'autre, j'aperçois l'internat où ceux qui n'ont pas de pain ou de foyer, c'est-à-dire de famille, trouvent ces deux bienfaits nécessaires.

Je voudrais bien montrer l'utilité de ces deux créations afin d'en susciter de semblables et de vous aider ainsi à achever la bonne œuvre que vous avez entreprise et à donner à tous la leçon de choses que nous venons tous les ans chercher ici.

Vous avez fait allusion, mon cher Président, à une phrase que j'ai prononcée en d'autres circonstances.

Oui, « il faut que la France vive », et je voulais dire, par là, qu'il est peu de pays où la natalité soit plus faible qu'en France et la mortalité malheureusement aussi élevée. Les dernières statistiques nous ont montré que, tandis que les autres nations se développent au point de vue de leur population d'une façon extraordinairement puissante, la nôtre semble subir un arrêt de développement dont je ne veux pas rechercher les causes, mais dont je puis tirer les conséquences et montrer la leçon.

Quelles que soient les causes de cette faible natalité, il est évident que tous les hommes soucieux du lendemain doivent tourner leurs efforts vers ce but : faire qu'aucune force vitale du pays ne soit perdue, qu'aucun germe de vie ne soit flétri, qu'aucun être humain, si faible soit-il, ne soit négligé et abandonné.

Il est indispensable que l'attention publique se porte là où les difficultés sont les plus grandes, car il ne faut pas perdre une unité. Il faut que les plus chétifs, les plus faibles soient secourus dès les premiers jours et, grâce à des méthodes comme celles que vous employez ici, amenés à pleine et entière vitalité.

C'est cette œuvre de vitalité nationale que vous avez réussie à Asnières sur le plus ingrat et le plus délicat des terrains, et c'est votre œuvre que je veux donner en exemple en répétant : « Il faut que la France vive ».

Et heureusement, il y a beaucoup de Français comme vous, messieurs les Membres de l'Ecole d'Asnières et messieurs les Membres du Patronage, qui savent faire leur devoir et donner ainsi la certitude que la France vivra.

B. — L'HABITATION

I

LE MAL DU TAUDIS ⁽¹⁾

Comme mes excellents amis Fuster et Strauss, je dois d'abord payer la dette de remerciements de l'Alliance d'Hygiène sociale à la Ville de Roubaix, au comité d'organisation de notre Congrès, et au département du Nord. L'Alliance d'Hygiène sociale qui, tous les ans, tient ses réunions dans des villes différentes, considère que, dans ces pèlerinages, elle va à la fois chercher des exemples, des leçons et des motifs de nouvelles actions. Nulle part plus que dans le département du Nord nous ne pouvions trouver, en effet, exemple, conseils et impulsion. Nulle part un foyer plus lumineux pour éclairer nos travaux, nulle part un foyer plus ardent pour exciter nos énergies ne se rencontre certainement sur le sol français. Je ne reviendrai pas, après tous ceux qui l'ont déjà fait, sur le tableau des œuvres d'assurances, de mutualité, de prévoyance sociale du département du Nord; hier déjà, aujourd'hui encore, il vous a été fait un résumé de cette

(1) Discours prononcé au Congrès de l'Alliance d'Hygiène sociale. (Roubaix, octobre 1911).

merveilleuse efflorescence d'œuvres dont le département du Nord est le terrain fertile. Je me borne à constater que nous sortons d'ici plus résolus et mieux avertis que jamais, et que des différents congrès qu'a tenus jusqu'à présent l'Alliance d'Hygiène sociale aucun n'a été d'un enseignement plus profitable ni d'une action plus communicative.

M. Strauss vous disait tout à l'heure, avec une généreuse éloquence, combien, dans l'œuvre de la mutualité maternelle, on se préoccupait peu des systèmes, des doctrines, des opinions particulières et combien on entendait travailler avec tous les gens de bonne volonté ; à plus forte raison encore les mutualistes le diront-ils, puisqu'ils ne se bornent pas à chercher en France même, mais qu'ils poursuivent sur tous les points du monde, la solidarité de toutes ces bonnes volontés. L'Alliance d'Hygiène sociale, très ambitieuse et très fière de son ambition, se propose une tâche plus haute, plus difficile et plus vaste, elle ne prétend à rien moins qu'au combat contre tous les maux sociaux évitables ; elle entreprend la lutte non pas contre telle ou telle misère de l'humanité, mais contre toutes ; elle se propose de lutter contre tout ce qui nuit, de répandre tout ce qui est utile et tout ce qui est bon, elle cherche à accroître par tous les moyens la vie générale de la masse. Elle hait les souffrances stériles, elle considère qu'il n'y a pas de plus noble emploi pour son effort que de le diriger contre elles (c'est à mon éminent prédécesseur, Casimir Périer, que revient l'honneur d'avoir osé formuler un programme aussi vaste) ; elle prétend que sur tous ces terrains elle est à sa place et que devant aucun de ces maux elle ne sera désavouée.

J'ai dit que nous avons cette ambition de combattre tous les maux sociaux et de développer par tous les moyens la santé, la prospérité, la dignité de la vie. Mais

comme il faut de la méthode dans tout travail bien fait, nous ne prétendons pas à chacun de nos congrès aborder l'ensemble de toutes ces questions et de tous ces problèmes. Nous avons donc choisi pour notre Congrès de l'Alliance d'Hygiène sociale un objet particulier, la réforme de l'habitation humaine, qui nous a paru de tous les moyens qui sont proposés pour combattre les maladies sociales, à la fois le plus efficace et le plus facile à réaliser.

Si je l'affirme, c'est que je commence à avoir quelque expérience de nos Congrès de l'Alliance d'Hygiène sociale. Nous avons, dans quelques-uns, étudié particulièrement la lutte contre l'alcoolisme, dans d'autres la lutte contre la tuberculose, ou contre tous les autres maux dont vous parlait tout à l'heure Strauss. Eh bien ! disons-le, nous nous sommes aperçu presque toujours que, malgré tant de bonnes volontés, nous nous heurtions à des impossibilités matérielles. Tant qu'on n'aura pas fait disparaître la cause la plus grave de tous ces maux, l'habitation insalubre, l'habitation malsaine, il sera presque impossible de demander aux hommes de transformer leur façon de vivre et de vivre cette vie saine que nous souhaitons. Comment voulez-vous que l'ouvrier, que l'ouvrière qui rentre le soir après son travail pénible de toute la journée, dans ce que nous appelons le taudis, puisse se plaire dans ce taudis ? Comment voulez-vous que l'ouvrier ne soit pas exposé, entraîné à l'abandonner ? Comment voulez-vous que la femme fasse le charme de cet intérieur qui reste repoussant, malsain, odieux ?

Et peut-être, disais-je, c'est sur ce point qu'on peut combattre le plus utilement. Une des réformes les plus simples, préconisées par les médecins pour garantir la santé individuelle, c'est la réforme du vêtement. Que de fois nous avons entendu les médecins dire : « Mettez

donc des tissus de laine pour éviter des refroidissements, ayez des vêtements assez flottants pour que l'air puisse circuler autour de votre corps. » Eh bien ! qu'est-ce que la maison ? C'est le vêtement de la famille. Je dis, de la famille, c'est qu'en effet ce qui nous préoccupe, c'est la famille plus encore que l'individu. Dans notre pensée à tous, l'individu est bien celui que nous voulons atteindre, mais nous voulons l'atteindre de façon à l'améliorer réellement ; or, si nous arrivons à améliorer l'individu, égoïstement, indépendamment de sa famille, nous n'aurons rien fait ; ce qu'il faut, c'est transformer la famille. La famille, c'est la cellule sociale où se crée véritablement, où se perpétue, où se renouvelle incessamment la vie de la nation.

L'individu en soi n'existe pas : le véritable organisme, c'est la famille, et cet organisme ne peut pas vivre, s'il n'a pour point d'appui un foyer stable, paisible et sûr.

Nous avons donc pris ce problème de la réforme de l'habitation, et alors, Monsieur le ministre (1), je vous demanderai très pratiquement, très prosaïquement la permission de faire passer sous vos yeux les vœux de notre Congrès, ils n'auront peut-être pas l'éclat des développements que nous avons applaudis tout à l'heure, mais cela rentre tellement dans votre mandat, c'est tellement pour cela que vous êtes venu ici, qu'il me semble que je manquerais à mon devoir si je passais à côté des détails et si je ne vous disais pas ce que nous souhaitons du Gouvernement et de son initiative.

L'ordre du jour de notre Congrès se divise en deux parties. J'ai parlé de la réforme de l'habitation ; j'aurais dû, pour être complet, considérer l'habitation, non pas isolée, mais la considérer dans la cité. Nous avons

(1) M. Renoult, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

donc à examiner ce qu'il faut faire pour arriver à la réforme de l'habitation individuelle et à celle de la cité tout entière. Pour la réforme de l'habitation, voici les raisons qui nous ont déterminé à l'étudier tour à tour à la ville et à la campagne. A la campagne il semble que le problème ait été volontairement négligé parce qu'on en sentait moins l'urgence : il y a de l'air à l'extérieur. Mais la maison du paysan qui sourit au passant quand il la regarde de la route, n'est que fâcheuse surprise et déception quand on l'approche. La fosse à purin nauséabonde, souvent une mare fétide, vicie l'air qui l'environne. A l'intérieur le sol battu, imprégné d'eau, de liquides malsains, entretient une atmosphère humide ; une seule fenêtre étroite et basse reste fermée à l'air et boude au soleil. Cette demeure si riante à voir n'est, à l'habiter, qu'un taudis où pullulent les germes de maladies et de mort.

De toutes les plantes que la nature fait croître, la plante humaine est celle qui a le plus besoin de soleil, et c'est celle qui en est le plus exilée.

Deux ordres de moyens nous ont paru efficaces pour l'assainissement de l'habitation individuelle : tout d'abord l'application de la loi de 1902. C'est une loi à laquelle nous sommes fiers d'avoir collaboré, et Fuster avait raison de dire que ses dispositions excellentes et si parfaitement coordonnées ont été admirées à Dresde quand il les y a fait connaître. Mais, comme la jument de Roland, elle a toutes les qualités, excepté celle de vivre. Il ne lui manque que l'essentiel, c'est-à-dire d'être appliquée.

Comment voulez-vous, surtout dans les petites communes (je ne parle pas des villes dans lesquelles existe un bureau d'hygiène, mais des communes où il n'y en a pas), comment voulez-vous que le maire d'une petite

commune de campagne puisse avoir l'influence nécessaire, l'audace nécessaire pour aller faire réformer la salubrité ? Cela est très difficile, car, lui-même, ne l'oubliez pas, vit dans les mêmes conditions hygiéniques, c'est-à-dire antihygiéniques, que ses administrés. Des vœux dont le détail n'importe pas ici, ont donc été déposés et votés pour la mise en exploitation pratique de cette loi de 1902, par la création d'organismes complémentaires qui sont nécessaires.

Les comités de patronage des habitations à bon marché ont émis aussi un certain nombre de vœux dont l'un, le plus ancien, est celui qui tend à la suppression de l'impôt des portes et fenêtres. Je sais, Monsieur le Ministre, combien vous avez travaillé aux lois fiscales, car je n'oublie pas que vous avez été tout récemment sous-secrétaire d'Etat au ministère des Finances, et par conséquent, je prêche en ce moment-ci « un convertisseur », mais je voudrais bien que nous profitions de ce double fait : que vous étiez hier sous-secrétaire d'Etat aux Finances, défendant la réforme de l'impôt qui contient un article essentiel sur la suppression de l'impôt des portes et fenêtres, d'ailleurs voté par la Chambre, et que vous êtes maintenant ministre du Travail ; nous souhaiterions que celui qui a été un soldat si ardent de la réforme de l'impôt, devenant ministre de la Prévoyance sociale, se tourne vers son successeur aux Finances et lui dise : « Mon ami, je sais comment il faut conduire ce combat et je vais vous aider, au nom des intérêts de la Prévoyance qui me sont confiés, à remporter la victoire sur ce point qui est primordial. »

Une autre réforme demandée est due à l'initiative d'un vieux combattant, M. Siegfried, que l'on trouve toujours à la tête de l'action pour les réformes sociales ; c'est l'expropriation pour cause d'insalubrité publique. En ce

qui concerne la loi de 1841 qui, je vous l'avoue, n'a pas été votée à l'unanimité, M. Siegfried est l'initiateur d'un projet qui tend à appliquer d'autres principes que ceux que reconnaît cette loi. On a discuté sur la question de savoir si la loi de 1841 était ou non applicable lorsqu'il s'agissait de l'insalubrité intérieure de la maison qui est visée par la loi de 1902, quand cette insalubrité ne peut être corrigée que par des opérations d'ensemble. Or, nous demandons ceci : c'est qu'on introduise dans la législation ce principe nouveau que, lorsqu'une maison est considérée comme insalubre, l'expropriation de cette maison n'entraîne pas une indemnité égale à la valeur qu'aurait cette maison si on y avait dépensé tout l'argent nécessaire pour la rendre salubre. Je possède une maison de 100.000 francs, mais il me faudrait dépenser 25.000 francs pour la rendre habitable ; je crois que l'autorité publique a le droit de me dire : dépensez vos 25.000 francs ou je vous exproprie ; mais, comme il faudrait que je dépense, moi, les 25.000 francs pour conserver l'immeuble, il est naturel qu'on diminue l'indemnité qui me sera accordée de la somme nécessaire pour rendre la maison habitable.

Nous croyons que cela est juste, nous croyons, en tout cas, que cela est indispensable si l'on veut arriver à la réforme de l'habitation. Il s'est introduit, en effet, dans l'application de la loi de 1841, par suite de certaines décisions de très nombreux jurys, une jurisprudence telle que les municipalités reculent dorénavant devant toutes les opérations de cette nature. Elles craignent d'avoir à payer des sommes hors de proportion avec la valeur véritable de l'immeuble à exproprier : on y renonce donc purement et simplement.

Si on ne peut pas assainir l'habitation, il faut la démolir, mais cela ne suffit pas ; il faut ensuite la remplacer par une habitation saine. La seconde partie du problème

est donc celle-ci : que faut-il faire pour rendre plus rapide l'application de la législation sur les habitations à bon marché?

J'aurais bien souhaité, Monsieur le Ministre, que vous puissiez assister hier à la discussion qui s'est ouverte sur cette question. M. Strauss a fait un exposé des différentes modifications à apporter à la législation en ce qui concerne le crédit immobilier. Pour la loi de 1908, il indique un certain nombre de vœux qui tendent tous, en somme, au même objet : diminuer le capital que doit avoir réuni et versé la Société de construction de maisons à bon marché; augmenter la proportion de l'avance, par rapport aux versements faits par l'emprunteur. Ainsi, lorsque les communes ont garanti l'opération, on ne leur demande pas de verser réellement la somme correspondant à cette garantie; mais on leur demande, en vertu des principes du droit administratif, que leur crédit effectif soit en rapport avec leurs engagements.

Le but, en somme, est celui-ci : faire de la loi de 1908 une réalité. Ainsi, dans le département du Pas-de-Calais, la Société des habitations à bon marché s'est développée très vite, trop vite, puisqu'elle en est arrivée à ne plus pouvoir fonctionner pour avoir trop bien réussi, l'État ayant accordé à cette Société le maximum de ce qu'il pouvait accorder à une Société ayant 200.000 francs de capital.

Nous avons émis d'autres vœux de détail sur lesquels je ne veux pas insister. Ils se résument en ceci : rendre immédiatement praticable et vivante la loi de 1908, et faire que son application ne soit pas le privilège d'un certain nombre de groupements plus heureux, à la tête desquels sont des gens de plus grande initiative et peut-être aussi des gens plus fortunés; mais, que cette appli-

cation soit véritablement à la portée de tout le monde, dans tous les départements, même dans les moins favorisés de la fortune et les moins propres à cette transformation sociale. Ce que nous voulons, c'est qu'en somme chacun des Français, dans un avenir plus ou moins lointain, arrive à avoir enfin cette petite maison saine, claire et gaie dont j'ai parlé tout à l'heure et dans laquelle il pourra se dire, suivant le mot bien connu : Je suis le roi de ma maison.

J'insisterai moins sur la réforme de la cité ; ici on ne rencontre pas les mêmes difficultés de droit administratif et financier que j'ai signalées tout à l'heure. L'expropriation pour insalubrité s'applique à la transformation de la cité aussi bien qu'à l'habitation elle-même. Nous demandons que vous vouliez bien obtenir, pour cette question, un tour de faveur à l'ordre du jour de la Chambre.

Nous avons également émis des vœux pour que des espaces libres et des terrains de jeux soient réservés autant que possible dans les différentes opérations de voirie qui vont être entreprises par l'État, et je n'ai pas besoin d'appeler votre attention particulière sur Paris. Il faut qu'à ce point de vue Paris puisse prendre, parmi les capitales de l'Europe, la place qui lui revient. Quand on songe que Londres jouit de terrains, de parcs, de terrains boisés, ayant une superficie égale à celle de la Ville de Paris tout entière, véritablement il suffit d'énoncer ce fait pour démontrer qu'il y a une nécessité d'ordre public à ce que Paris soit enfin relevé de son infériorité.

Nous demandons encore que dans les villes de plus de 10.000 âmes il soit dressé dans un délai de cinq ans des plans d'extension et d'aménagement. Nous croyons que la France souffre d'un mal d'imprévoyance : les villes

se développent au hasard de la spéculation sur les terrains et de la fantaisie individuelle. Il est tout à fait nécessaire, dans l'intérêt de la santé publique, que des plans d'aménagement et d'extension soient dorénavant imposés.

Vous voyez d'ici l'œuvre que nous tentons de faire dans ce Congrès de l'Hygiène sociale. Nous cherchons à nous mettre en dehors de tout parti pris, en dehors de toutes les considérations de politique. Nous examinons attentivement les plaies, nous croyons tous la guérison possible et nous la réclamons.

Nous travaillons pour la sauvegarde de la famille. Nous sollicitons l'effort mutuel comme le plus sûr moyen d'arriver au résultat.

Pour terminer, Monsieur le Ministre, je voudrais vous soumettre un vœu. Ce qui est le plus clairement ressorti de toute la discussion, c'est qu'il manque en France aux innombrables œuvres une direction coordonnée, harmonieuse. Or précisément l'Alliance d'Hygiène sociale cherche à mettre de l'ordre, de la méthode, de la coordination dans toutes les luttes qu'elle mène. Mais nous voudrions que quelqu'un de plus puissant que nous, quelqu'un dont la voix serait entendue plus loin que la nôtre, prenne en mains cette tâche.

Il m'a paru que le ministre de la Prévoyance sociale était tout désigné pour cela ; que, par ses conseils, par sa direction, par son appui aux différentes œuvres, aux différentes institutions, comme celles qui sont représentées ici, il pouvait leur enseigner la collaboration, leur éviter le double emploi, les engager à combler les vides de l'action sociale et les faire marcher d'un même pas sur une route à l'avance bien connue et bien définie.

Pour cela je souhaiterais que le ministre du Travail eût à la fois dans ses services l'assistance, l'hygiène, l'assurance et la prévoyance. Je crois que ce serait là

une réforme très simple, très rapide et très féconde. La coordination des œuvres n'existera que si un seul chef, un seul représentant du Gouvernement a la responsabilité de leur ensemble. Ce projet rencontrera sans doute des difficultés administratives; je ne veux pas m'en occuper ici; mais je puis bien affirmer que si cette réforme se réalisait, ce serait une œuvre très belle et très utile.

II

L'HABITATION A BON MARCHÉ⁽¹⁾

Mesdames, Messieurs,

Je n'ai pas besoin de vous dire combien j'ai regretté, il y a huit mois, de ne pouvoir venir poser la première pierre de ce groupe de maisons aujourd'hui élevées. J'ai déjà exprimé deux fois ce matin, dans d'autres réunions, les regrets que j'avais éprouvés de mon absence, dont tout le monde sait la cause involontaire... Je suis ému en voyant que, au lieu de me reprocher cette absence, on s'est réuni, on s'est groupé pour recevoir d'une façon plus cordiale encore celui qui n'était pas veu et qui vient seulement aujourd'hui. Vous avez transformé la cérémonie d'alors en une cérémonie nouvelle, de façon à me permettre, non pas seulement de concevoir avec vous des espérances, mais de constater des réalités. Ce qui était la première pierre est devenu la maison même, et l'œuvre que vous aviez conçue est aujourd'hui élevée devant vos yeux.

Ce qu'est cette œuvre, on l'a dit tout à l'heure avec l'éloquence des faits, plus forte que l'éloquence des mots; et la jeune fille qui, si gentiment, vient de nous lire quelques vers de bienvenue, a exprimé en termes que j'ai

(1) Discours prononcé à Bordeaux à l'inauguration du Groupe d'habitations à bon marché « Léon Bourgeois », le 25 juin 1909.

retenus et que je veux répéter ce que nous ressentons au spectacle qui nous est offert ici.

Combien ils vous sont chers, ces foyers où en rentrant, votre tâche finie, vous trouvez la gaiété dans des logis bien clairs ! Ces logis ne donnent pas seulement la gaiété aux yeux, mais la gaiété à l'esprit ; ils donnent la santé et la vie. On l'a dit il y a longtemps, le véritable ennemi de la moralité publique en même temps que de la santé, c'est le taudis.

M. Cazalet a rappelé tout à l'heure les noms de ceux qui ont été les croisés de cette lutte contre le taudis, — je n'ai été parmi ceux-là qu'un combattant modeste, d'autres doivent être cités au premier rang qui ont travaillé plus que moi —, de ceux qui au Parlement ont contribué à faire voter les lois nécessaires, de ceux qui dans les cités de notre pays ont créé des œuvres, qui les ont fait vivre, les ont fait triompher. Ici, Bordeaux nous offre un exemple de ce que peut l'initiative privée : c'est le groupement des citoyens de bonne volonté pour arriver à détruire le taudis, à élever à sa place, sur un terrain largement aéré, à la pleine lumière du grand soleil, avec de la verdure autour de soi, avec des fenêtres ouvertes sur le rayonnement du ciel, des maisons bien construites, gaies, joyeuses, où la famille se plaît, d'où elle ne sort pas pour se disperser. Voilà ce que vous avez fait, hommes de bonne volonté, qui avez été les apôtres de cette croisade — voilà ce que vous avez fait, vous, et autour de vous ce que vous avez fait faire dans des conditions que je considère, au point de vue social, comme d'un intérêt essentiel. Vous avez réussi à créer des groupements entre des forces qui s'ignoraient, qui se croyaient peut-être hostiles les unes aux autres ; vous avez réussi à amener entre les ouvriers eux-mêmes cette mutualité des efforts. Tout à l'heure j'admirais l'ensemble des œuvres créées par le personnel

de la Compagnie des tramways de Bordeaux que vous m'avez énumérées. Vous avez déjà, dans vos Sociétés ouvrières, réalisé ce que nous considérons comme le programme de la solidarité sociale, car vous avez mutualisé les risques de la vie, vous vous êtes associés en payant la prime commune de toutes les bonnes volontés contre tous les risques qui menacent l'individu, vous avez prévu et vous avez préservé, vous avez fait en petit dans vos Associations ce que nous voudrions qu'on fit dans l'ensemble de la grande société publique. De cette façon, montrant quelle est la force de l'individu associé, comparant ce qu'est cette force à ce qu'était la faiblesse de l'individu isolé, vous avez fait jaillir du sol la véritable petite maison commune — commune par les origines, commune par la vie que vous y menez, les uns à côté des autres, commune par les exemples qu'elle donne au pays tout entier. En même temps, par un effet admirable et nécessaire des choses, par cette loi intérieure d'harmonie que toutes les bonnes volontés trouvent prête à les servir dès qu'elles se mettent en action, vous avez rencontré, en face de vous, de l'autre côté, non pas de la barricade, mais de la barrière factice qui semble séparer les citoyens, la force du capital. Unissant ces deux forces, vous avez réussi à faire une association étroite, volontaire, féconde, cordiale, sincère, une association qui n'est pas seulement celle des capitaux, mais aussi celle des cœurs; vous avez réussi à produire ce résultat — dont tout à l'heure je félicitais M. Résal — que la Compagnie des tramways de Bordeaux — le capital qui est en face de vous — arrive à garantir votre œuvre, vous dispense, par cette garantie, des versements du dixième considéré comme financièrement nécessaire à votre budget, et que la Compagnie, en le faisant, ne s'expose à aucun risque — ou au risque le plus léger. Il se pourrait, en effet, qu'un

certain nombre d'entre vous ne pussent tenir les engagements qu'ils ont pris au début de leur location..., mais ils seront peu nombreux, parce qu'ils sont soutenus dans leur prévoyance, dans leur effort quotidien par les habitudes de l'épargne, par l'économie de l'existence, par la vie de famille, grâce à laquelle on dépense peu, on économise, on est mis à l'écart des entraînements. Déjà il y avait là une garantie morale qui permettait à la Compagnie de penser que presque aucun de ceux qui s'engageaient avec elle ne manquerait à ses engagements; que, en tout cas, aucun n'y manquerait volontairement, par faiblesse, par imprévoyance, par découragement, par lâcheté; que si, véritablement, l'un d'entre eux y manquait peut-être, ce serait vaincu par le sort qui aurait été plus fort que sa volonté. Dans ce cas, on fait pour lui ce que fait la société pour un de ses membres écrasé par le sort et qui n'est pas coupable : on trouve le moyen de l'aider, de le soutenir, de lui faire franchir la barrière, de le remettre sur pied pour reprendre sa route. C'est ainsi que sans risque, pour ainsi dire, la Compagnie peut donner les garanties nécessaires pour que vos efforts soient féconds, pour que tous vos camarades puissent, les uns après les autres, arriver à être candidats à la propriété, puis propriétaires des maisons que nous avons devant nous.

Les caisses d'épargne non plus ne courent pas de risques sérieux pour les avances qu'elles vous font, parce qu'elles trouvent une association de bonnes volontés morales; que devant cette force morale, plus grande que toutes les forces matérielles, on a la certitude et la sécurité du lendemain.

Ce que nous voudrions, c'est que cet exemple que vous donnez ici fût propagé; que l'on comprît dans la France

entière, que les pouvoirs publics, que ceux qui mènent la politique du pays comprissent que c'est par l'association continuelle des bonnes volontés fraternelles que se résout le progrès social.

Cette maison, je l'ai appelée d'un mot qui peut-être paraissait ambitieux, mais qui est le mot vrai; c'est la *petite maison commune*; c'est la petite image de la patrie, telle que nous la concevons; c'est, pour emprunter un terme dont on s'est servi tout-à-l'heure, ce que j'appellerai la *patrie sociale*; c'est la maison que nous entrevoyons dans notre rêve — non pas le rêve qui voile les difficultés des choses, mais celui qui perçoit heureusement les moyens de les surmonter. Dans ce rêve nous voyons la petite maison s'agrandir aux yeux, les murs s'écarter, le terrain sur lequel le groupe est construit peu à peu s'étendre, lui aussi, et dans ces chambres plus nombreuses, sous ces toits chaque jour plus étendus, plus rayonnants, ce ne sont plus seulement 130 ou 140 petits ménages de la Compagnie des tramways de Bordeaux qui trouveront place, c'est l'ensemble des familles de nos travailleurs.

C'est à cet exemple donné par vous, à cette propagande par le fait que vous avez répandue ici, que j'adresse le salut reconnaissant, le témoignage de gratitude de tous ceux qui, en France, ont le souci du progrès social.

A ceux qui ont été vos chefs; à ceux qui, comme M. Cazalet — je ne les nomme pas tous — ont été vos guides dans cette voie, en particulier à M. Résal — dont je suis heureux de voir le nom à côté du mien sur la façade de ce groupe d'habitations —, à tous ceux qui vous ont aidés à construire ces maisons, j'adresse un salut reconnaissant, leur disant qu'ils ont bien travaillé pour la fra-

ternité intérieure de la France et pour sa grandeur au dehors, parce que c'est dans la France pacifique, unie, fraternelle, que nous pouvons fonder des espérances sur la grandeur de la Patrie.

LES HABITATIONS A BON MARCHÉ ET LA LOI (1)

Le 8 février 1912, M. Léon Bourgeois étant ministre du Travail, M. Charles Dumont et plusieurs de ses collègues déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition de résolution ainsi conçue :

« La Chambre invite le Gouvernement à assurer d'urgence le vote des dispositions législatives portant modification de la loi de 1906 sur les habitations ouvrières et permettant aux communes d'emprunter en vue de la construction de logements salubres à bon marché, avec avantages particuliers, pour les familles nombreuses. »

M. Charles Dumont, ayant développé les motifs de sa proposition de résolution, termina par ces mots : « Dans la proposition de résolution que M. le Président a bien voulu lire, la Chambre « invite le Gouvernement », la formule est purement traditionnelle, car je suis sûr que nous n'avons pas à inviter M. Léon Bourgeois à travailler à une œuvre d'hygiène et de moralité publiques.

« C'est, au contraire, à nous de lui promettre l'appui discipliné et ardent d'une majorité pour seconder ses efforts en vue de la réalisation d'une législation qui fait, depuis de longues années, l'objet de ses préoccupations les plus profondes, les plus continues, d'une œuvre à laquelle il a consacré tout son esprit et tout son cœur. »

Je remercie tout d'abord M. Charles Dumont des termes par lesquels il a achevé ses observations et de

(1) Discours prononcé à la Chambre des députés, le 8 février 1912.

sa confiance dans les sentiments qu'allait exprimer le ministre du Travail en réponse à la question qu'il lui a adressée.

Je n'ai pas besoin de dire à la Chambre qu'il n'y a pas à mes yeux de question plus pressante et plus passionnante que celle de l'habitation à bon marché, du logement des familles nombreuses, ou, suivant l'expression employée couramment dans les milieux qui s'occupent du problème, que la question du « taudis ». C'est bien sous le nom de question du « taudis » que ce sujet est devenu familier à tous ceux qui, dans ce pays et ailleurs, s'occupent non pas seulement du problème particulier du logement, mais du problème général de l'assurance contre tous les maux sociaux.

Il est certain — et j'ai, à cet égard, la longue expérience que m'a donnée pendant plusieurs années la présidence de la Commission permanente de préservation contre la tuberculose — que, parmi les causes qui développent les maladies sociales et, en particulier, cette terrible maladie qui ravage notre pays (dont la mortalité malheureusement ne s'abaisse pas comme elle s'abaisse dans d'autres pays, et dont la natalité ne s'élève pas non plus comme elle s'élève dans d'autres pays) il est constaté, d'après tous les documents recueillis — et notamment d'après ceux qui proviennent de ce service de la Ville de Paris auquel M. Dumont faisait allusion tout à l'heure — que le taudis est la cause principale de la recrudescence de la tuberculose dans nos villes.

Il est donc indispensable pour le Gouvernement et pour les Chambres de poursuivre résolument et énergiquement la lutte contre le taudis, puisqu'il est la cause la plus profonde du mal qui ravage ce pays.

Nous n'avons pas, du reste, attendu et vous n'avez pas attendu l'heure actuelle pour entreprendre cette lutte.

Déjà vous êtes saisis d'un nombre assez considérable de propositions qui, de points de vue différents, visent le même but. M. Charles Dumont rappelait, en effet, qu'il y a autour de cette question de l'habitation à bon marché comme un concert de bonnes volontés qui, par des voies différentes, s'efforcent d'arriver à un résultat que nous cherchons également à réaliser.

Plusieurs projets ou propositions de loi modifiant la loi de 1906 sur les habitations à bon marché ont été déposés. Vous avez voté récemment un de ces projets. Le Sénat l'examine en ce moment et je pense que dans un bref délai il sera aussi voté par la haute Assemblée.

Mais vous avez devant vous d'autres propositions, celles qui touchent à la loi de 1841, celles qui sont relatives aux modifications nécessaires de la législation des expropriations.

Depuis longtemps on a remarqué que le jeu normal de la loi de 1841 a pour ainsi dire cessé dans les grandes villes de notre pays. On a remarqué, en effet, que les taux auxquels les expropriations s'élèvent depuis un certain nombre d'années rendent à peu près impossible, pour les villes et pour les pouvoirs publics, les expropriations nécessaires. On a donc demandé — et je vois ici M. Siegfried qui est l'auteur d'une de ces propositions — d'apporter des modifications à la loi de 1841 sur deux objets : on a d'abord demandé que les expropriations puissent être faites pour cause d'insalubrité et s'appliquer, non seulement à une maison, mais à un groupe de maisons, à un îlot, de façon à faire des opérations d'ensemble qui produiraient des résultats analogues à ceux qu'on a obtenus en Angleterre : le vaste assainissement de quartiers entiers d'une ville.

On a touché en second lieu la question des plus-values, en cherchant à abaisser dans une certaine mesure le taux

de l'indemnité d'expropriation, à la considérer comme devant être diminuée d'une certaine quantité correspondant à la plus-value qui résultera pour l'immeuble des travaux mêmes de voirie exécutés dans le voisinage.

Enfin, il y a une dernière proposition, qui a une importance considérable, et qui aura une portée considérable, j'en suis sûr. C'est la disposition d'après laquelle dans l'évaluation de l'indemnité — et les Anglais, sur ce point, ont été d'une rigueur extrême — on ne fait entrer pour ainsi dire que la valeur de l'habitation salubre.

On dit au propriétaire : De deux choses l'une : ou vous assainirez l'immeuble que vous louez, et pour l'assainir vous y dépenserez les sommes nécessaires; vous diminuerez, par exemple, le nombre de locaux destinés à l'habitation parce que, dans un cube déterminé, vous ne pouvez pas espérer loger sainement un nombre de personnes supérieur à tel chiffre; et dans ce cas, vous réduirez naturellement d'autant le chiffre du revenu de votre maison. Vous vous serez mis en règle avec la loi, vous vous serez mis en règle envers votre devoir social et vous aurez seulement abaissé votre revenu d'une certaine quantité.

Ou, au contraire, vous reculerez devant cette détermination, soit par négligence, soit par impossibilité matérielle de faire la transformation nécessaire, et si nous sommes obligés de vous exproprier, parce que l'immeuble ne peut plus servir à l'habitation comme vous l'y destiniez, vous trouverez légitime et juste que, dans la somme qui vous sera payée, ne soit comptée que la valeur véritable de l'immeuble déduction faite de la somme représentant le montant de la dépense que vous auriez eu à supporter, si vous y aviez fait les modifications nécessaires.

Ce mode d'évaluation a été pratiqué, en Angleterre notamment, dans des conditions très larges. Il a été accueilli par l'opinion publique avec un assentiment général et il a produit des résultats considérables.

Vous voyez, messieurs, combien de chemins différents, je le disais il y a un instant, nous conduisent au même point.

Il y a encore d'autres questions qui sont aujourd'hui posées et qui permettront d'aboutir dans un délai plus ou moins éloigné. Ces questions sont très complexes; on ne peut pas espérer les résoudre en un jour.

Mais j'espère que, dans un temps assez court, nous arriverons à donner satisfaction largement aux besoins les plus urgents.

Toutefois il ne s'agit pas seulement de légiférer. Il ne suffit pas d'introduire dans une loi telle ou telle disposition d'après laquelle les pouvoirs publics, les villes, telles personnes morales auront la faculté de faire certaines opérations — comme l'a demandé M. Charles Dumont, et j'y reviendrai, car c'est là pour moi la solution véritable et pratique de la question — il ne suffit pas d'inscrire dans la loi ces dispositions nouvelles, il faut encore trouver les ressources nécessaires pour pouvoir faire les opérations.

Tant que nous aurons des cadres admirablement dessinés et disposés, mais vides, il est évident que nous aurons fait des manifestations très intéressantes au point de vue sentimental, mais inutiles au point de vue réel.

Comment peut-on trouver les capitaux nécessaires pour ces entreprises si considérables?

Je m'excuse, messieurs, de vous parler ainsi sans préparation; c'est hier soir que M. Charles Dumont m'a fait connaître ses intentions et je n'ai ni dossier ni documents.

M. GROSDIDIER. — Votre expérience suffit !

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je parle d'après l'ensemble des connaissances que j'ai pu acquérir avant d'être au ministère du Travail. Je ne crois pas me tromper sur la solution véritable et définitive. Ce qu'il faut, c'est trouver des capitaux. Il y a, dans notre pays, un ensemble de réserves considérables auxquelles on n'a pas fait appel jusqu'à présent pour obtenir les ressources destinées à cette transformation indispensable de la vie des citoyens dans la maison.

J'ai eu l'honneur de faire voter au Sénat, il y a deux ans, une disposition qui est devenue un article de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, disposition d'après laquelle la caisse des retraites ouvrières est autorisée à prêter aux œuvres d'habitations à bon marché, dans des conditions et des limites, sous des garanties et des contrôles déterminés — cela va sans dire — les sommes nécessaires à la construction des habitations à bon marché.

Nous avons, au Sénat également, mon collègue M. Paul Strauss et moi, déposé une proposition tendant à autoriser les Sociétés de secours mutuels à prêter une partie de leurs fonds libres et non affectés — entendons-nous bien, il ne s'agit pas de ceux que la loi du 9 avril 1898 frappe d'une disposition et d'une destination spéciales, mais de ceux qui sont libres et non affectés — aux œuvres d'intérêt social qui sont énumérées dans notre projet, mais dont la première peut-être est précisément cette œuvre : la construction d'habitations à bon marché.

Il y a là, sans aucune inquiétude pour la sauvegarde des fonds de Sociétés de secours mutuels, un placement possible, comme pour le fonds des caisses de retraites, et on n'évalue pas à moins de 150 millions cette partie

des fonds, dès actuellement disponible, qui est simplement placée aujourd'hui de façon à produire un intérêt qui n'offre pas grand intérêt, passez-moi le mot, pour les Sociétés de secours mutuels elles-mêmes et qui dort, pour ainsi dire, inaffectée et inutilisée, alors qu'elle pourrait être employée dans le grand courant de l'action sociale à contribuer à la transformation de ce pays.

Messieurs, est-ce là quelque chose d'inquiétant, de révolutionnaire? Mais M. Charles Dumont lui-même indiquait comment, en Italie, on a fait depuis trente ans les œuvres les plus considérables grâce, précisément, à des mécanismes analogues.

Il a fait allusion au Risparmio de Milan, par exemple, qui a créé une série d'œuvres sociales de la façon la plus active, la plus pratique, la plus persévérante et qui a renouvelé, on peut le dire, l'Italie du Nord depuis vingt ou trente ans à ce point de vue dont nous parlons.

Il y a les fonds des Sociétés de secours mutuels, il y a les fonds des caisses de retraites. Ce sont là des ressources qui peuvent être très prochainement, si la loi nous y autorise, affectées à l'œuvre en question.

Mais il y a encore quelque chose de plus. Il y a les fonds des caisses d'épargne. Sur ce point, je ne serai certes pas accusé d'être un esprit révolutionnaire, quand je rappellerai que c'est avec M. Aynard qu'il y a peut-être vingt ans pour la première fois, nous avons ensemble combattu et lutté pour obtenir une liberté plus grande dans l'emploi des fonds des caisses d'épargne.

N'y a-t-il pas là encore un emploi très intéressant à faire de leurs capitaux, sous forme de prêts, en vue de la construction des habitations salubres à bon marché?

Messieurs, vous voyez que si l'on veut bien envisager cette affaire non par un petit côté, mais d'ensemble et d'un point de vue véritablement supérieur, si l'on veut

bien introduire dans la législation les dispositions de liberté nécessaires, d'une part, pour permettre l'emploi des capitaux disponibles, et, d'autre part, pour armer davantage les communes et les pouvoirs publics, afin que les expropriations soient faites dans des conditions raisonnables et équitables, on peut arriver, par cette double action — action législative, action de mise de capitaux à la disposition de l'œuvre — à un ensemble de mesures efficaces, qui permettront, je crois, la solution rapide de ce problème.

Quelle sera la part faite aux communes dans cette organisation? Messieurs, je ne le dis pas actuellement à cette tribune. Un projet a été déposé. Nous l'étudions; nous l'examinerons d'accord avec la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales qui, je le sais, est toute prête à faire aussitôt que possible son rapport, et devant laquelle nous irons dans le plus bref délai.

Nous examinerons, avec la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales, ce projet, dans la disposition d'esprit que je viens d'indiquer. Je crois, avec M. Charles Dumont, que la régie directe, telle qu'elle y est envisagée, peut soulever des problèmes assez difficiles; je me réserve, à cet égard, et je réserve, au nom du Gouvernement, l'avis définitif que nous émettrons sur cette partie du projet. Ce qui n'est pas douteux, c'est que nous admettrons l'association des communes et des œuvres qui entreprennent la transformation des habitations. C'est là, je crois, qu'est l'œuvre la plus pratique.

Nous nous efforcerons de créer, partout où ce sera nécessaire, cet organisme intermédiaire dont vous avez parlé, les Comités des habitations à bon marché, non pas fonctionnant sur le papier, mais en possession de droits et en jouissance possible de capitaux, pouvant par con-

séquent accomplir l'œuvre à laquelle ils sont destinés, avec le concours de la cité elle-même.

Il y a là, entre l'initiative privée et les pouvoirs publics, une association nécessaire et qui sera féconde. Nous tâcherons de la rendre aussi large, aussi souple, aussi aisée que possible, et je suis assuré qu'avec le concours des bonnes volontés, des bons citoyens de ce pays, avec le concours du Parlement qui, sur cette question, sera, je pense, unanime, nous arriverons à porter remède à ce mal si cruel que vous avez éloquemment décrit et qui, pour nous tous, est la cause d'une émotion poignante que nous désirons voir cesser et que nous ferons cesser.

C. — LES MALADIES ÉVITABLES

1° *L'Alcoolisme.*

I

LA LUTTE ANTIALCOOLIQUE ET LE PARLEMENT

Dès 1903, en prenant la présidence de la Commission de préservation contre la tuberculose, M. Léon Bourgeois indiquait parmi les risques extérieurs contre lesquels il faut protéger l'individu « le problème si grave de l'alcoolisme » et il chargeait la sous-commission de l'alimentation de l'étudier.

Dans sa séance du 11 juin 1910 il faisait adopter le vœu suivant : « La Commission permanente de la tuberculose émet le vœu que le Gouvernement hâte la discussion et le vote des propositions de lois qui ont été déposées au Sénat, et qui tendent, l'une à l'interdiction de l'absinthe, l'autre à la limitation du nombre des débits d'alcool. »

L'Alliance d'Hygiène sociale portait, elle aussi, une partie de ses efforts vers la lutte antialcoolique.

A l'Assemblée générale du 26 novembre 1908, après les rapports de MM. Cheysson et Schmidt, M. Léon Bourgeois président, indiquait en ces termes l'état de la question au Parlement :

Nous ne saurions trop remercier M. Cheysson et M. Schmidt des rapides exposés qu'ils viennent de nous faire entendre.

M. Cheysson a laissé à M. Schmidt le soin de vous indiquer le principal effort, pour le moment, de la lutte antialcoolique. Je me joins à lui pour féliciter notre collègue M. Schmidt de la vaillance qu'il déploie, et aussi de l'habile tactique qu'il a montrée dans la conduite de cette bataille.

En effet, l'inscription au budget d'un crédit destiné à la Ligue antialcoolique est une déclaration de principe. C'est la reconnaissance, par l'État, de son devoir en la matière. A partir d'aujourd'hui, il n'y a plus de neutralité de l'État sur la question antialcoolique.

Nous soutiendrons, bien entendu, le vote du crédit au Sénat, s'il était contesté, ce que je ne crois pas.

En ce qui concerne le point où l'on en est dans les deux Chambres sur l'interdiction de l'absinthe et sur la limitation des débits de boissons, je confirmerai ce qu'a dit M. Schmidt. Au Sénat, un mouvement très actif se dessine dans le sens de l'interdiction de l'absinthe. Il y a bien dix ans que mon éminent et regretté collègue, le maître en cette matière, M. Berthelot, me disait : « La seule solution, c'est l'interdiction de la consommation des essences. » Depuis, on a beaucoup tâtonné pour arriver à ce résultat. Lui l'avait vu tout d'abord. C'est là qu'est véritablement la solution du problème.

On doit chercher du côté de la distinction entre les boissons hygiéniques et les boissons malfaisantes. Vous avez admirablement manœuvré en faisant cette distinction entre les débits qui ne vendront que les boissons hygiéniques et ceux qui ne se lieront pas par cette obligation. Vous avez mis ainsi avec vous toute la partie saine et intelligente du commerce des boissons, parce que c'est son intérêt qu'il en soit ainsi. Vous avez amené à vous les alliés nécessaires pour tourner les grosses difficultés politiques et électorales. Vous avez aussi gagné à votre

cause les vignerons, les viticulteurs français, dont l'intérêt au premier chef est que des boissons saines, loyales, hygiéniques, soient mises en vente et non pas toutes ces boissons frelatées avec lesquelles on empoisonne la race et l'on tue le goût du vin.

Sur tous les points, nous sommes avec vous, et je pense que ce serait une bonne conclusion de notre réunion de ce matin que l'Assemblée semble bien appuyer de son approbation les projets que lui a exposés M. Schmidt.

Ainsi, Messieurs, le Comité de l'Alliance se considère comme invité par vous à appuyer de son mieux, par les moyens dont il dispose, le mouvement dont M. Schmidt s'est fait l'artisan.

La question était reprise en octobre 1911 au Congrès de Marseille où M. Léon Bourgeois, président, faisait adopter les trois vœux suivants :

- 1° Interdiction de l'absinthe;
- 2° Limitation du nombre des débits;
- 3° Abolition du privilège des bouilleurs de cru.

Il insistait particulièrement sur ce troisième vœu : « Je me permets, disait-il, d'attirer plus spécialement votre attention sur ce dernier vœu, que je considère comme de beaucoup le plus important : la question de l'alcool chez soi, l'alcool de famille.

« Nous nous trouvons là, comme pour l'absinthe, en présence de la nécessité d'une interdiction de principe et d'une question de tactique parlementaire pour arriver au vote de cette interdiction. »

2° La Tuberculose.

I

LA TUBERCULOSE PÉRIL NATIONAL ⁽¹⁾

Messieurs,

Je dois adresser d'abord tous mes remerciements et tous les vôtres à M. le Président du Conseil qui a bien voulu venir lui-même procéder à l'installation de cette Commission, nous donnant ainsi la preuve la plus haute de l'intérêt que le Gouvernement porte à nos travaux.

M. le Président du Conseil a bien voulu indiquer à quels sentiments j'ai obéi lorsque j'ai accepté la présidence qu'il m'a fait l'honneur de m'offrir. J'apporterai à cette œuvre, je n'ai pas besoin de vous le dire, tout mon dévouement et toutes mes forces. S'il s'était agi de procéder à un examen scientifique des conditions dans lesquelles se propage la tuberculose et des règles de son traitement, je me serais vu obligé de décliner l'honneur de diriger vos travaux, et j'aurais laissé cette tâche à ceux que leur compétence éprouvée eût désignés pour la

(1) Discours prononcé à la séance d'ouverture de la Commission permanente de préservation contre la tuberculose, le 24 octobre 1903.

remplir. Et ce n'est pas ici que j'aurais à rappeler la part éclatante qui revient aux savants français dans l'étude de la tuberculose, depuis les recherches de Villemin et de Verneuil jusqu'au rapport présenté par M. le professeur Grancher, sans oublier les travaux et les œuvres de tant de maîtres de la science médicale contemporaine dont la plupart sont présents à cette réunion.

Notre tâche à nous est éminemment sociale. L'arrêté qui nous constitue la précise et la limite. C'est une œuvre de prévoyance et d'éducation. Nous avons à rechercher comment l'individu sain peut être préservé de la maladie et comment la collectivité indemne peut être protégée contre l'individu malade et contagieux. Le malheureux déjà atteint nous échappe. L'action curative n'est pas de notre domaine.

Mais par cela même que nous avons à organiser un système d'éducation et de prévoyance pour la prophylaxie individuelle et collective, notre tâche est permanente et c'est là ce qui distingue cette Commission de celle qui a été instituée en 1900 et dont les travaux considérables font honneur à son président et à son rapporteur général, que je suis heureux de saluer parmi nous.

Pour nous, nous n'avons pas seulement à dresser un plan théorique, mais suivant les termes de l'arrêté du 11 juillet, « à prendre l'initiative auprès du Gouvernement des mesures administratives et législatives propres à prévenir l'extension de la tuberculose ».

Notre action est permanente et il nous appartient de suivre les résultats obtenus et de proposer, au fur et à mesure des expériences acquises, de nouvelles décisions.

Nous sommes ainsi appelés à collaborer d'une façon durable à la double action législative et administrative des pouvoirs publics. Et c'est à ce titre que j'ai accepté la désignation de M. le Président du Conseil.

La gravité et l'étendue du mal nous sont connues. On peut discuter sur les chiffres; mais, pour ceux-là même qui s'en tiennent aux statistiques les plus modérées, la tuberculose est un péril national pour la France, un péril humain pour le monde entier.

Quel plan de défense devons-nous adopter?

Il ne m'appartient pas, messieurs, de le déterminer, même dans ses grandes lignes.

Je voudrais seulement constater la nécessité d'organiser un véritable système social de préservation contre la tuberculose et soumettre à votre examen une méthode de travail qui nous permette d'aboutir le plus sûrement à l'établissement rationnel de ce système.

Les maladies contagieuses, et la tuberculose en particulier, sont les exemples les plus frappants de cette solidarité naturelle qui unit les hommes dans le mal comme elle devrait les unir pour le bien et qui fait réagir le mal de l'individu sur chacun de ses semblables.

Le tuberculeux, en effet, est presque toujours victime du fait social.

De quoi provient la tuberculose? De la rencontre d'un germe et d'un terrain, du contact du bacille et d'un organisme prédisposé à son développement. Le tuberculeux est victime d'une double fatalité; du milieu ambiant, il tient à la fois le germe du mal et le terrain où il s'est développé.

Le germe n'est-il pas emprunté aux poussières qu'il respire, aux aliments dont il se nourrit?

Le terrain, c'est lui-même; mais ce terrain, cet état actuel de l'individu, c'est le milieu où il vit qui l'a constitué: il est dû à sa naissance, à son éducation, aux conditions de son travail, à l'insalubrité de son logement, à l'insuffisance ou à la mauvaise qualité de son alimentation.

Le tuberculeux apparaît donc comme le produit d'un ensemble de conditions résultant de la vie sociale qui l'entoure.

Et, en retour, il devient lui-même un péril pour ses semblables. S'il est vrai que la maladie est évitable, on peut dire, en présence de chaque cas de tuberculose, que la société est en faute et en péril.

C'est ce que j'ai appelé ailleurs le *risque mutuel*. A ce risque doivent correspondre l'assurance et la prévoyance mutuelles.

Même dans le cas d'imprudence personnelle, la société est responsable encore si l'ignorance de l'individu est le fait de l'éducation.

Ainsi la lutte contre la tuberculose prend le caractère d'un devoir social, devient une œuvre obligatoire vraiment digne d'une société démocratique et républicaine où les citoyens sont conscients de leurs obligations ou de leurs devoirs autant que de leurs droits.

S'il y a un devoir social, une question se pose :

Peut-on laisser seulement à l'initiative privée, à l'action individuelle souvent admirable, le soin de soutenir la lutte?

Ou n'y a-t-il pas à prendre des mesures obligatoires pour tous, à faire intervenir l'autorité de l'État?

En ce cas, jusqu'où peut aller cette intervention et jusqu'à quel point la liberté individuelle est-elle en droit de pouvoir s'opposer à cette autorité de l'État?

En mon nom personnel, et sans préjuger de vos décisions, je n'hésite pas à déclarer qu'il y a des mesures obligatoires à prendre et des sanctions légales à faire intervenir. Il y a des charges obligatoires pour tous.

Certaines de ces charges obligatoires seront imposées directement par voie de mesures législatives ou réglementaires : ce sont celles, par exemple, qui concernent

l'hygiène des immeubles destinés à l'habitation. L'Angleterre n'a pas hésité à faire intervenir en cette matière l'action publique, et les mesures rigoureuses qui ont été prises ont déjà provoqué un abaissement notable de la mortalité.

L'insalubrité de l'habitation est, en effet, un péril pour autrui, et les dépenses que doit occasionner la suppression de cette cause de péril sont pour la propriété une charge légitime. Dans le cas où la préservation ne pourra être assurée que par l'effort collectif, la charge sera supportée collectivement par tous, sous la forme de dépenses publiques.

Dans toutes ces questions, nous aurons donc à chercher la limite de la liberté individuelle et de l'autorité publique.

Nous envisagerons ce problème en face, avec le sentiment de la solidarité des droits et des devoirs sans laquelle il n'y a pas de société véritable.

Nous aurons donc à examiner quelle devra être dans l'ensemble du système : 1° la part de l'État, soit qu'il se présente avec son caractère d'administrateur et d'organisateur de l'action collective, soit avec son attribut de pouvoir souverain fixant et sanctionnant les obligations des citoyens; 2° la part des autres pouvoirs publics (département, commune) et celle des établissements publics associés à leur action; 3° la part enfin de l'association libre et de l'initiative des bons citoyens dans cette lutte contre le fléau.

Mais, avant de faire cette synthèse, il est nécessaire de procéder à une analyse des causes du péril et des risques à prévoir et à conjurer.

C'est la nature des choses qui nous tracera ici notre programme.

Le risque est double et il est mutuel.

Il faut défendre l'individu sain contre les risques de maladie et défendre la société contre les risques de l'individu malade.

L'individu? Il faut le défendre contre les risques qui lui viennent de lui-même et contre ceux qui lui viennent du dehors :

1° Contre les risques qui viennent de lui-même et d'abord contre son ignorance. Le problème de l'éducation des enfants et des adultes est donc le premier qui se pose. Tout sera inutile, si l'individu reste dans l'ignorance du danger et des règles d'hygiène par lesquelles il peut se préserver lui-même et préserver la collectivité.

Il faudra donner un enseignement rigoureux de l'hygiène générale et spéciale; il faudra faire connaître les découvertes de la science moderne, les principes des méthodes générales de lutte contre le fléau, la nécessité de la propreté du corps et de la maison qui devrait être enseignée, selon l'heureuse expression de M. Monod, « comme une partie de la morale ». Il faut montrer à l'individu que certaines imprudences ou négligences sont une faute vis-à-vis de soi-même et vis-à-vis d'autrui. Ici, nous aurons besoin de recourir aux représentants de l'instruction publique qui siègent dans cette Commission, pour nous aider à faire sur ce point l'éducation de l'enfant.

2° Il faut, d'autre part, défendre l'individu contre les risques en examinant tour à tour ceux qui proviennent :

De son alimentation;

De son habitation;

De son milieu personnel;

Du milieu collectif où il vit; enfin des conditions de son travail.

Et chacun de ces problèmes pourrait être autant d'objets distincts de travail qui seraient confiés à autant de sous-commissions.

Nous devons protéger l'individu contre les dangers de son alimentation. Nous aurons à soulever toutes les questions relatives à l'eau potable, à l'inspection sanitaire des viandes, du lait, provenant des animaux tuberculeux, au problème si grave de l'alcoolisme, et plus spécialement à nous occuper de l'alimentation de l'enfance et en particulier de l'enfance scolaire, à favoriser le développement des cantines scolaires destinées à procurer aux enfants des repas chauds.

Enfin nous aurons à envisager cette question générale de l'alimentation au point de vue économique, c'est-à-dire au point de vue du prix et de la qualité, à rechercher quelle peut être la meilleure alimentation du travailleur et à étudier par conséquent l'organisation et le fonctionnement des coopératives de consommation, des restaurants à bon marché, etc.

En ce qui concerne les dangers de l'habitation, nous aurons à poursuivre le problème de l'insalubrité des logements qui est, comme l'a dit si justement M. Monod, le facteur le plus important dans la propagation de la tuberculose. Malgré les admirables progrès réalisés à Paris par l'adduction des eaux, l'évacuation des matières usées, l'élargissement et l'assainissement des voies publiques, progrès qui ont fait descendre la courbe de la mortalité générale et ont mis Paris au rang des villes salubres, il n'en reste pas moins que, sur 80.000 maisons, plus de 32.000, nous révèlent les statistiques de l'Assistance publique, sont reconnues insalubres; c'est-à-dire que plus du tiers de la population, 363 p. 1.000, vit dans des logements insalubres et insuffisants et se trouve ainsi plus particulièrement prédisposé à la tuberculose.

Là encore, les chiffres sont éloquentes. La mortalité qui s'élève à 108 dans le quartier de Plaisance est à peine de 10 dans les Champs-Élysées. En Angleterre, où l'on s'est

occupé si activement depuis quelques années de l'amélioration des conditions d'habitation, la tuberculose a diminué dans des proportions sensibles.

Nous devons défendre aussi l'individu contre son milieu personnel, c'est-à-dire contre les dangers que lui font courir ceux parmi lesquels il vit, et ici, Messieurs, je voudrais céder la parole à mon voisin et ami, M. le professeur Grancher, qui a résumé ces dangers sous cette formule si expressive : « La famille tuberculeuse ». Il y a là un double problème : éloigner les enfants sains et les placer à la campagne pour les préserver de la contagion, ou éloigner le malade en l'enlevant à son milieu, ce qui est souvent impossible.

Il faut défendre l'individu contre le milieu collectif et ici nous trouverons d'utiles indications dans le rapport de la commission de 1900. Là encore, nous aurons à envisager deux ordres de questions :

1° La tuberculose dans les écoles, les casernes, les prisons, les asiles; ajoutons-y les bateaux sur lesquels l'attention vient d'être appelée par des faits récents qui montrent une recrudescence de la tuberculose dans la marine marchande ;

2° La tuberculose dans certaines villes ou certaines régions. Sur Lille et la région du Nord, Rouen et le Havre, etc., le rapport de 1900 contient des renseignements malheureusement significatifs.

Enfin, en ce qui concerne les conditions du travail, nous devons protéger l'individu à deux points de vue : salubrité matérielle de l'atelier et de l'industrie, et surmenage. Ce second point touche à la question de la limitation des heures de travail. M. Albert Calmette nous a montré qu'à Lille, au dispensaire Emile Roux, 97,48 p. 100 des cas de tuberculose coïncidaient avec le surmenage physique des travailleurs.

Je voudrais également qu'on y ajoutât une étude qui ne me paraît pas encore avoir été abordée, celle de l'incapacité physique de l'individu à telle ou telle nature de travaux. C'est souvent le hasard qui détermine l'ouvrier dans le choix de son métier et il s'aperçoit quand il est trop tard, que sa constitution y était réfractaire. Il faudrait pouvoir préserver ceux qui courent ainsi au-devant de dangers que des conseils donnés à temps auraient pu leur éviter.

Après avoir examiné tout ce qui touche à la défense de l'individu, il nous restera à envisager l'autre face du problème : la défense de la société contre le malade tuberculeux.

La loi de 1892 et celle de 1902 ont posé les règles principales de la matière, mais certaines questions ne sont pas encore tranchées : telles que celle de la déclaration obligatoire; d'autres restent à faire passer, par des moyens pratiques, du terrain de la prescription à celui de l'application réelle : désinfection des locaux contaminés, isolement des malades, création d'établissements spéciaux ou tout au moins de quartiers spéciaux dans les établissements hospitaliers, désinfection des salles de malades, protection du personnel hospitalier, etc.

Tout ici se ramène à trouver les moyens pratiques d'éviter la dissémination des germes de la maladie et d'en détruire les foyers partout où ils auront été reconnus.

Messieurs, cette vue d'ensemble est sans doute bien incomplète, mais il me semble qu'elle peut néanmoins servir de cadre pour la division de nos travaux. La commission pourrait être divisée en 7 sous-commissions correspondant à chacun des groupes de questions que nous avons envisagées.

Ce seraient les sous-commissions :

De l'éducation ;

De l'alimentation ;

De l'habitation ;

Du milieu personnel ;

Du milieu collectif ;

Des conditions du travail ;

De la défense collective.

Ces diverses sous-commissions se réuniraient chacune sous la présidence d'un médecin et d'un administrateur, puis nous instituerions une sorte de sous-commission centrale, dite des voies et moyens, composée des présidents et rapporteurs de chaque sous-commission, et ayant pour objet de coordonner les conclusions des diverses sous-commissions, de leur donner l'unité de doctrine et de plan et aussi de déterminer les conditions dans lesquelles les pouvoirs publics devront procéder à leur mise en pratique.

Elle devra indiquer à l'Etat, aux administrations publiques, à l'initiative privée, la part qui leur incombe dans l'œuvre commune. Elle aura à rechercher aussi comment les mesures administratives et législatives pourront être conciliées avec la liberté de chacun.

En résumé, nous avons, Messieurs, un grand devoir social à remplir, un grand péril national à conjurer.

Votre compétence et votre dévouement nous permettront de mener à bien cette tâche difficile. En ce qui me concerne, je n'ai pas besoin de vous rappeler pour quelles douloureuses raisons je me suis promis d'y mettre tout mon cœur.

Les Travaux de la Commission (1).

Vous vous rappelez, messieurs, que vous avez donné à votre Président le mandat de saisir le Gouvernement de différentes questions qui, après avoir été étudiées par la Commission, depuis plusieurs années, n'ont pas encore reçu de solution effective. Je me suis acquitté de ce mandat en commençant par écrire à M. le Président du Conseil la lettre suivante :

Paris, le 17 novembre 1909.

Monsieur le Président,

Je crois de mon devoir d'appeler toute votre haute attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que le Gouvernement veuille bien prendre en mains la mise à exécution des mesures d'ordres divers, relevant de l'action ou de l'intervention des pouvoirs publics, que réclame impérieusement dans notre pays la défense antituberculeuse, et qui ont fait particulièrement l'objet des propositions et des vœux formulés par la Commission permanente de préservation contre la tuberculose, que j'ai l'honneur de présider.

Cette Commission, créée par l'un de vos prédécesseurs au mois de juillet 1903, a reçu pour mission, suivant les termes mêmes de l'arrêté qui l'a instituée, « de prendre l'initiative, auprès du Gouvernement, des mesures administratives et législatives propres à prévenir l'extension de la tuberculose ». Composée de savants et de médecins éminents, de membres du Parlement, spécialement versés dans l'étude de ces questions, de sociologues et d'administrateurs particulièrement qualifiés, elle réunit, dans un effort commun, une somme de compétence et de dévouement individuels qui ne semble pas pouvoir être dépassée.

Depuis sa création, cette Commission n'a pas tenu moins de soixante séances, et les procès-verbaux sommaires de ces réunions forment la matière de trois volumes dont deux ont

(1) Extrait du procès-verbal de la séance du 17 novembre 1909 de la Commission permanente de préservation contre la tuberculose.

été déjà publiés. J'ajoute que fidèle à l'esprit de son institution, elle s'est toujours attachée à traduire les conclusions de ses délibérations sous la forme de propositions pratiques, telles que projets de loi, projets de règlements, vœux ou avis portant sur des points précis, et susceptibles de fournir immédiatement une base de travail utile aux administrations intéressées ou au Parlement.

Cependant, nous avons le regret de constater que, malgré tant de circonstances favorables, et malgré la bonne volonté indéniable des représentants des divers ministères, qui nous ont toujours prêté, au sein de la Commission, le concours le plus dévoué, les résultats obtenus sont loin de répondre à de tels efforts : la plupart de nos propositions n'ont pas encore reçu, à la date actuelle, d'exécution effective, et les plus importants des projets de loi que nous avons dressés n'ont pas encore été soumis au Parlement.

Il est d'ailleurs bien loin de ma pensée de méconnaître la complexité des problèmes envisagés, qui peuvent soulever, en dehors de questions de réglementation ou de législation plus ou moins délicates, nécessitant parfois l'accord préalable de plusieurs départements ministériels, des questions financières pour lesquelles l'intervention résolue et instante du Gouvernement, au moment de l'établissement des budgets, est indispensable.

Ce sont, au contraire, ces considérations, Monsieur le Président du Conseil, qui me décident à m'adresser directement à vous ; les questions qui nous occupent ne peuvent, en effet, être résolues sans la participation des divers départements ministériels et sans la volonté concordante des membres du Gouvernement. Ces questions sont des questions *gouvernementales*, parce qu'elles sont au plus haut degré des questions *nationales* ; c'est pourquoi nous devons faire appel au chef du Gouvernement lui-même pour le prier d'assurer à nos propositions la suite qu'elles réclament, et d'en saisir au besoin le Conseil des ministres.

Parmi ces propositions, permettez-moi de vous signaler tout spécialement, en raison du caractère d'urgence qu'elles présentent, celles qui ont trait :

à l'organisation de *l'inspection médicale des écoles* et de la *prophylaxie antituberculeuse dans les mêmes milieux*, mesure indispensable pour assurer la prévention de la tuberculose

parmi la population scolaire. La Commission a élaboré à ce sujet un projet de règlement sur l'hygiène antituberculeuse à l'école, un modèle de carnets de santé pour les écoles;

à l'expropriation pour cause d'assainissement, si nécessaire pour permettre la suppression des foyers de tuberculose et l'amélioration du logement populaire. La Commission a préparé dans ce sens un projet de loi sur l'expropriation pour cause d'assainissement;

à l'isolement des malades tuberculeux dans les hôpitaux, garantie primordiale de préservation pour les autres hospitalisés, et condition préalable de toute amélioration des modes d'hospitalisation pour les tuberculeux eux-mêmes. A la suite des vœux pressants émis par la Commission à cet égard, j'ai moi-même, en ce qui concerne Paris, fait adopter par le conseil de surveillance de l'Assistance publique, d'accord avec M. le Directeur général de cette administration, un rapport concluant à l'application de cette mesure dans les hôpitaux de Paris; la même question a fait l'objet d'instructions d'un de vos prédécesseurs en ce qui concerne les départements, mais les mesures envisagées n'ont pas encore reçu d'exécution effective;

aux mesures à prendre par les administrations à l'égard des fonctionnaires, employés ou agents tuberculeux, mesures qui intéressent non seulement les diverses catégories des serviteurs de l'Etat, mais aussi, dans certains cas, — par exemple s'il s'agit de membres du personnel enseignant, ou du personnel des Postes. — les milieux scolaires ou même le public tout entier, exposé à des dangers de contamination par le fait de fonctionnaires atteints de la tuberculose.

Je joins en annexe à la présente lettre les délibérations prises et les textes adoptés par la Commission touchant ces divers points.

Beaucoup d'autres questions ont été encore l'objet de propositions et d'instances de notre part, notamment en ce qui concerne la prévention de la tuberculose dans les grandes collectivités, telles que l'armée et la marine. Nous les recommandons toutes, d'une façon générale, à votre plus bienveillant examen. Cependant il en est une que je veux encore en terminant signaler à votre haute attention d'une façon spéciale : j'ai en vue l'application de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique et la mise en œuvre de ses

prescriptions relatives à la désinfection. à l'assainissement des habitations, à la salubrité générale. Nous n'ignorons pas les efforts considérables qui ont déjà été obtenus à cet égard ; mais il reste beaucoup à faire, pour que cette loi éminemment démocratique rende à notre pays les bienfaits qu'il en attend. S'il est reconnu nécessaire, pour y parvenir, d'accroître les moyens d'action mis à la disposition de la puissance publique, nous souhaitons que le Gouvernement n'hésite pas à prendre dans ce but les initiatives qui pourraient s'imposer.

Il me reste, M. le Président du Conseil, à vous renouveler l'assurance que la Commission de la tuberculose est profondément dévouée à sa tâche. Elle espère avec moi que le Gouvernement entendra son appel, et qu'il voudra bien désormais assurer à ses délibérations, par son appui décisif, leur plein et entier effet.

Veuillez bien agréer, Monsieur le Président du Conseil, etc.

Le Président de la Commission de la tuberculose,

LÉON BOURGEOIS.

Extraits du rapport de M. Bluzet adressé par la Commission permanente de préservation contre la tuberculose sur l'état des travaux de la Commission (9 juillet 1910).

Depuis sa première réunion, en date du 24 octobre 1903, jusqu'à ce jour, la Commission permanente de préservation contre la tuberculose n'a pas tenu moins de 68 séances plénières, auxquelles correspond un chiffre double ou triple de séances tenues par les sous-commissions, pour l'étude préalable des questions renvoyées à leur examen.

Le nombre des rapports, des communications ou des propositions qui lui ont été présentés par ses membres, et dont la plupart constituent des documents d'une haute importance, non seulement par la personnalité de leurs auteurs, mais par leur documentation et leurs développements, n'est pas inférieur à 120.

Les procès-verbaux de ses séances, qui sont imprimés et distribués après chacune d'elles, forment la matière de trois

volumes, dont deux ont déjà été publiés, et dont le troisième le sera prochainement à son tour...

Toutefois, ce travail même ne pouvait être fécond qu'à la condition de se développer suivant un plan d'ensemble méthodique assez complet pour ne laisser dans l'ombre aucun des aspects si variés du problème qui nous était soumis, et, d'autre part, assez strict pour ne pas exposer la Commission à se laisser entraîner hors des limites de sa compétence propre.

L'idée de « préservation » devait en premier lieu, et à l'exclusion de toute autre, dominer nos travaux, puisque c'est à l'organisation d'un véritable système social de préservation contre la tuberculose que nous étions conviés, et que l'action curative, comme l'assistance pure et simple, n'étaient pas de notre domaine.

Mais cette idée dominante évoquait, par la force des choses, toutes les modalités si diverses par lesquelles elle peut se traduire et se réaliser, depuis l'éducation, qui préserve l'individu contre les risques dont il est menacé du fait de sa propre ignorance, jusqu'à la défense sociale proprement dite, qui permet à la société de se préserver à son tour des dangers qu'elle court du fait des individus, en passant par le contrôle et la surveillance de l'alimentation, par l'assainissement de l'habitation, par la prophylaxie du milieu personnel, par celle des milieux collectifs, y compris spécialement les ateliers et les conditions de travail, etc., etc.

Nous avons pensé que ces grandes subdivisions logiques du sujet, basées sur des notions scientifiques ou des données sociales d'une valeur éprouvée, constituaient précisément le cadre naturel de nos recherches, et que notre Commission avait tout avantage à s'en inspirer pour l'organisation de son travail, en confiant l'étude préalable de toutes les affaires de sa compétence à autant de sous-commissions, correspondant aux groupes de questions ainsi délimitées. C'est dans cet esprit qu'elle a notamment institué dès l'origine les sous-commissions de l'éducation, de l'alimentation, de l'habitation, du milieu personnel, des milieux collectifs, des conditions du travail, de la défense collective, etc...

Education. — L'éducation antituberculeuse dans les écoles primaires, les écoles primaires supérieures et les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices a fait l'objet d'un rapport

de M. le Dr Maurice de Fleury, discuté au cours des séances des 3 et 17 décembre 1904 et à la suite duquel un projet détaillé de modifications aux programmes d'enseignement de ces établissements a été adopté, en vue d'obtenir que les notions d'hygiène qui doivent servir de base à la préservation contre la tuberculose fussent spécialement enseignées et qu'une place correspondante fût faite à ces questions dans les programmes d'examen. Il a été tenu compte partiellement des propositions de la Commission en ce qui concerne les programmes des écoles primaires supérieures et des écoles normales...

Habitation. — Au cours de la séance du 12 décembre 1903, notre collègue M. Siegfried nous a exposé la nécessité de modifier la législation sur les habitations à bon marché, pour permettre le développement de ces créations si utiles, et la Commission s'est ralliée sur sa demande, aux termes d'un projet préparé par M. le ministre du Commerce, dont elle a exprimé le désir que le Parlement fût saisi dans le moindre délai. Ce projet est devenu depuis lors la loi du 12 avril 1906, qui nous a donné satisfaction...

Alimentation. — Les mesures à prendre pour prévenir les dangers résultant de l'ingestion de viandes tuberculeuses ont fait l'objet, dès le 16 janvier et le 6 février 1904, sur le rapport de MM. Vildejean et Vallée, de délibérations à la suite desquelles la Commission a approuvé le texte d'un projet de loi sur l'inspection des viandes et adopté plusieurs vœux relatifs, notamment, à l'inscription de la tuberculose du porc parmi les maladies donnant lieu à l'application des mesures prescrites par la police sanitaire des animaux; aux conditions de la saisie des viandes, etc., etc. Les questions ainsi soulevées ont été partiellement résolues, dans des conditions qui ont réalisé un progrès sensible sur l'état de chose antérieur, par voie de circulaires concordantes, émanant tant de M. le ministre du Commerce, en ce qui concerne le contrôle à exercer sur les tueries particulières au point de vue du respect de leurs conditions d'autorisation, que du ministère de l'Agriculture; la circulaire de M. Ruau, en date du 25 juillet 1908, a notamment prescrit aux préfets de prendre dans chaque département un arrêté (dont elle donnait le modèle), concernant l'inspection sanitaire des tueries particulières et des viandes destinées à la consommation publique.

D'autre part, une loi du 12 janvier 1909 a rendu désormais obligatoire l'organisation dans chaque département d'un service des épizooties, chargé d'assurer l'application des lois et règlements sur la police sanitaire des animaux...

Prophylaxie de la tuberculose dans les milieux personnels. — L'individu sain doit être préservé contre les dangers provenant de son milieu personnel, c'est-à-dire de ceux parmi lesquels il vit.

• A cet égard, rien n'est plus ardemment désirable que d'assurer, en premier lieu, la préservation de l'enfant sain menacé par la tuberculose d'un des membres de sa propre famille. La Commission a tenu, dès sa première délibération, le 14 novembre 1903, à faire sienne cette idée si juste, à la réalisation de laquelle notre regretté collègue, M. le professeur Grancher, a attaché son nom. Elle est intervenue, en outre, ultérieurement, le 12 mai 1906, pour protester de la façon la plus énergique contre les difficultés soulevées, dans une localité du département de l'Aube, au point de vue de l'admission à l'école des enfants placés par l'Œuvre de préservation de l'enfance — enfants indemnes de tuberculose; comme tous ceux dont cette œuvre assure le placement.

Par contre, elle a émis, le 3 juillet 1909, un avis nettement défavorable au placement, dans des familles saines, d'enfants tuberculeux susceptibles de servir de véhicules à la contagion, et les administrations publiques qui avaient eu l'idée de ces placements y ont immédiatement renoncé...

La prophylaxie de la tuberculose à l'école. — ... L'organisation de l'inspection médicale des écoles qui a fait, elle aussi, l'objet de rapports de MM. Brouardel et Rabier, et pour laquelle nous avons élaboré un avant-projet, a donné lieu, grâce à votre haute intervention et au bienveillant concours de M. le ministre des Finances, au dépôt d'un projet de loi sur le bureau de la Chambre des députés le 23 mars 1910... et ce projet, sur le rapport de M. Buisson, est désormais en état devant le Parlement.

La création du carnet sanitaire des écoliers est le corollaire de l'organisation de l'inspection médicale, à laquelle elle peut seule assurer toute l'efficacité souhaitable; les propositions que nous avons adoptées à cet égard, sur le rapport de M. le Dr Méry, sont actuellement soumises au ministère de l'Instruction publique.

Il en est de même de nos conclusions ou de nos avis tendant : au non-emploi de l'ophtalmoréaction comme procédé de diagnostic dans les milieux scolaires ; aux conditions d'installation des écoles de plein air, qu'il serait si désirable de voir se généraliser ; aux précautions à prendre pour prévenir la transmission de la tuberculose par les fournitures scolaires. M. le Dr Weill-Mantoux, pour cette dernière question, et M. le Dr Méry pour les deux autres, nous ont soumis — à des dates récentes, il est vrai — des conclusions dont nous espérons que l'Administration voudra bien s'inspirer, sans préjudice des décisions que nous attendons de sa part en ce qui concerne plus spécialement le règlement de principe sur l'hygiène antituberculeuse à l'école...

II

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE ŒUVRE DE DÉFENSE SOCIALE (1)

Mesdames, Messieurs,

Deux mots seulement avant de vous rendre votre liberté. Je dois vous dire comment j'ai été prié par M^{lle} Chaptal de présider cette assemblée annuelle et pourquoi j'ai accepté avec grand plaisir.

J'ai eu l'honneur d'accompagner M^{lle} Chaptal dans une visite de toutes ses œuvres du XIV^e arrondissement; en rentrant de cette visite, j'avais le sentiment si net d'avoir assisté à une admirable leçon de choses, d'avoir rencontré un exemple complet de tout ce qu'il est, non seulement possible, mais indispensable de tenter pour préserver et rétablir la santé publique, que je me suis promis de faire connaître, de mon mieux, la valeur de cette œuvre et d'en publier en toutes circonstances les résultats bienfaisants. C'est afin de me mieux préparer à cette propagande, que j'ai accepté de venir ici écouter M^{lle} Chaptal, pour profiter encore une fois de la leçon de son expérience et de ses travaux.

Cette leçon, vous venez de l'entendre et, si elle vous a

(1) Discours prononcé à l'Assemblée générale de l'Œuvre des tuberculeux adultes, le 3 juin 1910.

mis « la mort dans l'âme », c'est que nécessairement on a « la mort dans l'âme » quand on réfléchit à ce problème terrible de la tuberculose tel qu'il est posé à Paris et dans tout notre pays.

Oui, il faut se convaincre de l'étendue du mal; on n'a plus le droit d'y rester indifférent.

Ce matin même, je recevais M. le Dr Guinard; je l'avais prié d'aller à Berlin la semaine dernière pour m'y représenter à la réunion préparatoire de la prochaine conférence internationale de Bruxelles, où nous aurons d'ailleurs le plaisir d'entendre M^{lle} Chaptal; ne pouvant aller moi-même là-bas, j'avais demandé à M. le Dr Guinard de se mettre en contact avec les représentants des différents pays qui prendront part à nos travaux de Bruxelles et il m'a rapporté un certain nombre de graphiques et de tableaux statistiques dont la signification sera discutée dans cette conférence.

Eh bien! je vais vous mettre encore une fois la mort dans l'âme : ces graphiques, qui ont été préparés avec les statistiques officielles, montrent ceci : alors que dans la plupart des pays, la courbe de la mortalité par tuberculose qui avait augmenté d'abord, comme elle le faisait chez nous, s'est abaissée et continue à s'abaisser suivant un mouvement décroissant [qui ne semble pas près de s'arrêter, chez nous cette courbe monte toujours; tandis que, en Allemagne, en Angleterre, dans les pays scandinaves, en Belgique, etc., cette courbe descend, en France elle continue à s'élever.

Et non seulement elle continue à s'élever, mais le point à partir duquel elle s'élève est plus élevé que le point à partir duquel elle avait commencé à s'abaisser pour les autres pays, de sorte que, fatalement, nous serions certains de voir notre race atteinte aux sources mêmes de la vie, si nous ne faisons pas le grand effort, l'effort

commun, l'effort auquel ne doit pas contribuer seulement l'initiative privée, mais l'action des pouvoirs publics et des groupements sociaux, l'effort de tout ce qui pense, de tout ce qui agit; sans cela il faut que nous nous préparions à une véritable catastrophe nationale: la France ne pourrait plus garder dans le monde la place qui lui est due.

Eh bien! quand on a ces faits devant les yeux, quand on sent à quel point est grave chez nous, le défaut de lutte méthodique contre un tel péril, et quand, d'autre part, on découvre enfin dans un arrondissement de Paris un modèle d'organisation méthodique et totale de cette lutte nécessaire, on a le devoir non seulement de féliciter et de remercier celle qui en est l'auteur, mais surtout de propager son exemple et ses leçons afin de provoquer le plus tôt possible et partout la création d'œuvres semblables à cette admirable organisation du XIV^e arrondissement.

Je vous demande, mademoiselle, de nous aider à montrer que si les résultats d'ensemble en France ne sont que très médiocres, il y a au moins des points particuliers sur lesquels déjà de bons effets sont obtenus et que, par conséquent, on peut avec les méthodes françaises combattre le terrible mal aussi bien qu'avec les méthodes étrangères.

Tout à l'heure, dans votre exposé si remarquable, vous avez combattu justement une sorte de préjugé trop répandu et qui malheureusement — nous avons un auditoire où se trouvent un certain nombre de docteurs, mais ceux-là sont de notre avis — est quelquefois entretenu par certains médecins eux-mêmes.

Trop de personnes pensent que les œuvres créées en faveur des tuberculeux ne sont pas bonnes en elles-mêmes; on a été jusqu'à dire qu'en prolongeant les

malades, ce qui n'est pas pour eux un bien considérable, elles servent surtout à prolonger le temps où ces malheureux peuvent contaminer leur semblables ! On dit plus souvent, et ceci n'est pas toujours inexact, que les dispensaires sont quelquefois utilisés par des personnes qui n'étant pas vraiment nécessiteuses, ne devraient pas bénéficier de soins gratuits.

Cette dernière objection n'est pas sans fondement. Mais véritablement, en regard des inconvénients qu'on signale, les œuvres anti-tuberculeuses peuvent mettre une telle somme de bien accompli qu'il ne faut pas hésiter à les défendre. Elles ne sont pas utiles uniquement aux malades qu'elles soignent et améliorent, elles sont utiles à leurs familles, à leur milieu, utiles par conséquent à la santé de tous, et nécessaires pour la défense même du pays.

C'est là ce qu'il faut surtout arriver à faire comprendre : nous nous occupons non seulement des malades, mais de tous ceux qui les entourent, nous ne cherchons pas seulement à guérir ceux qui peuvent être guéris, à soulager la souffrance et à prolonger la vie de ceux qui sont atteints trop gravement pour être sauvés, mais nous cherchons en même temps à empêcher que des gens encore sains ne deviennent des malades. Nos œuvres ont deux raisons d'être ; elles sont des œuvres d'humanité lorsqu'elles soulagent ceux-là mêmes dont la guérison est impossible, mais elles sont aussi des œuvres indispensables de défense sociale. Le but supérieur, le dernier objet auquel elles veulent atteindre est celui-ci : apercevoir partout où il se trouve, l'être en danger de maladie, l'être humain non encore malade, mais qui demain peut le devenir et, par une action préalable, le préserver.

Voici un enfant sain encore, mais en danger de con-

tagion parce qu'il est dans une famille contaminée; voici un enfant, un jeune homme, une jeune fille débile, un autre même qui est sur la pente de la tuberculose, au lendemain d'une de ces affections des voies respiratoires, bronchites, pleurésies, etc., qui sont autant de brèches ouvertes dans l'organisme par où passera le bacille fatal.

Cet enfant encore sain, il faut l'isoler; cet enfant, cet adulte en péril, il faut, par les visites à domicile, dépister en lui les premiers symptômes; et par des conseils, le traitement au dispensaire, des subsides d'alimentation, le placement dans un logement sain, dans un air pur et ensoleillé, il faut tenter de le préserver.

Il faudrait qu'on arrivât à comprendre ceci : que toutes les fois qu'il y a dans une maison, cent, cent cinquante habitants, et plus, il est bien rare qu'il n'y ait, parmi eux, une ou deux personnes malades ou en passe de le devenir. Si on les laisse sans secours, sans soins intelligents, sans préservation, les cent ou cent cinquante autres se trouvent, par là même, en danger. Ceux-ci ne se bornent pas à un acte de bienfaisance en faisant connaître l'état du voisin malade ou menacé; en venant à lui, ils font un acte d'intérêt bien entendu, disons le mot, un acte d'égoïsme supérieur; de cet égoïsme collectif et mutuel que la raison pratique devrait leur dicter si leur sentiment du devoir n'y suffit pas.

Mesdames, messieurs, répétons-le sans cesse, redisons-le partout : il faut vaincre l'esprit d'indifférence de la population parisienne sur ce cruel sujet. Combien d'entre nous, même parmi ceux qui appartiennent aux milieux les plus élevés, se soucient d'un tel mal? Combien, ayant des employés, des domestiques, des personnes à leur service à un titre quelconque, s'en occupent réellement à ce point de vue? Combien, si l'une de

ces personnes se trouve malade, — quand ils ne s'en séparent pas sans autre scrupule — se bornent à la plaindre et s'en tiennent à cette vague pitié verbale qui n'aboutit à aucune résolution, à aucune action ! Tournons-nous donc vers les œuvres comme celles du XIV^e, dont l'exemple, une fois connu, ne laisse plus de prétexte à l'esprit d'indifférence, et qui sont des leçons et des modèles de résolution et d'action.

Mademoiselle, vous avez, en terminant, admirablement rappelé que le grand problème — dans la lutte contre la tuberculose — est celui du logement. C'est dans le *taudis* qu'est le principal foyer du mal ; le *taudis* dont les risques sont aussi graves au point de vue physique et au point de vue moral ; le *taudis*, l'agglomération des êtres dans ces logements malfaisants, sans espace, sans air, sans lumière, où il est matériellement et moralement impossible qu'une vie saine soit vécue.

Il faut « combattre le taudis ». Et vous avez montré, avec un sens profond des réalités, qu'en multipliant les logements sains et à bon marché, on peut faire un placement très sûr de son argent, un placement, dans les deux sens du mot, en « bonnes actions ». Là encore vous ne vous êtes pas simplement adressée à la générosité de vos auditeurs, mais à leur clairvoyance, en leur montrant que si l'on veut bien ne demander pour son capital qu'un intérêt ordinaire, normal, on a plus de sécurité, plus de chance d'une bonne gestion, en faisant un de ces placements immobiliers, sur le sol parisien, qu'en se laissant entraîner à ces placements aventureux à l'étranger, où l'on voit trop souvent disparaître à la fois l'intérêt et le capital.

Et vous avez eu raison de signaler l'erreur où l'on est tombé trop souvent en cette matière, en construisant sous le nom d'habitations à bon marché, des logements

dont les loyers sont trop élevés et qui sont naturellement occupés par d'autres que ceux auxquels vont notre pensée et nos préoccupations. Le besoin du décor, de prétendus soucis d'art ont à cet égard entraîné à bien des mécomptes. On a bien encouragé certaines constructions par des récompenses, des primes, etc. Mais lesquelles?... On a créé à Paris des concours de façades!... Il s'agit de réforme sociale, et nous faisons une façade! Mesdames, messieurs, ne faisons plus de concours de façades, faisons comme on l'a fait dans le XIV^e des concours de réalités. Nous demandons qu'on donne des primes à ceux qui auront construit des logements où les meilleures conditions d'hygiène seront réalisées au meilleur marché, où sans portiques, sans colonnes, sans moulures et sans ornements, derrière une façade nue comme le discours de l'académicien de Musset, l'habitant trouvera le plus d'espace, d'air pur et de vive lumière.

C'est sur ce mot que je termine : faisons des concours de réalités, et demandons à M^{lle} Chaptal de nous en tracer le programme.

III

L'ISOLEMENT DES TUBERCULEUX ⁽¹⁾

Messieurs,

Le problème de l'isolement des tuberculeux dans nos services hospitaliers préoccupe depuis plus de dix ans le Conseil de surveillance. Dès 1896, il faisait l'objet d'une première étude de vos prédécesseurs ; en janvier 1904, vous en étiez saisis d'une façon pressante par une circulaire du Président du Conseil, M. E. Combes, prise à la suite d'une délibération de principe de la Commission permanente de préservation contre la Tuberculose, constituée au Ministère de l'Intérieur, et quelque temps après, le 4 février, M. le Directeur de l'Assistance publique vous présentait un programme d'action tendant à l'application dans nos services des mesures indiquées par la Commission permanente de préservation du Ministère de l'Intérieur.

Après deux années écoulées, ces mesures n'ont pas été, — même partiellement — réalisées ; le Conseil de surveillance n'a même pas pu prendre encore la délibération définitive qui permettra d'en venir à leur application progressive. Nous souhaitons ardemment que le rapport, que nous avons l'honneur de vous soumettre aujourd'hui

(1) Rapport présenté au Conseil de surveillance de l'Assistance publique au nom de la Commission de la tuberculose, 1906.

au nom de votre Commission spéciale, vous aide à faire ce pas décisif, à faire passer enfin du domaine de la discussion dans celui des faits une réforme dont l'urgence n'est contestée par personne, et que nous imposent également la Science et l'Humanité.

Hâtons-nous de dire que les discussions laborieusement poursuivies pendant ces deux années n'auront pas été stériles. Le problème de l'isolement des tuberculeux, — quand il s'agit d'établissements nombreux, quelquefois très anciens, mal disposés et toujours, malheureusement, encombrés comme le sont les nôtres, d'une population hospitalière de près de 14.000 malades, comprenant près de 5.000 tuberculeux ; — quand il s'agit de services dans lesquels les nécessités de l'enseignement compliquent encore le service hospitalier proprement dit ; — quand il s'agit, enfin, d'une ville comme Paris, immense, à population fortement agglomérée, où les conditions de traitement de la tuberculose sont par là même plus difficiles à réaliser, — le problème de l'isolement des tuberculeux rencontre de toutes parts des difficultés pratiques. Il a fallu de longs débats auxquels ont pris part avec une égale bonne foi les représentants de votre Conseil et ceux de l'Administration, les délégués de la Société médicale des hôpitaux, les maîtres de la Science qui siègent à la Commission supérieure du Ministère, pour faire apparaître toutes les objections, permettre de les examiner et d'en tenir compte.

Enfin, les rapports nécessaires entre la question de l'isolement des tuberculeux et des non-tuberculeux dans nos services et la question plus générale du traitement même et de la prophylaxie de la tuberculose ne pouvaient manquer de se préciser dans les esprits et cette conclusion s'imposait qu'il n'y aurait pas de solution définitive du problème de l'isolement si elle ne faisait

pas partie d'un projet d'ensemble, d'un plan méthodique et réfléchi d'organisation de la lutte médicale et sociale contre la propagation, tous les jours plus rapide, du terrible mal.

C'est l'examen de ce plan méthodique général et la proposition ferme d'une première série de mesures ayant pour but d'en réaliser une première application, nettement limitée, qui vont faire l'objet de ce rapport.

Le plan général est déterminé par les idées suivantes :

I. — L'Assistance publique accomplira son devoir étroit, son premier devoir envers les autres malades en isolant d'eux les tuberculeux ; mais elle n'accomplira pas encore son devoir envers ces derniers en leur ouvrant simplement des hôpitaux ou des quartiers spéciaux. Ce qu'elle doit leur assurer, c'est un ensemble de conditions de traitement, particulières et variables comme les conditions du mal lui-même.

II. — Il ne suffit ni de traiter temporairement à l'hôpital certains accidents aigus, ni de recueillir dans un quartier d'hospice des chroniques auxquels on se borne à donner quelque soulagement et à procurer une fin plus douce.

La tuberculose n'est curable que jusqu'à un certain point de son évolution et les chances de guérison sont d'autant plus grandes que le mal a été traité plus tôt et pris dès les premières manifestations. Un grand nombre de tuberculeux ne le seraient point devenus si, avant même les premières manifestations apparentes du mal, des conseils avaient pu être donnés, une hygiène préventive instituée.

Si l'Assistance publique veut donc remplir tout son devoir, — si même simplement elle veut parvenir à diminuer le nombre toujours croissant des chroniques qui encombrant ses services et dont les tuberculeux forment

une si grande part —, c'est à tous ces degrés et à toutes ces conditions variables du mal qu'elle doit opposer des moyens d'action et c'est par une organisation méthodique de la lutte contre le mal qu'elle doit procéder, en multipliant ses moyens d'action suivant les formes et les degrés du mal.

III. — Suivant le degré du mal, le traitement de la tuberculose doit être :

1° Ou assuré au dehors, chez le malade lui-même, et dans sa famille — lorsqu'il n'en résultera aucun danger pour celle-ci ni pour lui-même, — grâce à un système de consultations externes, de secours en nature ou en argent, de conseils et de prescriptions d'hygiène, constituant en somme le type de la *cure de dispensaire* ;

2° Ou assuré dans un quartier d'hôpital ou dans un hôpital, dans Paris même, lorsque des raisons d'ordre médical exigent l'hospitalisation, sans exiger cependant ou sans permettre peut-être le transfert hors de Paris, ou lorsque des raisons sociales interdisent la séparation de la famille, et rendraient trop pénible un trop grand éloignement. Les hôpitaux ou les quartiers spéciaux destinés à cette catégorie de malades doivent être organisés, non comme des établissements généraux, mais dans les conditions particulières d'aération, d'orientation et d'outillage hospitalier exigés pour un traitement véritable de la tuberculose ;

3° Ou, enfin, assuré dans des hôpitaux ou des quartiers spéciaux, hors de Paris, toutes les fois que les conditions des deux cas précédents ne se présentent pas, — c'est-à-dire toutes les fois que ni médicalement, ni socialement le malade n'a intérêt à être conservé dans un hôpital parisien, toutes les fois notamment qu'il s'agira d'un séjour possible d'une assez longue durée, pour lequel les influences atmosphériques et climati-

riques ont naturellement le plus d'effet. Les hôpitaux ou quartiers spéciaux doivent être situés, orientés, outillés bien entendu en vue de la véritable cure.

IV. — Pour que chaque malade ou chaque groupe de malades trouve dans cette organisation hospitalière tripartite la place qui lui convient réellement, il faut que ces trois moyens d'action de l'Assistance publique soient reliés les uns aux autres par une pensée et une direction communes, il faut que le tuberculeux puisse être, selon les changements de son état, soit observé et suivi par le service de la consultation et du dispensaire, soit placé immédiatement dans une salle de l'hôpital d'où dépendra ce dispensaire, soit désigné pour un transfert dans l'hôpital extra-urbain. Il est possible, il est probable que plus d'un de nos malades pourra passer successivement par chacune de ces trois sélections.

D'où la nécessité de donner son dispensaire à chacun des hôpitaux ou quartiers spéciaux parisiens affectés à la tuberculose, et d'établir des relations régulières avec un hôpital ou un quartier spécial suburbain.

Nous avons tenu à résumer en tête de ce rapport les idées générales d'un système dont nous trouverons plus loin le développement. Elles vous permettront, Messieurs, de comprendre, dès maintenant, la portée de la proposition pratique et limitée que nous soumettons à vos délibérations et qui se ramène aux quatre articles suivants :

1° Création à l'hôpital Laënnec, sur les terrains en bordure de la rue Vaneau, d'un service de consultations et d'un dispensaire hospitalier pour tuberculeux ;

2° Affectation d'un quartier spécial de l'hôpital Laënnec (4 salles d'hommes, 4 salles de femmes, représentant 250 lits) au traitement des tuberculeux examinés par ce dispensaire et désignés pour l'hospitalisation immédiate à Paris ;

3° Aménagement de cette partie de Laënnec en vue du traitement véritable (galeries de cure, etc.);

4° Affectation des 500 lits disponibles de Brevannes aux tuberculeux désignés par la consultation de Laënnec pour l'hospitalisation à la campagne.

Nous indiquons ici pour mémoire qu'aussitôt que cette première application du plan général aura été adoptée, l'Administration présentera immédiatement des propositions pour la création d'une seconde organisation semblable dans le nord de Paris (affectation de quatre quartiers de Tenon (400 lits) aux tuberculeux; création à Tenon d'un service de dispensaire et de consultations, affectation d'Angicourt (148 lits) au service hors Paris du nouveau groupe.

Si nous ajoutons que prochainement — ce sont des dépenses gagées sur l'emprunt de 45 millions — l'hôpital suburbain pour tuberculeux dont l'étude se poursuit, soit à Ivry, soit à Vaucresson, pourrait être rattaché de la même manière aux services spéciaux de l'hôpital Saint-Antoine et à un dispensaire annexé à cet hôpital, pour le traitement d'un nouveau groupe de 1.700 tuberculeux environ, on comprendra comment, par l'extension méthodique de ce plan d'action, l'Assistance publique pourrait enfin espérer résoudre dans Paris, non seulement ce que votre rapporteur appelle plus particulièrement le problème de l'isolement des tuberculeux dans les hôpitaux, mais bien celui de la lutte hospitalière contre la tuberculose parisienne.

II. — *Programme général.*

Ce n'est pas au Conseil de surveillance que nous avons besoin de rappeler que la tuberculose est une *maladie*

sociale. Le récent Congrès international, tenu à Paris en 1905, a mis plus que jamais cette vérité en lumière, avec l'adhésion des maîtres de la science universelle.

La tuberculose est sociale dans ses causes et dans ses effets.

Elle est sociale dans ses causes, car elle est due à la rencontre d'un germe et d'un terrain : d'un germe venu du *milieu*, des poussières respirées dans l'école, dans l'atelier, dans l'habitation, des aliments fréquemment contaminés; d'un terrain, c'est-à-dire de l'état de santé général, de la constitution du malade, qui à son tour dépendent des conditions de sa naissance, de son hérédité, de son éducation, du milieu scolaire, militaire, professionnel, familial, hospitalier, où il a été obligé de séjourner. Le tuberculeux est presque toujours, surtout dans la classe pauvre, victime du fait social.

Elle est sociale dans ses effets, car le tuberculeux, une fois atteint, devient à son tour un foyer de contagion, et dissémine autour de lui, dans le milieu où il continue à vivre et qui, peut-être, l'a contaminé, les germes qui feront d'autres victimes.

Le risque de la tuberculose est ce que j'ai appelé ailleurs un *risque mutuel* entre l'individu et la société, un *risque social* dans le sens le plus exact du mot.

L'assurance contre ce risque est un devoir strict pour la société.

Et cette assurance ne peut s'obtenir que par une organisation répondant aux deux termes suivants du problème : *défendre l'individu encore sain contre le milieu qui peut le contaminer, défendre le milieu encore sain contre l'individu déjà malade et qui peut le contaminer*.

Les termes du problème à la fois social et médical nous conduisent d'abord aux conclusions du récent Congrès international sur les conditions de la lutte

contre la tuberculose, c'est-à-dire : supériorité de la préservation et de la prophylaxie sur le traitement. La salubrité de l'habitation est au centre de la question, comme aussi la salubrité de l'alimentation, dont les travaux récents ont mis en lumière toute l'importance.

Le rôle de l'Assistance publique dans ce programme paraît, dès l'abord, restreint, négatif et en quelque sorte passif. Elle ne s'occupe de l'individu que lorsqu'il est déjà touché par la maladie; surtout elle ne peut s'occuper de lui qu'au moment où il veut bien s'adresser à elle, c'est-à-dire trop tard. Le service hospitalier ne servira donc qu'à traiter dans de mauvaises conditions le malade qui, demain, à la faveur d'une amélioration passagère, retournera au milieu qui l'a perdu.

Le rôle cependant peut devenir actif et vraiment social si l'Assistance publique, se souvenant qu'elle n'est pas seulement une administration hospitalière, mais que par les bureaux de bienfaisance, le service des secours à domicile, etc., elle peut toucher la misère et le mal à leur source même, au foyer individuel, consent à faire rayonner, en dehors de ses quartiers d'hôpitaux, son action bienfaisante et à porter jusque sur les terrains d'origine la lutte contre le bacille mortel.

Ce n'est pas là une conception nouvelle de son rôle; c'est bien ainsi qu'elle essaie de lutter contre la misère; elle ne se contente pas de recueillir l'indigent invalide dans ses hospices, elle essaye de pénétrer jusqu'à son foyer et de le secourir à temps pour qu'il ne vienne pas prématurément chercher dans des salles d'hôpital le repos de sa dernière heure. La tuberculose, qui n'est si souvent qu'un mal de misère, doit être combattue par les mêmes moyens. En tout cas, il faut combattre le mal dans son ensemble, ne pas attendre passivement qu'il ait

fait de malades légèrement atteints, fréquemment guérissables, de malheureux chroniques trop souvent désespérés.

Pour répondre à ce rôle étendu et nécessaire, l'Assistance publique doit constituer — ainsi que nous le disions dans le préambule de ce rapport — un plan complet d'organisation.

*
* *

Le premier terme de toute lutte est, rappelons-le, la *défense de l'individu sain contre le milieu malsain*. Pour l'Assistance publique, c'est la protection de tous les malades non tuberculeux contre la contagion venant des malades tuberculeux ; c'est le problème proprement dit de l'isolement. C'est par les mesures d'isolement que commence l'œuvre de l'administration hospitalière. On a pu varier, sur les conditions et le degré de l'isolement qu'il convenait d'établir pour les malades tuberculeux. Des systèmes contradictoires se sont fait jour ; mais l'état de la science permet d'apprécier plus exactement les conditions de la contagion directe, de déterminer, sans aboutir à de trop grandes difficultés pratiques, les règles d'une séparation nécessaire et suffisante. L'hôpital spécial est toujours, à ce point de vue, considéré comme le type préférable d'établissement pour les contagieux. Mais les quartiers spéciaux, s'ils ont des personnels distincts et si toutes les relations directes entre les tuberculeux et les non-tuberculeux sont interdites soigneusement, peuvent être considérés comme satisfaisants. En tout cas, jamais une même salle ne devra contenir à la fois des contagieux et d'autres malades. Toutes ces conditions peuvent, nous le verrons, être réalisées par l'Assistance publique à Paris et dans les établissements extra-urbains.

Les mesures prises pour l'isolement et le traitement rationnel des tuberculeux dans des services spéciaux contribueront par surcroît à protéger contre toute crainte de contagion le *milieu extérieur* à l'hôpital. Vous connaissez comme moi, messieurs, l'instinctive résistance du voisinage du quartier contre ce qu'il croit être un foyer dangereux. Il y a là un préjugé populaire que ne justifient ni les données de la science, ni l'installation même de nos services. Il importe de ne pas laisser se fortifier ce préjugé qui ne tend à rien moins qu'à nous empêcher de créer des établissements spéciaux là où ils seraient le mieux placés. Le public ignore les dangers qu'il court quotidiennement dans les véhicules, dans les bâtiments publics, insuffisamment surveillés, rarement nettoyés. Il ne connaît pas les foyers d'infection que sont les maisons insalubres. Or, s'il est déplorable de constater qu'actuellement des tuberculeux circulent et entraînent les germes de contagion en tous lieux, il est beaucoup moins redoutable de voir ces mêmes tuberculeux retirés à l'écart, dans les limites d'un établissement où ils ne sont pas en contact direct avec le public. Les tuberculeux de l'hôpital, s'ils sont encore un danger pour leurs voisins de lit, sont incapables de contaminer sérieusement les maisons, les rues des alentours. Il est nécessaire de l'affirmer publiquement. Du reste, ces objections sont si peu sérieuses que depuis plusieurs années le séjour, même très proche, non seulement des tuberculeux, mais d'autres malades contagieux, n'a permis de constater aucune apparition suspecte du mal dans les quartiers environnants et n'a même déterminé aucune manifestation d'inquiétude des intéressés véritables. On peut même assurer qu'à Paris le voisinage de l'hôpital n'a entraîné nulle dépréciation de la propriété. Ne voyons-nous pas, à la porte même d'un hôpital

d'enfants recevant les malades les plus dangereux, tels que scarlatineux, diphtériques, etc., s'élever des édifices neufs assurés de la prospérité, malgré la virulence des germes confinés dans l'établissement voisin ?

Nous saisissons ici la raison de cette sécurité : ces malades sont dangereux, mais ils sont soignés et isolés. Les tuberculeux, dans nos organisations futures, seront eux aussi isolés et traités selon toutes les règles de la méthode d'antisepsie. En propageant la crainte d'un danger sans réalité, on peut servir quelques intérêts particuliers ; on ne sert pas le bien public.

*
* *

Telle est la première partie de notre œuvre, purement négative ; celle qui concerne les non-tuberculeux que nous avons le devoir de protéger contre la contagion. Mais voici d'autre part le malade tuberculeux qui s'est adressé à nous ; le traitement de la tuberculose s'impose : quels sont les moyens d'y pourvoir ? Le Congrès de la Tuberculose, sans en exclure aucun, en a dressé le tableau suivant :

1° On peut différer d'appréciation sur le degré d'utilité ou de nécessité des dispensaires ou des sanatoriums selon les institutions, les mœurs ou les ressources de chaque pays, mais le principe doit en être reconnu.

2° Il est bien entendu que dispensaires et sanatoriums constituent un moyen de lutte qui ne peut rien avoir d'exclusif ni de prédominant.

Les dispensaires, ouverts à tous, ont pour objet essentiel la prophylaxie, l'éducation, l'hygiène en même temps que l'assistance.

Ils peuvent de plus être un précieux élément d'informations.

Les sanatoriums sont des établissements hospitaliers réservés aux tuberculeux pulmonaires susceptibles de guérison ou d'amélioration durable.

Ils sont également des moyens de prophylaxie et d'éducation populaire.

Le problème de l'habitation dominera toujours la prophylaxie de la tuberculose.

Ainsi le dispensaire et le sanatorium ont leurs rôles respectifs ; mais leur action est *dominée*, dit le Congrès, par une action préalable, celle des mesures d'hygiène préventive qui assureront la salubrité de l'habitation, de l'alimentation, en un mot la salubrité de *la vie* ; et ces mesures d'hygiène dépendent elles-mêmes de l'éducation hygiénique des innombrables intéressés. En outre, leur efficacité est subordonnée à cette loi d'urgence que nous avons rappelée au commencement de notre rapport : c'est au début même du mal qu'il faut veiller et agir ; plus tard il est souvent trop tard. Rien ne servirait, pour la lutte contre la tuberculose, de recueillir des tuberculeux à bout de force et ce n'est pas en remplissant des salles pour en faire les antichambres du dépôt mortuaire que l'Assistance publique accomplirait sa tâche. Il vaut mieux dépenser beaucoup, pendant que l'homme est en bonne santé, pour l'y maintenir, que de dépenser plus encore, quand il sera tombé malade, pour ne pas arriver à le guérir. Si nous saisissons l'individu touché, que ce soit au début de la maladie, au moment où par un effort décisif nous aurons chance de le guérir.

La valeur d'une telle méthode s'éclaire singulièrement si nous rappelons le double problème posé par la tuberculose, si nous rappelons ce « risque mutuel » par lequel toute la société est intéressée à la guérison d'un seul individu ; aussi bien concevons-nous pour l'intervention de l'Assistance publique une forme multiple qui réponde

aux données de ces deux termes, médical et social; et qui assure autant que nous pouvons l'espérer la lutte sous ces aspects.

A. — L'AGENT EXTERNE.

Il convient donc de franchir la porte de l'hôpital et d'agir, d'abord, au dehors. Il nous faut un organe externe, un agent actif qui ait pour mission de dépister la maladie, de reconnaître l'invasion sourde à son début et de révéler à celui qui est touché ce qu'il doit faire pour soi-même, pour ceux qui l'entourent. Cette organisation externe c'est le *Dispensaire* : il comportera les services divers qui fourniront au malade le moyen de se connaître et de se soigner à temps. Une consultation médicale, un service de radiologie, un service de distribution de médicaments, procureront au tuberculeux, encore apte à la vie extérieure, ce qui lui manque chez lui le plus souvent : les soins médicaux et les ressources thérapeutiques nécessaires, l'alimentation spéciale servie dans des réfectoires appropriés, le repos, grâce à la galerie de cure où un lit de repos, une chaise longue lui feront apprécier les résultats et prendre l'habitude de ce mode de traitement, l'éducation, plus nécessaire encore, qui lui apprendra, *pour lui-même*, les dangers de l'alcool, des excès, du tabac, des mouvements violents, etc., et, *pour les autres*, la nécessité de respecter leur santé en prenant les précautions indispensables : usage du crachoir, abstention de certaines pratiques, etc. Enfin, il pourra trouver au dispensaire la propreté personnelle qui lui fait défaut : son linge souillé, son linge dangereux sera blanchi. Joignons cette intervention complémentaire du secours en argent, destiné non seulement au malade, qui pourra mieux sans doute se loger, se vêtir, mais surtout

à la famille, privée du travail et du gain de son chef (1).

Telle est à grands traits l'organisation intérieure de notre dispensaire ; mais il ne faut pas que son action se borne là ; il faut qu'elle parvienne à pénétrer chez le malade, à l'y entourer, lui et les siens, des conseils nécessaires, à le guider matériellement et moralement vers la guérison.

Par quels agents ce rôle extérieur serait-il assuré ? Vous savez quelle est l'importance, dans les dispensaires du type de Lille et de Liège, de ceux que l'on appelle les *Dépisteurs* et les *Visiteurs*. L'Administration aura à examiner les moyens de créer cette partie du service et dans quelle mesure, par exemple, nos organisations de secours à domicile pourraient y être associées. Il faut prévoir en effet l'objection suivante : vous ne vous préoccupez pas du recrutement de vos malades. Votre dispensaire ouvrira sa porte : n'y a-t-il pas contradiction à prévoir l'intervention extérieure d'un organe qui n'aura pas de point de contact avec le milieu ? A vrai dire, cette objection nous touche peu. Notre dispensaire, parce qu'il ne sera pas isolé de l'hôpital, exercera au contraire une attraction considérable. Le malade saura qu'en franchissant sa porte, à quelque degré qu'il soit de la maladie, il sera traité.

B. — CONSULTATION GÉNÉRALE DE LA TUBERCULOSE.

Notre dispensaire sera, en réalité, la grande *consultation hospitalière des tuberculeux*, liée comme nous l'avons

(1) L'application précise de la circulaire de M. le Directeur de l'Assistance du 31 mars 1905 permettra de faire un pas vers la déclaration obligatoire et dirigera l'œuvre de désinfection à domicile.

Cette circulaire prescrit aux directeurs d'hôpitaux de faire

dit à un double service d'hôpital urbain et suburbain. Il disposera des moyens d'action qui répondent aux besoins des diverses catégories de malades. Là sera le secret de son rayonnement ; on saura que l'on ne s'adresse pas en vain au dispensaire hospitalier ; les uns seront renvoyés chez eux après consultation et alimentation ; les autres iront dans telle salle de l'hôpital ; d'autres seront évacués sur le quartier en pleine campagne. Nous sommes, et c'est ce qui donne toute sa force à la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre au nom de votre Commission, en présence d'un organisme complet, méthodique, capable de satisfaire aux exigences du corps médical, comme de comprendre dans ses catégories toutes les classes d'assistés.

C'est à notre dispensaire que se fera le départ entre les catégories de malades : certains doivent être conservés à Paris, pour des raisons sociales ou pour des raisons médicales ; il y a intérêt à ne pas les éloigner de leur famille ; d'autres sont atteints concurremment avec la tuberculose d'affections aiguës, pour lesquelles il convient de les hospitaliser immédiatement. Les uns et les autres peuvent et doivent être soignés à Paris et pour eux notre service hospitalier a sa porte d'entrée au dispensaire.

Ceux au contraire qui, par leur situation sociale, par la nature de leur maladie, ont intérêt à quitter la ville, pourront être dirigés sur l'établissement suburbain, en l'espèce, Brevannes. A ceux-là conviendra une hospitalisation prolongée, dans des conditions favorables d'aération : l'établissement hors Paris leur sera réservé. Ils y trouveront le repos, le milieu nécessaires à une cure.

la déclaration des cas de tuberculose qui se sont déclarés dans les locaux d'habitation communs, garnis, hôtels, chambres meublées, etc

C. — LES QUARTIERS SPÉCIAUX. L'HÔPITAL HORS PARIS.

Nous n'avons pas à donner ici de renseignements sur ce que sera l'*hôpital spécial*, situé hors de Paris, qui constituera le troisième élément du groupe que nous proposons de constituer. Cet hôpital de tuberculeux à la campagne, vos délibérations antérieures en ont déjà décidé le type et déterminé les conditions d'exécution et de fonctionnement. Il répondra, vous le savez, à toutes les exigences de la science.

Quant aux quartiers spéciaux à créer dans Paris même, dans l'hôpital, à l'entrée duquel existeront le service de consultations et le dispensaire, il va sans dire qu'ils devront être transformés pour leur objet nouveau.

Ce ne sera plus le vieil hôpital de l'Assistance publique que nous connaissons si bien et qui semble défier les efforts : nous l'aurons, sinon reconstruit comme cela se fait en beaucoup de nos établissements, du moins transformé par l'application des procédés d'installation, d'aménagement, de disposition des annexes, conformes aux prescriptions du corps médical.

Si les malades ont ainsi un asile digne d'eux et adapté à leurs besoins, les médecins eux aussi seront en possession d'un outillage en rapport avec les données de la science moderne. On peut rappeler les hésitations justifiées avec lesquelles ils donnaient leur adhésion à des mesures qui soulevaient chez eux des craintes : il est facile d'apprécier le sentiment d'inquiétude qui s'emparait d'eux alors qu'il s'agissait seulement d'affecter telle salle et tel quartier à des tuberculeux ; on allait leur donner la responsabilité d'une expérience sans y joindre le moyen d'y réussir. Aussi le concours qu'ils nous apportent aujourd'hui est-il sans arrière-pensée : nous l'ac-

cueillons avec reconnaissance et avec confiance, parce que nous savons comment et à quelles conditions il se produit. Nous savons qu'il est dû tout entier à la réalisation de conditions plus conformes aux besoins des malades et du traitement. Ce n'est plus un service réparé et nettoyé tant bien que mal; c'est un service adapté à sa nouvelle destination, transformé pour un nouveau mode de traitement et installé suivant les formules déterminées par les travaux scientifiques. Les seuls obstacles qui entravaient encore leur bonne volonté ont disparu : nous pouvons nous féliciter de prendre dans le corps médical des hôpitaux le point d'appui de notre nouvelle organisation; et, nous en avons le ferme espoir, d'y trouver des médecins spécialisés qui se consacreront exclusivement à la tuberculose.

On ne manquera pas de nous demander si les propositions que nous avons l'honneur de vous soumettre ne manquent pas sur un point aux prescriptions générales de la circulaire ministérielle et aux avis de la Commission permanente de la Tuberculose. C'est l'hôpital spécial qui a été indiqué comme le véritable instrument d'isolement et de traitement des tuberculeux et il semble bien que nous faisons au contraire de simples quartiers d'hôpitaux la pierre fondamentale de notre édifice.

Nous répondrons d'abord que, par le nombre des malades respectivement distribués à Paris et à la campagne, l'hôpital spécial suburbain deviendra sans doute le lieu de séjour du plus grand nombre des hospitalisés, et ce n'est pas sans réflexion que, retenant l'hôpital spécial comme le lieu de traitement du plus grand nombre, nous avons préféré qu'il fût plutôt placé au dehors de Paris. Là seulement, en effet, nous trouverons les conditions d'espace, d'aération, d'orientation, l'absence de voisinages insalubres, que Paris pourrait si difficilement nous

assurer. Là, seulement, la cure d'air pourra se faire avec le maximum de garanties de salubrité, de calme et de bien-être physique qui sont nécessaires au succès.

Il faut d'ailleurs tenir compte des résistances d'une opinion même insuffisamment éclairée, mais sans laquelle aucun projet ne saurait triompher dans un pays libre.

Je ne veux pas parler de l'opposition faite aveuglément dans chacun des quartiers de Paris où il a été question de créer un hôpital spécial de tuberculeux, au nom des prétendus intérêts de la salubrité de ces quartiers : j'ai déjà répondu à cette légende.

Je ne voudrais pas davantage donner créance à cette autre objection souvent formulée : que pensera la foule de ce vaste hôpital d'où l'on ne sortira presque jamais par la grande porte de la guérison et quelles seront les pensées du malheureux qui songera en franchissant le seuil au sort qui l'attend irrévocablement ?

La crainte de ce triste renom pour notre hôpital spécial est chimérique : nous devons écarter, sans hésiter, cette objection qui fait appel à je ne sais quelle sentimentalité ignbrante dont la population parisienne est d'ailleurs exempte. Pas plus que les craintes de contagion pour le voisinage, la crainte de voir notre hôpital prendre l'aspect d'une nécropole faite pour les agonisants ne nous arrêtera.

N'avons-nous pas l'exemple d'un service de tuberculeux, qui, à l'heure actuelle, a reçu toutes les faveurs de la population au point que les malades soient obligés d'attendre, et souvent fort longtemps, leur tour d'admission ? Le quartier ne s'est pas plus ému des dangers de contamination qu'il n'a redouté de voir les siens entrer dans cette maison sans espoir de retour. Dès qu'il y a quelque part une organisation méthodique, un mode de

traitement spécial, avec le bienfait d'une cure véritable organisée dans les conditions de bien-être et de soins les meilleurs, ce n'est pas la désertion, mais l'encombrement des pauvres malades que nous avons à redouter.

Non, c'est une autre considération qui peut nous faire adopter, dans Paris du moins, le système des quartiers spéciaux, dans un hôpital général, à la condition expresse qu'ils y soient séparés des autres services suivant les règles strictes fixées par la science. C'est la difficulté que trop souvent nos malades guéris ont à se placer, à trouver du travail quand ils sortent d'un établissement dont le nom seul indiquera la maladie qui les y a amenés. Nous avons été saisis, plus d'une fois, à la Commission permanente, des plaintes touchantes des tuberculeux sortis d'Angicourt ou de maisons analogues. C'est un certificat de tuberculose qu'ils emportent en sortant, et la crainte de la contagion suffit à leur fermer les portes des ateliers, des usines, des magasins, où ils veulent ensuite se présenter. Il n'est rien de plus injuste, car le convalescent d'Angicourt, instruit, habitué aux soins et aux précautions, qui peuvent le rendre inoffensif, sera beaucoup moins à redouter que le voisin, un tuberculeux qui s'ignore, que l'on ignore et qui fait tout pour répandre, sans le savoir, la contagion. Qu'il y ait là chez certains patrons, et même, il faut le dire, car nous en avons eu des exemples, chez certains camarades, un sentiment d'égoïsme aveugle poussé jusqu'à l'inhumanité, nous le savons; mais nous sommes impuissants contre cette misère nouvelle et nous devons éviter d'accroître le nombre de ceux qui s'y trouveraient exposés.

C'est la raison pour laquelle nous avons cru pouvoir adopter le système des quartiers spéciaux et spécialement organisés dans des hôpitaux généraux conservant publiquement ce caractère : c'est la raison qui a guidé

notre décision d'affecter par exemple seulement la moitié de l'hôpital Laënnec aux tuberculeux. De même, que l'Administration, en vue d'assurer le secret dû aux malades, a fait en sorte d'associer aux maladies spéciales des services généraux, de mêler sous un vocable unique les diverses maladies, de même, le convalescent sorti de Laënnec ne portera pas la tare de son passage dans un service spécial.

De même, enfin, que nous vous proposons, Messieurs, de réunir dans un même hôpital, à des quartiers spéciaux, des services de médecine, de chirurgie générale, nous vous proposons dans les hôpitaux suburbains affectés aux tuberculeux de grouper les malades des divers degrés pour réaliser cette moyenne de cas graves ou bénins qui maintiendra le taux de la mortalité aux conditions normales et permettra d'éviter cet inquiétant renom que redouteraient justement nos hospitalisés.

*
* *

Vous trouverez dans la troisième partie de ce rapport l'indication des propositions immédiates que nous vous faisons, d'accord avec l'Administration, pour commencer la réalisation du programme dont nous avons essayé de mettre en lumière les lignes principales.

Que vous vous arrêtiez à la création d'un premier groupe, — dispensaire, quartiers spéciaux parisiens, hôpital spécial à la campagne — formé avec Laënnec et Brevannes, ou que vous vouliez étendre l'application du système à un, même à deux centres semblables, il n'en restera pas moins dans l'ensemble de notre population hospitalière un nombre de tuberculeux considérable, plus considérable malheureusement que celui des tuberculeux admis au bénéfice des nouvelles organisations.

C'est le sort d'une administration immense comme la nôtre d'avoir besoin de beaucoup de temps, et d'argent, pour réaliser les réformes même les plus étudiées.

Il va sans dire que nous ne songeons pas à laisser ce nombre considérable de malades dans l'état où ils sont aujourd'hui; dès maintenant, et pour tous nos hôpitaux, M. le Directeur est prêt à prendre les mesures nécessaires pour que dans chacun de nos services de médecine les tuberculeux soient séparés des non-tuberculeux, placés dans les salles distinctes et dans les conditions les plus convenables à leur état particulier.

Nous n'avons ici qu'à enregistrer cette résolution de l'Administration en lui laissant le soin de nous tenir au courant aussi rapidement que possible du résultat de ses instructions.

*
* *

Quelques mots résumeront ce long exposé. L'action extérieure sera confiée au *Dispensaire hospitalier*. Ce dispensaire sera le centre de notre action prophylactique et le point de mise en mouvement de notre action hospitalière. Organe à la fois médical et administratif, il appellera à lui tous les malades et nous espérons qu'il attirera les moins malades aussi bien que les autres, parce que tous sauront y trouver l'indication du traitement applicable à chacun. Le malade n'aura pas à chercher avant d'entrer s'il appartient à la catégorie pour laquelle le dispensaire est créé. Il viendra au dispensaire parce qu'il est, parce qu'il craint d'être, de devenir tuberculeux, et ce sera affaire au personnel du dispensaire de le diriger là où il convient, parce que cette *consultation générale* pour la tuberculose disposera de tous les modes de traitement. Le malade ira d'abord au dispensaire, et c'est là que sera désigné l'établissement, la catégorie, l'assis-

tance qui lui conviennent. Il n'en faudra pas plus pour assurer le développement de ce bureau central, pour nous garantir l'efficacité de son attraction, de son influence extérieure.

Le traitement des malades sera assuré dans les conditions nécessaires au succès de la cure. Qu'il s'agisse de l'hôpital spécial, qu'il s'agisse du quartier isolé, de la salle réservée aux tuberculeux, nous ne permettrons pas qu'on y admette un tuberculeux si le régime alimentaire, si l'aération et l'isolement, si le personnel médical et hospitalier n'ont pas été prévus et spécialement organisés selon les règles instituées dans notre hôpital type. Nous exigerons une bonne installation matérielle, un service intérieur bien adapté avant de prendre la responsabilité d'y diriger nos malades.

Les établissements eux-mêmes seront groupés pour la répartition des malades. Nous vous proposons aujourd'hui d'installer à Laënnec avec deux cent cinquante lits notre premier *service spécial parisien* ; demain s'ouvrira à Brevannes un quartier de cinq cents lits, aménagé en vue de la cure, et qui ne sera ni un hospice, ni un sanatorium au sens étroit du mot, que nous appellerons *hôpital-sanatorium*. Ce groupement se suffira à lui-même. Nous ne pouvons prétendre résoudre, au moyen de ces sept cent cinquante premiers lits, qu'une part faible de la question de l'isolement et du traitement des tuberculeux dans les services hospitaliers : mais nous aurons résolu la question de méthode. Il n'y aura plus qu'à développer le système pour proportionner ses forces aux besoins de la population. Rien ne nous empêche de prévoir dans un avenir assez proche la multiplication de ces groupements, Tenon associé à Angicourt, Saint-Antoine associé à Ivry. Cette collaboration d'éléments distincts et coordonnés constituera dans notre outillage la division

méthodique, et permettra la spécialisation indispensable à chaque service.

L'Assistance publique, il nous est permis de le croire, aura ainsi assuré pour ses services, et dans la mesure de ses moyens, aussi bien la défense de l'individu encore sain contre le milieu qui peut le contaminer, que la défense du milieu encore sain contre l'individu déjà malade, et qui peut le contaminer. A son tour, elle aura institué une méthode de traitement scientifique, comprenant toutes les spécialités requises, et ce traitement, aussi efficace que la science le permet pour les malades déjà sérieusement atteints, elle le donnera, elle l'offrira aux autres en temps utile, pour prévenir, si possible, la maladie et pour la traiter en tout cas dès ses débuts, alors qu'il y a toutes chances de la guérir.

Nous ne savons si le programme pratique que nous avons tenté d'établir en nous inspirant de vos délibérations, et en étudiant attentivement les avis des autorités scientifiques les plus compétentes, vous paraîtront résoudre les difficultés du problème si complexe posé depuis plusieurs années devant vous. Nous espérons du moins vous en avoir présenté une vue d'ensemble sans laquelle il eût été peut-être impossible d'aboutir.

III. — *Le groupe Laënnec.*

Nous arrivons maintenant, messieurs, à la partie de ce programme que nous vous proposons de réaliser immédiatement, à la constitution d'un premier groupe de services pour la lutte contre la tuberculose, que nous appelons le *groupe Laënnec* et qui est constitué par une partie de cet hôpital et par une partie de l'hospice de Brevannes.

L'état de délabrement de l'hôpital Laënnec vous est connu. Destiné à l'hospitalisation des vieillards et des incurables, ce vieil établissement devait être désaffecté lors de l'ouverture de l'hospice d'Ivry. Les événements de 1870 en firent un hôpital, un « hôpital temporaire ». L'hôpital temporaire est devenu l'hôpital Laënnec, mais sans se transformer et sans que des travaux eussent assuré à nos malades les conditions indispensables de l'hygiène. L'année dernière, la Ville de Paris s'est émue de la disparition prochaine du clocher de Laënnec : elle n'a pas hésité à consacrer 29.000 francs à la chapelle de Laënnec et à sa réfection. Vous ne vous étonnerez pas que nous songions aussi à vous demander de faire pour les malades du quartier non spécialisé, comme pour nos tuberculeux, les réparations et les améliorations que réclament, non seulement l'hygiène hospitalière, mais aussi la sécurité de notre personnel. On ne comprendrait point, en effet, que nous fissions d'importants travaux dans une partie de l'hôpital, en nous désintéressant des bâtiments voisins et en nous dispensant de faire cesser une situation intolérable pour tous.

Votre Commission a, par suite, décidé de vous présenter un double programme de travaux. Le premier n'est que la remise en état de l'hôpital : ce sont des travaux parmi les plus nécessaires et les plus urgents, qui sont indispensables à l'hospitalisation décente de malades, quels qu'ils soient. Nous sommes ici obligés de porter remède à un fâcheux état de choses, sans que, d'ailleurs, aucun de ces travaux soit une conséquence nécessaire de notre programme spécial à la tuberculose. Nous prenons un hôpital vieux, délabré, dépourvu des installations hygiéniques élémentaires : nous devons commencer par en faire un service hospitalier acceptable, sans, d'ailleurs, dépasser la limite de ce qui est de première nécessité.

Dispensaire et Service de tuberculeux.

A. — TRAVAUX PRÉLIMINAIRES.

L'aménagement du service spécial des tuberculeux, son adaptation au traitement et la construction du dispensaire forment la seconde partie de notre programme, et comprennent les dépenses propres aux mesures que votre Commission vous propose d'adopter contre la tuberculose.

L'ensemble de cette seconde partie des travaux comporterait en fait un chiffre assez élevé si nous ne devions encore mettre à part certaines dépenses étrangères à l'hospitalisation des tuberculeux : ce sont les dépenses de démolition et de reconstruction des annexes de l'hôpital situées sur le terrain qui nous est nécessaire. Par une rencontre qui ne vous étonnera pas, ces annexes sont de mauvaises installations et leur aménagement nouveau donnera satisfaction à de nombreuses réclamations. Notons donc qu'il s'agit en réalité de dépenses dont la lutte contre la tuberculose n'est que l'occasion et qu'elles serviront en fait les intérêts généraux. C'est d'ailleurs ainsi que notre intervention dépassera sans doute les limites que nous lui avons assignées : nous aurons fait bénéficier l'hôpital tout entier d'une réfection générale et il faut se féliciter d'avoir trouvé le moyen de la réaliser.

L'étuve à désinfection, en bordure sur la rue Vaneau, a provoqué de nombreuses plaintes. Elle sera démolie et reconstruite près du service des morts avec une annexe pour la désinfection des crachats.

Les ateliers, véritables masures, seront réinstallés dans le préau Est de l'hôpital.

Le chantier et son hangar prendront la place des anciennes serres.

Le *service spécial des tuberculeux* comprendra celui des deux bâtiments en croix, qui est situé à gauche du grand axe de l'hôpital et partie du bâtiment affecté actuellement à un service de la crèche; les laboratoires de M. le professeur Landouzy ne subissent aucune modification.

B. — SERVICE SPÉCIAL DES TUBERCULEUX.

La distinction des hommes et des femmes nous oblige à leur réserver respectivement deux bras de la croix, les femmes occupant au rez-de-chaussée et au premier les bâtiments Sud et Ouest, les hommes les bâtiments Est et Nord. Il en résultera que les femmes seront complètement isolées dans le préau compris entre les bâtiments et le chemin de ronde et dans l'espace resté libre entre ce chemin et la buanderie, alors que le préau affecté aux hommes sera au long du mur mitoyen Nord.

Le service des femmes comprendra 4 salles de 30 lits, ainsi que le service des hommes. Une annexe de 10 lits pourra être installée pour les hommes dans le bâtiment de la crèche, ce qui portera à 120 lits de femmes et à 130 lits d'hommes la population de notre service.

Votre Commission s'est préoccupée de l'aménagement des annexes des salles, dont le rôle est si utile, et elle vous propose dans ce but l'achèvement du pavillon d'extrémité Nord-Ouest des salles Quesnay et Monneret et l'évacuation de cinq logements d'employés, d'ailleurs condamnés par les prescriptions de l'hygiène, tant au rez-de-chaussée qu'à l'entresol.

*
* *

Le *dispensaire*, conformément au programme que nous avons eu l'honneur de vous exposer, conformément, d'ailleurs, aux indications contenues dans le programme élaboré par la Commission supérieure des grands travaux de l'Assistance publique, comprendrait les services suivants :

C. — DISPENSAIRE.

La *salle d'attente* serait divisée en trois parties : celle du milieu, d'une superficie de 168 mètres, affectée à l'attente proprement dite, pouvant contenir 150 à 200 personnes ; les deux autres servant d'entrée et de passage de jonction pour les ailes. Un groupe de water-closets accessible de la salle d'attente et isolé dans le jardin servirait également pour les malades admis à la cure d'air. Il paraît inutile, les consultations pour les hommes et pour les femmes ne devant pas être simultanées, au moins au début, de prévoir une salle d'attente pour plus de 200 personnes.

Dans l'aile droite, deux *cabinets de médecin* avec lavabos, paillasse, fourneau à gaz, et en annexe une salle pour l'examen des crachats et un laboratoire ; un service de *radiologie* commun à l'hôpital et au dispensaire, une *chambre noire*, laboratoire de photographie, pièce d'archives, salle d'attente.

Pour l'aile gauche, deux bureaux pour les *visiteurs* et pour la *surveillante* du dispensaire, une salle de *distribution* facilement accessible, voisine d'un *magasin*, d'une *lingerie* ; puis le dépôt de linge sale et un service de *bains*.

Dans l'aile droite, au premier étage, deux *salles de repos* largement éclairées et aérées, un vestiaire.

Dans l'aile gauche, au premier étage, deux réfectoires avec office, laverie, stérilisation des couverts et assiettes. Les deux ailes seront reliées directement par une galerie.

La construction sera aussi simple que possible; élevé sur cave et sous-sol d'isolement, le bâtiment sera en meulière et briques apparentes. Le chauffage à vapeur à basse pression, l'électricité seront faciles à installer.

Les murs seront peints intérieurement à l'huile avec revêtement en zinc, lavable et stérilisable, jusqu'à 2 mètres de hauteur.

Les *galeries de cure*, établies au moyen d'écrans mobiles, seront placées suivant les besoins dans les jardins au-devant du dispensaire.

Les dépenses relatives à la seconde partie de notre programme peuvent par suite s'établir ainsi :

I. — Travaux préliminaires.	{ Étuve . . .	15.826 »	{	51.340 »
	{ Magasin . .	11.372 »		
	{ Ateliers . .	7.872 »		
	{ Chantier. .	15.270 »		
II. — Quartier spécial de tuberculeux		236.743 »		
III. — Dispensaire ,		170.000 »		
				458.083 »

Outre ces dépenses de travaux, il y a lieu de prévoir, messieurs, l'installation des laboratoires, du service de radiologie, l'ameublement du dispensaire et du service nouveau d'isolement. Un crédit de provision pourrait être inscrit dans ce but et fixé à 70,000 francs pour le dispensaire et à 150,000 francs pour le service.

Ce sont ces travaux de construction et d'aménagement que nous avons l'honneur, messieurs, de vous proposer d'imputer sur le crédit de 1 million réservé pour l'isolement des tuberculeux sur le fonds de 45 millions (emploi

des ressources créées par la loi du 7 avril 1903). Il convient de remarquer que nous sommes en droit de demander pour cet organisme nouveau, créé sur les instances du Gouvernement, l'aide du Pari-mutuel. L'ensemble des dépenses qui se chiffrent ainsi :

Réparations spéciales	467.525 »
Quartier des tuberculeux et dispensaire . .	458.083 »
Ameublement du dispensaire.	70.000 »
Ameublement du quartier des tuberculeux.	150.000 »
	<hr/>
	1.145.608 »

nous permet de fixer notre demande de subvention à 500,000 francs ; il nous restera ainsi 355,000 francs sur le crédit de la Tuberculose pour gager de nouvelles opérations (1).

Il ne nous appartient pas de préciser dès maintenant le fonctionnement de ces nouveaux services et les charges nouvelles qui en résulteront. Nous devons cependant évaluer la dépense d'exploitation en nous reportant aux données actuellement connues. Les résultats du dernier Compte moral font apparaître à l'hôpital Laënnec un prix de journée de 3 fr. 58 ; il vous semblera, messieurs, qu'en le majorant de 1 franc, nous ne nous éloignerons pas de la réalité ; ce supplément de dépense correspondra sans doute aux frais spéciaux du régime alimentaire. C'est le chiffre approximativement fixé pour le régime spécial institué par M. le docteur Letulle dans son service de Boucicaut. Il résultera, pour une population de 250 malades, une dépense annuelle supplémentaire de 91.000 francs. Nous estimons, d'autre part, que la transformation de la moitié de l'hôpital en quartier de tuberculeux, d'où les brancards seront naturellement

(1) Nous n'avons rien à prévoir pour l'hôpital suburbain rattaché au groupe Laënnec : c'est Brevannes, dont l'installation est déjà assurée.

exclus, ne fera pas croître ce prix de journée, en diminuant le nombre annuel des journées dont ce prix est fonction. En effet, notre quartier occupe un peu moins de la moitié de Laënnec et nous y prévoyons 91,000 journées, soit un peu moins de la moitié des journées annuelles actuelles qui s'élèvent au total à 220.000.

Le dispensaire recevra sans doute une population quotidienne de 100 à 150 consultants, sur lesquels 50 seulement peuvent être considérés comme devant recevoir l'assistance complète et entraîner le maximum de dépense. En admettant qu'un crédit de 25,000 francs soit nécessaire pour les services généraux du dispensaire (personnel, etc.), un crédit de 30.000 francs pour la cuisine, 8,000 francs pour la pharmacie, le blanchissage, le magasin, nous pouvons prévoir un fonds de secours spécial de 72.000 francs, soit, au total, une dépense annuelle pour le dispensaire de 135.000 à 140.000 francs.

Ces chiffres vous paraîtront considérables, mais il m'a paru nécessaire de vous les présenter dans toute leur étendue, de ne pas séparer de nos travaux de construction les prévisions de fonctionnement ultérieur, de ne rien dissimuler, en un mot, des charges présentes ou futures de l'opération. Vous connaissez, messieurs, la thèse suivant laquelle l'Assistance publique, établissement possédant des ressources propres, doit limiter ses dépenses, c'est-à-dire l'organisation de ses services, à ses ressources.

Cette thèse est conforme à l'esprit de notre loi spéciale de 1849; elle est la garantie indispensable de la bonne gestion de nos établissements; mais nous ne pouvons oublier que les lois générales sur l'assistance médicale obligatoire, sur l'assistance obligatoire de la vieillesse et l'invalidité ont transformé, pour Paris comme pour le reste de la France, le caractère autrefois si

restreint des services de l'Assistance dans notre pays.

Le principe de notre obligation sociale envers tous ceux qui sont dans l'impossibilité physique ou morale d'assurer leur existence, principe proclamé à plusieurs reprises par le Conseil supérieur de l'Assistance publique et reconnu par la représentation nationale dans les diverses lois générales que nous venons de rappeler, oblige l'Assistance publique de Paris, comme les établissements publics des autres villes de la République, à prendre pour point de départ de toutes les organisations l'ensemble des besoins réels de la population malheureuse. Le concours du Conseil municipal, au besoin celui du Gouvernement, ne lui manqueront pas pour y pourvoir lorsqu'elle aura su faire connaître clairement les nécessités de sa tâche.

La lutte contre la tuberculose est au premier rang des obligations nouvelles. Il y a là, non seulement, un devoir d'humanité, mais un devoir national et social. En contribuant à sauver un immense capital humain chaque jour gravement menacé, en dépensant pour ce sauvetage des sommes qui peuvent paraître considérables en elles-mêmes, mais qui sont peu de chose au prix du service rendu, c'est une œuvre de bonne administration véritable, de prévoyance et d'assurance rigoureusement profitable au pays que nous aurons accomplie.

C'est, en tout cas, une œuvre de solidarité sociale nécessaire que la science et l'humanité — nous l'avons dit à la première page de ce rapport, — réclament impérieusement de nous.

IV

LA TUBERCULOSE ET LA MUTUALITÉ ⁽¹⁾

Mesdames, Messieurs,

Je me propose d'examiner devant vous dans quelle mesure et par quels moyens il est possible d'associer la mutualité à la lutte entreprise contre la tuberculose dans notre pays.

Je n'ai pas besoin de dire quelle est, à l'heure présente, particulièrement en France, la gravité du péril, quels sont les ravages de la terrible maladie. On a souvent cité ces chiffres. Vous savez que la tuberculose ne fait pas moins de 130.000 victimes par an sur notre territoire, ce qui donne une moyenne de 44 décès par an sur 10.000 habitants.

Cela revient à dire que la tuberculose enlève chaque année une population égale à celle d'une grande ville — et qu'elle tue, toujours en un an, plus de Français que le grand choléra de 1856-1857 n'en avait enlevé en deux années.

Si on évalue le capital humain qui disparaît par suite de ces ravages de la tuberculose, on a calculé que c'est environ un milliard de perdu pour la puissance économique de ce pays.

Ces chiffres suffisent à montrer la désastreuse étendue

(1) Conférence faite au Musée Social, le 6 novembre 1905.

du mal et la nécessité de la lutte que nous devons soutenir contre lui.

Il faut malheureusement ajouter que la proportion de la mortalité, malgré tous les efforts faits jusqu'à ce jour, augmente au lieu de diminuer dans notre pays. Il mourait dans les hôpitaux parisiens : en 1889, 10.534 tuberculeux ; en 1890 : 11.718 ; en 1891 : 12.046 ; en 1892 : 13.147 ; en 1893 : 13.995 ; c'est-à-dire que l'augmentation annuelle des décès par la tuberculose est de 8 à 900 pour les seuls hôpitaux de la Ville de Paris.

Si l'on ne se sentait pas le cœur pris par la nécessité du combat, on ne serait pas vraiment digne du nom d'homme.

Et nous sommes obligés de constater que pendant que la mortalité augmente chez nous avec cette régularité désolante, elle baisse, au contraire, à l'étranger ; elle ne baisse pas également dans tous les pays, mais elle baisse à peu près partout, sauf dans les pays les moins avancés en civilisation. Le devoir pour les Français est donc plus impérieux encore ; ils doivent réagir plus que les autres, puisqu'ils sont frappés plus que les autres. Dans la lutte perpétuelle qui s'établit entre les différents peuples, le poids que pèse la France diminue tous les jours par la diminution relative de sa population totale. Ce n'est pas seulement un devoir d'humanité, c'est un devoir plus étroit, un devoir patriotique, national, qui s'impose à nous impérieusement.

Vous comprenez, mesdames et messieurs, la nécessité de réunions comme la nôtre ; jamais on ne parlera trop, jamais on n'enseignera trop sur cette question. Tous ceux qui ont quelque connaissance de ce douloureux sujet se doivent à eux-mêmes et doivent aux autres de propager les idées qu'il leur suggère, d'indiquer les moyens de lutte qu'ils croient efficaces, d'agiter et d'éclairer incen-

samment l'opinion publique, afin d'entraîner enfin résolument au combat les esprits et les volontés.

I

On a dit bien souvent que la tuberculose était un mal social. On entend par là non seulement que c'est un péril social — et les chiffres que j'ai indiqués tout à l'heure justifient cette expression, — mais encore que cette maladie est un exemple frappant de la solidarité inéluctable qui fait retomber sur chacun de nous le mal des autres et qui nous oblige moralement et socialement à organiser en sens inverse cette autre solidarité, volontaire et réfléchie, qui fera réagir sur tous le bien procuré à chacun de nous.

En effet, la tuberculose est sociale par ses causes aussi bien que par ses effets. Le tuberculeux est une victime certaine du fait social, du milieu social.

Le mal éclate, disent les médecins, par la rencontre d'un germe et d'un terrain.

Le germe est dû au milieu, aux poussières qu'a respirées le malade, dans l'usine, dans l'atelier, dans l'habitation dont il ne lui était pas possible de modifier l'atmosphère; aux aliments malsains, probablement déjà infectés eux-mêmes, lait, viande, etc., qu'il a été obligé d'absorber parce qu'il n'en trouvait pas d'autres, parce que ses moyens sociaux ne lui permettaient pas de s'en procurer de meilleurs.

Le terrain c'est lui-même. Mais le terrain, c'est-à-dire sa propre constitution, son état de santé général, est dû en partie aux conditions de sa naissance, à son hérédité, en partie à son éducation, aux milieux dans lesquels il a passé son enfance et sa jeunesse, au milieu scolaire, au

milieu industriel, professionnel, militaire, à tous les milieux dans lesquels il a été obligé de passer comme enfant, comme jeune homme, comme soldat, comme ouvrier, comme citoyen. Il n'a pas pu se défendre des mille influences de tous ces milieux dans lesquels les nécessités de son existence l'ont obligé à pénétrer, à travailler et à vivre.

Il est donc bien une victime du fait social, puisque la société n'a pas su ou n'a pas pu — je ne songe ici à blâmer personne — prendre les mesures nécessaires pour qu'il ne soit pas contaminé.

Dans bien des cas, il y a plus encore : ce malheureux a peut-être contracté la maladie dans les milieux mêmes où la société était strictement obligée à tout faire pour qu'il ne la contractât pas : que dire s'il l'a contractée dans les hôpitaux eux-mêmes ?

Vous savez tous quelle est encore la situation désolante du plus grand nombre de nos hôpitaux — et surtout de nos hôpitaux parisiens. Les tuberculeux y sont encore confondus avec les autres malades et, par conséquent, celui qui vient à l'hôpital, ayant contracté une maladie aiguë, de peu de durée, peut-être même une simple indisposition, peut en sortir avec le germe qu'il aura reçu d'un tuberculeux, son voisin de lit. Et celui-ci n'avait peut-être pas eu d'autre cause première de son mal !

Ainsi, par un cruel, je n'ose pas dire un juste retour des choses, chaque victime du fait social devient à son tour une cause de danger ; voici que celui qui a été frappé va involontairement frapper d'autres victimes ; voici que l'homme qui a été contaminé, contamine à son tour.

La société qui a, je ne dis pas négligé, car elle n'a pas eu d'intention mauvaise, mais omis ou ignoré les moyens de préserver ce malade, se trouve atteinte à son tour par une répercussion inévitable et cet homme qui a reçu

l'infection des foyers voisins, devient à son tour un foyer de propagation du mal.

Je dis ces choses avec le plus de simplicité et de modération possible; mais il suffit, je crois, de les avoir montrées pour que chacun de vous sente qu'il y a une obligation stricte, pour quiconque a le souci de l'humanité, d'entrer en lutte, en guerre, d'employer toute sa bonne volonté, tout son courage, toute son intelligence, toute sa persévérance, toute sa puissance d'action à combattre la propagation de l'épouvantable fléau.

Nous avons devant nous ce que j'ai appelé ailleurs un cas de *risque mutuel entre l'individu et la société*. A ce risque mutuel il est nécessaire d'apporter le remède qui, dans nos sociétés civilisées, est le seul remède social véritable, c'est-à-dire le remède de la prévoyance mutuelle et solidaire. A tout risque doit s'opposer une assurance, à tout risque mutuel et social, une assurance mutuelle et sociale. Comment devons-nous organiser cette assurance contre le fléau de la tuberculose; quelles mesures prendre pour tâcher d'empêcher le risque de naître; quelle prime payer pour en limiter le dommage, ou pour le réparer dans la mesure où, saisi dès l'origine, il peut encore partiellement au moins se réparer?

L'examen des moyens proposés pour organiser cette préservation, cette assurance, fait l'objet de cette conférence.

II

Je n'ai pas besoin de vous dire que je ne vous apporterai pas de vues personnelles, je suis pour cela trop incompetent; mais nous avons assisté pendant quelques jours aux discussions du Congrès international de la tuberculose où se sont trouvés réunis, de tous les points

du monde, les maîtres de la science médicale. Nous avons la bonne fortune qu'après un certain nombre d'années de doute, d'incertitude, de division même sur ce problème difficile, l'accord s'est fait entre tous les médecins, tous les hygiénistes et aussi tous les hommes publics qui sont chargés ensuite de faire passer dans les institutions et dans les lois les vues scientifiques.

Oui, l'accord semble définitivement établi sur les moyens d'engager la lutte contre le fléau. Il ne s'agit pas encore d'assurer un triomphe prochain et définitif, mais on sait comment empêcher le mal de s'accroître, comment même regagner une partie du terrain perdu et relever progressivement, méthodiquement, la courbe fléchissante de la santé publique.

Ce Congrès de la tuberculose a éveillé dans les esprits de grandes espérances. Vous savez que par une de ces indiscretions qui sont familières à notre temps, avec ce besoin d'exagération des nouvelles, surtout quand ce sont des nouvelles émouvantes, on a annoncé la découverte d'un procédé de traitement et de cure définitive de la tuberculose.

Malheureusement les faits sont autres; nous ne pouvons dire qu'une chose : de grandes espérances sont nées, mais jusqu'à aujourd'hui, nul n'est en possession de résultats scientifiques dont on puisse faire état définitivement. L'auteur même des travaux auxquels je fais allusion a été le premier à dire très modestement et très sincèrement qu'il poursuivait ses expériences et que, quelle que fût sa confiance personnelle, il ne pouvait pas encore faire une communication décisive.

Quel que soit l'avenir de ce nouveau procédé scientifique de cure par les méthodes pasteurienues, quelle que soit aussi la valeur des autres méthodes de traitement dont l'étude se poursuit un peu partout dans le monde,

avec des chances diverses et très inégales, nous n'oublions pas que de grands savants affirment que la tuberculose est une maladie curable; quelques-uns disent même qu'elle est la plus curable de ces sortes de maladies à longue durée. Mais ils ajoutent qu'elle n'est curable que dans des conditions très précises et très déterminées. Elle est curable, si elle a été prise à son début et si le malade peut réunir autour de lui certaines conditions d'existence qui, malheureusement, ne sont pas à la portée de tous, si le malade peut observer les règles du régime célèbre : repos, air, suralimentation, c'est-à-dire s'il peut réunir les trois conditions d'une vie bien organisée et tout à fait hygiénique, conditions que l'aisance seule permet de réunir.

S'il est vrai que ceux qui ont cette aisance personnelle peuvent ainsi, dans des conditions qui, hélas! sont bien souvent décevantes, engager la lutte avec chances de succès, comment voulez-vous que l'entreprennent les malheureux qui sont condamnés au travail quotidien, qui vivent dans un taudis, dont le salaire ne leur permet pas de se procurer une alimentation même suffisante! Comment voulez-vous qu'ils se reposent, puisque le travail est leur loi quotidienne? Comment voulez-vous qu'ils se suralimentent, puisqu'ils ont à peine de quoi s'alimenter! Comment voulez-vous qu'ils respirent à pleins poumons le grand air quand ils sont obligés de vivre dans des agglomérations urbaines, dans des usines, dans des ateliers, dans des logis généralement situés dans les quartiers les plus pauvres, les plus étroits, les moins éclairés, les moins ensoleillés des villes et où, malheureusement, l'accumulation des personnes multiplie encore les risques de maladie?

Il y a donc, par la force des choses, contradiction entre les conditions de traitement telles qu'elles sont

formulées par la science et les conditions d'existence telles qu'elles sont imposées par la réalité. C'est ici que le caractère social de la maladie et des moyens de lutte apparaît encore avec une nouvelle évidence. Non seulement la tuberculose est, nous l'avons montré, un mal social dans ses causes et social dans ses effets. Mais les moyens de préservation et de traitement ne sont pas de ceux que l'individu, à lui seul, puisse s'assurer. Ils sont sociaux, eux aussi, car l'effort commun peut seul les garantir à l'immense majorité des hommes.

Il faut que la société s'organise, que tout l'effort social se mette en mouvement pour que l'individu atteint puisse se préserver, se défendre et guérir.

*
* *

Ainsi, l'organisation de ce que mon ami le professeur Landouzy a appelé très justement l'armement antituberculeux est nécessairement une organisation collective. Pour tous ceux qui appartiennent à la classe laborieuse, ce qu'il faut, ce n'est pas le traitement individuel, sauf dans des cas exceptionnellement favorables, c'est le traitement, non en commun, mais par des moyens communs qui, seul, peut donner des résultats.

Je n'aborderai pas la question de savoir si ce sont les sanatoriums ou les dispensaires qui doivent être mis au premier rang dans l'armement antituberculeux. Ces questions ont longtemps divisé et passionné le monde scientifique. Aujourd'hui, je l'ai dit, l'accord s'est fait; on a reconnu que chacune de ces organisations avait sa raison d'être, sa place naturelle, son efficacité, qu'à des conditions diverses devaient correspondre des moyens de combat différents, qu'il ne fallait ni proscrire, ni dédaigner aucun des instruments de défense contre le mal.

Permettez-moi de mettre sous vos yeux le texte de la résolution qui a été adoptée à cet égard par le Congrès international de la tuberculose. Elle montre bien les conditions de l'accord et rassurera les hommes publics qui ont à créer, par les moyens sociaux, l'outillage de la défense.

Voici le texte de la délibération du Congrès :

« 1° On peut différer d'appréciations sur le degré d'utilité ou de nécessité des dispensaires et des sanatoriums selon les institutions, les mœurs et les ressources de chaque pays, mais le principe doit en être reconnu ;

« 2° il est bien entendu que dispensaires et sanatoriums constituent un moyen de lutte qui ne peut rien avoir d'exclusif ni de prédominant.

« Les dispensaires, ouverts à tous, ont pour objectif essentiel la prophylaxie, l'éducation hygiénique, en même temps que l'assistance.

« Ils peuvent, de plus, être un précieux élément d'informations.

« Les sanatoriums sont des établissements hospitaliers réservés aux tuberculeux pulmonaires susceptibles de guérison ou d'amélioration durable.

« Ils sont également des moyens de prophylaxie et d'éducation populaire.

« Et le Congrès ajoute : « *Le problème de l'habitation dominera toujours la prophylaxie de la tuberculose.* »

Vous voyez avec quelle sagesse le Congrès international, reconnaissant l'utilité des moyens de cure que l'ingéniosité de l'esprit moderne a constitués peu à peu, n'hésite pas à dire : au-dessus de tous ces moyens de cure, quelque perfectionnés qu'ils soient déjà et quelque perfectionnés qu'ils deviendront encore, tant qu'il n'y aura pas un traitement scientifique définitivement reconnu comme efficace, j'allais dire comme héroïque,

ce qui doit surtout nous préoccuper, c'est la prévention, c'est la prophylaxie, et le problème de la prophylaxie, c'est le problème de l'Habitation; autrement dit, c'est l'hygiène sociale.

J'aurais voulu ajouter un mot au vœu voté par le Congrès (et je regrette de n'avoir pas fait cette observation au moment où il a été adopté), j'aurais voulu qu'on parlât non seulement de la salubrité de l'habitation, mais de *la salubrité de l'existence* tout entière; là seulement serait la formule complète du problème de la préservation contre la tuberculose.

Mais l'idée est bien précisément la même : c'est l'œuvre de la préservation par l'hygiène générale que le Congrès entend indiquer comme l'œuvre essentielle; c'est elle qui doit être la préoccupation principale de tous ceux qui prennent part à la lutte contre la tuberculose. Et les motifs de cette indication peuvent se résumer en deux mots : mieux vaut empêcher un homme de *devenir* malade que de le soigner *après* qu'il l'est devenu; mieux vaut dépenser *beaucoup*, pendant que l'homme est en bonne santé, pour l'y maintenir, que de dépenser *plus encore* quand il sera tombé malade pour *ne pas* arriver à le guérir.

Cette lutte, non plus contre la maladie, mais, si je puis dire, *contre la naissance* de la maladie, se présente nécessairement sous deux aspects; elle se propose, en effet, deux objets distincts : d'abord défendre l'*individu encore sain contre le milieu* qui peut le contaminer, puis défendre le *milieu encore sain contre l'individu* déjà malade et qui peut le contaminer. A chacun de ces deux points de vue correspond un ensemble de mesures logiquement rattachées à l'objet particulier qu'il s'agit d'atteindre.

III

Considérons, d'abord, la défense de l'individu sain contre le milieu malsain.

J'ai déjà dit tout à l'heure qu'une des conditions du succès dans la lutte contre la tuberculose était de s'y prendre à temps.

Pour l'œuvre de la préservation, si l'on veut s'y prendre à temps, il faut s'y prendre à la naissance même; au moment même où l'enfant vient au monde, les risques commencent pour lui. Je pourrais dire qu'ils commencent avant la naissance; mais bornons-nous là où les faits sont pour nous saisissables; les lois de l'hérédité sont trop obscures pour nous permettre sur ce terrain des conclusions sérieuses.

Un enfant vient au monde; à ce moment déjà nous avons charge d'âme; il faut que la préservation commence.

Sur ce sujet je suis bien à l'aise; je n'ai pour ainsi dire qu'une lecture à vous faire, car le Congrès a très nettement et très clairement formulé, dans un vœu, toutes les règles d'action pour la préservation de l'enfant du premier âge dans la famille. Vous ne serez pas étonnés que ces règles aient été aussi parfaitement définies puisque le président de section qui les a présentées était M. Grancher, dont vous connaissez l'Œuvre admirable « pour la préservation de l'enfance ».

Les voici :

« Le Congrès de la tuberculose,

« Considérant :

« Que la tuberculose, maladie contagieuse, est presque toujours contractée par le petit enfant au foyer familial contaminé;

« Que la tuberculose de l'adulte est le plus souvent une tuberculose de l'enfance restée latente et méconnue ;

« Que, en conséquence, la préservation de l'enfant est le moyen le plus précieux et le plus efficace de combattre la tuberculose, maladie sociale ;

« Que — quelle que soit la porte d'entrée du bacille : pharyngée, pulmonaire, intestinale ou cutanée — les mesures de prophylaxie doivent toujours viser, avant tout, la contagion familiale ;

« Que, en ce qui concerne l'enfant qui n'a pas pu être préservé, sa tuberculose, pulmonaire ou ganglionnaire, est plus facilement curable qu'à tout autre âge de la vie, à la condition d'être reconnue et traitée de bonne heure ;

« Que, si l'enfant tuberculeux était reconnu tel et traité au début de sa maladie, la tuberculose qu'il porte guérirait, ou, au moins, resterait fermée même à l'âge adulte, et cela au grand bénéfice du corps social ;

« Propose au Congrès, réuni en assemblée générale, les vœux suivants :

« Premier vœu : « Pour assurer la préservation de l'enfant dans sa famille, il faut :

« a) Maintenir la maison en état de salubrité et de propreté parfaites ;

« b) Faire bouillir ou stériliser le lait que l'enfant consomme ;

« c) Si le foyer familial est contaminé, en éloigner l'enfant aussitôt que possible. Les enfants pauvres seront confiés à des institutions conçues sur le modèle de l'Œuvre de la préservation de l'enfance, créée à Paris par M. le professeur Grancher ;

« d) Diriger les efforts des Mutualités maternelles et scolaires dans le sens de la préservation par l'hygiène individuelle, par l'alimentation rationnelle, par l'habitation aérée et ensoleillée. »

Donc pour le petit enfant, premier devoir : salubrité de la maison et de l'alimentation ; en outre, salubrité du milieu familial, c'est-à-dire séparation de l'enfant, s'il est nécessaire, de ceux de ses parents qui seraient contaminés. Mais aussitôt se pose le problème social : Comment séparera-t-on l'enfant de la famille ? L'initiative privée s'est exercée ; on a fondé des œuvres comme celle dont j'ai parlé ; pour un certain nombre d'enfants on peut concevoir des placements à la campagne qui permettent de les mettre dans des conditions de salubrité, de surveillance et de contrôle qui assureront leur santé. Mais pour combien pourra-t-on le faire ? Jusqu'où l'initiative privée pourra-t-elle aller dans cette voie ? Que de dépenses ! que de difficultés ! Comment se fera le contrôle lorsque le nombre des enfants sera considérable ? qui recevra ces enfants ? et ceux qui les recevront offriront-ils les garanties nécessaires pour les bien soigner ? Que de problèmes !

Voyez comme apparaît aussitôt le caractère social de la lutte : les œuvres d'initiative privée peuvent donner d'admirables exemples ; elles peuvent montrer sur un certain nombre de points ce qui peut, ce qui doit être fait ; elles peuvent, grâce à la générosité de certaines personnes, faire beaucoup de bien dans un milieu déterminé ; mais l'espace à conquérir restera toujours plus vaste que l'espace conquis. C'est la société tout entière qui devra, tôt ou tard, intervenir, si l'on veut assurer partout la défense de l'enfance ; elle pourra le faire, non en supprimant ce qu'aura déjà fait la bonne volonté personnelle, mais en la soutenant, l'étendant, la suppléant là où elle aura été impuissante ; elle prolongera ainsi, par l'effort social, et jusqu'aux extrémités du corps social, l'action bienfaisante née d'abord de l'effort individuel.

*
*
*

Mais l'enfant grandit; le voilà d'âge scolaire; le voilà au contact non plus seulement de sa famille, mais déjà du milieu social tout entier; car l'école c'est la cité, c'est le pays, c'est tout le monde.

Dans la famille, il était possible, quoique difficile, d'exercer une sorte de surveillance personnelle, de faire du moins l'éducation des parents et de les mettre à même d'exercer jour par jour cette surveillance efficace. Mais ici le cadre est plus vaste. L'école, c'est déjà la vie collective; ici les difficultés augmentent encore et les obligations sociales sont plus impérieuses que jamais. L'hygiène de l'école s'impose à notre attention et à l'attention des pouvoirs publics; le Congrès en a défini très sommairement, mais très clairement les règles.

« Pour assurer la préservation de l'enfant à l'école, il faut :

« a) Assurer l'hygiène des locaux et du mobilier;

« b) Multiplier, généraliser, si possible, les cantines scolaires sur le modèle des cantines de Saint-Etienne, de Paris, de Roubaix, etc.; multiplier les colonies de vacances; enseigner les principes de l'hygiène à l'enfant et lui apprendre notamment la nécessité de vivre dans l'air pur, d'aimer les exercices physiques, la gymnastique respiratoire et de veiller à la propreté de son corps.

« En ce qui concerne les internats, réserver un temps suffisant à la vie au grand air et aux exercices physiques sagement mesurés;

« c) Dépister la tuberculose par un examen médical attentif, comme le font M. Grancher et ses élèves dans les écoles de Paris;

« Soigner l'enfant suspect ou déjà malade, aussi longtemps que possible, par une alimentation meilleure et la scolarité à la campagne. »

Il y a donc à prendre plusieurs sortes de mesures, les unes concernant l'enfant lui-même, d'autres concernant le maître, d'autres concernant la cité, l'Etat.

Parmi celles qui concernent l'enfant lui-même, il en est que la famille peut assurer jusqu'à un certain point : les parents doivent apprendre à l'enfant la nécessité d'être propre; le maître, de son côté, peut donner à l'enfant le goût des exercices hygiéniques; enfin, les programmes peuvent être faits en vue de développer chez l'enfant l'habitude et le besoin de l'activité physique, l'entraînement de son corps vers l'action et, par conséquent, vers la santé.

Voilà pour l'enfant; mais il faut aussi former l'esprit des maîtres, leur donner un ensemble de connaissances, de directions, qui sont nécessaires pour que ce maître se transforme, pour que, de simple professeur très consciencieux qu'il était, il devienne un peu le médecin de ces enfants; je ne veux pas dire un médecin faisant des ordonnances, je parle d'un hygiéniste; il faut qu'il soit, suivant le mot de Landouzy, comme un conservateur de leur santé.

Quelle tâche! comme elle est difficile; comme elle est longue! Car il ne s'agit pas de quelques maîtres à former, mais de tous les maîtres et de toutes les maîtresses de toutes les écoles du territoire de la République.

Puis il faut que l'école elle-même soit salubre; il faut que partout où les conditions matérielles de l'organisation scolaire ne sont pas bonnes, elles soient réformées. Ici encore des dépenses, toujours des dépenses!

A chacune de ces règles, qui sont scientifiquement déterminées d'une façon définitive, s'ajoute toujours

cette préoccupation : comment paiera-t-on ? Et cependant, ces dépenses sont indispensables et si on n'y consent pas, c'est le pays lui-même qui périclité, c'est la race qui diminue.

Question sociale ! Et combien d'autres également sociales se mêlent encore à celle-là ! Cet enfant n'est pas seulement en contact avec d'autres enfants, desquels on ne peut le séparer et l'isoler ; il est aussi en contact avec les maîtres et ces maîtres eux-mêmes, malheureusement, par leur profession fatigante, épuisante, qui ne leur permet précisément guère cette vie physique, au grand air, considérée comme une des conditions les meilleures de résistance à la maladie, ces maîtres sont eux-mêmes exposés au risque de la tuberculose.

Voici encore que l'État doit intervenir, pour séparer de l'enfant ce maître qui est devenu un foyer de contagion ; il doit dire à celui-ci : vous êtes aujourd'hui un danger pour les élèves, nous avons le devoir de vous inviter à cesser votre enseignement. Question sociale au plus haut degré, car ce maître est entré dans les écoles muni de ses diplômes, il a cru avoir là une carrière, il est venu avec toute sa bonne volonté, avec l'instruction qu'il a acquise à grand'peine, souvent au prix de grands sacrifices des siens, puisque généralement il est né d'une famille des plus modestes ; après dix ans, quinze ans peut-être d'exercice de sa profession, vous allez lui dire : Aujourd'hui vous êtes malade, nous ne pouvons plus vous laisser en contact avec les enfants. Cela est bien, cela est nécessaire ; mais vous n'avez pas le droit de mettre ce professeur à la porte de son école, parce qu'il est atteint d'une maladie sociale, parce qu'il est victime du milieu dans lequel il a vécu. Vous avez donc l'obligation d'empêcher que ce maître ne meure de faim ; il faut qu'il trouve dans des conditions que vous déterminerez le

moyen de vivre, soit en travaillant, soit même en plein repos s'il ne peut plus travailler. Comment faire? Ai-je besoin de vous faire mesurer les conséquences budgétaires de cette mesure et pourtant, qui peut soutenir que cette mesure n'est pas nécessaire?...

*
* *

L'enfant a grandi; il est sorti de l'école, le voilà au régiment. Ici, il n'y a point à discuter, l'obligation pour l'État est absolue. Il s'est chargé de cette jeunesse, il l'a prise saine puisqu'il l'a examinée avant de la laisser entrer dans ses casernes, il doit la rendre saine au pays. Il a donc l'obligation, non seulement dans l'intérêt de la défense nationale, mais pour l'acquittement d'une dette strictement consentie, de faire en sorte que toutes les causes de contamination soient rigoureusement écartées de la caserne, du vaisseau, du milieu où le service militaire est accompli par la jeunesse du pays.

Dépenses encore, et probablement nécessité d'apporter à l'organisation même du service, aux règlements intérieurs, aux conditions de la vie des hommes, des modifications qui seront la source de bien d'autres sacrifices.

*
* *

Enfin le jeune homme est sorti de la caserne; il est mêlé à la vie civile; il devient un travailleur, un ouvrier; le voilà aux champs, à l'usine ou à l'atelier, à la ville ou à la campagne. Il gagne sa vie. Il est ici, de toutes parts, entouré par le péril. Le péril est dans sa maison, dans son atelier, dans la rue, partout où il passe.

Évidemment il est des périls que l'État ne peut pas prévoir, que la Société ne peut pas éviter; mais il en est

de particuliers et de précis auxquels il est indispensable de songer. Il faut organiser l'hygiène à l'atelier, dans l'industrie; il faut réglementer les conditions et les heures de travail, la salubrité ouvrière, obtenir que l'atelier soit aéré, ensoleillé, interdire certaines industries insalubres à certains individus prédisposés à la maladie.

Ce dernier problème est parmi les plus difficiles; mais on fait des conseils de revision avant que les conscrits entrent à l'armée, pourquoi ne fait-on pas certains examens de santé avant que les ouvriers entrent dans certaines usines? les risques du mal n'y sont pas moindres, s'ils sont différents. L'ouvrier qui y entre avec des prédispositions morbides succombera. Cependant il n'a jamais été pris aucune précaution pour savoir si tel homme court tel risque mortel en se mettant à tel travail. C'est le hasard qui détermine l'industrie qu'il choisit; c'est le hasard qui malheureusement ensuite le frappe et le tue.

Que de problèmes! Je suis effrayé de leur nombre quand j'essaie d'en faire cette revue rapide devant vous. Et cependant, si nous voulons arriver au but, il faut voir clair; ce n'est pas en nous dissimulant les innombrables difficultés du problème que nous arriverons à le résoudre; c'est en le regardant en face, virilement.

Et je suis loin pourtant d'avoir tout dit. J'aurais dû vous parler des conditions du traitement des malades, rappeler les obligations particulièrement étroites qui s'imposent à la Société, particulièrement à l'Assistance publique, lorsqu'un malade lui a été confié. Comment imaginer que nous n'ayons pu encore obtenir dans nos hôpitaux de Paris la séparation rigoureuse des malades ordinaires et des malades tuberculeux! Qui pourrait croire à une résistance contre cette mesure de préserva-

tion élémentaire, indispensable, et dans le milieu même où l'exemple devrait être donné à tous ! Espérons que là, du moins, l'action de l'opinion publique imposera bientôt l'accomplissement du devoir social !

IV

Mais il faut nous hâter et voir l'autre aspect du problème. L'État, la société ont, je suppose, tout tenté pour préserver jusqu'à un certain âge l'enfant, l'adulte et, malgré tout, le voici atteint. Il arrive que, par des circonstances ignorées de tous, indépendantes de toute volonté, cet enfant ou cet adulte est touché, il commence à donner des signes de tuberculose.

Un double devoir s'impose : assurer à ce malade les soins dont il a besoin et protéger l'ensemble des autres hommes contre le péril né de ce nouveau foyer de la contagion.

Vous vous le rappelez : c'est tout à fait au début qu'il est nécessaire d'intervenir ; si on n'intervient pas dès les premiers temps de la maladie, les chances de guérison décroissent avec une rapidité redoutable. Il peut bientôt être trop tard.

Vous connaissez les admirables essais tentés, les très beaux résultats obtenus par l'action des dispensaires, notamment dans notre pays, à Lille, au dispensaire de M. Calmette, en Belgique, à Liège, chez M. Malvoz, et dans beaucoup d'autres institutions semblables. Vous savez ce qu'on appelle, dans ces dispensaires, l'opération du *dépistage* : un individu est menacé, commence à être malade ; non seulement il ignore son état véritable, mais s'il est ouvrier — c'est le cas dont nous nous occupons constamment — il cherchera à s'illusionner aussi long-

temps que possible, car se reconnaître malade, c'est s'obliger à quitter son travail, c'est ouvrir la porte à la misère. Il a pour complices, naturellement, tous ceux qui l'entourent et qui l'aiment. Vous savez avec quel soin ceux qui approchent le malade évitent de prononcer le nom même de la maladie; personne autour de cet ouvrier n'oserait lui dire qu'il est atteint; il tiendra bon, il luttera, croyant bien faire; puis, un jour, tout à coup, il tombera. A ce moment, on commencera seulement à le soigner réellement, mais à ce moment, il sera trop tard.

Les dispensaires, entre autres objets, ont pour but de *dépister* cette maladie, de la reconnaître à ses débuts chez le malade qui l'ignore ou n'y veut point croire, de le surveiller, s'il y a doute, de faire en sorte qu'auprès de cet être en péril, s'ouvre sans cesse un œil vigilant, et surtout une *oreille* attentive qui soit capable de diagnostiquer en lui les premiers symptômes du mal.

Je n'insisterai pas sur les conditions techniques du dépistage de la tuberculose, je suis parfaitement incompetent pour en parler. Je ne veux pas davantage entrer dans le détail des autres opérations des dispensaires, notamment en ce qui touche le traitement des malades ainsi reconnus : consultations, délivrance des médicaments, des aliments sains ou spéciaux, etc. C'est au point de vue social que je me place seulement, et c'est cette forme spéciale de l'action sociale si-ingénieusement instituée par les dispensaires, que j'ai voulu signaler ici et qu'il faudrait, par l'effort commun, généraliser dans tout le pays. Je dis qu'il y a à créer partout, autour de ceux qui peuvent être menacés par la tuberculose, un service incessant de contrôle, de surveillance, de dépistage; il faut que partout quelqu'un veille, signale, et, par conséquent, permette d'intervenir à temps. Assez à temps pour que le malade soit utilement soigné, assez à

temps aussi pour que les mesures nécessaires empêchent la contagion dont il devient le foyer de gagner ceux qui l'entourent, dans sa famille, dans sa maison, dans son usine ou son atelier.



Si, plus tard, le mal s'aggrave, le dispensaire n'est plus suffisant, le traitement dans la famille n'est plus possible. Cependant il y a encore des chances de cure et de guérison ; c'est alors qu'intervient le sanatorium avec toutes ses ressources, avec sa puissante organisation, avec aussi, il faut bien le dire, ses dépenses considérables.

Pas plus que nous ne l'avons fait pour les dispensaires, nous ne décrivons ici l'organisation détaillée des sanatoria. C'est au point de vue social que nous les considérons, et à ce point de vue, tout le monde est d'accord, pour reconnaître, suivant les expressions d'un rapport du Dr Faisans, « que ces établissements ne donnent leur maximum d'effets, autant au point de vue prophylactique qu'au point de vue thérapeutique, que s'ils sont entourés des œuvres annexes et complémentaires (caisses de secours, etc.), qui s'occupent du malade et de sa famille avant, pendant et après l'hospitalisation ». Il y a donc, pour mettre le sanatorium à sa place utile, tout un ensemble de mesures sociales à prendre, d'institutions de prévoyance et de mutuel secours à organiser, des sacrifices énormes à consentir pour lesquels l'initiative privée ne peut que montrer le chemin, donner des exemples. Là encore il est nécessaire que la collectivité, sous une forme ou sous une autre, intervienne pour que l'ensemble de l'outillage antituberculeux soit définitivement organisé.

V

Nous arrivons, mesdames et messieurs, au dernier terme des conclusions du Congrès de la tuberculose, à celles qui ont pour objet « la défense du milieu sain contre l'individu malade ».

Après la défense individuelle, voici la défense collective. Ici, le Congrès a indiqué un certain nombre de mesures dont quelques-unes seront certainement discutées, mais dont, pour mon compte, je suis, dès maintenant, le partisan résolu.

Il faut les livrer dès aujourd'hui à cette discussion publique ; le mal n'attend pas, et plus tôt le débat sera ouvert sur les moyens de le combattre, plus tôt on se passionnera pour ou contre les mesures proposées, plus vite la vérité se dégagera et plus prochaine, j'espère, sera la victoire.

Les deux moyens essentiels de la défense collective sont : la *déclaration* de la maladie et les mesures législatives contre les *logements insalubres*.

Ici nous allons nous heurter, nous le sentons bien, à des préjugés et à des intérêts. C'est pourquoi il faut dire très nettement, très clairement, ce que nous croyons être le devoir social.

Le Congrès a, sur la première question, émis le vote suivant :

« Il est désirable que la déclaration de la tuberculose ouverte soit généralisée. » Il n'a pas encore demandé que cette déclaration soit obligatoire ; mais il a voulu qu'elle soit *généralisée*. Le Congrès a prévu les résistances inévitables et il a voulu donner à sa pensée la forme la plus conciliante. Mais, au fond, cette pensée n'est pas

douteuse. Comment la déclaration sera-t-elle généralisée, si elle n'est pas obligatoire? Pour mon compte, après avoir tourné et retourné le problème sous toutes ses faces, quelque respect que j'aie pour la liberté individuelle et aussi pour le sentiment délicat et douloureux que peut éprouver, non seulement le malade, mais la famille du malade en présence de certaines obligations, il y a un péril tellement grand pour la société tout entière, il y a un devoir tellement grand pour le malade lui-même, s'il veut bien se souvenir qu'il n'est pas un isolé dans la vie, mais qu'il fait partie d'une société vivante dans laquelle il a des droits, mais aussi des devoirs, que je crois nécessaire de conclure à la déclaration obligatoire.

Un malade contagieux n'a pas le droit de dissimuler sa présence dans un milieu où il constitue un danger pour la vie de son prochain ; est-ce pour lui nuire qu'on veut le connaître ? n'est-ce pas, au contraire, pour tenter de le sauver ? Quand un infortuné est dans cet état de péril pour lui-même et pour les autres, la société doit faire tout ce qu'il est humainement possible de tenter pour le soigner, pour le sauver ; mais, en revanche, il doit se prêter aux mesures nécessaires pour qu'il ne sème pas autour de lui les germes de son mal. Ne sont-ce pas, d'ailleurs, presque toujours, ses plus proches, ceux qu'il aime, qui seraient, par sa négligence, les plus directement frappés ?

La déclaration de la tuberculose s'obtiendra peu à peu ; ce n'est pas immédiatement, par une mesure brusquement prise, qu'elle pourra être rendue obligatoire.

Tout d'abord il faut obtenir que, dans la déclaration *des décès*, on introduise des règles plus rigoureuses que celles qui sont appliquées aujourd'hui.

Il faut en finir avec ces façons vagues de parler qui, sous des noms de bronchites chroniques ou d'autres

maladies plus ou moins exactement dénommées, dissimulent la réalité. Il faut qu'on sache véritablement de quoi le malade est mort, si l'on veut prendre les mesures indispensables à la désinfection des locaux où ont eu lieu la maladie et le décès.

Puis l'obligation de la déclaration de la maladie elle-même pourra s'introduire dans tous les groupes qui dépendent de l'Etat, là où l'Etat a une responsabilité particulière comme dans l'armée et dans les écoles. Partout où l'Etat prend la responsabilité de l'existence collective d'un certain nombre d'individus, il n'a pas le droit d'exposer les voisins d'un malade au risque de la contagion ; il a charge de tous, donc il doit empêcher celui-ci d'être contaminé par celui-là.

Peu à peu, par ces exemples, par ces habitudes prises à l'école et au régiment, le sentiment du devoir mutuel que nous avons les uns envers les autres se généralisera, et le public arrivera à comprendre que la déclaration des maladies contagieuses est indispensable, quand la maladie s'appelle tuberculose, aussi bien que lorsqu'elle s'appelle peste ou choléra.

*
* *

La seconde série de mesures de défense collective, dont le Congrès s'est occupé, concerne la législation de l'*habitation*. Là aussi et là plus encore, je dirai qu'il n'est pas permis d'hésiter ; devant le sentiment dont je parlais tout à l'heure, devant le respect que nous devons à la douleur de ceux qui soignent un malade, je pouvais m'arrêter, mais devant — je dis le mot très cru — l'égoïsme de l'homme qui loue une maison dans des conditions telles qu'elles doivent entraîner la maladie et la mort de ses semblables, je n'hésite pas et je demande

que la loi arme l'autorité publique des pouvoirs suffisants, et lui donne, comme dit le Congrès, « les droits et les moyens d'exproprier tous les immeubles dangereux pour la santé des habitants ». Le Congrès a eu grand soin d'ajouter ce paragraphe sur lequel j'appelle votre attention : « Cette expropriation doit être faite en tenant compte pour l'évaluation de l'indemnité de la valeur sanitaire de l'immeuble. » Cette base d'évaluation réduite, les Anglais la connaissent bien, car c'est grâce à elle qu'ils sont arrivés à un résultat pratique, ont fait disparaître des quartiers entiers d'habitations insalubres et fait diminuer dans une proportion si considérable la mortalité par tuberculose dans les cités industrielles et dans les ports. N'hésitons pas à faire comme l'a fait le pays du libéralisme économique et n'admettons, pour l'évaluation de l'indemnité, que *la valeur sanitaire de l'immeuble*.

Voilà la vérité. Avec notre ami Henri Monod, nous pensons « qu'on n'a pas le droit de tirer de son bien un profit nuisible, dangereux pour autrui. » Nous dirons au propriétaire : Vous entreprenez la profession de louer, de mettre dans le commerce un certain objet et l'objet de ce commerce est l'habitation des hommes ; nous avons, à notre tour, le droit de ne considérer comme valeur commerciale que ce qui est vraiment, honnêtement propre à l'habitation des hommes ; ce qui n'est propre qu'à engendrer les maladies et la mort, nous avons bien le droit de ne pas vous le porter en compte.

Cette mesure qui paraît révolutionnaire a cependant été appliquée par le plus conservateur, le plus traditionnel des peuples, le peuple anglais, et c'est grâce à des mesures de ce genre que, dans certaines villes d'Angleterre, des quartiers entiers, autrefois insalubres, ont été détruits et remplacés par des quartiers neufs. Aussi la

mortalité en Angleterre s'est-elle abaissée de 45 p. 100 pour la tuberculose pulmonaire seulement, alors que la proportion s'élevait dans notre pays. N'hésitez pas à être aussi révolutionnaires que les conservateurs anglais. On appellera peut-être cela du socialisme municipal, mais les mots ne doivent pas nous effrayer quand nous sommes sûrs que les choses sont bonnes.

Mesdames et messieurs, j'ai terminé ce que je voulais vous dire sur l'ensemble des mesures préconisées par le Congrès de la tuberculose pour la lutte sociale contre cette maladie (1). Je répète que toutes les décisions dont je viens de vous donner connaissance ont été prises à l'unanimité, non seulement par les savants français, mais par les savants du monde entier, c'est-à-dire par les esprits les plus divers, représentant des pays où la civilisation, les habitudes traditionnelles, les croyances sont aussi différentes que possible. La France revendique avec raison sa place à la tête du mouvement universel du progrès humain. Espérons que ceux qui la retardent encore dans la lutte présente se laisseront convaincre et entraîner par le témoignage unanime des autres nations.

*
* *

Et maintenant, mesdames et messieurs, je me retourne vers les mutualistes. Je n'ai pas parlé de la *mutualité* jusqu'à présent, et peut-être beaucoup d'entre vous, puisque nous sommes dans une réunion où les mutualistes sont en grand nombre, se sont-ils légitimement

(1) J'ai volontairement laissé de côté la question de l'alcoolisme. Le rôle de l'alcoolisme dans le développement de la tuberculose est incontestable ; mais ce n'est pas seulement sur la marche de cette maladie que s'exerce sa funeste action. Il est peut-être l'agent le plus général de l'affaiblissement de la race ;

étonnés. Rassurez-vous, sans que j'en aie prononcé le nom, il n'a cessé d'être, en réalité, question de la mutualité dans tout ce que je vous ai dit.

Si vous avez été attentifs à cette longue énumération des mesures à prendre contre la tuberculose, vous avez certainement compris ce qui était au fond de ma pensée ; partout cette idée a dû vous venir comme à moi : que d'œuvres difficiles, que d'entreprises, que de sacrifices en perspective !... Si la mutualité nous aidait sur tel point, peut-être pourrait-on, grâce à elle, faire quelque chose ? A chacun des articles de cette énumération, vous avez sans doute aperçu, comme je l'apercevais moi-même, en quoi et comment l'aide de la mutualité, c'est-à-dire de l'initiative privée, *non plus individuelle mais collective*, pouvait être précieuse pour la société, utile à l'État, qui ne peut pas et qui ne doit pas tout faire.

Quand j'ai parlé de l'enfant dans la famille, vous avez pensé aux mutualités maternelles ; quand j'ai parlé de l'enfant à l'école, vous avez pensé aux mutualités scolaires ; quand j'ai parlé de l'armée, vous avez pensé aux mutualistes militaires, et quand j'ai parlé des adultes, vous avez pensé aux sociétés de secours mutuels. A chacun des chapitres de cette longue histoire, vous avez certainement songé au rôle possible de la mutualité.

Mais comment est-il possible d'ajuster le mécanisme mutualiste à cet ensemble de mesures indispensables que ni l'individu, ni l'État, ne peuvent seuls réaliser ?

Est-il bon, tout d'abord, de faire intervenir les mutualités dans cette lutte ?

aussi le problème social de la lutte contre l'alcoolisme doit-il être considéré dans son ensemble et non incidemment abordé ici. Nous nous proposons de l'étudier et de rechercher notamment quelle peut être, dans cette défense de la société et de la race contre l'alcool meurtrier, l'action de nos sociétés mutuelles.

Je réponds affirmativement : je dis : oui, parce que c'est leur intérêt, et oui, parce que c'est leur devoir.

C'est leur intérêt, car cette maladie terrible qui frappe tout le monde, frappe surtout et plus lourdement les travailleurs, c'est-à-dire les mutualistes, dont la clientèle est surtout composée de travailleurs. Certains adversaires de la mutualité ont pu dire que la clientèle de la mutualité était une sorte d'aristocratie du travail, qu'elle intéressait surtout les plus aisés parmi les moins aisés. Cela est loin d'être exact ; et la mutualité s'étend heureusement, aujourd'hui, même aux catégories les plus déshéritées du monde laborieux. Mais, même dans les sociétés de secours mutuels les plus anciennes et les plus prospères, les mutualistes sont tous des gens qui gagnent leur vie par leur travail et leur cause sociale n'est pas distincte de celle de l'ensemble des travailleurs.

Un des vœux les plus fréquents des médecins et des hygiénistes, vœux repris hier encore par le Congrès de la tuberculose, est que les sociétés de secours mutuels veuillent bien établir des statistiques précises de leurs maladies ; c'est une mesure indispensable pour elles, en même temps que pour la société tout entière. Ces statistiques exactes des maladies sont très difficiles à établir pour l'ensemble du pays ; le travail en serait rendu facile si les sociétés de secours mutuels voulaient y apporter leur contribution, et constituer ainsi, pour leur compte, ce dossier scientifique de la morbidité, qui est indispensable pour instituer une lutte méthodique contre le mal.

On ne possède à ce sujet que des statistiques tout à fait partielles. Mais celles que nous avons montrent bien quelle est la charge énorme qui doit peser, du fait de la tuberculose, sur les budgets de nos mutualistes. C'est ainsi que dans certaines régions industrielles, à Lille,

à Saint-Étienne, on évalue à un cinquième et même à un tiers, la part des secours aux tuberculeux dans les frais de maladie des sociétés de secours mutuels.

Un autre fait très probant montre quelle doit être l'importance de la dépense pour les tuberculeux, dans les sociétés de secours mutuels. C'est la durée moyenne du nombre des jours de maladie ; on sait que le tuberculeux, une fois pris en traitement, reste beaucoup plus longtemps à la charge des sociétés de secours mutuels, qu'un malade ordinaire. Cette durée moyenne est de vingt-deux jours d'indemnité journalière dans les sociétés de secours mutuels de France. Eh bien ! à Paris, d'une part, c'est-à-dire dans la ville la plus cruellement frappée par la tuberculose, cette même durée moyenne est de vingt-six jours.

D'autre part, si l'on met en regard la liste de mortalité par la tuberculose dans certaines villes et le nombre de jours de maladie correspondant à l'indemnité moyenne de secours de maladie, dans les mêmes villes, nous constatons que partout où s'élève le nombre moyen des jours de maladie, partout s'élève le nombre de décès par tuberculose. Qu'en conclure, sinon que la dépense moyenne par malade et la mortalité par tuberculose marchant suivant des courbes parallèles, la charge imposée par les soins aux tuberculeux, aux sociétés de secours mutuels, est la cause principale de l'augmentation des dépenses, et que c'est par là surtout que sont obérés les budgets de secours de maladie.

D'ailleurs, si en France le défaut d'une bonne statistique de morbidité ne nous permet pas de démontrer mathématiquement cette vérité tout à fait probable, nous n'avons, pour la confirmer, qu'à nous rappeler ce qui s'est passé en Allemagne. Les caisses d'assurances allemandes, sur ce point, sont comparables à nos mutua-

lités. Les unes sont des institutions d'État, les autres sont des institutions privées ; mais les effets des maladies sur leurs budgets obéissent aux mêmes lois. Or, ce qui a déterminé les caisses allemandes à créer l'armement général antituberculeux, les sanatoriums, etc., ce sont les charges excessives supportées par leurs budgets, du fait des maladies chroniques et, en particulier, de la tuberculose, qui représente les neuf dixièmes de ces maladies. Elles ont imaginé de créer ces instruments si coûteux de cure, de traitement, de préservation, précisément pour éviter les dépenses plus grandes encore que le secours dû à tant de malades chroniques imposait à leurs budgets.

Le problème est le même pour les sociétés de secours mutuels françaises ; si elles continuaient à laisser la tuberculose se développer dans les milieux ouvriers où elle se recrutent, elle verraient s'accroître leurs charges suivant une progression effrayante, et il arriverait bientôt un moment où les ressources affectées au secours de maladie deviendraient définitivement insuffisantes.

Ainsi, l'intérêt des Sociétés mutuelles est bien de s'associer à la lutte « pour la préservation ». Mais, à nos yeux, ce n'est pas seulement leur intérêt ; j'ai dit aussi que c'est leur devoir.

Le but essentiel de la Société de secours mutuels, quelles que soient les discussions particulières qui peuvent s'élever sur certaines questions auxquelles je ne touche pas en ce moment, c'est le secours de maladie. C'est pour cela qu'elles ont été créées, et dans la pensée de 99 p. 100 des mutualistes, le secours de maladie est le but, l'objet principal de leur œuvre. C'est pour cela qu'ils y sont entrés ; c'est contre le risque de maladie qu'ils ont voulu s'assurer avant tout, c'est parce qu'ils pensent que la mutualité les protégera efficacement contre

ses conséquences, qu'ils sont des mutualistes fervents et convaincus.

Or, que serait une institution qui a pour but essentiel le secours contre la maladie, et qui ne ferait pas le nécessaire pour combattre la maladie la plus grave, la plus menaçante, celle qui représente à elle seule 45 p. 100 des cas soignés dans les hôpitaux de Paris? Il s'agit, pour la mutualité, de la maladie qui peut, presque une fois sur deux, frapper ses membres! Que serait une mutualité qui considérerait cette maladie comme entraînant des charges trop lourdes pour son budget, et qui chercherait à s'en désintéresser, et par là même, à se dérober devant sa tâche essentielle?

Je touche ici un point délicat. Vous le savez, vous tous qui appartenez à des mutualités, il est quelquefois difficile de faire admettre le malade chronique. Je sais très bien que le malade chronique reste longtemps à la charge de la Société; les Sociétés de secours mutuels, dans un but de bonne administration, ont multiplié les précautions à cet égard; elles fixent généralement à quatre-vingts le nombre de jours pendant lesquels l'indemnité de maladie peut être donnée pendant le cours d'une même année. Je sais qu'en fait, on passe souvent sur cette règle; je connais et je pratique un certain nombre de Sociétés de secours mutuels qui se gardent bien de l'appliquer rigoureusement, mais elle n'en existe pas moins dans un grand nombre de statuts.

Que serait cependant une institution de mutualité dans laquelle on chercherait à se dérober devant l'obligation principale, à ne lutter que contre les maladies où la lutte est facile et à s'avouer vaincue en présence de celles qui sont les plus redoutables, les plus désastreuses? Cela n'est pas possible. Il n'est pas possible d'écarter la tuberculose du problème; mais il n'est pas non plus possible

de continuer à lutter contre elle par les procédés employés jusqu'à présent; et c'est là le problème grave sur lequel je voudrais appeler l'attention de nos amis mutualistes.

Quelles que soient leurs bonnes intentions — mais il ne s'agit pas des intentions, il s'agit des faits et des résultats — ils ne font pas tout leur devoir de mutualistes vis-à-vis de leurs camarades atteints de tuberculose s'ils retardent le moment où le tuberculeux sera reconnu tel et secouru par la Société. Le tuberculeux, de son côté, retardera toujours bien trop le moment où il s'avouera vaincu, parce que ce jour-là il sera obligé de quitter son travail. Et quand ce jour-là sera arrivé, presque toujours il sera trop tard pour espérer une guérison. On a dit justement que par le système actuel le tuberculeux était : 1° soigné trop tard; 2° soigné pendant trop peu de temps, car au point où nous le supposons, il aurait besoin d'un traitement très prolongé pour qu'une amélioration fût possible et les statuts ne le permettent point; 3° enfin soigné trop chèrement, puisque la Société, même si elle continue à lui payer le secours, au delà du temps habituel, fait un sacrifice sans compensation, puisqu'elle ne peut espérer, par les moyens dont elle dispose, atteindre le but réel du secours de la maladie, le rétablissement du mutualiste et la reprise de son travail.

Quant à continuer le secours tant que le malade en aura besoin, c'est-à-dire trop souvent jusqu'à son dernier jour, comment y songer? Pouvons-nous supposer que les budgets de la Mutualité supporteraient des charges aussi lourdes?

Comment faire cependant pour sortir de cette impasse? Quel est le devoir des Mutualités en face de ce problème angoissant?

*
* *

Ce devoir, nous l'avons fait pressentir tout à l'heure en résumant les délibérations du Congrès. Le Congrès a mis au premier rang des moyens de lutte contre la tuberculose, les moyens préventifs, la prophylaxie, la méthode de préservation. Il faut, imitant la méthode d'hygiène préventive préconisée par le Congrès, faire ce que j'appellerai de la *mutualité préventive*; il faut transformer l'instrument contre la maladie en un instrument de secours *contre la naissance même* de la maladie. Au lieu de considérer que la Mutualité a seulement pour but de donner des secours aux malades, ce qu'elle continuera à faire dans tous les cas où ce sera nécessaire, il faut admettre qu'elle a encore, et nous dirons même avant tout, pour but de préserver ses membres contre la première atteinte du mal, dans la mesure où il est possible d'y réussir.

Voilà la formule. Je ne dis pas qu'elle soit facile à réaliser; je dis seulement qu'il n'en est pas d'autre qu'on puisse se proposer de réaliser utilement et que c'est la seule qui permettra à la Mutualité de concilier son intérêt et son devoir, c'est-à-dire de faire son devoir tout entier et de le faire avec fruit.

Vous comprenez bien qu'il ne s'agit pas de renoncer à la cure et au traitement des malades; je répète que le secours de maladie est le but essentiel des Sociétés de secours mutuels; j'en suis même tellement persuadé que je me permettrai, puisque je suis en train de donner des conseils aux mutualistes, de leur dire : ne vous laissez pas trop entraîner du côté de l'œuvre des retraites; n'oubliez pas que le secours de maladie est toujours ce qui doit être placé au premier rang de vos préoccupations.

J'entends que dans l'organisation générale des retraites pour les travailleurs, on ne fasse rien qui porte atteinte à l'œuvre de la retraite volontaire et libre entreprise par la Mutualité. Il y a là un effort admirable et M. Lourties nous donnait hier des chiffres qui montrent la grandeur des résultats obtenus sur ce terrain. Je souhaite que cette œuvre se développe encore et que le Parlement établisse une équitable collaboration entre l'Etat et la Mutualité pour l'organisation définitive et totale des retraites nationales. Mais je pense également que les Sociétés de secours mutuels ne doivent pas se laisser hypnotiser et entraîner, sans mesure, de ce côté. Si la Mutualité voulait faire porter le maximum de son effort et de ses ressources du côté de cette préparation des retraites, elle aboutirait à une impossibilité matérielle; elle soulèverait un fardeau qui l'écraserait. En même temps, elle oublierait, elle négligerait, elle s'exposerait à délaisser sa tâche essentielle, ce à quoi elle est admirablement propre, ce pour quoi elle est véritablement faite, c'est-à-dire la lutte contre la maladie.

Quand j'ai parlé, à propos de la tuberculose, d'une transformation nécessaire des procédés de nos Sociétés mutuelles, on voit donc bien que je n'ai entendu rien dire qui tende à les détourner de cette tâche essentielle : le secours de maladie, mais j'ai dit que pour la tuberculose il y avait à concevoir une autre action, complémentaire ou plutôt préalable, préparatoire : la prévention, qui seule permettra d'alléger les charges financières que les secours aux malades chroniques font peser sur nos budgets mutualistes et qui seule peut rendre efficace l'administration de ces secours.

J'ajoute qu'il faut aussi transformer la méthode d'administration de ces secours. Ce n'est pas sous la forme actuelle de l'indemnité en argent que le problème se

résoudra. Il est évident que donner purement et simplement une petite indemnité journalière à un tuberculeux pour améliorer sa situation pendant un temps même prolongé, même dépassant les trois mois statutaires, c'est, pour ainsi dire, jeter de l'eau à la rivière. Si ce mutualiste est père de famille, ce qui est le cas le plus fréquent, ce sera simplement une petite somme ajoutée au budget quotidien de la famille; la petite somme qu'on lui donnera ira bien souvent à une amélioration générale de l'alimentation de la famille tout entière; elle sera en tout cas insuffisante pour créer autour du tuberculeux et des siens — puisqu'il n'en sera point séparé — un milieu d'hygiène et de bien-être suffisant pour déterminer l'amélioration de sa santé.

Je ne méconnaissais pas l'importance ni l'intérêt de cette amélioration du budget de la famille, mais, je le répète, elle ne sera pas véritablement une aide efficace, un moyen de traitement véritable du tuberculeux.

*
* *

Je ne vois, pour ma part, qu'un moyen d'agir utilement. Les ressources que la Mutualité pourra consacrer au soulagement de ses membres atteints de tuberculose, ne seront efficacement employées que par les œuvres, institutions, établissements spécialement organisés pour la lutte. Il faut donc créer des relations avec les œuvres de préservation, de placement des enfants, les dispensaires, les sanatoriums, etc., relations qui permettent à ces institutions antituberculeuses de s'organiser elles-mêmes en vue de recevoir les malades des Sociétés de secours mutuels, moyennant une somme fixée à l'avance, une sorte de cotisation que la Société paiera pour chacun de ses sociétaires traités. En effet, ce n'est pas la Société,

ce n'est pas le médecin de la Société de secours mutuels qui peut assurer le traitement ; il y faut une compétence spéciale, une organisation, un ensemble de conditions très difficiles à réunir, et que les œuvres antituberculeuses peuvent seules garantir à nos malades avec des chances de succès.

*
* *

Ces transformations de méthode doivent aller plus loin encore ; elles tendent à faire prévaloir une conception nouvelle des rapports entre ces deux forces, l'une de destruction, l'autre de salut, la maladie et la mutualité ; elles doivent à la fois toucher aussi les conditions d'admission dans les sociétés de secours et les conditions de surveillance réciproque des mutualistes entre eux.

J'ai dit que, dans les habitudes actuelles, on soignait trop tard les tuberculeux, mais il arrive aussi malheureusement quelquefois qu'on n'admet pas certaines personnes dans des sociétés de secours mutuels, précisément parce qu'elles sont malades. Les statuts des sociétés prévoient à l'entrée un examen médical rigoureux ; le candidat à la maladie est considéré comme devant apporter dans la société de secours mutuels une charge, un trouble peut-être et, si l'on s'en tenait à la rigueur des statuts, on ne l'accepterait pas.

Je sais qu'un grand nombre de sociétés de secours mutuels mettent une bonne volonté très grande à assouplir les conditions et les règles d'admission ; il n'en est pas moins vrai qu'au fond subsiste cette pensée très naturelle qu'il ne faut pas que la société de secours mutuels soit dupe, qu'il ne faut pas qu'elle admette un malade qui n'a pas encore versé un sou de cotisation et

qui, à partir de son admission, va coûter des jours de maladie.

Il est de bonne administration pour les sociétés de secours mutuels qui ont un budget limité, de se défendre; cela est naturel et cela est légitime. Mais si on va jusqu'à dire que tout candidat à la tuberculose sera écarté de la mutualité, nous voilà bien loin de la mutualité. Nous voilà sur le terrain des sociétés d'assurances. La société d'assurance a le droit d'agir ainsi; elle a fait un calcul mathématique, il ne faut pas que ce calcul soit troublé; elle fait examiner la personne qui s'assure et si cette personne a une tare, elle lui applique le taux correspondant au risque aperçu. La société d'assurances ne se propose pas de faire de la solidarité, de la fraternité, ni de l'humanité, elle fait du commerce.

Mais les sociétés de secours mutuels ont un objet tout contraire. Elles sont, suivant la belle formule de M. Mabillean, « telles que tout le monde donne, alors que quelques-uns seulement bénéficient ». Et c'est là ce qui fait la grandeur de leur rôle social.

Il y a donc une mesure à trouver. Il est tout à fait déraisonnable qu'on veuille faire entrer dans une société de secours mutuels un homme actuellement malade, qui coûtera des journées de maladie avant d'avoir versé un sou de cotisation. Mais d'un autre côté; il serait absolument contraire à l'esprit mutualiste de faire un examen d'entrée tel qu'un camarade débile, de santé médiocre, prédisposé à la maladie, soit, par cette seule prédisposition, considéré comme inadmissible. Il y a, à ce point de vue, des instructions nouvelles, très délicates, mais indispensables à donner, dans toute la France, aux médecins de nos mutualités.



Le rôle du médecin de la société de secours mutuels doit du reste, dans son ensemble, être modifié; il ne doit plus se borner à donner une ordonnance au malade avéré qui se présente à la consultation; il doit exercer une surveillance constante sur la santé des sociétaires.

Si les sociétés de secours mutuels peuvent rendre un grand service dans la lutte antituberculeuse, c'est en se faisant précisément les auxiliaires volontaires et éclairées de cette œuvre du *dépistage* de la tuberculose qui est indispensable au traitement et au succès.

Le dépistage a été admirablement organisé par les dispensaires, dont M. Calmette a donné à Lille un modèle si remarquable. Tous ceux qui ont visité des dispensaires de ce genre constatent que le succès y est toujours dû à certaines personnes déterminées; si tel dispensaire a eu tant de succès, c'est parce qu'il avait un bon *dépisteur*, un homme intelligent, perspicace, sachant entrer dans les familles, gagner leur confiance, causer avec les parents, avec les enfants, un conseiller du foyer qui sait se faire accepter et qui obtient qu'on suive ses conseils. Ici la formule est vraie : tant vaut l'homme, tant vaut le résultat.

Les sociétés de secours mutuels peuvent être d'admirables écoles de dépistage. Entre les membres de la mutualité ne naîtra pas la défiance que l'ouvrier, le travailleur, a naturellement pour cette personne qu'il ne connaît pas et que le dispensaire lui envoie pour le questionner sur sa santé et celle des siens. Ici, c'est un ami et non seulement un ami, mais un associé, un homme auquel on pourra rendre demain le service qu'il vous rend aujourd'hui.

Que dans les sociétés de secours mutuels, on fasse à cet égard, l'éducation particulière des mutualistes, qu'on leur enseigne le prix de cette surveillance et de ce contrôle réciproque de la bonne santé des uns et des autres; qu'on leur explique qu'il s'agit par là aujourd'hui de sauver un camarade, et peut-être, demain, d'être sauvé par lui, et l'on développera, j'en suis sûr, un état d'esprit, une bonne volonté, et bientôt un zèle et un dévouement qui suffiront à prévenir ou à empêcher de s'aggraver un très grand nombre de cas de tuberculose.

*
* *

Mais il ne suffit pas encore d'avoir dépisté la maladie à ses débuts, il faut aller plus loin. La mutualité peut servir encore à plusieurs de ces actions sociales dont je parlais tout à l'heure et qu'il est si difficile à l'Etat d'entreprendre et de poursuivre à lui seul. J'ai parlé de la *déclaration* de la tuberculose. Autant elle est difficile, autant elle soulève de résistances quand il s'agit de l'établir par voie réglementaire dans le pays tout entier, autant elle devient possible dans un milieu limité, familial, cordial, pour ainsi dire, comme le milieu de la mutualité. Ici, il s'agit moins de la *déclaration* prise dans un sens administratif que d'une *révélation* de la maladie à ceux qui aideront à la guérir. Avec cet échange continu de surveillance cordiale, il est certain que les bons conseils seront entendus et suivis. Le camarade dira au camarade : « Voyons, tu es malade, plus que tu ne le crois; tu devrais te soigner; tu tousses, cela peut être grave; tu sais que, dans certains cas, cette maladie est contagieuse; fais-toi examiner, viens avec moi voir notre médecin. »

Ce bon conseil, il le répétera jusqu'à ce que, de guerre

lasse, pris par un scrupule de conscience ou même par un sentiment d'inquiétude personnelle, le malade se laisse entraîner : et du moment qu'il aura commencé à accepter une direction, des soins, un traitement méthodique, il est possible qu'il soit sauvé.

Un autre résultat peut être obtenu par la cordialité et la fraternité mutualistes : l'isolement relatif du malade et des membres de sa famille. Cette difficulté paraît, en général, insurmontable ; elle ne l'est plus dans le milieu mutualiste.

C'est là que pourront être donnés — et acceptés — les conseils utiles pour la modification de l'arrangement intérieur de la maison, pour la salubrité des locaux ; que pourra être démontrée la nécessité d'avoir un lit de plus, afin que celui-ci ne couche pas dans la même chambre ou dans le même lit que celui-là, etc. Toutes ces prescriptions, tous ces conseils qui sont si difficiles à donner, qui sont même intolérables, quand c'est une administration qui s'en charge, deviennent possibles et même faciles dans la vie fraternelle de la mutualité.

Cette éducation de la mutualité se fera peu à peu ; mais, avec les bons exemples d'en haut, elle se fera ; et l'on arrivera à faire collaborer la mutualité à ce qu'il y a de plus délicat, de plus difficile et cependant de plus essentiel dans l'œuvre sociale de la lutte antituberculeuse. Ainsi, peu à peu nous verrons les mutualités et les œuvres antituberculeuses s'appuyer les unes sur les autres, se rejoindre et se compléter ; les œuvres formant des moniteurs pour la mutualité, celle-ci ouvrant les foyers de ses membres à l'action préservatrice ou curatrice des œuvres ; les œuvres cessant de recevoir leurs clients irrégulièrement, tardivement, au hasard, les mutualités cessant de conserver à leur charge, sans soulagement et trop souvent sans espérance, les malheureux frappés aux sources de

la vie. Ainsi, pourra-t-on enfin, suivant le mot de M. Fuster, chasser le terrible mal du foyer populaire.

Mais quelles ressources, direz-vous, la mutualité peut-elle trouver pour cette immense entreprise ? Elle ne peut certes pas entreprendre elle-même l'organisation des œuvres avec lesquelles il faut s'entendre et entrer en relation pour le traitement véritable ; elle ne peut pas trouver les capitaux nécessaires pour créer, non seulement des sanatoriums, mais même des dispensaires. Ce n'est pas moi qui l'engagerais à entrer dans cette voie : je crois que ce serait la détourner de sa direction véritable.

La modicité de la cotisation des mutualistes, la forme nécessairement périodique de leurs versements, tout interdit à nos sociétés de poursuivre la constitution de capitaux en vue de la fondation des établissements de cure. C'est à l'Assistance publique, et c'est aussi à l'initiative privée, secondée par les villes, les départements, l'Etat lui-même, que cette tâche revient nécessairement.

Mais la mutualité peut établir des relations fixes, régulières, avec les institutions une fois fondées, passer des contrats par lesquels seront déterminées les conditions précises de paiement pour l'entrée, pour le traitement et pour les soins à donner par l'institution antituberculeuse aux membres des sociétés dont il s'agit. Ce contrat précis n'entraînera dans l'administration de la société de secours mutuels, aucun trouble intérieur et ne changera rien à ses habitudes, ni à sa façon d'être ; il ne chargera son budget que dans une mesure qu'elle aura déterminée elle-même.

Mais même sous cette forme, ce contrat qu'il faut passer avec les institutions antituberculeuses représente une dépense annuelle qui peut être considérable. Comment nos sociétés y feront-elles face ?

Le tuberculeux est un malade qui reste longtemps

malade ; même lorsqu'il a été pris de bonne heure, le temps où l'on aura à s'occuper de lui sera vraisemblablement très long. Il y a bien l'heureuse solution du malade définitivement et rapidement guéri. Mais malheureusement les cas de guérison totale, rapide et sans rechute, ne sont pas assez nombreux pour qu'on ne doive pas envisager les charges d'un long traitement.

Il y a donc de ce chef une dépense permanente à prévoir au budget de la mutualité. Comment celle-ci supportera-t-elle cette charge ? Evidemment l'organisation de ce service arrêtera dans l'avenir l'augmentation sans cesse croissante des dépenses du service actuel des secours de maladie. J'espère, je crois même pouvoir assurer qu'au bout de quelques années les effets heureux d'un système de préservation générale bien compris et bien suivi diminueront la morbidité générale et, par suite, les charges qui pèsent aujourd'hui, du fait des journées de maladie, sur les sociétés de secours mutuels. Mais ce résultat heureux ne se fera pas sentir tout de suite ; nous ne pouvons donc espérer une économie immédiate ; il est impossible de l'escompter.

Il y a lieu, avouons-le franchement, de consentir un sacrifice supplémentaire. J'en ai parlé à beaucoup de ceux qui s'occupent de cette question et tous ceux qui voient le problème dans sa triste et redoutable réalité reconnaissent que cela est nécessaire. Oui, il faut prévoir une sorte de cotisation supplémentaire en vue de cet objet déterminé et précis : la lutte contre la tuberculose.

Si vous demandez à chaque société de faire à elle seule cet effort, certes, elle ne pourra pas le faire.

Mais vous avez créé des unions, des fédérations de sociétés pour faire précisément les œuvres qui dépassent la compétence ou la force de chaque société livrée à elle-même. Vous n'avez pas oublié que la mutualité est une

école qui nous apprend à tous que, lorsqu'on est seul, on ne peut rien et que lorsqu'on est plusieurs, on peut beaucoup. Vous voulez que les mutualités fassent comme les individus, qu'elles se mutualisent elles-mêmes pour s'égaliser aux tâches sociales les plus hautes.

C'est à ces *Unions* qu'il appartiendra d'organiser ces services supplémentaires, à l'aide d'un léger supplément de cotisation que les sociétés qui les composent auront prélevé sur leurs membres et versé aux Caisses des Unions.

C'est là que se constitueront les *Caisses de longues maladies*, spécialement les *Caisses antituberculeuses* qui formeront une espèce particulière des Caisses de ces réassurances avec lesquelles vous êtes déjà familiarisés. J'ai sous les yeux les statuts de la *Caisse fédérale de secours aux tuberculeux*, fondée par l'Union des Sociétés de secours mutuels d'Anvers et de ses faubourgs. Elle donne un exemple parfaitement clair du système : son but n'est pas « de remplacer ces sociétés dans l'organisation du service médical ordinaire » ; elle s'applique « à procurer des secours en nature ou en espèces, mais principalement en nature aux tuberculeux, des fortifiants sous la forme de bon lait, d'œufs, etc. » ; elle intervient « dans l'entretien du malade à la campagne, dans un dispensaire, ou dans un sanatorium ; elle peut même, dans le but de procurer un soulagement aux souffrances morales du malade, accorder un secours pécuniaire à sa famille. » C'est, vous le voyez, la lutte sociale contre la tuberculose, sous les deux formes, thérapeutique et sociale, qui est ainsi entreprise. Ce que nos voisins ont su faire ainsi, nos Unions, notre Fédération nationale française ne sont-elles pas aussi bien armées pour le tenter ?

Pour le budget général d'une telle organisation, les

calculs ne sont pas encore établis d'une façon précise ; il faudrait pour cela une expérience que nous n'avons pas encore ; mais tous ceux qui pratiquent la mutualité pensent qu'il suffirait d'un léger supplément à la cotisation régulière et ordinaire pour que, en raison du très grand nombre des membres versants, cette réassurance fonctionne d'une façon suffisante, et pour que les sommes à verser aux institutions antituberculeuses recevant ou traitant vos malades ne soient pas supérieures aux sacrifices possibles de l'ensemble de la mutualité française.

N'oublions pas, je ne saurais trop le répéter, qu'il ne s'agirait, en aucun cas, de supporter les frais de premier établissement des œuvres ; il y a et devra toujours rester deux domaines distincts : celui des sociétés mutuelles, et celui des institutions antituberculeuses qui sont en train de se fonder en ce moment et qui, avec le concours de l'*Alliance d'hygiène sociale*, et de la *Fédération antituberculeuse*, commencent à s'étendre sur tous les points de la France ; c'est elles, et non les sociétés mutuelles, qui doivent créer, organiser les dispensaires, les sanatoriums, les services de placement à la campagne, etc.

La *Fédération antituberculeuse* qui les représente s'adressera à la *Fédération des mutualités* et lui dira : J'ai créé des dispensaires, des sanatoriums, des œuvres de préservation, de défense et de traitement ; je suis prête à recevoir ceux des mutualistes qui auront besoin d'être surveillés ou soignés par moi et je vous demande, pour ce service, une contribution de telle somme par malade pris en charge dans une de nos œuvres.

La *Fédération de la mutualité* répondra : Par les recettes de mes unions, ou de mes Caisses de réassurance, je peux annuellement consacrer, au traitement de mes mutualistes tuberculeux ou à la préservation de ceux qui sont en danger de le devenir, une somme annuelle, représentant

entretien et le traitement de tel nombre de membres de mes sociétés ; c'est ce nombre que je vous demande de prendre en charge dans les institutions dont vous avez la responsabilité.

J'espère, mesdames et messieurs, que vous apercevrez la portée d'une telle œuvre. Elle est nécessaire à l'avenir de notre pays, elle est impérieusement imposée à notre effort par le sentiment de l'humanité. J'ai confiance que nos unions de mutualités n'hésiteront pas à faire les sacrifices nécessaires pour assurer enfin à tant de malheureux les soins que le progrès social et le progrès scientifique ne permettent plus de leur refuser.

*
* *

Je voudrais dire un dernier mot, qui ne concerne plus les sociétés mutuelles elles-mêmes, mais dont l'importance me paraît grande, si l'on veut faire passer dans les faits les espérances qui nous tiennent si profondément au cœur.

Comment les œuvres antituberculeuses dont il s'agit se procureront-elles à leur tour les capitaux nécessaires ? Je n'hésite pas à prendre une responsabilité publique en donnant ici mon sentiment sur ce point.

Quelques-uns ont proposé des loteries ; on en a lancé récemment de si formidables, que j'ai bien peur que le marché spécial de ces sortes d'émissions ne soit pour longtemps encombré ! En tout cas, ce n'est pas là une source régulière, permanente, sur laquelle il soit possible de compter pour une organisation durable et dont les services doivent s'étendre à tout le pays.

Les pouvoirs publics interviendront certainement en donnant des subventions ; ces subventions pourront être prises, par exemple, sur les ressources du pari mutuel. Mais cela peut-il être suffisant ?

Il y a, je pense, une autre source à laquelle il serait légitime de puiser pour une œuvre d'intérêt national et social comme la nôtre : je veux parler des fonds constituant la fortune personnelle des Caisses d'épargne françaises, qui ne s'élevait pas, au 31 décembre 1902, à moins de 150 millions de francs, et qui n'a cessé, depuis lors, de s'accroître régulièrement.

Je voudrais, pour ma part, qu'une loi plus libérale sur l'emploi de ces fonds des Caisses d'épargne fût votée.

La prévoyance et l'épargne individuelle ont constitué dans notre pays une réserve de plus de 3 milliards ; cette réserve s'emploie de la manière la plus régulière, mais aussi la plus improductive, en achat de valeurs d'Etat. On a bien, en 1895, donné quelques facilités de placement aux Caisses d'Epargne, pour la fortune personnelle que les dons et legs, les subventions diverses, les souscriptions, enfin les bonis résultant de leur administration même, leur ont peu à peu constituée. Mais les emplois autorisés par la loi de 1893 sont si limités, qu'on a pu dire qu'encore aujourd'hui, ces capitaux restent sans utilité économique et sociale. N'est-il vraiment pas possible, sans risques sérieux pour les déposants, de donner à cette sorte de réserve improductive, un emploi conforme aux besoins sociaux du pays ?

Dans d'autres pays, en Allemagne, en Autriche, mais surtout dans la haute Italie, à Milan, à Bologne, à Parme, on a merveilleusement employé les fonds des Caisses d'épargne non seulement à créditer, mais même à subventionner un certain nombre d'œuvres sociales.

Je me rappelle une visite faite par moi il y a quelques années, au *Risparmio* de Milan, avec l'illustre économiste, et le grand ami de la France, qui s'appelle M. Luzzatti. Avec cette éloquence merveilleuse, armée de chiffres et de faits innombrables, qui projette sur les problèmes les

plus complexes une lumière éclatante, il m'a montré tout ce qu'a produit cette institution d'épargne et de prévoyance par laquelle le crédit populaire a été, on peut le dire, créé de toutes pièces en Italie.

Je ne puis songer à énumérer ici les œuvres de toute sorte auxquelles les fonds de la Caisse d'épargne de Milan ont donné la vie, les merveilleux résultats obtenus par ce mécanisme très simple : l'épargne des petits gérée en vue du bien social et servant à toutes les œuvres dont ont besoin les petits. Je souhaite que parmi nos mutualistes, beaucoup s'informent à cet égard, et je suis sûr qu'éclairés par les faits ils demanderont avec moi que l'épargne française devienne productive, qu'elle n'aille pas inutilement s'entasser dans les Caisses du Trésor pour soutenir un crédit public qui n'a pas besoin d'être soutenu, et qu'elle soit employée, sous des conditions de contrôle sérieux, bien entendu, à faire naître, à faire vivre un certain nombre d'œuvres sociales comme celles dont notre démocratie a besoin.

Considérez que, du fait de la tuberculose, la France perd par la disparition de tant de vies humaines, un capital qui peut s'évaluer à un milliard. Quel gain, si une partie de l'épargne française était placée en œuvres destinées à empêcher ce capital humain de se perdre ! Au point de vue économique, ce serait une bonne affaire, mais au point de vue social, ce serait la meilleure des bonnes actions.

* * *

Mesdames et messieurs, dans mon examen des rapports de la mutualité et des œuvres antituberculeuses, j'ai laissé autant que possible l'Etat de côté. Je viens de faire appel à la loi, en ce qui touche les Caisses d'épargne, mais c'était pour donner une liberté de plus, c'était pour

réduire et non pour augmenter l'action autoritaire de l'Etat ; je n'ai jamais appelé son intervention, sa sanction que là où il s'agit d'empêcher la négligence ou l'égoïsme d'étendre et de propager la contagion du mal.

Quant aux œuvres de préservation et de salut, je ne souhaite pas qu'elles soient directement, administrative-ment entreprises par lui. Je souhaite qu'il les aide, je ne souhaite pas qu'il les absorbe.

Je ne crois pas qu'il soit bon de se perdre dans d'éternelles discussions sur les avantages ou les inconvénients de l'initiative privée ou de l'Etat ; il ne faut pas les mettre l'une en face de l'autre comme deux forces contraires. Il en est de cette question comme de celle des rapports du capital et du travail. J'estime que l'Etat et l'initiative privée sont deux forces qui ne donnent leur effet véritable que quand elles sont associées ; je dirais volontiers, quand elles sont mutualisées.

Au lieu de chercher le point de conflit entre l'individu et l'Etat, le problème que je me pose toujours est celui-ci : dans quelle mesure est-il possible d'associer l'Etat à l'individu pour obtenir tel résultat ?

Il y a dans le monde des mutualistes, des inquiétudes au sujet du problème des retraites, précisément parce que ce problème semble se poser sous la forme de lutte entre les deux influences, entre les deux actions.

La mutualité doit se souvenir que son objet principal est et sera toujours le secours de maladie ; elle n'a pas d'intérêt à essayer d'absorber à elle seule le problème des retraites : elle n'y pourrait pas, d'ailleurs, parvenir. L'Etat, de son côté, doit convenir qu'il n'aura pas trop du concours des mutualités pour résoudre d'une façon satisfaisante le problème des retraites ; il faut chercher à combiner les deux actions au mieux du profit social.

L'action de l'Etat a ses avantages : l'Etat a la puissance,

l'étendue des ressources, l'universalité et la régularité dans l'emploi des sommes qu'il distribue. En outre, il affirme, en intervenant, le caractère universel de l'œuvre à faire, et, dans la question des retraites de la vieillesse, le caractère social du devoir de prévoyance solidaire de l'ensemble des citoyens contre le risque couru par chacun d'eux.

L'initiative privée a d'autres avantages; elle l'emporte par l'élan, l'ingéniosité, la souplesse de son action et par la variété infinie de ses moyens d'application. En outre, tandis que l'Etat affirme le caractère social du devoir de tous envers chacun, elle affirme le caractère social, non moins impérieux, du devoir de chacun envers tous. C'est dans l'accomplissement de ces deux devoirs qu'est, pour moi, la solution même du problème social.

*
* *

Que l'Etat respecte donc tout ce que l'initiative privée a déjà pu faire, qu'il lui laisse faire et surtout, qu'il l'aide à faire tout ce qu'elle peut faire encore, qu'il fasse enfin lui-même ce qu'elle n'a pu faire et ne peut tenter.

Ainsi, dans ce double domaine de la maladie et de la vieillesse, la mutualité a son domaine préféré, celui pour lequel elle est vraiment créée, le secours de la maladie.

Quant aux retraites, l'Etat ne doit, bien entendu, diminuer ou entraver en rien ce que la mutualité a fait pour elles, il doit même l'aider, au besoin, à les développer dans ses libres sociétés; mais il me semble que la nature même du risque de vieillesse crée pour lui, dans cet ordre de prévoyance, une obligation directe d'initiative et d'organisation.

Le risque de vieillesse est, en effet, un risque régulier, certain, universel. L'assurance contre ce risque s'offre

donc admirablement à l'action régulière, universelle de l'Etat. Le risque de la maladie, au contraire, et même le risque de l'invalidité que je voudrais voir ajouter au risque de maladie, est variable. Le contrôle, ici, est difficile; la difficulté de ce contrôle met, en ce moment, en danger, les Caisses d'assurances allemandes; ce risque, en effet, varie d'homme à homme, d'instant en instant. C'est dans cette matière que la fraude est le plus facile et le contrôle le moins assuré.

L'Etat est donc peu propre à faire réellement la vérification de ce risque, à mesurer les secours, à en surveiller l'emploi. Au contraire, le risque de la vieillesse se calcule très simplement, au vu du calendrier.

A tous égards, nous aboutissons aux mêmes conclusions: que l'Etat fasse de l'organisation des retraites sa préoccupation principale, qu'il en soit l'organisateur et le garant, en acceptant, aussi largement qu'elles le pourront donner à son œuvre, le libre et utile concours des sociétés mutuelles.

Que celles-ci, de leur côté, ne cherchent pas à attirer vers elles toute la charge des retraites, mais qu'elles se consacrent avec plus d'ardeur que jamais à leur œuvre véritable, le secours de maladie. Qu'elles la développent hardiment et qu'elles la complètent, en organisant enfin la lutte efficace contre les maladies chroniques, et, surtout, contre la plus fréquente et la plus redoutable de toutes, la tuberculose.

Quand l'Etat et la mutualité auront, chacun de leur côté, bien vu la route que chacun doit suivre, et l'immensité de la tâche qui leur incombe respectivement, je suis certain qu'il n'y aura plus entre eux de désaccord possible. L'Etat gardera pour son œuvre de la retraite le concours des sociétés mutuelles, comme celles-ci conserveront l'appui de l'Etat pour leur lutte contre la maladie,

et leur action concertée, et, comme je l'ai déjà dit, *mutualisée*, permettra d'atteindre ces deux objets du devoir social : protéger le plus longtemps les hommes contre la maladie et les risques de mort, et garantir à ceux qui survivent la paix et la dignité de leurs derniers jours.

V

LE RÔLE DE LA FEMME DANS LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE ⁽¹⁾

Mesdames, Messieurs,

Je tiens d'abord à exprimer toute notre gratitude à Leurs Majestés le Roi et la Reine des Belges qui, en toutes occasions, nous ont donné des marques multiples de leur sympathie et de leur dévouement aux œuvres antituberculeuses.

Nous savons surtout avec quelle touchante sollicitude Sa Majesté la Reine manifeste, en toutes circonstances, l'intérêt qu'elle porte aux déshérités.

Au Gouvernement belge, représenté par M. le Ministre Berryer, doivent aller aussi nos remerciements pour l'intérêt qu'il accorde à nos travaux.

C'est avec une réelle satisfaction que nous constatons les progrès et l'influence de notre Association. Vingt-deux nations sont aujourd'hui groupées et les gouvernements multiplient l'envoi de délégués nombreux à nos Congrès. C'est là un symptôme intéressant bien digne de remarque, qui promet pour l'avenir des résultats féconds.

(1) Discours prononcé à la Conférence internationale contre la tuberculose, à Bruxelles, le 5 octobre 1910.

A tous les Gouvernements qui se sont associés à nos travaux et nous ont envoyé des délégués nous ne devons pas négliger d'adresser nos remerciements et nous pourrions, après la séance, envoyer des télégrammes aux souverains et chefs d'États qui ont ici des représentants.

Malheureusement, depuis la Conférence de Stockholm nous avons des deuils à enregistrer.

Un des plus illustres parmi les savants qui se sont occupés de la tuberculose, le professeur Koch est mort. Son nom, inséparable de celui du bacille, dont nous combattons les tristes effets, sera rappelé chaque fois que des hommes se réuniront en vue de la lutte contre la tuberculose, et sa mémoire doit être saluée.

En France, un homme de grand bien vient aussi de disparaître. M. Émile Cheysson est mort, et chacun sait que sur le terrain social notre illustre compatriote a toujours été l'apôtre de la lutte contre l'alcoolisme, contre le taudis, contre la misère.

Hier, en sortant de la charmante soirée qui nous réunissait chez M. Béco, une mauvaise nouvelle nous est arrivée de Berlin, nous annonçant la mort du professeur von Leyden, qui fut le Président du Congrès de 1899.

A tous nos disparus nous accordons un souvenir ému et un hommage reconnaissant.

Si, maintenant, nous procédons à l'inventaire de nos travaux et de nos espérances, nous arrivons à cette conviction que la Conférence de Stockholm a montré une direction de pensée, une façon méthodique et suivie, un peu nouvelle, d'envisager la lutte contre la tuberculose en se préoccupant tout spécialement de la préservation des sujets encore sains.

A Stockholm, on a songé à l'enfance, et de très nombreux travaux nous ont été soumis; cette question sera désormais une de celles que nous placerons au premier

rang de nos préoccupations. Elle figure à nos ordres du jour et nous l'étudierons avec soin, car c'est dans l'enfant qu'il faut sauver l'homme.

A Stockholm est apparue la conciliation entre les savants et la confirmation d'une entente profitable sur différentes questions encore controversées, notamment en ce qui se rapporte à la place qu'il faut accorder à certains organismes de défense, dispensaires et sanatoriums, dans la lutte contre la tuberculose. L'accord est fait maintenant ; il nous reste à tirer le meilleur parti possible des éléments dont nous disposons et dont on nous a appris le meilleur usage.

Ces deux problèmes : préservation de l'enfance, coordination de tous les moyens de combat ont triomphé à Stockholm et sont devenus la préface de la Conférence de Bruxelles.

Aujourd'hui donc, nous trouvons soumis à nos discussions la suite naturelle de ces travaux surtout dominés par l'idée féconde de préservation, sous l'égide de laquelle se place encore le rôle de la femme dans la lutte contre la tuberculose.

Le rôle de la femme a été longtemps ignoré ou mal compris ; mais, dans les nombreux rapports inscrits au programme de cette Conférence, dont les conclusions, malheureusement trop brèves, nous sont données, nous avons vu cependant surgir des idées nouvelles parfaitement coordonnées nous montrant combien sera grande et féconde cette participation de la femme à la défense contre la tuberculose, dans tous les mondes, dans tous les milieux, dans toutes les professions.

L'action bienfaisante de la femme s'étend partout où nous ne pouvons pénétrer. Son sentiment la guide, son cœur la pousse et, avec elle, nous vaincrons si nous savons nous l'associer pour arriver à une victoire définitive.

Plus puissante que l'homme dans l'accomplissement immédiat du devoir social de préservation par l'hygiène, la femme peut exercer sa bienfaisante influence aux titres multiples d'épouse, de mère, de ménagère, d'éducatrice, de garde-malade familiale, d'infirmière, etc. Elle doit être l'agent de mobilisation de nos défenses, l'apôtre le mieux entendu de solidarité dans la Société.

Il faut la collaboration de la femme pour agir sur l'enfant, avant, pendant et après sa naissance ; plus tard, à l'école, elle devra encore le diriger et le protéger ; pendant l'adolescence, la vigilance de la mère est encore nécessaire, comme est nécessaire l'influence de l'épouse sur le mari pour lui rendre le foyer agréable et le retenir à la maison.

En dehors de chez elle, la femme étudiera les causes de débilitation et de déchéance. Elle signalera les moyens d'action du mal et deviendra pour les médecins et les enquêteurs un auxiliaire précieux. Chaque fois qu'on le lui demandera, la femme saura donner quelque chose de sa vie à la misère ; en voyant celle-ci, elle se sentira pleine d'une émotion qu'elle communiquera aux autres ; elle saura parler aux consciences et nous attirer des concours utiles à la cause sociale.

Quand elle aura dit : « J'ai vu ; aidez-moi ! » elle réussira à convaincre et bâtira un édifice de solidarité. Elle donnera, sans compter, santé, lumière, joie.

*En présence de nombreux Congrès internationaux qui se tiennent, poursuivant tous un but commun et travaillant tous aux grandes œuvres de préservation sociale, apparaît la nécessité de grouper tous ces efforts, de fonder une Association nouvelle, sorte de Bureau international permanent de préservation, fusionnant toutes les œuvres sociales dont l'objectif est toujours de com-

battre la misère et la déchéance humaines sous toutes leurs formes et dans tous les milieux.

Le poète latin a dit : *Nihil humani a me alienum puto* « Rien de ce qui est humain ne m'est étranger ». Le groupement universel des Associations de lutte pour la prévoyance contre l'ensemble des maux sociaux devra prendre cette formule comme règle de ses actes : *Nihil humani a nullo homine alienum* « Rien de ce qui est humain n'est étranger à aucun homme ». Dans cet ordre, comme dans les autres, tous sont solidaires et tous doivent s'associer.

Ayons pleine confiance dans l'avenir de la lutte contre la tuberculose comme dans la lutte plus grande contre l'ensemble de tous les maux sociaux. Il y a des larmes douloureuses, des agitations cruelles, parfois sanglantes ; quand la mer monte autour d'un rocher aigu, qui s'oppose au courant, il se forme aussi des remous violents pleins d'écume et de fracas, mais la mer continue à monter, un dernier flot passe au-dessus des derniers obstacles et tout s'aplanit devant la barque qui gagne enfin le port.

VI

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE CONTRE LA TUBERCULOSE ⁽¹⁾

Monsieur le Ministre,

Les remerciements et les vœux que vous venez nous apporter en termes si élevés et si chaleureux achèvent de marquer le caractère vraiment émouvant de l'hospitalité qui nous est offerte. Permettez-moi de vous prier de vous faire l'interprète des sentiments de reconnaissance que nous éprouvons tous en ce moment et veuillez recueillir ici les vœux unanimes que forme cette grande Association internationale pour L. L. Majestés, pour la Famille Royale et pour la prospérité de la noble nation suédoise.

Messieurs, vous avez mis votre Président à l'honneur avant qu'il se fût trouvé à la peine. Et c'est pour lui, au moment où s'ouvrent vos travaux, une cause de grand embarras.

Il y a deux ans déjà qu'à la veille de la conférence de Vienne, vous m'avez fait le grand, le périlleux honneur de m'appeler à la présidence de l'Association internationale. Et je n'ai pu répondre, ni à Vienne en 1907, ni à Philadelphie en 1908, au témoignage de confiance que

(1) Discours prononcé à la Conférence internationale de la tuberculose, à Stockholm, le 8 juillet 1909.

vous m'aviez donné. Votre patiente bienveillance ne s'est pourtant pas lassée. Et vous m'avez permis de venir enfin, en 1909, prendre une place que tant d'autres auraient mieux remplie. Je ne puis assez vous dire l'émotion que je ressens d'une sympathie si persévérante. Je ne peux me l'expliquer qu'en la reportant tout entière sur mon pays.

Sans doute, en effet, avez-vous simplement voulu reconnaître les mérites éminents du grand médecin français qui fut le premier de vos présidents.

Ce qu'a été le président Brouardel, M. le professeur Landouzy vous l'a dit à Vienne il y a deux ans et je ne saurais rien ajouter aux termes dans lesquels — avec son autorité incontestée — il vous rappelait les hautes qualités du maître regretté : « méthode dans le travail, facilité de conception, limpidité d'exposition, connaissance des affaires et des hommes, fermeté conciliante dans la discussion, qui avaient été si remarquées dans toutes les assemblées où il avait paru ».

C'est à lui certainement que, par une attention délicate, vous avez encore pensé en m'élisant après lui. Vous avez choisi parmi ses compatriotes le moins compétent peut-être, mais non le moins dévoué de ses amis — et vous vous êtes ainsi assurés que c'est son esprit qui, sans conteste, continuera à inspirer vos travaux. Soyez certains, si j'ai bien compris votre intention, que je mettrai, à la réaliser, tout ce que j'ai de forces et de bonne volonté.

Quelle joie eût éprouvée Brouardel à rappeler aujourd'hui, comme en une manière de bulletin de victoire, les résultats de l'œuvre entreprise, sous sa présidence, à l'instigation et suivant les termes du professeur Schrötter, « pour rapprocher les nations en une lutte efficace contre la tuberculose, leur ennemi commun, pour attaquer avec

toutes leurs forces coalisées, le plus grand fléau des peuples ».

D'octobre 1902, époque à laquelle l'Association, fondée à Berlin, se réunissait pour la première fois, que d'étapes successives de Paris, Copenhague, Paris, La Haye, Vienne, Philadelphie, jusqu'à Stockholm.

Je ne m'attarderai pas à rappeler devant vous le détail des études auxquelles vous avez, pour la plupart, fidèlement collaboré depuis huit années. Tous, vous les avez pu suivre d'ailleurs, grâce à la belle publication que votre Conseil administratif a poursuivie avec tant de science et de succès, sous la haute direction de son éminent et regretté président M. Althoff et grâce à l'infatigable activité de son dévoué secrétaire général le Dr Pannwitz. Je n'ai d'ailleurs pas de compétence pour dire ici la valeur scientifique des travaux consacrés à notre Association par les maîtres de la science phthisiologique, mais je crois pouvoir résumer d'un mot votre œuvre en disant que, par le fait de l'Association internationale, il y a maintenant pour toutes les nations du monde, une question de la tuberculose, et que l'obligation de la résoudre s'impose désormais à la conscience universelle.

Les gouvernements et les chancelleries travaillent de toutes parts à l'œuvre difficile de l'équilibre politique des nations. Le Dr Landouzy me disait récemment qu'il y a une autre question d'équilibre non moins pressante et non moins grave : celle de l'équilibre sanitaire universel. De cet équilibre comme de l'autre, dépendent également la sécurité et l'avenir de chacun de nous. Et lorsque je parle de chacun des hommes, ne s'agit-il pas pour lui, non seulement de lui-même, mais de tout ce qui lui est cher, de sa petite et de sa grande famille, de son foyer et de sa patrie?

Grâce aux réunions de notre Association, cette vérité

est aujourd'hui partout comprise : vingt-deux nations sont désormais représentées parmi vous. Sur toute la surface du monde civilisé vous avez fait l'éducation de l'esprit public. Vous avez fait aussi bien l'éducation des médecins eux-mêmes que celle des économistes, des moralistes et des législateurs, en montrant aux uns et aux autres ce qu'est la tuberculose dans ses rapports avec les milieux naturels et sociaux. Vous n'avez pas seulement encouragé le savant dans la recherche de la vérité, vous avez montré à l'homme public son devoir dans l'application de cette vérité.

On sait maintenant partout que chaque année se tiennent, dans la capitale de l'un ou l'autre des États civilisés, des assises scientifiques, où se rendent sur des questions de salut public de véritables arrêts que ni les individus, ni les collectivités n'ont désormais le droit d'ignorer ou de méconnaître.

En affirmant, comme vous l'avez fait, le caractère social de la tuberculose, en montrant que ce mal social ne connaît ni frontières, ni races, vous avez manifesté d'une façon éclatante cette solidarité des maux qui par des causes supérieures à la volonté de l'individu pèsent, de toutes parts et à toute heure, sur l'ensemble des êtres humains. Et de cette constatation d'un mal universel dont nul individu n'est vraiment responsable et dont chacun peut demain en lui ou auprès de lui sentir cruellement l'affreuse atteinte, vous avez fait jaillir comme une vérité nécessaire cette idée du devoir mutuel, commun, qui oblige tous ceux qui pensent, tous ceux qui agissent, tous ceux qui sont dignes du nom d'hommes, quelle que soit la langue qu'ils parlent, quelle que soit leur origine ou leur croyance, leur patrie ou leur race, à s'associer dans une étroite et énergique alliance, pour arriver à la disparition de l'universel fléau.

A chacune de vos réunions vous voulez demander à un pays les leçons de son expérience particulière. Cette année c'est la Suède qui nous reçoit. Où pourrait-on trouver de plus beaux exemples? Hier soir dans cette Assemblée intime où nos amis de Stockholm ont tenu à nous souhaiter la bienvenue, je vous disais déjà qu'il n'était pas de pays où ce sentiment du devoir commun eût été plus profondément ressenti, où l'union de tous contre le mal qui nous menace tous se fût nouée plus étroitement, où des simples citoyens jusqu'aux chefs responsables des destinées du pays, tous se fussent engagés d'une volonté plus énergique et d'une conscience plus haute dans la lutte implacable contre l'implacable ennemi.

Je laisse à d'autres le soin d'exposer ici les résultats admirables de la croisade suédoise contre la tuberculose. Je ne veux retenir que deux chiffres qui montreront par surcroît ce que cette croisade peut, même en dehors du domaine spécial de cette maladie, pour la prospérité générale et la force de développement d'un pays.

En quinze années, la mortalité générale de la Suède s'est abaissée de 17,7 p. 100 à 14,3 p. 100. Dans le même temps, la population totale du pays s'est élevée de 4.908.913 à 5.337.099 habitants. Tant il est vrai que tout est solidaire dans cette question des maladies sociales et que la lutte méthodique contre l'une d'elles, par les leçons qu'elle suscite, par l'éducation générale qu'elle donne, par l'entraînement qu'elle détermine dans l'ensemble des esprits, tend à créer un état de moralité générale plus haut, un type de vie plus normal et plus sain et que, loin de risquer, comme on l'a dit injustement, d'abaisser le niveau de la race en y conservant les êtres de moindre valeur, elle aboutit peu à peu à rendre la race plus féconde, plus robuste et plus résistante.

*
* *

Messieurs, lors de votre réunion à La Haye en 1906, l'un de vos orateurs vous disait que vos assemblées internationales étaient comme d'autres congrès de la paix. Puisque vous avez bien voulu choisir, pour votre Président, celui qui a l'honneur de vous parler aujourd'hui — à l'heure même où il siégeait à la Seconde Conférence internationale de la Paix — vous lui pardonnerez, j'en suis sûr, de retenir cette parole et d'en proclamer la vérité.

Comment ne le ferais-je pas d'ailleurs à Stockholm, dans ce pays où deux grandes nations, voulant affirmer leurs communes volontés pacifiques, sont venues précisément, il y a quelques mois à peine, choisir un suprême arbitre universellement respecté?

Oui, messieurs, les deux causes sont semblables, elles sont inspirées d'une même pensée profonde, elles veulent un même résultat. Elles sont nées l'une et l'autre de cette pensée que les maux qui du fait de la nature, ou du fait des inévitables nécessités sociales, menacent sans distinction l'ensemble des hommes, ne peuvent être efficacement combattus que si les hommes n'épuisent pas les uns contre les autres la meilleure part des énergies dont le total est nécessaire contre les fléaux naturels et sociaux. A la lutte des hommes contre les hommes doit se substituer peu à peu, grâce à une morale plus vraiment humaine, l'association de tous les hommes contre les maux universels, le vice, la misère, la maladie et la mort. Dans ce champ de bataille contre les fléaux, nous avons choisi notre place de combat au point le plus redoutable peut-être. Coordonnons nos recherches, unissons et centralisons nos efforts, ne nous laissons dis-

traire, ni diviser par rien dans cette bataille dont chaque victoire — différente de toute autre — se marquera non par la perte, mais par le salut d'innombrables vies humaines. « Delenda phthisis » répéterons-nous, à la manière de l'orateur romain, à chacune de nos réunions. Il n'est pas trop de diriger contre elle la puissance de toute la science humaine et l'ardeur de tout le cœur humain.

VII

LA PRÉVOYANCE SOCIALE INTERNATIONALE ET LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE ⁽¹⁾.

Messieurs,

C'est une histoire bien instructive que celle des dix années écoulées depuis notre fondation. J'ai revu les comptes rendus de toutes nos conférences. J'ai parcouru avec soin la collection de « Tuberculosis ». J'ai rappelé mes souvenirs personnels des assemblées qu'il m'a été donné de suivre ou de présider, celles de Paris notamment, de Stockholm et de Bruxelles. J'ai admiré, en parcourant toute cette histoire ou en revivant tous ces souvenirs, avec quelle persévérance avaient été successivement vaincus des obstacles qui auraient pu sembler d'abord insurmontables et que ne pouvait manquer de rencontrer à ses débuts une entreprise aussi vaste que la nôtre. Il semble qu'on assiste au développement spontané d'un organisme. Il y a dans les premières années quelque confusion dans les formes et les organes, puis, peu à peu, la division du travail s'établit, les traits généraux se dessinent et la figure de notre œuvre apparaît enfin, nette, harmonieuse et vivante comme celle

(1) Discours prononcé à Berlin le 22 octobre 1913, à la dixième Conférence de l'Association internationale contre la tuberculose.

d'un être destiné à une longue vie et à une puissante action.

Certes, la science médicale n'a pas attendu l'organisation de l'Association internationale pour apporter, sur tous les points du monde, à l'étude de la terrible maladie, la contribution des esprits les plus éclairés et l'effort des cœurs les plus généreux. La reconnaissance universelle ira toujours vers les deux grands noms, l'un français, l'autre allemand, des professeurs Villemin et Koch, qui ont, l'un en découvrant la virulence et la contagiosité, l'autre en découvrant le bacille, agent de cette contagion, vraiment créé les méthodes scientifiques de lutte contre la tuberculose. Notre Association ne s'est d'ailleurs jamais proposé d'être une sorte d'Académie internationale de médecine où les problèmes scientifiques seraient examinés et jugés. Mais ce qui manquait jusque-là à bien des savants, c'était l'occasion de se rapprocher et de se connaître et par là même, de mieux pénétrer les résultats de leurs recherches respectives, de contrôler réciproquement leurs expériences et de fortifier l'autorité de leurs conclusions par l'adhésion obtenue d'hommes appartenant aux écoles et aux langues les plus diverses, réunis et confondus enfin dans une parfaite croyance aux mêmes vérités scientifiques.

Il est facile de reconnaître, depuis la réunion de Paris de 1905, à quel point ce rapprochement des personnes et des idées a contribué à l'avancement de la science et de la phtisiothérapie. Je n'ai point compétence pour traiter ce sujet et je me garderai de le tenter. Mais il suffira de rappeler l'objet des études poursuivies par les six sections scientifiques constituées il y a deux ans à la Conférence de Bruxelles; — prédisposition, voies infectieuses, lait, thérapeutique et vaccination, notation internationale de la tuberculose pulmonaire,

radiation solaire, — pour voir avec quelle ampleur les questions techniques du plus haut et du plus profond intérêt sont désormais mises à notre ordre du jour et pour prévoir les résultats que doit donner cette parfaite division du travail, cette coordination rigoureuse des recherches aboutissant à une connaissance universelle des résultats obtenus dans chacun de nos pays.

*
* *

Mais si la méthode scientifique peut être perfectionnée par les efforts et par les travaux de notre Association, si nos discussions ont souvent permis de définir clairement et de développer les moyens médicaux de dépistage, de diagnostic et de cure, de faire leur place dans l'armement antituberculeux aux dispensaires, aux sanatoriums, aux hôpitaux spéciaux, aux hospices et aux asiles de dernier refuge, et d'adapter ainsi à chaque degré, à chaque condition de la maladie l'instrument scientifique le plus efficace, il va sans dire que, dans l'ensemble de l'action antituberculeuse, c'est surtout la méthode sociale dont l'étude est notre domaine propre et qui fait l'objet principal de notre propagande et de notre enseignement. Que la tuberculose, si justement nommée la « maladie de misère », soit *une maladie sociale* dans ses causes et dans ses effets et qu'elle ne puisse par conséquent être définitivement vaincue que par l'alliance des moyens sociaux et des moyens médicaux, c'est aujourd'hui une vérité démontrée que nul ne songe plus à contester. Brouardel, dont je parlais tout à l'heure, a fait à cet égard au Congrès de Paris en 1903 un exposé magistral, qui est resté dans toutes vos mémoires. C'est de cette époque que date une formule qui dit bien tout ce que nous voulons dire et qu'employait, au même Congrès de 1903, le président Casimir-Périer : « Contre la tuberculose, mal social,

l'assistance purement médicale est insuffisante. » Et bientôt on ajoutait : « Contre la tuberculose, mal social, non seulement l'assistance médicale, mais toute l'assistance est insuffisante. C'est dans les instruments plus puissants que donne seule la prévoyance sociale que peuvent être recherchés le moyen de combattre et le moyen de triompher. »

Aussi bien, en déclarant insuffisante l'assistance purement médicale, nul n'avait jamais songé à diminuer par là même le rôle du médecin. Il s'agissait de l'accroître, au contraire, et c'est le rôle nouveau, le rôle vraiment social du médecin, tel que l'a si bien défini le professeur Landouzy, qu'on apercevait dès les premiers jours, comme contenant la formule de l'action victorieuse de demain.

Le médecin ne se bornant pas à soigner le malade une fois la maladie déclarée, le médecin prévoyant la maladie, cherchant à la prévenir, en discernant la prochaine invasion dans l'état de santé apparent, remontant au delà de l'enfant lui-même jusqu'aux parents pour y trouver, dans une hérédité douteuse, les germes possibles du mal prochain, le médecin, comme je l'ai dit ailleurs, non pas seulement médecin de la maladie, mais médecin de la santé, non pas seulement médecin de l'individu, mais médecin de la famille, médecin de la société, de la race, le médecin « empêcheur de maladie plus que guérisseur de malade », suivant l'énergique formule du professeur Landouzy : c'est à lui, à ce combattant, dont le rôle dans la bataille est définitivement et si puissamment agrandi, qu'il s'agit en somme de remettre le sort de cette bataille, et c'est à l'alliance de la science médicale ainsi comprise et de la science sociale, telle que la pratiquent enfin aujourd'hui les hommes d'Etat dignes de ce nom, que sera dû, si nous savons nous faire entendre de l'opinion publique, le triomphe définitif.

*
* * *

Alliance des savants et des administrateurs, alliance de l'initiative privée et des gouvernements, telles ont été formulées, dans nos conférences de Bruxelles et de Stockholm en particulier, les conditions du problème. Alliance entre eux pour tous les moyens de lutte, non seulement à certains jours, mais à toutes les heures, puisque, comme Brouardel encore l'a dit d'un mot, si net et si juste : « Tout est social dans cette question : il n'y a pas d'heure où la Société puisse se désintéresser de la lutte ».

Et c'est en effet en ce sens que, peu à peu, nos conférences ont dégagé les règles générales de l'organisation de cette guerre pour la vie.

Il s'agit de combattre la tuberculose et dans l'individu et dans tout son milieu : il s'agit de la combattre avant la naissance de l'individu, en préservant la santé de ses parents, en le protégeant contre les risques de l'hérédité morbide; il s'agit encore de le protéger dans sa mère au moment des couches; il s'agit encore de le protéger dans tous les milieux qu'il doit traverser au cours de sa vie, de le défendre contre les risques que lui fait courir la collectivité, en même temps que l'on protégera la collectivité elle-même contre les risques que l'individu devenu malade lui fera courir à son tour. Hygiène de l'école, hygiène de l'armée, de la prison, de l'atelier; hygiène des administrations publiques, hygiène des chemins de fer, des navires et de tous les moyens de transport en commun; hygiène des locaux habités et particulièrement des habitations passagères, hôtels, maisons garnies, etc., des théâtres, des restaurants et des autres lieux de réunion; désinfection pendant et après la maladie; désinfection après la mort; et, pour parvenir

à la rendre générale et efficace, déclaration des causes de mort et, sous les réserves et dans la mesure où l'opinion peut l'accepter, déclaration de la maladie elle-même.

Que de problèmes, que de difficultés, mais, en même temps, que de mesures nécessaires, indispensables, qui, toutes, sont étudiées dans nos conférences annuelles et pour chacune desquelles vous êtes arrivés, Messieurs, successivement aux conclusions les plus nettes, les plus pratiques et les plus facilement réalisables. Toute la défense de l'individu sain contre le péril collectif, et toute la défense de la collectivité contre le péril que lui fait courir le malade, c'est bien le problème tout entier que vous vous êtes posé et qu'avec une persévérance indomptable vous arriverez à résoudre enfin.

*
* *

Est-ce tout? Vraiment non. Il ne suffit pas encore de combattre la tuberculose par une prévoyance attentive dirigée contre la naissance ou la communication du germe lui-même. Ce n'est pas seulement la cause prochaine spécifique du terrible mal qu'on essaie de rechercher et de faire disparaître. On a dit depuis bien longtemps que le mal éclatait par la rencontre d'un milieu contaminé et d'un terrain prédisposé. Duclaux a dit ce mot terrible : « La tuberculose tient compte de la hiérarchie sociale et frappe *de préférence* les malheureux. » Ce sont donc toutes les causes d'affaiblissement de l'organisme humain, causes lointaines, causes sociales, dont nous devons nous soucier. C'est l'alcoolisme, le taudis, la nourriture insuffisante, le salaire insuffisant qui sont nos ennemis. Rien, dans la vie du citoyen, dans celle de l'ouvrier, du fonctionnaire, du soldat, dans la vie de la famille, rien de ce qui peut, chez chacun de ces enfants ou de ces hommes,

constituer un affaiblissement, une moindre défense contre le mal possible ne doit être perdu de vue par nous, être écarté de nos études, ni échapper à nos enseignements.

Enseignement, c'est presque le dernier terme du problème. Je me rappelle ces paroles de notre éminent collègue Landouzy : « Le premier en date comme en importance des moyens sociaux antituberculeux, c'est l'éducation hygiénique générale, l'éducation antituberculeuse, et d'abord l'éducation hygiénique à l'école, dans toutes les écoles, à l'école primaire comme à l'école secondaire, comme à l'école ménagère, comme à l'école industrielle ou agricole, comme aux écoles supérieures et comme à l'école du soldat. » Il faut que l'opinion publique soit gagnée à notre cause et pour cela, c'est l'éducation de « tout le monde » qui doit être faite. C'est la disparition des préjugés et des ignorances qu'il faut poursuivre partout. C'est la préparation complète des esprits et des consciences au devoir social de défense de la vie humaine qu'il faut assurer, si l'on veut vaincre.

A Rome, au Congrès de 1912, quelqu'un disait : La lutte contre la tuberculose est désormais une *fonction d'Etat*. Mais, par l'Etat, je ne veux pas entendre simplement la puissance publique, communale, régionale ou nationale, le gouvernement proprement dit du pays. Ici, l'Etat, c'est le cas de le répéter, c'est « tout le monde ». C'est tout le monde qui est menacé, c'est tout le monde qui doit être protégé, et c'est tout le monde qui doit être instruit pour comprendre la nécessité de la protection et pour y collaborer dans la mesure de ses forces. C'est tout le monde, mais encore, ces deux mots-là ont deux sens. Chacun de nous dit tout le monde en parlant de toute la population de son pays, mais nous disons tout le monde aussi en pensant à la population du monde entier. Oui,

c'est bien l'humanité tout entière dont l'avenir est en cause et c'est bien l'humanité tout entière qui doit travailler à se défendre. A mal mondial, lutte mondiale, disait Calmette. C'est pourquoi notre Association a pris dès le premier jour son caractère international.

*
*
*

J'étais il y a quelques jours à peine à Gand. Je présidais le Congrès de l'Association internationale du Chômage et j'avais la bonne fortune de trouver réunis là les représentants de deux autres associations sociales que vous connaissez bien, messieurs, l'Association des Assurances sociales et celle de la Protection légale des travailleurs. Et ces trois grandes Associations affirmaient en commun la nécessité de l'emploi d'une méthode internationale pour la défense des travailleurs ou, d'une façon plus générale, pour la défense de la Société contre l'ensemble des risques sociaux. Au premier rang des risques sociaux est le risque de mort que la tuberculose fait courir à la race humaine. « Elle est, disait, il y a plus de douze ans, le professeur Landouzy, le plus terrible fléau que la terre ait porté, elle compte à elle seule plus de victimes que n'en ont jamais faites les calamités les plus grandes, les tremblements de terre et les famines, les guerres les plus meurtrières, les épidémies les plus épouvantables. Le typhus, le choléra, la peste, en leurs incursions d'Europe intermittentes, rares et courtes, ne sont rien si on les compare à la tuberculose qui, sans trêve, sur le globe, fauche annuellement quelque chose comme deux millions de vies humaines. »

Je suis sûr que notre Association internationale contre la tuberculose pense comme les trois Associations, qui formaient il y a quelques jours la grande alliance de

Gand. Placée au poste du plus grand péril, elle voudra, elle aussi, j'en ai l'espoir, coordonner ses efforts avec ceux des autres grandes œuvres sociales internationales, qui créent aujourd'hui par-dessus toutes les frontières le réseau de l'effort humain.

Lorsqu'à certaines heures, la civilisation semble menacée par des tentatives de retour en arrière, lorsque la violence semble une fois encore reprendre sur l'esprit des hommes cet empire qui, depuis un demi-siècle, avait semblé diminuer, lorsque les meilleurs esprits sont en proie à de sombres inquiétudes sur le lendemain de la paix des nations, n'est-il pas consolant de constater qu'il y a des œuvres comme les nôtres qui, sans souci des préjugés, se dégagent des lourdes chaînes du vieil égoïsme, s'élèvent à la notion du bien de tous réalisé par l'effort de tous, et vont d'un seul esprit et d'un seul cœur vers ces sommets lointains où nous semble déjà apparaître, dans la lumière, une humanité vigoureuse et saine, vivant dans la justice, dans la paix, dans le respect du droit, dans le culte de la vérité et de la beauté?

Messieurs, un ancien président de la République française, M. Casimir-Périer, qui présidait en 1903 la réunion à Paris du bureau international contre la tuberculose, terminait son allocution d'ouverture par ces mots, que je me borne à reproduire parce qu'ils me semblent avoir résumé merveilleusement notre programme et nos espérances :

« La lutte contre la tuberculose, disait-il, exige la mobilisation de toutes les forces sociales, publiques ou privées, officielles ou volontaires. Nous sommes l'avant-garde pacifique et puissante qui ralliera sous son drapeau les esprits et les cœurs de l'humanité pensante en un élan de pitié nécessaire et de solidarité clairvoyante. »

VHI

LE DISPENSAIRE ANTITUBERCULEUX ⁽¹⁾

Monsieur le Président,

M. le Président du Conseil municipal, M. le Préfet de la Seine et M. le Directeur de l'Assistance publique vous ont montré quelle pouvait être l'importance sociale de l'œuvre que vous inaugurez aujourd'hui et quel espoir nous donne, pour le rayonnement des idées qui ont présidé à sa fondation, l'honneur que vous nous faites en assistant à cette cérémonie et en y prenant la parole.

Qu'aurai-je à dire après eux. Ils ont tout dit ; ils m'ont laissé cependant le soin de remercier les véritables auteurs de l'œuvre, réunis autour de vous. Je vous demande donc la permission d'apporter à M. le Préfet de la Seine, au Conseil municipal de Paris qui s'est montré particulièrement généreux, et au Conseil de surveillance de l'Assistance publique qui, sous la présidence de notre ami M. P. Strauss, poursuit depuis tant d'années l'étude de cette création avec la ténacité et l'indépendance qu'il a mises au service du bien public, le témoignage de gratitude, les remerciements de ceux que nous soignons : les malades et les malheureux.

(1) Discours prononcé à l'inauguration du dispensaire « Léon Bourgeois », le 12 décembre 1913.

J'adresserai des remerciements plus directs aux ouvriers immédiats et les plus actifs de l'œuvre, et tout d'abord à M. Mesureur, mon cher et vieil ami, qui, avec son énergie souriante, sa patience tranquille, poursuit inlassablement un effort, même quand il semble céder aux difficultés du moment, et plus qu'aucun autre a ainsi contribué à faire triompher notre cause. Je veux associer au nom de M. Gustave Mesureur le nom de son fils, M. André Mesureur, son collaborateur et le mien, et qui a été l'organisateur méthodique de toutes les mesures extrêmement minutieuses que comporte l'exécution d'un large plan d'ensemble.

Je veux remercier aussi les chefs de service et les chirurgiens, les médecins et au premier rang d'entre eux, M. le Professeur Landouzy, doyen de la Faculté de médecine, qui a été pour l'œuvre comme un apôtre de la première heure. Il n'a pas seulement contribué à la transformation merveilleuse de cette vieille maison, dont les salles ont pris, comme vous le disiez tout à l'heure, Monsieur le Président, un aspect joyeux ; il a été un convertisseur. Il était nécessaire, au début, qu'un des grands chefs de la Faculté se fit le représentant du corps médical pour témoigner que le service de la Tuberculose, outre sa valeur d'humanité, comporte une valeur d'études scientifiques qui ne le rend inférieur à nul autre, et fit aussi disparaître le préjugé auquel nous nous sommes si longtemps heurté.

Après de lui je remercie MM. Léon Bernard et Rist, les deux chefs de service du Dispensaire. Ils ont prouvé pratiquement l'intérêt et l'utilité d'un service purement et simplement antituberculeux, et qu'il y avait là pour de jeunes médecins un champ admirable où ils pouvaient montrer leurs aptitudes et leur dévouement. Il me semble qu'ici c'est mon devoir de reporter vers ceux qui le

méritent l'éloge qu'on avait, à tort, adressé à un seul.

Je ne me bornerai pas à citer seulement nos maîtres, mais j'associerai à leurs noms ceux de leurs collaborateurs modestes ; M. Wauthier, le visiteur principal du Dispensaire, M^{mes} les visiteuses et infirmières qui ont donné les preuves du dévouement le plus éclairé, le plus passionné en même temps.

Si l'on a pu vous dire, Monsieur le Président, que ce dispensaire ne ressemblait pas à tous les autres, c'est que son rôle est particulièrement étendu.

Au dispensaire même, le malade est, à son arrivée, dirigé sur les services de consultations, service important puisque 23.000 consultations ont été données depuis l'ouverture du dispensaire. Suivant son état le malade reçoit des conseils, des soins et s'il habite dans la circonscription du dispensaire, peut être admis au bénéfice de l'assistance. On ne pouvait pas, en effet, songer à étendre ce bénéfice à l'ensemble de la population parisienne. Le nombre des malades est malheureusement trop grand, et l'action du dispensaire eût risqué, à vouloir les secourir tous, d'être pratiquement impossible.

Une fois le malade reconnu tuberculeux et inscrit sur nos registres, le dispensaire charge d'abord un de ses agents extérieurs, visiteur ou visiteuse, de se rendre au domicile de l'assisté en vue de lui donner et de donner à sa famille, des conseils élémentaires de prophylaxie, d'hygiène et de propreté nécessaires pour réduire au minimum le risque de contagion. Le visiteur ou la visiteuse s'enquiert amicalement de la situation et des besoins du malade ou de sa famille, et, s'il le juge utile, il provoque l'intervention des services généraux de l'Assistance publique. Une visite administrative détermine alors le degré d'intérêt que le malade présente et le montant du secours qu'il doit recevoir. Combien de difficultés

ont été déjà résolues dans cette tâche extérieure du dispensaire! Il y a quelques jours j'écoutais, ici même, la lecture de lettres échangées entre les familles malheureuses et les visiteurs, et je remarquais quelles relations confiantes, affectueuses même, s'étaient établies entre eux. Ce sont ces relations imprégnées de sentiments si profondément humains qui expliquent l'influence vraiment salutaire du personnel sur les malades.

Déjà le rôle du dispensaire d'autrefois s'est précisé et prolongé. Mais, lorsqu'on est allé dans la famille, que l'on a donné les premiers secours et conseils, la tâche est seulement commencée. Ou le malade faiblement atteint peut être laissé dans sa famille et alors il reste simplement sous la surveillance des visiteurs et des médecins; ou, son état étant plus grave et les ressources de la famille plus restreintes, il est admis à la cure du dispensaire.

Vous avez traversé les salles largement éclairées et aérées où les malades, auxquels est accordé le régime dit de demi-pension, reposent silencieusement sur des chaises longues, de 8 h. 1/2 du matin à 5 h. 1/2 du soir. Ils reçoivent deux repas et une indemnité de 0 fr. 50 à 1 fr. 50 pour subvenir à leur déplacement.

Mais ceci est encore insuffisant. On ne peut soigner le tuberculeux en se désintéressant de sa famille. C'est pourquoi celle-ci bénéficie non seulement des secours qui peuvent, par notre intermédiaire, leur être attribués sur les fonds des bureaux de bienfaisance ou provenir des propres fonds affectés à notre service, mais encore d'une série d'aides diverses sous forme d'alimentation, de vêtements, de désinfection, tendant toutes à améliorer l'hygiène de la famille.

D'autre part toute une série de mesures sont prises en faveur des enfants. S'ils ne présentent aucune trace de

contagion, l'OEuvre Grancher, où nous bénéficions de 107 bourses, nous permet d'isoler l'enfant encore sain, de le placer à la campagne dans les meilleures conditions d'hygiène et sous la surveillance d'un médecin. Les enfants simplement anémiés, et pour lesquels l'isolement ne s'impose pas, peuvent être envoyés par nous dans des colonies de vacances. Enfin pour ceux qui sont déjà contaminés, le sanatorium d'Hendaye nous offre toutes ses ressources.

Donc, action sur le malade, action sur sa famille, action sur son logis, et apercevez cette conséquence, action extérieure sur les maisons, le quartier et la ville elle-même. Car les renseignements que nous prenons sur les malades, les fiches que nous dressons, nous les utilisons dans l'intérêt public. Mille fiches ont été ainsi établies, qui sont à la fois des fiches personnelles renseignant le service médical sur l'état de santé et les antécédents du malade, le service administratif sur la situation de la famille et le service de la statistique de la Ville sur l'état social du malade, et par conséquent du quartier et de la ville elle-même. Une véritable information sanitaire s'établit, dont la valeur est telle que l'on a pu s'en servir, comme l'a fait M. Juillerat, dont vous connaissez tous les importants travaux, pour l'entreprise d'une action publique de plus en plus énergique et précise.

Qu'y a-t-il encore d'essentiel dans l'œuvre ? Ce dispensaire n'est pas isolé, il se rattache à toute une action d'ensemble, à tout un plan général de lutte contre la tuberculose ; là est le fait véritablement nouveau. Ce que nous voudrions, c'est que ce que l'on a appelé « le dispensaire hospitalier » fût compris de telle façon *qu'il possédât et procurât toute l'aide médicale et l'aide sociale à l'individu tuberculeux, à n'importe quel moment de sa maladie, depuis la période qui précède le commencement*

de cette maladie jusqu'au jour heureux de la guérison ou jusqu'au jour fatal de la mort, de manière qu'il n'ait pas été un seul instant privé soit de cette aide médicale, soit de cette aide sociale.

Il doit se passer ici quelque chose d'analogue à ce qui se passe dans l'armée. La « liaison » des différentes armes est la condition de la victoire. Eh bien ! il faut lier les différents instruments d'action, il faut que cette liaison existe à tous les moments de la bataille, c'est-à-dire à toutes les heures de la vie. Cette liaison, nous nous sommes efforcés de la créer dans ce type de dispensaire hospitalier : liaison de la maison du malade avec le dispensaire, liaison du service intérieur du dispensaire avec les services intérieurs des quartiers spéciaux de l'hôpital lui-même et avec des hôpitaux suburbains ou asiles-abris. A l'hôpital Laënnec, on a créé des quartiers de tuberculeux comprenant deux cent vingt-six lits, et comme les trois chefs de service du dispensaire sont en même temps les chefs de service de ces quartiers, ils peuvent y faire entrer leurs malades. En dehors de Paris, comme service suburbain, nous avons Brevannes, où sont envoyés ceux de nos malades dont le séjour dans un air meilleur est jugé indispensable. Plus loin encore, nous avons le sanatorium d'Angicourt et des sanatoriums privés, comme Villemain, où nous faisons un certain nombre de placements. Bientôt, enfin, grâce à un legs récent, nous aurons un Asile important aux Mureaux.

Par une série d'actions méthodiques, le malade aura, à toutes les heures de sa maladie, le régime et le placement qui lui conviendront le mieux : chez lui, au dispensaire, à l'hôpital, dans un sanatorium.

C'est cette coordination des efforts que notre éminent doyen, M. le professeur Landouzy, a voulu exprimer tout à l'heure de façon originale en me remettant ce petit

papier sur lequel il a dessiné une main — que j'appellerai « la main de Landouzy » — et qui montre comment, vers chacune des extrémités de ses doigts, rayonne l'action centrale, qui vient non seulement du poignet, mais de la tête et du cœur pour porter secours au malade à tous les degrés de sa maladie, pour préserver et protéger la famille, la maison, le quartier et la ville. Mais ce qui est réalisé n'est qu'un exemple trop limité... La méthode est trouvée. Elle est très simple, mais elle exige beaucoup d'efforts et beaucoup d'argent. Nous n'avons pu jusqu'à présent agir que dans un cercle restreint; il est nécessaire maintenant de créer partout dans Paris des centres d'action et de combat comme celui-ci.

J'espère que, prochainement, sera réalisé le projet qui prévoit la création d'un nouveau dispensaire, analogue à celui-ci, à l'hôpital Cochin, où, depuis l'an dernier, déjà, des quartiers spéciaux pour tuberculeux ont été aménagés. D'autres initiatives devront être prises à Paris. Mais cela suffira-t-il? Il importe que tout le pays puisse s'assurer pour la lutte contre la tuberculose par l'union de tous les services d'assistance et d'hygiène. C'est ce qui nous a décidés avec mes collègues Ribot, Ferdinand-Dreyfus, Lourties et particulièrement P. Strauss — que je suis heureux de saluer ici et de féliciter, car il a été l'un des promoteurs de la lutte, — à déposer au Sénat une proposition de loi qui tend à faciliter et à encourager les initiatives des divers services, des communes, des départements et de l'Etat, pour la création et le fonctionnement des dispensaires.

C'est une tentative de cette sorte que nous avons essayé de réaliser à Paris, avant le vote de notre proposition, grâce au concours du Conseil municipal qui, je l'espère, n'hésitera pas à renouveler les efforts qu'il a consentis.

Nous vous sommes, Monsieur le Président, profondé-

ment reconnaissants de votre visite. Elle est pour le personnel admirable de l'Assistance un haut encouragement à poursuivre sa tâche d'abnégation et de dévouement éclairé, et elle donne une approbation éclatante à l'œuvre d'organisation méthodique qu'il est indispensable de poursuivre pour le salut de notre pays.

D. — LE TRAVAIL

Hygiène du travail.

I

LA LOI DE DIX HEURES ⁽¹⁾.

Messieurs, à la fin de ce débat qui a duré déjà plusieurs séances, il me semble inutile de reprendre en détail la discussion des arguments qui ont été fournis de part et d'autre, et qui ont été exposés aussi complètement que possible. Je voudrais indiquer les vues d'ensemble et les raisons essentielles qui ont déterminé le Gouvernement à accepter l'héritage des cabinets précédents, auteurs du projet de loi actuellement en discussion devant vous, et à vous en demander aujourd'hui le vote, d'accord avec la Commission du travail.

La vue d'ensemble de ce projet se résume en quelques traits. Le principe, c'est la journée de dix heures pour les adultes, dans tous les établissements industriels où une durée inférieure de la journée de travail n'est pas déjà établie par des lois spéciales.

Actuellement, il existe trois régimes pour la durée du

(1) Discours prononcé à la Chambre des députés, le 29 février 1912.

travail effectif des hommes adultes : la loi de 1900, qui fixe la limite de la journée de travail à dix heures dans les ateliers où travaillent également des femmes et des enfants; la loi de 1848 qui établit la journée de douze heures pour les adultes, dans les établissements industriels qualifiés usines et manufactures, c'est-à-dire, en gros, qui se servent de moteurs mécaniques, ou qui emploient plus de vingt personnes.

Enfin, pour les adultes hommes, travaillant sans femmes ni enfants, qui ne sont pas soumis à la loi de 1848, aucune limite n'est prévue.

Tel est l'état actuel de la législation française.

Qu'en résulte-t-il? Une inégalité très grande entre les salariés des différentes industries comme entre les patrons de ces différentes industries et une prime, depuis la loi de 1900, à ceux des patrons qui éliminent le travail de la femme et de l'enfant, et qui, en éliminant l'enfant, contribuent à aggraver la crise de l'apprentissage. Voilà les faits qui, je crois, ne sont contestés par personne.

Il a semblé, pour ainsi dire, dès le lendemain du vote de la loi de 1900, que cette situation ne pouvait pas durer fort longtemps. Si je dis « dès le lendemain du vote de la loi de 1900 », ce n'est pas que nous n'ayons considéré la loi de 1900 comme une loi bonne en elle-même, même excellente à certains points de vue, mais on s'est vite aperçu que cette loi, incomplète, ne visant que certaines catégories d'ouvriers, allait créer précisément des inégalités de situation, engendrer des difficultés, susciter des injustices.

La nécessité d'une modification de cet état de choses est donc aussitôt apparue. Ce matin même, en relisant le compte rendu des débats auxquels donna lieu le 24 novembre 1902 une interpellation de M. Lhopiteau, je rele-

vais cette réponse de M. Trouillot, alors ministre du Commerce — remarquez que nous ne sommes, messieurs, que deux ans après la promulgation de la loi de 1900.

« Nous croyons — disait M. Trouillot — qu'il y aura lieu avec la Commission du travail, que la Chambre doit bientôt nommer, d'examiner dans un tout autre esprit les propositions fort intéressantes qui se sont déjà produites, de rechercher s'il n'est pas possible de combiner toutes les dispositions actuellement existantes sur la réglementation du travail et un peu embarrassantes par leur complication, en une législation unique, qui aurait ce double caractère d'être à la fois plus générale et plus souple; plus générale, c'est-à-dire s'appliquant à tous les adultes également, qu'ils travaillent seuls ou dans les ateliers mixtes, qu'ils travaillent dans les ateliers ou dans les usines, et en même temps plus souple, c'est-à-dire promettant des dérogations pendant certains jours pour certaines industries avec des tolérances plus larges pour les adultes. »

Il semble, messieurs, que ce soit l'exposé même des motifs du projet de loi que nous discutons.

Ainsi, vous le voyez, les dispositions qui vous sont proposées sont loin d'être improvisées. Le projet actuel est né à la suite des débats de la loi de 1900, dont il est pour ainsi dire l'héritage.

Une loi générale établissant l'unité du régime de la durée du travail est nécessaire; voilà le point sur lequel l'accord s'est fait depuis longtemps. Sur quelles bases, sur quelle durée de la journée de travail cette unification peut-elle se faire?

Messieurs, ce sont les faits qui répondent eux-mêmes à cette question. On ne peut songer à unifier en reculant, en reportant à un chiffre d'heures plus élevé — pour un certain nombre d'usines, d'industries et d'ouvriers

qui bénéficient déjà de la loi de dix heures — le travail commun de l'industrie. Cela est impossible. On ne peut donc prendre pour base que la journée de dix heures déjà accordée à une partie considérable de l'industrie française. On y est pour ainsi dire conduit par la nécessité des faits si on veut établir cette unité législative qui donnera en même temps la souplesse nécessaire à l'ensemble de l'industrie. On est obligé par les faits à prendre pour base commune la durée de dix heures, c'est-à-dire la base même de la loi de 1900; on y est conduit par la logique de l'esprit et par la logique, beaucoup plus puissante encore, des choses. En effet, par le développement économique normal, la journée de dix heures est devenue pour un nombre considérable de nos industries le régime de fait qui s'accommode le mieux à la fois aux ouvriers et aux employeurs.

Cet usage pratiqué par les trois quarts environ des établissements industriels français, il s'agit de le transformer en un droit commun. Avec les dérogations que le projet a eu le souci de ménager, nous donnons une base légale, définitive à une organisation de fait déjà presque semblable à celle que nous vous demanderons d'approuver. Pratiquement, voilà la loi : un usage presque généralisé fixe à dix heures la durée de la journée de travail dans l'industrie française. L'unification de la journée de travail est rendue pour ainsi dire inévitable; il faut prendre cette durée de dix heures comme base du droit commun; voilà l'esprit, voilà la portée de la loi et les raisons qui nous la font défendre devant vous.

Cependant une opposition assez vive et — laissez-moi le dire — assez récente s'est manifestée contre la loi. Je dis « assez récente », car il ne faut pas oublier que la loi que nous discutons a été, sous une autre forme plus complète, mais en somme visant au même but, déposée dès

1906. Il y a, par conséquent, six ans que la Chambre est saisie du projet tendant à fixer la journée des ouvriers adultes à dix heures.

Ce projet n'a pas été simplement examiné dans les commissions, la discussion en est venue à la Chambre même et, dès 1908, une longue et ample discussion s'ouvrait dans cette Assemblée.

Depuis, un nouveau texte, celui sur lequel nous discutons, a été élaboré par le Gouvernement; la Commission du travail en a été saisie; des études approfondies ont été faites par elle et, au cours de ces quelques années, il ne semblait pas qu'il s'élevât une opposition très vive contre les dispositions qu'elle examinait.

C'est tout récemment que des manifestations, qui se sont multipliées et qui sont devenues très ardentes, se sont produites.

Je cite des faits et des dates, ils n'ont rien qui puisse vous émouvoir.

M. CASSADOU. — Ce n'est pas à vous que s'adressent les réclamations. Elles répondent à une interruption formulée par un de nos collègues de l'extrême gauche.

A l'extrême gauche. — Appelons-les « libérales », si cela peut vous faire plaisir.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Toute opposition doit être considérée avec attention, parce qu'elle représente incontestablement des intérêts, peut-être des droits que nous avons le devoir à notre tour d'examiner et de respecter dans la mesure où ils sont respectables. Ce n'est pas douteux. Mais enfin souvenons-nous que des oppositions semblables se sont produites à peu près contre toutes les lois touchant la réglementation du travail.

Il s'en est produit contre la loi de 1898 sur les accidents du travail; elles ont été plus vives peut-être que celles qui se produisent aujourd'hui.

Souvenons-nous que la loi de 1900 sur les ateliers mixtes a soulevé, elle aussi, des résistances extrêmement vives et qu'avant de devenir la loi de 1900 elle a subi l'épreuve de nombreuses discussions. Il en a été de même de la loi du 2 novembre 1892 qui a soulevé des débats passionnés et je rappelle avec satisfaction qu'au cours de ces discussions, M. Jules Roche, avec une très grande éloquence, s'est prononcé ici en faveur du principe de cette loi.

M. JULES ROCHE. — Nous en avons exclu les adultes.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Mais vous aviez dit que, pratiquement, la durée de dix heures pour les femmes entraînait celle de dix heures pour les hommes et vous ne vous en effrayiez pas. Je me contente de rappeler le très beau discours que vous avez fait.

Une résistance de ce genre est presque inévitable chaque fois qu'il s'agit de toucher à une organisation aussi complexe et aussi étendue que celle du travail national.

Toute législation nouvelle trouble des habitudes établies, des intérêts respectables et qui, comme tous intérêts permanents, sont habitués à se considérer comme des droits.

Toute réforme de ce genre, qui comporte un sacrifice de certains intérêts particuliers — il faut le reconnaître — soulève des résistances. Mais la considération de l'intérêt général l'emporte sur la considération des intérêts particuliers, et les intérêts particuliers eux-mêmes, dès lors qu'ils s'aperçoivent qu'on a tâché de les ménager dans la plus large mesure possible, s'inclinent devant la considération de l'intérêt général. Le consentement général se fait, la paix s'établit sur les bases de la réforme accomplie.

C'est là ce que je voudrais faire apercevoir à la Cham-

bre : il est possible, il est probable, nous avons le droit d'espérer qu'il en sera de même après cette réforme nouvelle.

M. LE MARQUIS DE DION. — Et s'il n'en était pas de même?

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — L'opposition dont je parle n'est pas une opposition politique, je m'empresse de le dire.

M. EMILE DUMAS (Cher). — Elle est conservatrice, tout simplement!

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Permettez-moi de donner une preuve de mon affirmation. Il y a des collègues appartenant à des groupes très divers de cette Assemblée, qui sont partisans de la réforme, pour des raisons d'ordre économique, et non pour des raisons d'ordre politique.

Je puis citer l'honorable M. de Mun qui a précisément soumis à la Commission du travail un projet qui va plus loin que le nôtre.

J'ai donc le droit de dire qu'il n'y a pas pour moi de considérations politiques dans ce débat.

M. LAUCHE. — Les adversaires les plus irréductibles de la loi sont chez vos amis.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Nous verrons cela au vote!

M. LAUCHE. — Je désire me tromper.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Ce n'est donc pas, disais-je, une question politique. J'ajoute que l'opposition n'est même plus une opposition de principe.

Dans une récente séance, l'honorable M. Beauregard disait très spirituellement :

« Je n'ai pas invoqué le vieux dogme libéral parce qu'il n'aurait eu aucun effet sur vous. »

Eh bien! permettez-moi de dire qu'au contraire je suis

très sensible à la considération de la liberté nécessaire et que je ne suis pas de ceux qui oublient que la liberté doit être défendue, et très énergiquement défendue. Mais la liberté est une chose et le devoir en est une autre; et ce qu'il s'agit de déterminer, c'est précisément la limite où la liberté cesse devant le devoir. C'est cette limite que nous avons à déterminer aujourd'hui, et M. Beauregard lui-même paraissait indiquer que la question se posait, en effet, de cette manière, puisqu'il ajoutait :

« Je ne m'embarrasse pas de principes qui ne me permettraient pas de courir sus à des abus évidents. Je crois que le droit du législateur est d'empêcher ce qui, très évidemment, dépasse les limites des forces humaines. »

Il reconnaissait donc qu'il y avait là un droit à intervention qui, du moment qu'il ne dépasserait pas la limite juste et nécessaire, serait légitime et devrait être sanctionné par le Parlement.

M. AYNARD. — M. Beauregard n'est pas présent en ce moment et peut-être confondez-vous l'ironie avec l'adhésion.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — En aucune façon.

M. AYNARD. — M. Beauregard n'a rien abandonné de ses principes. Seulement, comme c'est un homme pratique, il s'est mis *in medias res* et a discuté la loi telle quelle.

Permettez-moi, puisque c'est un de mes meilleurs amis, en son absence, de faire cette rectification ou du moins de préciser quelle a été sa pensée.

Vous vous étonneriez que je ne fisse pas cette interruption, dont je m'excuse.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Si j'avais en quelque manière interprété les paroles de M. Beauregard, je comprendrais très bien qu'il y ait lieu de prendre sa défense.

Mais je n'y ai nullement songé. Je me suis borné à lire un paragraphe très simple et sur lequel nous sommes d'accord. D'ailleurs, il n'y a rien là qui puisse toucher M. Beauregard. Je ne me serais pas permis de parler d'un absent s'il s'était agi de l'attaquer.

Je ne veux pas lire à la Chambre les admirables paroles que M. Jules Roche prononçait devant elle en 1892. Il ne suffit pas de faire de l'histoire, il s'agit d'aller au fait.

Cette intervention de l'Etat qu'on critique s'est-elle donc toujours produite du même côté, du côté du travail?

Mais non. L'intervention de l'État en matière économique se produit dans les deux sens. Elle se produit, qu'on l'approuve ou qu'on la condamne, dans le sens de la protection de l'industrie, lorsqu'il s'agit ou de droits de douane ou de primes à accorder. C'est l'intervention de l'Etat dans l'intérêt de l'industrie elle-même.

On a considéré qu'il y avait un intérêt national à la sauvegarder. On n'a pas hésité à intervenir et en intervenant on a, dans une certaine mesure, faussé cette loi de l'offre et de la demande qu'on prétend devoir être la règle absolue. On l'a fait, parce qu'on a trouvé qu'il y avait un intérêt national à le faire.

La même raison qui légitime l'intervention de l'Etat en matière douanière, au profit de la production industrielle nationale contre la production étrangère, légitime l'intervention de l'Etat lorsqu'il s'agit de protéger cette autre source de la production nationale, le travail.

Ce que nous avons à chercher dans cette question, c'est non seulement la limite du droit de l'un et du droit de l'autre, je le disais tout à l'heure, mais la limite du devoir de chacun envers tous.

Je me rappelle la parole d'un de mes vieux maîtres de l'École de droit, Ortolan, professeur de droit pénal. Cherchant la limite de l'intervention de la loi pénale, il

disait : « Jamais plus qu'il n'est juste, jamais plus qu'il n'est utile. » Je dirais volontiers en matière d'intervention de l'Etat : « Jamais plus qu'il n'est juste, jamais plus qu'il n'est utile, mais autant qu'il est juste, autant qu'il est utile. » Voilà la limite vraie du droit d'intervention de l'Etat.

M. BOUDOINT. — Nous sommes d'accord sur les principes.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — C'est une question de fait à étudier. Cependant on semble vouloir, au début même de la discussion de ce projet de loi, élever certaines barrières, certains obstacles contre le développement régulier et rapide de cette discussion.

Des questions préjudicielles sont posées ; je les examine rapidement.

On nous a demandé pourquoi nous n'avions pas soumis la question au Conseil supérieur du travail. Cela est vrai et cela tient à des causes diverses que j'ai déjà indiquées tout à l'heure.

C'est une loi dont les sources sont très anciennes ; elle est la conséquence immédiate de la loi du 10 mars 1900 ; elle avait été préparée dès 1906, discutée à la Chambre dès 1908 et lorsque le projet de M. Viviani, en novembre 1910, a été soumis à la Chambre, les membres patrons du Conseil du travail, à l'issue de leur session de 1910, considérant sans doute que cette question était déjà posée devant les Chambres depuis assez longtemps, ont demandé non pas une délibération du Conseil supérieur du travail, mais une enquête auprès des chambres de commerce et des intéressés, si bien que je peux laisser de côté cette objection.

Nous connaissons d'ailleurs l'avis des membres patrons — ils l'ont publié — et aussi l'avis des membres ouvriers, qui ont déposé des projets de vœux pour la généralisation de la journée de dix heures.

La véritable question posée est donc celle d'une enquête ; et les membres du Conseil supérieur du travail, et ceux de nos collègues qui ont déposé une motion préjudicielle, tendent au même but : l'enquête.

La Commission du travail peut-elle être considérée comme n'ayant pas fait l'enquête ? L'enquête peut être faite sous des formes différentes. Il est certain que si l'on s'imaginait pouvoir délibérer et faire adopter une loi sociale de cette importance sans connaître en quoi que ce soit l'opinion des intéressés, on s'exposerait à une critique fondée ; mais la Commission du travail a-t-elle procédé de cette manière ?

Si elle n'a pas fait l'enquête sous la forme du questionnaire adressé à tous les chefs d'industrie ou représentants de l'industrie et du commerce, elle a largement ouvert ses portes à tous ceux qui ont eu des explications à lui demander ou des renseignements à lui fournir.

M. le rapporteur a analysé avec le plus grand soin les avis des chambres de commerce ; la Commission a entendu en plusieurs séances les représentants des chambres, des syndicats, des groupements patronaux, de tous ceux qui avaient qualité pour intervenir du côté des chefs d'industrie et, avec la plus grande loyauté et les plus grands détails, le rapporteur de la Commission, M. Godart, a fait connaître le résultat des déclarations et des réclamations des intéressés. Par conséquent, l'enquête qu'on vous demande de faire ne nous apprendrait rien de plus que ce que contient le rapport de la Commission du travail. Elle ne vous donnerait pas de renseignements nouveaux sur cette question qui nous préoccupe.

Quelle est l'opinion des chefs et des patrons de certaines industries sur cette réforme ? Sont-ils favorables : Sont-ils hostiles ? Cette réponse est dans le rapport de la Commission. En bloc, sous la forme absolue de la délibé-

ration prise, l'opposition des groupements patronaux est presque unanime, c'est-à-dire qu'il semble qu'une même formule ait été remplie et signée par les représentants de toutes les industries.

M. COLLIARD, *président de la Commission*. — C'est très exact.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — En fait, lorsque les représentants de ces industries sont venus devant la Commission, il y a eu des nuances très sensibles dans l'attitude de chacune des catégories d'intéressés. Il y a deux temps, comme on dit, dans l'attitude que prend un groupe d'intéressés en présence d'une réforme de ce genre. Il y a le premier temps : répondons non, parce que si nous pouvions, par une réponse négative absolue, arrêter le mouvement de la réforme, tant mieux ! Mais il y a un second temps : il y a cette pensée toute naturelle tirée de l'expérience, qu'il n'est pas facile d'arrêter des réformes.

C'est comme un courant qui, peu à peu, use les digues et les barrières et finit par filtrer et par pénétrer, et l'on pense qu'il vaut mieux, beaucoup mieux considérer en face le mouvement que de s'y opposer, voir ce qu'il y a de possible, de réalisable, d'acceptable dans la réforme qui s'annonce, la regarder de plus près, discuter, négocier et aboutir à des transactions.

C'est ce qui s'est passé, en réalité, dans les conversations, dans les entrevues qui ont eu lieu devant la Commission. On a entendu, en effet, un certain nombre de représentants de l'industrie. Ils ont reconnu qu'en fait la réforme était possible. Ils y ont mis certaines conditions.

Les uns disent : « Oui ! nous acceptons la réforme, elle est possible. » N'oublions pas, en effet, qu'elle est acceptée par certains d'entre eux.

D'autres disent : « Nous l'acceptons à certaines condi-

tions. » Certains demandent que les paliers soient plus prolongés, que le temps dans lequel s'accomplira la réforme soit plus éloigné ; d'autres demandent que les dérogations soient réglées d'une manière différente, que le nombre d'heures soit plus considérable et distribué d'une autre façon, que les patrons restent libres d'employer à leur gré les heures supplémentaires dans des conditions différentes de celles du projet.

M. FRANÇOIS FOURNIER. — En résumé, on veut que la loi soit inefficace.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je me borne à analyser le caractère qu'a pris l'opposition. J'indique que cette opposition a pris des caractères différents et, si nous consultons les délibérations et les conversations qui ont eu lieu dans le sein de la Commission, nous constatons que nous ne sommes plus en présence d'un *non possumus*. Nous n'avons donc plus le droit de dire que c'est toute l'industrie française qui s'oppose à la réforme qui lui est demandée.

J'ajoute que, si nous voulions résumer la question, en ce qui concerne l'enquête, dans les termes les plus simples, nous pourrions dire : Admettons que l'enquête — ce qui n'est pas — révèle, d'un côté, la résistance unanime des chefs d'industrie ; admettons que, de l'autre, elle révèle la volonté unanime des organisations ouvrières ; que faudrait-il faire ? Il faudrait arbitrer ; il faudrait voir où est la vérité et la justice, étudier le fond. Par conséquent, il faut que nous nous placions en face du fond du problème et que nous tâchions de le résoudre équitablement.

M. LE MARQUIS DE DION. — Dans deux ans, on tiendra le même raisonnement pour la journée de huit heures, puis pour la journée de sept heures, puis pour celle de six heures.

Il n'y a pas de raison pour que cela cesse.

M. FRANÇOIS FOURNIER. — C'est le progrès du machinisme.

M. LE MARQUIS DE DION. — Jusqu'à la ruine de l'industrie française, les mêmes arguments seront soutenus, et de la même manière.

M. EMILE DUMAS (Cher). — Quand vous serez ruiné, vous viendrez nous trouver, nous vous aiderons à vivre.

M. LE MARQUIS DE DION. — Le jour où les riches seront ruinés, les pauvres mourront complètement de faim.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Du pain pour tout le monde, voilà ce que nous désirons.

Monsieur de Dion, vous dites que dans deux ans, on parlera dans les mêmes termes de la journée de huit heures...

M. LE MARQUIS DE DION. — Oui.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je vous dirai qu'il y a dix ans, pour la loi de 1900, l'argument était le même.

Par conséquent, discutons la loi nouvelle ; nous ne discutons pas la loi de demain, pas plus que nous ne revenons à celle d'hier.

M. LE MARQUIS DE DION. — La portée de la loi nouvelle n'est pas du tout la même que celle de la loi de 1900. Autrement dit, nous sommes sur une échelle, et nous la descendrons jusqu'à ce que nous soyons en bas.

M. BOUDOINT. — Jusqu'à la ruine finale.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Nous n'avons pas l'air de nous ruiner.

Il y a une autre question préjudicielle qui doit être également examinée. C'est celle — je ne sais pas si elle a pris forme dans une proposition déposée actuellement à la Chambre — de la portée internationale de la loi, c'est la question de savoir si on ne devrait pas subordonner le vote de la loi à une entente internationale.

Je vous avoue que j'ai beaucoup réfléchi à cette question, parce qu'elle est grave, parce qu'elle domine, en effet, le débat et qu'elle a besoin d'être examinée de très près.

Nul plus que moi, je n'ai pas besoin de le dire — je suis presque un professionnel de la matière — n'est partisan de cette action internationale qui permet de réaliser des réformes dans des conditions de sécurité, de tranquillité complètes. En droit public, en droit privé, dans la législation sociale, il a été rendu de très grands services par les accords internationaux. Je rappellerai l'Association pour la protection légale des travailleurs, l'Association des assurances sociales, l'Institut de droit international, l'Association internationale pour la lutte contre le chômage, dont je suis moi-même président, qui ont poursuivi sur le terrain international la réforme des législations de droit privé ou de droit public. Par conséquent, je ne suis pas adversaire de l'idée ; je crois qu'elle est bonne.

Mais voici ce que mon expérience m'a suggéré en cette matière. La méthode du recours à une conférence internationale ne peut être une méthode exclusive. Il y a des cas où elle est féconde et des cas où elle ne peut pas aboutir. Il y a des cas où, si l'on devait attendre l'accord entre les différents pays, on l'attendrait toujours, on ne l'obtiendrait jamais...

M. FRANÇOIS FOURNIER. — Aussi les adversaires de la loi s'en servent-ils comme d'un moyen dilatoire.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — ... si certains faits ne l'avaient pas pour ainsi dire déterminé.

Je rappelle, en ce qui touche le travail des adultes, la tentative faite par la Suisse dès 1880. Sur la proposition du colonel Frey, la Suisse a invité les puissances à une conférence pour réglementer le travail des adultes. La

conférence n'a pas abouti. En 1889, le Congrès international ouvrier de Roubaix a pris l'initiative d'une proposition du même genre et, la même année, un congrès qui n'était plus une assemblée ouvrière, le Congrès international d'hygiène de Bruxelles, a adopté une résolution analogue. On n'a abouti à rien. Je ne rappellerai pas la tentative faite par l'empereur d'Allemagne en 1890. Elle n'a eu aucun résultat, elle n'a abouti qu'à des vœux.

M. PLICHON. — C'est la France, à ce moment, qui a refusé d'inscrire à l'ordre du jour la limitation du travail des adultes.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Elle n'était pas la seule. C'est peut-être une raison pour qu'elle prenne aujourd'hui l'initiative inverse.

Pour aboutir à l'établissement d'une législation internationale, il faut, à mon avis, plusieurs conditions. Quand il s'agit d'une proposition qui touche seulement aux sentiments d'humanité, mais non aux intérêts immédiats, alors, oui, le mouvement de propagande dans une conférence internationale, sans réalisation préalable dans un pays déterminé, peut suffire, parce qu'on ne trouve pas dans chaque pays le bloc d'intérêts qui se défend. Mais là, au contraire, où, comme dans le cas actuel, il s'agit d'une législation qui touche profondément l'organisation même du travail et les intérêts qu'elle groupe, s'il n'y a pas eu déjà une réalisation sur un point déterminé, une expérience faite, un exemple donné — M. l'abbé Lemire l'a dit l'autre jour en termes saisissants — si aucune nation ne veut rien comprendre avant d'aller à une conférence internationale, elles en sortiront toutes sans avoir rien réalisé.

M. VICTOR DALBIEZ. — C'est pourquoi il faut donner l'exemple.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — C'est ce qui se passerait

vraisemblablement, certainement, si aucun des pays intéressés à cette réglementation nouvelle du travail ne consentait à prendre l'initiative de la réalisation de la réforme.

Ainsi nous revenons à la même question : la réforme est-elle injuste, est-elle dangereuse ? Si elle est juste et si elle n'est pas dangereuse, entreprenons-la.

Nous obtiendrons ainsi, dans des conditions déterminées, le consentement des autres pays qui, sans ce geste, nous ferait défaut ; nous aurons avec nous ce que Bismarck appelait « les impondérables », la force de l'opinion.

Les ouvriers des autres pays diront à leurs patrons : Vous n'avez plus le droit de nous refuser cette réforme, puisqu'elle est déjà réalisée dans un grand pays voisin, la France ; ce serait une double injustice, injustice vis-à-vis de nous et injustice vis-à-vis de ce pays, de nous refuser plus longtemps l'amélioration réalisée ailleurs avec succès.

Par toutes ces voies, à travers toutes ces questions d'ordre préjudiciel, j'en reviens à la même position de la question : c'est en elle-même qu'il faut étudier la réforme ; laissons de côté la procédure et voyons le fond.

Que peut craindre notre industrie de l'application de la loi ? On a objecté tout d'abord — M. Charles Benoist l'a dit l'autre jour — que la principale préoccupation, même pour ceux qui pratiquent dès aujourd'hui la journée de dix heures, c'était la rigidité d'une réglementation uniforme pour toutes les industries et pour toutes les branches de la production nationale.

« Cette réglementation, disait-il, puisqu'elle est uniforme, ne saurait avoir la souplesse nécessaire dans les cas de presse et de production hâtive. Ceux qui font dix heures aujourd'hui les font parce qu'ils y trouvent un

avantage, mais ils n'y sont pas forcés ; si demain leur intérêt était autre, ils modifieraient leur méthode de travail. Cette faculté doit être maintenue dans l'intérêt de la production. »

Le rapporteur, M. Godart, a déjà opposé à cette objection un argument très fort et que tout le monde a approuvé ici : c'est que, dans la grande industrie, ces accroissements subits de la production, ces coups de feu, tiennent souvent à des causes qu'il serait possible de faire disparaître.

Si les grandes administrations publiques, si l'Etat, si les compagnies de chemins de fer, faisaient d'une manière plus régulière, plus continue, les commandes des fournitures qui leur sont nécessaires dans un certain délai, il y aurait déjà beaucoup moins de coups de feu et de crises ; il y aurait moins de ces hauts et de ces bas, de ces va-et-vient, aussi fâcheux pour le patron que pour l'ouvrier.

Mais le projet de loi n'assure-t-il pas précisément cette souplesse nécessaire ? Lisez-le attentivement ; vous y constaterez un système de larges dérogations qui accorde soixante journées de travail à douze heures pour toutes les industries et quatre-vingt-dix journées à douze heures pour les industries en plein air, avec ce système de « compte courant » non seulement par établissement, mais par atelier, lorsque l'établissement comprend des ateliers de professions distinctes — comme l'a expliqué si clairement l'autre jour M. Godart. Donc, au point de vue des dérogations, toute facilité est donnée, dans une mesure raisonnable, pour parer au coup de feu.

Si vous considérez encore les exceptions de l'article 2, relatives aux opérations continues effectuées par équipes successives, pour les cas d'accidents et de force majeure, ne constatez-vous pas qu'on a assuré à la loi cette large

souplesse — nécessaire à l'industrie, nous le reconnaissons bien volontiers.

Pas de rigidité aveugle. Le projet admet toutes les facilités d'accommodation pour l'industrie française. Le texte comporte assez de dérogations, assez d'exceptions, trop même, au dire de certains...

Je ne suis pas de ceux qui disent « trop », parce que je suis d'avis qu'il faut acclimater la loi, la faire accepter ; elle ne doit pas entrer dans les usines comme une loi de combat, elle doit y pénétrer comme une loi de justice et de paix. Je souhaite que les dérogations soient assez larges et les exceptions assez libérales pour que notre industrie puisse s'en accommoder. Or, étant donnés les termes des différents paragraphes de l'article 2, cette souplesse nécessaire est réalisée et l'esprit libéral de la loi ne peut être contesté.

Mais que se passera-t-il pour les branches de notre industrie qui ne sont aujourd'hui soumises ni en droit ni en fait au régime de dix heures ?

Il a été cité beaucoup de chiffres à cet égard et il est difficile de discuter des statistiques à la tribune.

Oui, je le reconnais, — j'ai l'habitude de ne pas esquiver les objections et de les regarder en face — oui, une certaine réduction de la production nationale peut se produire à la suite de l'adoption d'une loi de ce genre, comme elle s'est produite à la suite de la réduction de la durée du travail dans tous les pays et sous toutes les conditions.

Mais quelle sera l'importance et quelle sera la durée de cette réduction ? Nous pensons qu'elle sera passagère et nous ne la croyons pas suffisante pour porter une atteinte sérieuse à la production de notre pays.

Dans toute production industrielle où domine la machine, quatre éléments sont à considérer. Je vous

demande pardon, j'ai l'air de dire une vérité de La Palisse, mais c'est pour pouvoir plus clairement analyser le problème. Ces éléments sont la durée du travail, le rendement horaire de ce travail, le taux du salaire et le prix de revient.

Or, on observe, non seulement en France, mais dans tous les pays, que de ces quatre éléments de la production, le rendement horaire et le salaire tendent à s'élever partout et dans toutes les industries, et la durée du travail et le prix de revient tendent à s'abaisser. Voilà un fait.

M. AYNARD. — Le rendement horaire, monsieur le ministre? Si vous faisiez une enquête dans l'industrie française, vous constateriez une crise du ralentissement du travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Laissons de côté les causes passagères.

M. ALBERT THOMAS. — C'est un phénomène universel, monsieur Aynard.

M. LE MARQUIS DE DION. — La théorie est toujours belle, mais la pratique est beaucoup plus difficile.

M. AYNARD. — Quand vous avez pris la parole, monsieur le ministre, au début de la discussion relative aux habitations à bon marché, vous avez dû constater que, dans l'industrie du bâtiment à Paris, d'après la confédération générale du travail elle-même, et d'après les chambres syndicales de Paris, le prix de la main-d'œuvre s'était élevé à Paris de 25 p. 100, et en même temps que le rendement de la main-d'œuvre s'abaissait dans la même proportion, de 20 à 25 p. 100. C'est une des causes de la cherté des loyers. Peut-être cette constatation a-t-elle été faite non par vous, mais par M. Dumont, mais elle garde toute sa force.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'ai dit d'une façon générale, et mon affirmation ne saurait être contredite, que

dans toutes les industries et dans tous les pays l'effort des industriels tend à augmenter le rendement horaire. Le travail matériel de l'ouvrier n'est pas le seul facteur qui augmente le rendement horaire ; le perfectionnement de l'outillage et de la machine y contribue plus encore.

M. LE MARQUIS DE DION. — Les prix de vente diminuent dans la même proportion.

M. EMILE DUMAS (Cher). — Votre journal dit le contraire, monsieur de Dion-Bouton.

M. CASSADOU. — Il se produit un mouvement parallèle à l'étranger.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Qu'aurait donc fait, alors, l'industrie universelle depuis un demi-siècle, sinon augmenté le rendement horaire grâce au perfectionnement de l'outillage et de la machine ? C'est à cela que se sont employés les industriels, et c'est ce qui leur a permis de développer dans le monde la prospérité inouïe dont nous sommes les témoins.

M. GEORGES POTIÉ. — C'est le perfectionnement du machinisme, en effet.

M. EDOUARD AYNARD. — Je vous demande respectueusement, monsieur le ministre, la permission de vous soumettre une observation.

Vous dites la vérité : l'augmentation de la production est en partie le résultat des découvertes scientifiques incessantes qui permettent l'emploi de machines toujours meilleures, élevant de plus en plus la production.

Mais il y a un autre élément, le travail ouvrier, et celui-là est atteint d'un ralentissement dangereux, soit sous des formes violentes, soit simplement par indolence propagée. Il y a des industries, je pourrais vous en apporter de trop nombreux exemples, dans lesquelles le travail ouvrier a baissé : à Paris, pour le bâtiment, dans

la proportion de 20 à 25 p. 100. Et l'on s'étonne de la cherté grandissante !

Il ne faut pas confondre le progrès qui vient de la science, de la machine, de l'invention, avec le progrès dans la production qui pourrait provenir d'un plus grand travail ouvrier. Ce n'est pas l'état de choses actuel. Le progrès machiniste ne fait que compenser la diminution du travail manuel.

M. VICTOR DALBIEZ. — Vous voudriez réserver pour vous seuls les progrès qui résultent de la machine.

M. EDOUARD AYNARD. — On a le regret de le constater, le travail ouvrier est ralenti ; il constitue à lui seul une diminution latente des heures fixées par la loi. Le travail de la machine, en accroissant de plus en plus sa puissance, atténue cette fâcheuse situation.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'ai parlé du rendement horaire, monsieur Aynard ; j'ai parlé non du rendement du travail individuel de l'ouvrier, mais du rendement horaire de l'usine, de l'industrie.

Je sais bien que dans les éléments de ce rendement il faut compter le travail individuel et le travail de la machine. Et vous ne contesterez pas que le progrès se mesure à ce fait que de jour en jour la part de la machine dans la production l'emporte sur la part du travail individuel. Et c'est précisément parce que les progrès de la machine augmentent le rendement horaire, que plus la machine jouera un rôle important, plus le rendement horaire ira en augmentant...

M. LEMIRE. — C'est évident.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — En tout cas, il n'y a pas de polémique sur ce point.

M. LAUCHE. — Jamais les bilans des compagnies métallurgiques n'ont été aussi élevés.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'analyse des faits.

Le problème industriel est donc le suivant : abaisser encore le prix de revient, malgré la réduction du nombre d'heures de travail et l'augmentation des salaires, grâce à un meilleur rendement. Comment se pose ce problème pour le législateur ?

Grâce à l'augmentation régulière du rendement horaire, peut-on diminuer le nombre des heures de travail, et jusqu'à quelle limite, sans faire varier le salaire et le prix de revient ? Si l'on peut obtenir que l'augmentation régulière du rendement horaire compense sensiblement la diminution de la production résultant de la diminution des heures de travail ; si, par conséquent, les deux autres éléments de la production, fixation du salaire et prix de revient, ne sont pas changés, le problème est résolu.

J'ai d'abord à citer un exemple très intéressant, très connu, mais sur lequel mon attention a été appelée depuis quelque temps ; c'est l'exemple de certains établissements de l'État. Dans les ateliers de construction de l'artillerie nationale, le nombre des heures de travail a été diminué depuis 1904 dans une proportion assez considérable. J'ai demandé à mon collègue M. le ministre de la Guerre, de me renseigner sur les conséquences de cette diminution du temps de travail et voici ce qui m'a été répondu : Le travail a été réduit dans les établissements constructeurs de notre artillerie nationale de dix à neuf heures en 1906 et de neuf heures à huit heures et demie en 1908 ; ces réductions progressives des heures de travail, prudemment accomplies dans ces établissements, avec les paliers nécessaires, ont pu jusqu'aujourd'hui être réalisées sans fléchissement sensible des rendements totaux et sans variation sensible des prix de revient. Grâce à quoi ? Grâce naturellement au perfectionnement continu de l'outillage, à une meilleure organisation du travail, à un ensemble de mesures semblables

à celles dont un de nos collègues, grand industriel, dont vous ne contesterez pas la compétence, M. Grosdidier, esquissait l'autre jour le tableau.

Il est certain que pour réduire sensiblement le temps du travail sans modifier les autres éléments du problème, il faut un effort considérable et réciproque, un effort d'intelligence dans la direction, un effort de bonne volonté dans le personnel. C'est la condition grâce à laquelle on obtiendra le rapprochement des deux éléments, par le libre consentement de chacun d'eux, pour le bien commun qui résultera de leur accord mieux établi.

Dans les établissements de la guerre dont je parle, vous voyez qu'avec deux paliers prudemment ménagés on est arrivé à réduire d'une heure et demie le travail et à l'abaisser à huit heures et demie.

Arrivera-t-on plus tard à huit heures ? Je l'ignore. Ce que je puis dire, c'est qu'on est arrivé à huit heures et demie dans ces délais sans toucher aux deux éléments indispensables, le rendement et le prix de revient.

M. BOUDOINT. — Il n'y a pas de frais généraux, à l'administration de la guerre.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'ai pris cet exemple parce que j'étais très heureux de l'occasion qui m'était offerte de rendre hommage à la direction sage et prévoyante de l'un des établissements militaires qui contribuent le plus à la défense et à la puissance de notre pays. Mais il y a d'autres exemples, à l'étranger notamment.

Je ne relirai pas, après M. le rapporteur et après les orateurs qui se sont succédé à cette tribune, les dépositions faites à l'étranger dans des enquêtes célèbres ; je ne relirai pas la déposition de M. Chamberlain qui est arrivé à faire la diminution des heures de travail pour 10.000 ouvriers sans modifier — il l'a déclaré très haute-

ment — les résultats économiques de son entreprise. Je rappellerai les témoignages qui sont partis de ces bancs. Je citais M. Grosdidier il y a une minute ; mais il n'a pas été le seul ; d'autres industriels vous ont déclaré à cette tribune ou de leur place — et d'autres sont prêts à le déclarer — être arrivés à des résultats semblables grâce à de la persévérance, de l'ingéniosité, grâce à toutes les qualités qui sont celles des véritables chefs d'industrie.

Ils y parviennent. Le tout est dans la mesure ; il ne faut aller ni trop vite ni trop loin, mais nous devons compter que, loin d'être une cause d'arrêt de notre production, ce sera pour ainsi dire le coup de fouet, l'excitation nécessaire à l'ingéniosité, à la bonne volonté des patrons. Entre ceux qui ont réalisé la journée de dix heures et ceux qui ne l'ont pas réalisée — nous serons tous d'accord là-dessus — il faut bien reconnaître que ce sont les patrons les plus intelligents, les plus actifs, les plus prévoyants qui ont fait la réforme avant que la loi les y contraigne.

Messieurs, je ne voudrais pas entrer dans des détails trop longs, car j'ai déjà beaucoup retenu l'attention de la Chambre.

M. EMILE DUMAS (Cher). — C'est très intéressant.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Voyons en fait, au point de vue de la journée de dix heures, où en est l'industrie française.

Le rapport de M. Godart vous a rappelé la statistique de 1910 à laquelle on remonte généralement. C'est celle que nous trouvons dans le rapport de M. Waddington. Les chiffres, qui n'en sont pas sensiblement contestés, fixent à 73 p. 100 le nombre des établissements industriels français qui ne font pas plus de dix heures.

On a demandé, dans une précédente discussion, si le nombre des ouvriers était proportionnel au nombre des

établissements. *A priori*, cela pouvait être vraisemblable. Tout le monde sait, en effet, que ce sont les établissements à grand nombre d'ouvriers qui ont, les premiers, pu réaliser une réduction des heures de travail. C'est généralement dans les établissements puissants que peut se faire, par une organisation générale de la production, une diminution du temps du travail. Il y avait donc lieu de supposer que si 73 p. 100 des établissements en France ne dépassaient pas dix heures, le nombre des ouvriers employés dans ces établissements devait répondre au moins à cette proportion de 73 p. 100.

Je n'ai pu avoir à cet égard — car il n'existe pas de statistique complète sur ce point — des chiffres tout à fait exacts.

Je vais cependant vous en présenter quelques-uns : ils résultent de l'ensemble des rapports de nos inspecteurs, dont j'ai confié l'analyse à M. Fontaine, directeur du travail, dont vous connaissez tous la compétence en ces matières. Je répète que je les présente, non pas comme la vérité définitive, mais comme une approximation suffisante pour nous donner une idée de la situation.

Il y a actuellement, en France, 2.130.000 travailleurs hommes adultes dans les établissements industriels — ceci n'est pas contesté — dont 1.181.000 adultes dans les ateliers mixtes relevant de la loi de 1900. Donc la différence, 949.000 ouvriers — soit 44,5 p. 100 — n'ont pas la journée légale de dix heures, et parmi eux 436.000 font douze heures...

Messieurs, je sais ce qu'ont d'ingrat ces documents, cette discussion de chiffres. Je crois cependant qu'ils sont utiles, si nous voulons nous éclairer. Je vous prie de m'accorder encore un peu d'attention.

Je disais que sur 2.130.000 travailleurs hommes adultes, en France, 1.181.000 travaillent sous la règle de la loi de

1900, c'est-à-dire avec la limite de dix heures, dans les ateliers mixtes ; 949.000 échappent à cette limitation, savoir : 436.000 peuvent travailler douze heures sous le régime de la loi de 1848, et 513.000 se trouvent dans des établissements n'ayant aucune limite de travail légale.

Mais sur ces 949.000 ouvriers, qui représentent légalement le chiffre des ouvriers non soumis à la loi de dix heures, le directeur du travail, se basant sur le relevé des inspecteurs, a pu calculer que 365.000 ont, en fait, la journée normale de dix heures.

Si on ajoute donc aux 1.181.000 ouvriers de la loi de 1900 ces 365.000 qui, sans que la loi soit intervenue pour eux, ont, en fait, la même durée de travail, nous en trouvons 1.545.000 environ faisant la journée de dix heures. Et si on ajoute encore les femmes et les enfants qui font dix heures et qui sont 1.268.000, on trouve que le total des travailleurs, 2.130.000 adultes, 1.268.000 femmes, soit 3.398.000 personnes, se répartit ainsi : 1.545.000 hommes, 1.268.000 femmes, soit 2.813.000 personnes qui ont en fait la journée de dix heures.

Remarquez que ce chiffre de 2.813.000 personnes représente près de 83 p. 100 du total des ouvriers français. Par conséquent, vous voyez qu'en fait le problème est près de sa solution.

Je sais bien qu'il faut tenir compte des heures supplémentaires qui sont accomplies dans des cas déterminés et sont assez nombreuses là où il n'y a pas de réglementation légale. Je sais que ces chiffres ne sont pas d'une précision absolument mathématique. Mais sans insister sur ces chiffres, en présence du pourcentage de 73 p. 100 qui représente la proportion des établissements industriels où la journée normale est de dix heures, nous avons le droit d'affirmer que la même proportion au

moins peut être considérée comme atteinte quant au nombre des ouvriers adultes.

M. TOURNADE. — Alors, à quoi bon légiférer, si vous avez déjà satisfaction à raison de 83 p. 100 de la population ouvrière?

M. JACQUES-LOUIS DUMESNIL. — Dans ces conditions, pourquoi protestez-vous?

M. GEORGES BONNEFOUS. — Ce n'est pas la peine de faire une loi.

M. BOUDOINT. — On ne fait pas de lois pour les cas exceptionnels.

M. CASSADOU. — Cette statistique prouve que, sans aucune intervention du législateur, la réforme peut s'opérer d'un commun accord entre ouvriers et patrons.

M. TOURNADE. — Vous faites une loi pour l'exception quand l'usage établi vous donne satisfaction par avance.

M. CÉSAR TROUIN. — C'est une consécration de l'usage.

M. ARTHUR ROZIER. — Nous ne faisons pas une loi pour l'exception, nous la faisons contre l'exception.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Dire qu'il y a 25 p. 100 d'ouvriers adultes qui ne bénéficient pas encore de la réduction de la journée de travail à dix heures, ce n'est pas dire que la réforme est partout réalisée et qu'il ne reste plus rien à faire. Dire qu'un ouvrier sur quatre travaille dans des conditions que nous ne considérons pas comme suffisamment humaines, ce n'est pas dire que la réforme est déjà accomplie en fait. Il faut faire pour le dernier quart des travailleurs français l'effort qui a réussi pour les autres. C'est accomplir une œuvre de justice que de placer ces travailleurs dans la situation à laquelle ils ont droit.

M. JACQUES-LOUIS DUMESNIL. — C'est la protection de la minorité.

M. TOURNADE. — J'avais toujours pensé qu'on légifèrait pour la majorité et non pour la minorité.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'ai dit qu'il y avait environ 25 p. 100 d'ouvriers adultes pour lesquels la loi jouera. Voilà le fait que je crois avoir établi. Dès lors, peut-on vraiment redouter que l'application de la loi expose l'industrie nationale à des risques graves? Voyons ce qui se passe à l'étranger. On nous dit : à l'étranger, il n'y a pas de limite légale; vous allez donc placer la France dans une situation d'infériorité dangereuse.

Mais on oublie deux choses. D'abord que certains pays ont limité légalement la durée du travail à onze heures. C'est le cas de la Suisse et de l'Autriche. Or nous commençons par utiliser un palier où la durée de la journée du travail sera réduite à onze heures seulement. D'autre part, à l'étranger, il se produit le même phénomène que chez nous. Là aussi, indépendamment de la législation, s'est accomplie une évolution, lente ou rapide, suivant les pays, vers la journée de dix heures. Et l'on peut dire que dans beaucoup de pays étrangers la grande majorité des établissements industriels se sont déjà placés, en fait, sous le régime de la journée de dix heures et en sont ainsi à peu près au même point que nous. Certains sont même plus avancés que nous. Si, en droit, deux pays seulement se sont imposé la limite de onze heures, en fait, la Belgique seule, parmi nos concurrents directs, offre une certaine résistance à l'évolution vers la journée de dix heures. Il faut le dire nettement, c'est là qu'est la difficulté. Mais partout ailleurs, en Allemagne, en particulier, la moyenne de fait est de dix heures et même, grâce à la législation sanitaire qui, en Allemagne, s'applique bien plus rigoureusement que chez nous, la journée de travail est fixée à huit ou neuf heures dans un certain nombre d'industries.

La grande industrie britannique jouit de la « semaine anglaise » dont bénéficient aussi, dans ce pays, un grand nombre de petites industries. La semaine anglaise donne à chaque journée une durée de neuf à dix heures, soit une moyenne de moins de dix heures.

D'après une enquête récente des enquêteurs anglais qui ont fait une étude remarquablement précise des conditions du travail dans divers pays, il est établi que la journée aux Etats-Unis est plus courte qu'en Angleterre.

En Autriche, la journée légale est de onze heures, mais, en fait, dans un grand nombre d'industries la durée du travail est limitée à dix heures.

Enfin en Suisse, où la loi a fixé la journée à onze heures, le Conseil fédéral propose la journée de dix heures. M. Godart a inséré dans son rapport le message du Conseil fédéral demandant aux assemblées nationales suisses le vote de la loi de dix heures, dans des considérants d'une grande netteté et d'une grande force. Le Conseil fédéral estime que la réforme est tout à fait mûre.

Voilà où l'on en est. On est arrivé en somme à ce point où le progrès s'accomplit de la même manière dans les différents pays qui sont nos concurrents ; et nous nous trouvons aujourd'hui dans une quasi-égalité vis-à-vis d'eux, au point de vue de l'état de fait. Or, cet état de fait étant très voisin de la journée de dix heures, la réforme légale ne ferait pas courir à notre industrie le risque considérable qu'invoquent ses adversaires.

Il y aura évidemment à franchir une période de transition. Mais cette période ne comportera pas des difficultés énormes et elle sera probablement assez courte.

M. PAUL BEAUREGARD. — En réalité, nous n'en savons rien.

M. LACHE. — Vous le saurez après.

M. PAUL BEAUREGARD. — Personne n'en sait rien.

Pas plus vous, monsieur le ministre, que nous ; c'est l'inconnu !

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Ce qui n'est pas l'inconnu, c'est l'état de fait des autres pays, état qui est très analogue au nôtre et qui se rapproche de la journée de dix heures.

En voulez-vous encore un exemple ? J'ai passé sous silence tout à l'heure le tableau de la durée du travail dans les industries de la ville de Paris. Ce tableau a été dressé par les services de la préfecture de police. Le voici :

« Grands ateliers des compagnies de chemins de fer, ateliers du métropolitain, ateliers de la compagnie du gaz, constructeurs-mécaniciens, charpentiers de fer, serruriers, etc., etc.

Toutes les industries parisiennes y sont représentées. En parcourant les colonnes où est indiquée la durée du travail pour tous les semestres de 1908 à 1911, je constate que pour une seule de ces industries, la journée de travail est encore égale à onze heures. Pour toutes les autres, la durée du travail est de dix ou même de neuf heures.

Tels sont les résultats de l'enquête faite à Paris.

A l'extrême gauche. — On ne peut plus dire que c'est l'inconnu.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Si notre honorable collègue M. Beauregard avait assisté au début de mes observations, il saurait que j'ai, moi-même, rappelé les risques à courir, les objections opposées au projet, les obstacles à surmonter. Je n'ai rien dissimulé, et j'ai affirmé que la prudence exigeait que l'on ne dépassât pas la limite exacte des améliorations que peut supporter l'industrie française, étant donnée la situation présente.

Mais ne soyons pas trop pessimistes. L'industrie fran-

çaise n'est pas dans un si mauvais état qu'on le dit. Nous avons coutume d'en parler comme si elle supportait des charges qui l'obligeraient à lutter, à se débattre, sans pouvoir se développer. Or la prospérité de la France au point de vue économique et financier n'est pas douteuse.

Le ministère des Finances a publié, il y a trois semaines, le rapport de M. Maurice Bloch, sur l'évaluation de la propriété bâtie. Qu'y lisons-nous? En France, la propriété bâtie s'est augmentée de 1900 à 1910 dans les proportions suivantes :

Augmentation en nombre des propriétés bâties en dix ans : 310.000; augmentation en valeur locative, 494.499.000 francs; augmentation en valeur vénale, 7 milliards 680 millions.

Si vous appelez cela s'appauvrir, où sera la richesse?

Ces chiffres ont été publiés dans le *Journal officiel* il y a quinze jours. Vous pouvez tous les contrôler.

Voyons maintenant notre commerce extérieur. C'est bien là l'un des signes les meilleurs de la prospérité de notre industrie nationale. J'avais été frappé des chiffres bruts considérables auxquels s'est élevée l'exportation de l'Allemagne dans ces dernières années, comparativement aux chiffres de l'exportation de la France. Ces chiffres nous avaient été rappelés encore au cours de la présente discussion.

J'ai demandé que l'on fit l'analyse de ces chiffres en les rapportant à l'unité d'habitant. Car on nous écrase toujours avec les chiffres totaux, mais on ne fait pas l'opération qui, seule, permet d'apprécier la prospérité réelle, c'est-à-dire qu'on oublie de rechercher le rapport existant entre le chiffre total de la production d'un pays et le nombre total de ses habitants.

C'est là la seule manière de comparer la situation des

individus dans divers pays, leur degré de prospérité ou de misère.

Eh bien ! voici, pour la période de 1880 à 1910, les chiffres que j'ai relevés pour les exportations de la France et de l'Allemagne, chiffres ramenés au nombre des habitants.

Depuis 1880 notre population n'a malheureusement guère augmenté. Elle a passé de 37 millions à 39.600.000, tandis que celle de l'Allemagne passait de 45 millions à 64 millions.

Je laisse de côté les importations, puisqu'on n'y cherche pas le signe de la force d'expansion d'une industrie.

M. MOLLE. — C'est une erreur économique, d'ailleurs.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — C'est une question dans laquelle je n'entrerai pas, pour ne pas surcharger ma discussion ; je considère donc simplement les exportations. Elles se sont élevées en France, de 1880 à 1910, à 3.400 millions, à 3.700 millions, à 4.100 millions et à 6 milliards.

En Allemagne, elles se sont élevées successivement à 3.000 millions, 4.200 millions, à 5.900 millions, à 9 milliards passés.

Il est évident que la comparaison absolue de deux chiffres donne une supériorité incontestable à l'industrie allemande. Mais si vous les reprenez, par tête d'habitant, vous trouvez que ces exportations se sont élevées en France de 92 fr. 60 à 97 fr. 70, à 105 fr. 60 et à 151 fr. 60 ; et en Allemagne, de 81 francs, à 86 francs, à 105 francs et à 142 francs. A l'heure actuelle l'exportation par tête d'habitant est donc pour la France de 151 francs et n'est en Allemagne que de 142 francs. Est-ce un indice de faiblesse économique ? C'est, au contraire, une raison pour nous d'avoir confiance dans l'avenir de notre pays.

J'ai retenu longtemps l'attention de la Chambre et je

m'en excuse; mais, sans doute, estimerez-vous que ce sujet méritait votre attention.

Nous n'avons pas, en les exposant, affaibli les objections dirigées contre la loi; mais nous croyons que ses inconvénients ne peuvent pas — et de bien loin — contrebalancer ses bienfaits.

J'appelle maintenant l'attention de la Chambre, les chiffres étant donnés, sur l'autre physionomie de la question, c'est-à-dire sur son côté moral; il faut bien y penser aussi.

La loi repose sur un principe d'une haute moralité, et c'est là ce que la Chambre doit considérer avant de se prononcer. M. l'abbé Lemire l'a très éloquemment démontré l'autre jour : le travail humain n'est pas une marchandise. C'est quelque chose de plus. Ce n'est pas une marchandise dont on puisse parler comme on parlerait simplement de sommes d'argent.

Le travailleur n'envisage pas dans le contrat de travail uniquement une question de profit plus ou moins grand. Cela est aussi dans son contrat, mais il n'y a pas que cela; il engage dans le contrat de travail sa personne, l'emploi de toute son activité et de toute son activité possible pendant des années et des années, pendant toute sa vie; et bien plus, en engageant sa personne, il engage d'autres personnes : sa femme, ses enfants. Il engage la vie morale de tous les siens.

Il engage l'existence de son foyer. Voilà ce que contient au fond le problème de la durée du travail, voilà ce qui nous interdit de ne mettre en balance que des sommes d'argent. — et j'ai montré qu'on pouvait les y mettre sans grand risque. Nous devons aussi peser la personnalité, la dignité, la sécurité de la vie d'un homme.

Il s'agit donc d'un contrat d'une nature spéciale où je ne veux pas faire intervenir seulement le point de vue du

salaire, mais aussi le point de vue de la moralité; dès lors, n'ai-je pas le droit de dire : dans ce contrat où l'un de nous va aliéner quelque chose de sa liberté, je demande à l'autre ce qui est juste et humain ?

Il y a là une question d'ordre public. C'est bien là que la loi est fondée à intervenir. Elle nous dit : vous n'irez pas au delà de telle limite, car au delà vous touchez à quelque chose qui ne peut pas être mesuré, qui ne peut pas être calculé, monnayé, vous touchez à une partie de la personne humaine, vous n'avez pas le droit d'aller au delà.

C'est tellement vrai que la plupart des patrons l'ont compris. Il n'y a, dans mes paroles, de critique contre personne ; mais je suis en droit de constater que les trois quarts des patrons ont déjà fait ce sacrifice, qu'ils ont compris quelle est la limite qu'ils ne doivent pas dépasser.

Nous demandons aux autres de s'y tenir aussi, nous le demandons à ceux qui ne l'ont pas fait jusqu'à présent par ignorance, par négligence, par faiblesse, par je ne sais quelle incompréhension de leurs devoirs véritables.

Nous leur demandons d'entendre le raisonnement que nous faisons au nom de la loi et que les patrons bienfaisants ont fait eux-mêmes avant que nous ne l'imposions, puisqu'ils ont réduit dans 75 p. 100 des établissements français la durée du travail à dix heures.

Et quel sera le bénéfice social de notre loi ? Dans notre pensée, elle doit servir non pas à reconstituer le foyer familial ouvrier qui n'est pas détruit, mais à le consolider. Parmi les siens, le travailleur s'élèvera en dignité, en moralité. Il deviendra pour la France elle-même un citoyen plus vaillant, plus assuré, conscient de toutes ses responsabilités, à la hauteur de tous ses devoirs.

J'omets les conséquences heureuses mais accessoires

de la loi, telle que l'amélioration de l'apprentissage. Je ne veux pas entrer dans autant de détails. Voilà déjà trop longtemps que je parle. Je me borne à dire que si nous défendons cette loi, c'est à cause de ses conséquences directes. Ne contribuera-t-elle pas à augmenter la sécurité de l'ouvrier? On vous a dit comment les accidents vont croissant en raison du nombre des heures de travail; on vous a montré qu'ils sont plus nombreux à partir de la neuvième heure. On vous a dit aussi combien la question de l'apprentissage était liée à celle de la durée du travail.

C'est donc à cause de ses conséquences directes pour la sécurité des travailleurs que nous défendons cette loi, à cause de ses conséquences pour l'apprentissage, à cause de ses conséquences morales que je viens d'indiquer d'un mot, à cause de la nécessité pour le père de famille d'avoir des loisirs qui lui permettent de rentrer chez lui à l'heure où ses enfants ne sont pas encore endormis afin qu'il lui soit possible de voir les siens assemblés à la table de famille, réunis auprès du foyer.

Je n'ai pas entendu sans peine développer cet argument : « Si vous donnez à l'ouvrier des loisirs, qu'en fera-t-il? Etes-vous bien sûr qu'il en fera un bon usage? »

Mais certainement, il en fera un bon usage! On parle de l'alcoolisme. Je suis de ceux qui se sont occupés de ces questions d'hygiène sociale depuis longtemps; je vous demande pardon d'en parler, mais je n'ai pas puisé ma conviction seulement dans les dossiers du ministère, je l'ai puisée dans mes études quotidiennes depuis vingt ans.

Or, nous constatons que, précisément, c'est dans les industries à courte journée que l'alcoolisme est le moins développé.

Là, l'ouvrier a pu reconstituer sa vie de famille, il a pu rentrer chez lui à temps pour jouir de la compagnie des siens, il n'a pas été détourné, tenté d'aller ailleurs pour passer gaiement la soirée qui aurait été si triste chez lui, auprès du foyer éteint, sous la lampe morte, dans la maison froide. C'est là un fait évident, véritable !

Dans presque tous les pays, depuis quelques années, on a mené des campagnes très vives contre l'alcoolisme, on s'est efforcé d'entraver la contagion effrayante de ce vice social parmi les ouvriers. Or de toutes ces enquêtes auxquelles on a procédé il résulte cette constatation remarquable : c'est précisément dans les métiers les moins rémunérés, dans ceux où la journée est la plus dure, est la plus longue, que dans l'accablement et la lassitude de la journée, l'ouvrier va chercher ailleurs l'excitation factice, l'illusion de bonheur et de santé.

Il y a là deux grands intérêts en présence : ce n'est pas seulement l'intérêt personnel de l'ouvrier ou du patron — pour l'ouvrier moins de fatigue, plus de santé, plus de liberté ; pour le patron plus de production, moins de charges —, c'est de plus un intérêt supérieur qui dépasse et domine l'intérêt personnel : c'est l'intérêt commun des patrons et des ouvriers, en tant que membres du corps social.

Il faut d'abord se poser cette question : Jusqu'où peut-on aller, sans toucher à la richesse nationale, sans affaiblir le pays, pour donner à la masse ouvrière, à la race française, cet accroissement de valeur physique, intellectuelle et morale qui sera une cause nouvelle de progrès pour le pays tout entier ?

Il faut aller le plus loin possible, parce que plus nous irons loin, plus nous enrichirons le trésor du capital humain sans lequel le capital argent serait improductif, plus nous aurons accru le capital vivant.

Ce que nous voulons, c'est que l'ouvrier, comme toute personne humaine, retrouve, grâce aux lois du travail, la possibilité de son plein développement. C'est le but moral de la loi.

Et ainsi cette loi prend place dans un ensemble de réformes. Elle est une partie de cette œuvre que j'appellerai, suivant un mot célèbre, l'œuvre de réalisations sociales.

Cette œuvre, nous la poursuivons dans tous les domaines. Si nous voulons aujourd'hui, sinon achever, du moins améliorer l'organisation rationnelle et équitable du travail tout en sauvegardant la prospérité nationale, nous n'ignorons pas qu'il y a d'autres réformes à accomplir et nous les poursuivons parallèlement.

L'organisation de l'assistance contre les risques sociaux, contre les accidents, contre les maladies professionnelles, contre l'invalidité, contre le chômage, contre la vieillesse, tout cela constitue l'ensemble des tâches qu'il faut que nous poursuivions ensemble et d'accord.

Le but, le but supérieur que nous poursuivons à travers toutes les lois sociales, c'est d'assurer la vigueur et l'avenir de la race, par l'organisation de l'hygiène sociale, avec le concours de toutes les forces librement associées : mutualités, syndicats, tout ce qui est groupé, tout ce qui agit d'accord, par sentiment commun, par cordialité, par fraternité, par besoin du bien public. Toutes ces forces doivent se combiner, et l'État vient à leur aide pour permettre à toutes ces forces associées de donner leur maximum d'effet, pour le plus grand accroissement de la production nationale, pour le bien de la société.

Dans toutes ces réalisations réside une même pensée ; elles forment un plan d'ensemble pour atteindre au même but. M. Deschanel, qui n'est pas un des membres les plus avancés de cette Chambre, a prononcé une

parole que je trouve très juste. Il a dit que l'État doit être considéré non pas seulement comme un gardien des droits, mais aussi comme le moyen de développer la personne humaine. Je dirai de mon côté : Que doit être l'État ? Non pas seulement le gardien des droits que l'individu peut faire valoir à lui seul, mais le défenseur des droits dont l'individu jouirait dans une organisation juste et librement consentie, et que la coalition des forces naturelles et économiques ne lui permet pas d'affirmer et de faire triompher, sans le secours de l'aide sociale.

Eh bien ! messieurs, le projet de loi que vous discutez prétend atteindre à ce résultat. Il veut élever l'ouvrier à cette dignité et à cette sécurité qui sont les droits d'un homme libre dans une démocratie comme la nôtre.

Assurer ces droits aux individus, c'est la tâche essentielle de notre démocratie : c'est la tâche du Parlement républicain.

Nous croyons voir clairement le but, les moyens et les conditions de ce progrès social. C'est dans la paix qu'il doit aboutir, dans la paix, car la seule méthode que la nature et la science nous donnent comme certaine : c'est l'évolution, pacifique et progressive.

J'ai été frappé vivement par le mot pittoresque et profond d'un Américain : « Le passé est condamné, mais il m'a cuit mon pain. » Et, par conséquent, c'est par l'effort de la raison et de la conscience que l'avenir que nous souhaitons doit sortir de ce passé ; mais il en doit sortir par un travail continu, lent et progressif. Dans un pays où la liberté est complète, où la souveraineté nationale existe, la violence est sans droit et sans excuse. C'est seulement par la paix, je le répète et je l'affirme très nettement, que l'on peut aboutir, par l'association des libres volontés pour la vie commune, qui seule exprime la vérité.

Et nous opposons cette doctrine aussi bien à l'idée même de la libre concurrence, qui est vraie dans l'abs-trait, mais qui se traduirait en pratique par l'écrasement du faible par le fort, qu'à l'idée de la lutte des classes, parce qu'il s'agit non pas de victoire, mais de justice, non pas de guerre, mais de paix.

C'est par l'entente, par l'accord entre les classes, mieux c'est par l'accord entre les hommes sans aucune distinction de classes, que cette œuvre commune peut s'accomplir.

Quand le problème de la production humaine met en présence, en conflit, les uns et les autres, nous cherchons un but commun sur lequel tous peuvent s'accorder. Laissez-moi vous dire qu'il y a une raison et une conscience humaines et tous, patrons et ouvriers, en se laissant guider par elle, peuvent s'élever à l'idée du bien commun, de la mutuelle justice.

Ici, le bien commun que nous poursuivons est celui d'une meilleure et plus humaine organisation du travail, réalisable avec les précautions et les facilités nécessaires pour éviter toute atteinte à la production nationale, mais aussi dans les conditions indispensables pour assurer la santé, la sécurité, la dignité des travailleurs et le développement moral et social de la nation.

C'est une œuvre noble et belle, conçue dans un esprit de seule justice. Il serait d'un grand exemple, laissez-moi le dire en terminant, que cette œuvre pût être réalisée ici, comme l'a été hier l'œuvre des retraites ouvrières, par le concours de tous les partis et qu'une pierre nouvelle fût ainsi apportée à ce foyer de concorde où nous voudrions voir s'assembler et s'entendre tous les Français.

Hygiène du travail.

II

LA LOI DE HUIT HEURES DANS LES MINES ⁽¹⁾

A la séance de la Chambre des députés du 7 mars 1912, M. Albert Thomas avait demandé à M. Léon Bourgeois, ministre du Travail, ce que le Gouvernement entendait faire « avec la collaboration du Parlement pour répondre aux aspirations, aux vœux, aux revendications des ouvriers mineurs ». Ces revendications portaient sur trois points : le minimum de salaire, la journée de huit heures, l'organisation des retraites. Le ministre du Travail avait fait la réponse suivante :

Messieurs, j'ai accepté de répondre aussitôt à la question de M. Albert Thomas parce que j'estime que le Gouvernement doit toujours être prêt, lorsqu'une préoccupation s'empare de l'esprit public, à indiquer, dans toute la mesure du possible, son sentiment et ses vues, à montrer la conscience qu'il a de ses responsabilités.

Il ne m'appartient pas de parler des événements qui suspendent en ce moment la vie économique d'un grand pays voisin. Je me borne à exprimer ici, après M. Albert

(1) Discours prononcé à la Chambre des députés, le 27 mars 1912.

Thomas, le ferme espoir que cette crise redoutable — dont nous souhaitons ardemment pour nos voisins et amis la prompte et pacifique solution — n'aura sur notre industrie minière aucune répercussion dangereuse et que rien ne troublera la ferme sagesse de cette vaillante corporation des mineurs français, si laborieux, si réfléchis, chez qui se rencontrent également l'énergie dans la défense de leurs droits et la loyauté dans l'accomplissement de leur tâche personnelle ou de leurs obligations collectives.

M. Albert Thomas a rappelé quels étaient à l'heure actuelle les vœux des travailleurs de nos mines. Les Chambres n'ont cessé de s'en préoccuper et le Gouvernement, de son côté, n'a pas attendu l'heure présente pour les étudier attentivement. Il est prêt à collaborer avec vous pour en réaliser tout ce qui paraîtra réalisable.

La Chambre comprendra qu'il n'est pas possible au Gouvernement d'envisager la fixation d'un taux légal des salaires, que M. Albert Thomas n'a d'ailleurs touché qu'en passant.

La méthode très heureuse appliquée depuis vingt ans dans le Nord et le Pas-de-Calais pour la fixation contractuelle du salaire, les conventions conclues dans d'autres bassins ont été le résultat de discussions entre les représentants des patrons et des ouvriers. Le Gouvernement a toujours fait et continuera à faire tout ce qui dépend de lui pour aider à la conclusion de ces conventions.

C'est là qu'il voit — l'expérience l'a démontré — la solution à la fois pratique et rapide du problème du salaire, la plus sûre garantie de la stabilité et de la paix, également nécessaires aux chefs d'industrie et aux travailleurs.

Sur la question de la durée du travail, vous êtes, messieurs, saisis d'un très intéressant et très important

rapport présenté par M. Durafour, au nom de votre Commission des mines. Ce n'est pas dans une réponse sommaire comme celle-ci qu'il m'est possible de donner l'avis du Gouvernement sur les articles rédigés par votre commission.

Je sais, du reste, que mon ami M. Dron, président de la Commission des mines, a l'intention de demander la mise à l'ordre du jour, dans le délai le plus rapproché, du rapport de M. Durafour. Le Gouvernement s'associe à ce désir, et il s'engage à hâter pour sa part, autant que possible, la discussion de ce projet de loi. Il est persuadé qu'un effort nouveau peut être fait pour rapprocher sensiblement l'un de l'autre les textes votés par la Chambre, en 1907, et par le Sénat, en 1910, notamment en ce qui concerne la rédaction des consignes et la réduction de la durée du travail des chargeurs à la taille, hercheurs, rouleurs, de tous les travailleurs du fond, qui sont restés en dehors du régime de la loi de 1905.

Il suivra cette discussion avec ce que j'ai appelé, il y a quelques jours, l'esprit de réalisation. Il s'abstiendra nécessairement de tout ce qui n'aboutirait qu'à une manifestation vaine, mais il ira résolument, comme il l'a fait pour la question des retraites ouvrières, jusqu'au point où l'accord entre les deux Chambres lui paraîtra pouvoir être définitivement obtenu.

En ce qui concerne les vœux de mineurs relatifs aux retraites, la proposition signée par M. Albert Thomas et par un grand nombre de ses collègues n'a pas encore fait l'objet d'un rapport de vos commissions et je ne saurais évidemment en aborder l'examen. J'indique toutefois l'esprit dans lequel nous considérons le problème posé.

Nous serons nécessairement liés sur certains points par les principes que vous avez posés vous-mêmes dans

la législation générale des retraites ouvrières. Mais, en revanche, nous entendons assurer aux mineurs tous les avantages qui pourraient découler pour eux de l'application des mêmes principes et que la législation de 1894 ne leur aurait point déjà donnés.

C'est ainsi, messieurs, que si la retraite de 2 francs par jour, ou 730 francs par an, ne peut être assurée avec ce chiffre forfaitaire fixé à l'avance aux ouvriers mineurs, on peut y aboutir en fait, en remaniant notamment sur les points suivants — pour ne parler que des points essentiels — le régime de la loi de 1894 : la contribution patronale pourrait être élevée à condition toutefois que la retenue sur le salaire fût portée au même taux, de manière à respecter le principe de l'égale contribution pour la retraite par les employeurs et par les salariés.

Il serait, d'autre part, tout à fait légitime, ainsi que les précédents gouvernements l'ont déjà reconnu, d'allouer aux mineurs l'allocation viagère attribuée à tous les salariés et qui vient d'être élevée à 100 francs. Cette allocation de 100 francs accordée par la loi aux autres travailleurs français nous paraît donc devoir être de plein droit attribuée aux mineurs pour augmenter le chiffre des retraites qu'ils se procurent actuellement : dans ces conditions, avec les augmentations de versements dont j'ai parlé, les retraites se rapprocheraient très sensiblement du chiffre de 730 francs et le dépasseraient même dans certains cas.

En outre, il serait fait, bien entendu, — et nous le soutiendrons — application aux ouvriers mineurs, en cas d'invalidité permanente absolue, des bonifications prévues par l'article 9 de la loi du 5 avril 1910, et leurs veuves et orphelins auraient un droit à des indemnités analogues à celles que prévoit cette loi.

Vous voyez comment, en puisant dans la loi de 1910

elle-même un certain nombre d'avantages que n'ont pas encore obtenus les ouvriers mineurs, nous arriverons, je crois, à augmenter très sensiblement leurs retraites et à leur donner en fait les bénéfices qu'ils attendent de la proposition de loi qui les concerne.

Enfin, et ce n'est point l'objet qui tient le moins à cœur aux représentants des ouvriers mineurs, j'étudie en ce moment, de concert avec M. le ministre des Finances, en invoquant l'exemple des Caisses d'assurances de la loi de 1910, les conditions dans lesquelles leurs retraites pourraient être désormais constituées dans une caisse spéciale distraite de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; je ne peux en indiquer le détail dès aujourd'hui, mais en principe cette Caisse spéciale de retraite des mineurs serait gérée par les représentants des ouvriers, des patrons et de l'Etat.

Je crois pouvoir dire que le Gouvernement défendra ce projet avec le grand espoir de le faire triompher.

Tels sont, messieurs, les points très sommaires — je ne peux pas entrer dans le détail de la discussion — sur lesquels le Gouvernement peut, d'ores et déjà, indiquer à la Chambre le sens de ses directions. Quand il s'agit de textes de loi touchant à des intérêts aussi considérables et d'où peuvent dépendre, d'une part, la prospérité des industries les plus nécessaires à la vie économique de ce pays et, d'autre part, les conditions d'existence de plus de 200.000 travailleurs, il serait impossible d'entrer à la légère et à l'improviste dans un exposé de détail.

La Chambre aura compris, j'en suis sûr, et les travailleurs de la mine auront compris également avec quel souci profond de leurs intérêts légitimes, de leur sécurité et de leur santé, pendant les années de travail, de la dignité et de la paix de leur vieillesse, nous voulons mener à bien l'étude des problèmes posés par eux. Nous ne dou-

tons pas de leur modération et de leur confiance, ils ne douteront pas de notre esprit de justice et de notre cordiale bonne volonté.

Dès le 28 mars, la Chambre des députés discutait, après vote de l'urgence, la proposition de loi adoptée par le Sénat, modifiant la loi du 29 juin 1895 sur la durée du travail dans les mines et, le 29, à la suite de la discussion générale, M. Léon Bourgeois prononçait le discours suivant :

Ma première parole doit être pour remercier et féliciter, avec la Chambre tout entière, le rapporteur de la Commission du si remarquable exposé qu'il vient de faire et de la générosité des sentiments qu'il a exprimés avec tant d'éloquence et de sincérité.

Je serai aussi bref que possible, car l'heure presse, et nous pourrions achever aujourd'hui cette discussion, pour que le projet de loi soit voté par la Chambre avant la séparation.

Je tiens à indiquer la position que prend le Gouvernement dans ce débat.

Je rappelle d'abord, messieurs, que, dans les propositions qui vous sont soumises et sur lesquelles la Commission vous a présenté un rapport et des conclusions, sur lesquelles, à mon tour, j'aurai certaines observations et certaines réserves à formuler — je le dis dès maintenant, et la Chambre s'y attend — il n'y a pas, en somme, d'innovations audacieuses. On ne demande pas à la Chambre un vote marquant pour elle un pas considérable en avant.

Il ne faut pas oublier, en effet, que la Chambre a voté en 1907 la loi de huit heures pour tous les ouvriers du fond, abatteurs ou non, avec des règlements fixes pour le temps et la durée de la montée et de la descente, avec

limite de trente heures par an pour les dérogations. Cette disposition, depuis 1907, a été consacrée par un vote solennel de la Chambre.

Le Sénat, en 1910, n'a pas ratifié l'ensemble des votes de la Chambre. Votre Commission vous propose aujourd'hui de reprendre en très grande partie les votes émis par la Chambre en 1907.

Voilà comment se pose la question au point de vue parlementaire.

J'aborde ce débat suivant une méthode que j'ai déjà définie plusieurs fois devant vous, c'est-à-dire avec l'esprit de réalisation et la volonté d'aboutir.

Deux méthodes s'offraient à la Commission au début de cette discussion, soit demander à la Chambre de voter purement et simplement les améliorations apportées par le Sénat à la loi de 1905 et partir de ce point pour une étape nouvelle, soit, au contraire, chercher à modifier le texte voté par le Sénat et y incorporer d'ores et déjà un certain nombre d'améliorations.

C'est cette seconde méthode qui a été choisie par la Commission, et le Gouvernement l'approuve entièrement, non pas que le vote du Sénat de 1910 — il serait injuste de le penser — n'ait constitué déjà une amélioration considérable sur la loi antérieure, la loi de 1905, toujours en vigueur — mais n'oublions pas, quand nous comparons les différents textes, qu'il y a deux rapprochements à faire : l'un avec le vote de la Chambre ; l'autre avec la loi de 1905, actuellement en vigueur ; il ne serait pas juste de s'en tenir à la comparaison entre le vote du Sénat et celui de la Chambre de 1907, et de ne pas montrer les avantages que les votes du Sénat ont apportés à la législation actuelle.

Je rappellerai, très brièvement, les avantages que comportent, à cet égard, les votes du Sénat.

La loi de 1905 ne donne les huit heures qu'aux piqueurs, le vote du Sénat donne ces huit heures aux piqueurs et aux ouvriers chargés de l'entretien et du boitage; la loi de 1905 ne donne rien, absolument rien aux autres catégories de travailleurs. Le texte voté par le Sénat donne neuf heures pour le roulage, et pour les autres catégories d'ouvriers employés, conducteurs de chevaux, surveillants, chauffeurs, machinistes, il donne une durée fixée par une consigne qui sera approuvée par l'ingénieur et le ministre. Je dirai, dans un instant, que cela n'est pas suffisant, mais je constate que c'est un progrès sur ce qui existe en ce moment, puisque, à l'heure actuelle, c'est le néant.

Quant à la durée de la descente et de la remonte, la loi de 1905 ne stipule aucune règle fixe, car dire qu'il devra s'écouler huit heures entre le dernier descendu et le premier remonté ne permet aucune limitation et aucun contrôle du temps qui sépare l'heure de la dernière descente de l'heure de la première remontée. Le vote du Sénat prend le même point de départ, mais il introduit un élément d'appréciation nouveau que votre Commission retiendra et qui est la durée raisonnable du temps de la descente et de la montée; cet élément nous servira pour la définition de nos consignes.

En ce qui touche les dérogations, il n'existe pas, dans la loi de 1905, de limites réelles, car je considère comme illusoires les limites aux dérogations telles qu'elles sont déterminées actuellement.

Dire que l'on permet des « dérogations supplémentaires de deux mois renouvelables », c'est dire, en somme, qu'il n'y a pas de limite légale pouvant être réclamée par les ouvriers ou imposée aux compagnies.

Le Sénat s'est écarté du système de la loi de 1905, et il a entendu introduire une limite légale; il a fixé cette

limite à quatre-vingt-dix heures pour l'ingénieur et à soixante heures en plus pour le ministre, soit un total de cent cinquante heures.

Enfin, messieurs, la loi de 1905 ne prévoyait qu'une seule sanction : dans le cas où la cage n'était pas à la disposition de l'ouvrier huit heures après la première descente. C'est encore une disposition illusoire. Le Sénat, au contraire, a imposé des sanctions précises, dans le cas de contravention aux règles que j'ai définies tout à l'heure.

Pourquoi, messieurs, ai-je tenu, au début de mes observations, à rappeler les progrès que le vote du Sénat réalise déjà sur l'état actuel ? C'est que j'ai le devoir de considérer, ce qui se passera après le vote de la Chambre, ce que fera le ministre du Travail lorsque, la Chambre ayant voté un texte, il se présentera devant le Sénat.

Il se présentera dans l'esprit que voici : Il devra reconnaître — et il reconnaît à cette tribune pour le répéter, ensuite, devant le Sénat — ce que le Sénat a eu l'intention de faire dans l'intérêt des ouvriers. Il ne veut pas qu'on puisse dire que les paroles qui sont prononcées dans cette Chambre l'empêchent de négocier cordialement avec la majorité républicaine du Sénat pour arriver à une entente définitive entre les deux Assemblées. C'est pour cela qu'il reconnaît loyalement l'esprit du vote du Sénat.

Si le Sénat n'est pas allé assez loin pour donner satisfaction à des revendications légitimes, il s'est, néanmoins, tourné vers les ouvriers, il a fait un effort considérable et, maintenant, je puis garder l'espérance de lui faire faire l'effort complémentaire pour arriver à un accord définitif.

M. ALBERT THOMAS. — Faites en sorte qu'il soit le plus grand possible.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

— Dès le premier jour, j'ai dit que je m'efforcerai de porter le plus loin possible les points sur lesquels se fera l'accord entre les deux Assemblées.

Voilà la méthode très claire et très loyale à laquelle je me tiendrai.

M. BRIZON. — Le Sénat n'a qu'à se rallier au texte de la Chambre.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Si quelqu'un disait en riant à la Chambre, mon cher collègue, comme vous le faites en ce moment : « la Chambre n'a qu'à se rallier au texte du Sénat », vous devinez quel accueil lui serait fait.

M. BRIZON. — Nous sommes le suffrage universel.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Le pouvoir législatif est exercé par deux Chambres dont chacune a sa liberté et sa responsabilité.

Je voudrais aller aussi rapidement que possible, par conséquent, je négligerai volontairement les détails.

J'ai cherché, en m'éclairant des avis techniques les plus autorisés qui m'ont été fournis par MM. les directeurs des ministères des Travaux publics et du Travail, jusqu'où il serait possible d'aller pour hâter la réforme de la durée du travail dans les mines sans porter atteinte aux nécessités réelles de l'exploitation et de la bonne gestion de cette grande industrie nationale, et jusqu'où, par suite, je pourrais m'engager devant vous sans réserves à défendre de toutes mes forces devant le Sénat une cause que j'aurais ainsi, sous ma responsabilité, reconnue bonne, une réforme que j'aurais reconnue réalisable sans injustice et sans péril.

Quels sont les points sur lesquels la Commission de la Chambre se sépare du Sénat en ce qui concerne la réforme nouvelle ? Il y a quatre points essentiels dans la question qui nous occupe.

Il y a, d'une part, le problème de l'extension à de nouvelles catégories d'ouvriers de la réduction du nombre des heures de travail et le problème de la détermination du mode de calcul de ces heures pour tous les ouvriers de la mine.

Il y a, d'autre part, un délai à donner aux compagnies pour l'application de la loi et, enfin, une marge à leur accorder, des dérogations à autoriser en leur faveur pour leur permettre de faire faire un certain nombre d'heures supplémentaires dans certains cas déterminés.

Voilà les quatre points à considérer, et c'est de l'équilibre entre ces deux sortes de dispositions que résultera l'accord à établir.

D'abord, quelles sont, sur les deux premiers points, les diverses solutions proposées? La durée légale du travail est, d'après la loi actuelle, de huit heures pour les piqueurs seulement, c'est-à-dire pour 45 p. 100 de l'effectif. Dans le texte voté par la Chambre en 1907, elle est de huit heures pour tous les ouvriers du fond; dans le texte voté par le Sénat, elle ne s'applique qu'aux piqueurs et aux ouvriers employés à l'entretien et au boisage, soit 65 p. 100; dans le rapport de la Commission, tous les ouvriers du fond en bénéficient, sauf des catégories spéciales pouvant être évaluées à 10 p. 100 environ de l'effectif total, qui auraient une consigne.

Mais, depuis, la Commission a fait connaître qu'elle acceptait un amendement de M. Perrier qui réduirait cette dernière catégorie et ne laisserait en dehors des huit heures qu'un très petit nombre de travailleurs considérés comme chargés d'une besogne de surveillance plutôt que d'un travail direct.

Quant au mode de calcul de ces heures, je reprends les quatre termes de la comparaison. Dans la loi actuelle, aucun contrôle réel. Dans le texte voté par la Chambre

en 1907, une consigne fixant le commencement et la fin de la descente et le commencement de la remontée, avec un temps raisonnable nécessaire laissé à l'appréciation des tribunaux. La Commission reprend la consigne de 1900.

De l'examen de ces deux tableaux, que résulte-t-il? Que la Commission n'allait pas aussi loin, dans son rapport, que la Chambre de 1907, quant à la définition des catégories, puisqu'elle laissait, je l'ai dit, 10 p. 400 des ouvriers en dehors des huit heures. Aujourd'hui elle se rapproche du vote de 1907.

Il y aurait à discuter quant aux nouvelles catégories qu'elle incorpore, qu'elle assimile aux ouvriers du roulage : rouleurs, hercheurs, etc.; mais c'est au moment de la discussion des articles qu'il sera possible d'examiner quels sont ceux d'entre eux qui peuvent plutôt être assimilés aux rouleurs et quels sont ceux qui peuvent plutôt être assimilés aux surveillants. Je demande à réserver ce point de détail jusqu'au moment où nous discuterons l'article; d'une façon générale, on assimile tout le travail du roulage au travail du piquage et de l'abatage. Voilà quelle est la pensée essentielle de la Commission.

J'ai étudié cette question, et, je le dis très nettement, cette assimilation, après examen par les services techniques, ne m'a pas paru excessive.

Il s'agit, en effet, d'ouvriers vivant au fond comme les piqueurs et les abatteurs, étroitement associés au travail de ces piqueurs et abatteurs; associés aussi à tous les risques de la vie du fond, et par conséquent, économiquement, industriellement, socialement, humainement, il me semble qu'à tous les points de vue, ces deux catégories d'ouvriers doivent être assimilées l'une à l'autre.

Nous viendrons tout à l'heure aux difficultés pratiques, aux objections d'ordre industriel. Je pose le problème

dans sa généralité. Je dis que ces deux catégories d'hommes sont assimilables, et que si la loi doit étendre sa protection sur les ouvriers du fond sans distinction entre eux, elle devrait, si elle faisait une distinction — c'est un paradoxe, songer à protéger plus particulièrement cette catégorie qui est composée soit de vieillards, soit de tout jeunes gens, car se sont, en somme, des ouvriers âgés ayant renoncé au travail trop dur de l'abatage et du pic qui restent, pour compléter leurs moyens d'existence pendant la dernière partie de leur vie, associés à ce labeur qui était le leur hier, en aidant, dans la mesure des forces qui leur restent, au travail général de la mine, ou ce sont, au contraire, des jeunes gens, souvent les enfants de ces piqueurs et de ces abatteurs qui viennent, avec leurs parents, commencer à apprendre le travail, se former peu à peu pour devenir, ensuite, les ouvriers principaux de la mine.

Il me semble que si nous considérons du point de vue social, comme je le disais tout à l'heure, le problème de la protection à accorder à telle ou telle catégorie des ouvriers du fond, c'est peut-être vers cette catégorie que doivent aller naturellement notre sympathie, notre bienveillance et notre protection.

Il faudrait qu'il me fût démontré que la réforme, en ce qui les touche, ne peut pas se faire sans un trouble grave de l'exploitation, pour que je me refuse à l'assimilation au système que nous allons examiner tout à l'heure.

Voilà quant au principe de l'assimilation des ouvriers rouleurs, hercheurs, aux piqueurs, et abatteurs et quant à la durée du travail.

Examinons, maintenant, le second point, le mode de calcul des heures ainsi fixées légalement.

Il nous paraît qu'on a été très injuste en parlant des

« consignes guillotines ». Je ne reviendrai pas sur ce qu'a dit tout à l'heure M. le rapporteur avec beaucoup de précision et beaucoup d'éloquence.

Il n'y a de guillotine que contre les abus. Voilà ce qu'il a voulu dire et ce qu'il a dit spirituellement. Il ne peut pas être question de guillotine vis-à-vis de l'organisation du travail, dans la détermination à l'avance du temps qu'il faut pour opérer la montée et la descente.

Il est entré dans la pensée de tout le monde qu'il y avait des mesures à prendre, des consignes à régler pour que, dans un temps raisonnable, et dans des conditions pratiques, cette montée et cette descente fussent organisées.

Mais, il y a deux conditions que la consigne doit remplir pour que la protection de la loi soit véritablement efficace. Il faut que la consigne ait un caractère de précision réelle et qu'elle contienne les éléments du calcul visant des points de fait, qu'il soit possible de retenir et de constater le commencement de la descente, la fin de la descente, le commencement de la montée, la fin de la montée. Voilà une série de points de fait qu'il faut considérer et fixer.

Dans quelles conditions les compagnies auront-elles à faire jouer ces éléments de fait du problème?

C'est ici qu'il faut laisser, précisément, les considérations d'exploitations nécessaires, indispensables, jouer leur rôle dans la détermination de la consigne; il convient, par conséquent, d'engager entre les ingénieurs représentant l'Etat, le contrôle, d'une part, et les compagnies, d'autre part, une conversation qui permettra la détermination de la consigne.

Si l'on ajoute qu'il n'est pas venu à notre idée, qu'il n'est venu à l'idée de personne de dire que c'est pour l'ensemble d'une exploitation minière déterminée qu'on fait une

consigne unique, mais qu'il y a lieu de concevoir des consignes différentes pour les postes différents, pour les parties différentes ou pour les puits différents d'une mine — question qui devra encore être examinée par les compagnies et par les ingénieurs — les dispositions prévues présentent véritablement toute la souplesse nécessaire pour que les compagnies, avec la bonne volonté, avec l'ingéniosité, l'esprit de progrès qui sont nécessaires à une bonne exploitation minière, comme à toute grande industrie, puissent arriver à trouver la solution pratique du problème et déterminer, dans le temps voulu par la loi, sans dommages véritables pour leur exploitation, si la catégorie d'ouvriers dont nous parlons pourrait bénéficier du même temps d'heures que la catégorie des piqueurs et des abatteurs.

J'ai demandé, il y a un instant, un renseignement de fait à l'un de nos collègues qui est particulièrement compétent en ces matières — je n'ai pas de raison de ne pas le nommer, c'est M. Bouveri, avec qui je viens d'avoir une conversation — je lui ai dit : j'ai toujours une préoccupation, car je ne veux pas m'engager au delà du point où, en conscience, je crois pouvoir aller pratiquement ; je serais incapable de défendre une disposition...

Je vois sourire un de mes collègues. Ne souriez pas, mon cher collègue. Je suis certain que vous agiriez de même et que vous parleriez avec la même sincérité.

M. BRIZON. — Je ne vous reproche rien.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je ne souris pas en prononçant ces paroles, croyez-le bien ; je les prononce parce que je dois le faire pour montrer combien j'ai le sentiment de la responsabilité que j'engage dans une question comme celle-ci.

J'ai donc prié notre collègue M. Bouveri de me donner un renseignement sur ce point qui me préoccupe. On

nous dit toujours : il n'est pas possible que les employés du roulage — j'appelle ainsi d'une façon générale les racleurs, hercheurs, accrocheurs, etc. — remontent en même temps que les piqueurs et les boiseurs, parce que leur travail ne s'achève pas en même temps. Il n'est pas possible que celui qui est chargé de déblayer le chantier, après que le piqueur a achevé son abatage, remonte en même temps que le piqueur dont la tâche est terminée. Comment peut-on admettre et faire admettre aux compagnies qu'une même règle s'impose et que la même heure amène au jour le retour des deux catégories d'ouvriers qui font, en somme, deux tâches successives et non pas concordantes ?

On peut donner, à l'appui de cette thèse, deux raisons : la première est que certaines compagnies l'ont déjà fait. On vous a cité celles de Montceau et Briey, qui sont arrivées à ramener dans le même temps, le séjour des deux catégories d'ouvriers au fond.

Mais voici alors ce que me répondait l'expérience personnelle d'un homme qui a passé vingt-cinq ans dans les mines : C'est une question de bonne organisation. Croyez-vous donc que le piqueur pique, que l'abatteur abatte jusqu'à la dernière minute ? Ce n'est jamais ainsi que font les piqueurs et les abatteurs.

M. BOUVERI. — C'est physiquement impossible.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — C'est, en effet, physiquement impossible, car il faut, après qu'il a achevé d'abattre, qu'il consacre une partie de son temps à consolider son chantier, à faire le nécessaire pour que le lendemain le chantier se retrouve dans un état de sécurité suffisant ; il a ainsi un travail complémentaire de son travail d'abatage qui le retient pendant un temps que M. Bouveri évaluait à une demi-heure et même à une heure, et, disait-il, il s'établit une entente entre cet

abatteur et les ouvriers rouleurs chargés de débayer le chantier; ils ne sont pas des étrangers l'un pour l'autre.

Je disais que souvent celui-ci était le père ou le fils de celui-là. Donc, il s'établit une entente; j'achève d'abattre ma quantité de charbon et je sais qu'il me reste un temps déterminé pour parer mon chantier, pour le boiser et le mettre en état de protection. Et pendant que je fais cela, mon débayer commence à travailler, mon chargeur commence à charger, mon rouleur commence à rouler, et, par conséquent, nous achevons chacun de notre côté la partie correspondante de notre tâche et nous nous trouvons sensiblement en même temps prêts à aller par les galeries regagner la benne et remonter au jour.

M. LENOIR. — Cela détruit une partie des arguments de M. Ajam.

M. GUSTAVE DRON, *président de la Commission des mines*.
— Il n'en reste rien!

M. EMILE FAVRE. — La pratique vous donne raison.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'apporte simplement le témoignage de l'homme le plus compétent de cette assemblée, de celui qui a montré hier dans son discours avec quelle sagesse et quelle modération — comme d'ailleurs MM. Basly et Lamendin — il considérait le problème.

M. BOUVERI. — Ne nous vantez pas trop!

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Oh! je ne crains pas de vous compromettre en faisant votre éloge, pas plus que je ne crains de me compromettre en causant avec vous de ces questions.

M. BOUVERI. — Je voulais dire que si on nous faisait trop attendre, nous serions aussi méchants que nous avons été gentils jusqu'ici.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — D'autant plus que j'arrive au point de vue de mon exposé où je vais peut-être être

en désaccord avec vous. Il faut donc bien qu'à l'avance j'aie disposé favorablement vos esprits.

-Voilà donc les deux premières conditions que j'ai tâché de déterminer, le nombre des heures avec l'assimilation et les conditions d'une consigne pratique, permettant de mettre en mouvement ensemble ces deux catégories de travailleurs.

- Mais pour qu'une loi comme celle-ci puisse être considérée comme viable et comme pratique, quatre conditions doivent être réunies, les deux que je viens de citer et deux autres qui concernent les compagnies : il faut tout d'abord leur accorder un certain délai pour l'application de la loi, car nous sommes tous d'accord qu'il y a une organisation à préparer et que les compagnies qui ne sont pas prêtes ont besoin d'un certain temps pour pouvoir, suivant une expression un peu vulgaire, se retourner. Je trouve — et je ne suis pas le seul — que le délai de six mois proposé par la Commission ne serait pas suffisant ; il faudrait au moins un an pour permettre aux compagnies de prendre les dispositions nécessaires pour la réorganisation du roulage. Mais ce n'est là qu'un détail et ce ne peut être une cause de difficultés.

Il y a un quatrième point sur lequel je veux aussi vivement insister que je l'ai fait tout à l'heure dans un autre ordre d'idées, c'est la question des dérogations. Je rappelle les chiffres. La loi de 1905 posait le principe de deux mois renouvelables, ce qui équivalait à la suppression de toute limite. Le Sénat proposait quatre-vingt-dix heures pour l'ingénieur et soixante pour le ministre, la Commission trente seulement. Nous avons examiné très attentivement avec les services compétents des Travaux publics et du Travail cette question des heures supplémentaires et il ne nous a pas semblé que le chiffre donné par la Commission fût suffisant. Je voudrais obtenir de la

Chambre qu'elle votât elle-même — ce qui faciliterait le plus ma tâche — une extension du nombre d'heures supplémentaires à accorder dans des conditions, bien entendu, à déterminer, avec toutes les garanties possibles, mais une extension du nombre d'heures supplémentaires. Si la Chambre ne croyait pas pouvoir me suivre, si elle maintenait les trente heures proposées par la Commission, que je considère comme insuffisantes, je dirais très nettement que je demande à garder ma liberté d'action et à soutenir devant le Sénat le chiffre que je considère comme nécessaire.

M. BRIZON. — C'est fâcheux.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Ce qui serait fâcheux, ce serait de ne pas aboutir.

Ce que nous cherchons à faire, ce n'est pas simplement une manifestation de sympathie à l'égard des ouvriers mineurs, c'est une loi qui puisse être votée demain par le Sénat et qui, par conséquent, dans quelques mois soit véritablement appliquée dans tous nos bassins miniers. Voilà quel est notre but, voilà où je tends et voilà les raisons des conditions que je place devant vos yeux pour que vous m'aidiez à obtenir le vote définitif et à faire de la loi une réalisation. Tant que cette loi ira et viendra de la Chambre au Sénat et du Sénat à la Chambre, quel sera l'avantage pour les ouvriers mineurs? Ils regarderont passer comme des images cinématographiques les bonnes volontés et les résistances et ils ne saisiront aucune réalité.

Je m'en tiendrai donc, quant à moi, au chiffre de quatre-vingt-dix heures du Sénat, je le dis très nettement. Ce chiffre est-il donc excessif? Voyons ce qui a été fait par les Chambres pour les autres industries.

Prenons la loi de 1900 sur le travail des femmes et des enfants, elle prévoit soixante jours à deux heures, c'est-

à-dire cent vingt heures dans les industries à variations. Dans la loi de dix heures que nous discutons en ce moment même à la Chambre, que propose-t-on? Que voterez-vous très probablement? La dérogation des soixante jours à deux heures.

Est-ce donc quelque chose d'excessif que d'admettre pour les compagnies minières, dont les difficultés d'exploitation sont reconnues par tout le monde très considérables, est-ce donc excessif de donner à ces compagnies comme au reste de l'industrie française, la marge des dérogations nécessaires pour répondre aux deux sortes de besoins?

M. GONIAUX. — C'est que ces sortes de dérogations sont une source de conflits perpétuels.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — C'est pourquoi il faudrait qu'elles fussent très rigoureusement déterminées par les ingénieurs et, dans certains cas, nous allons même jusqu'à dire, par le Gouvernement lui-même, car il y a des cas de crise économique où c'est le Gouvernement qui déterminera les dérogations.

Si nous prenons le chiffre maximum de quatre-vingt-dix heures et si nous analysons — ce que je vous demande de faire — ce que contiennent ces quatre-vingt-dix heures, vous reconnaîtrez tous avec moi qu'elles comportent deux éléments distincts : un premier élément est le complément d'heures supplémentaires désiré par les mineurs eux-mêmes, cela est certain; les longues coupes de Sainte-Barbe, comme vous les appelez, répondent à une coutume, à une tradition que les mineurs eux-mêmes désirent voir se perpétuer.

M. GONIAUX. — Non! non! monsieur le ministre; à l'heure actuelle et depuis cinq ou six années, on a perdu l'habitude, dans la plupart des Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais, de ces détestables longues coupes de

Sainte-Barbe ; car après les quinzaines de Sainte-Barbe, on constatait un nombre de malades bien plus considérable qu'avant ces périodes de longues coupes. Aujourd'hui, les mineurs se refusent à continuer cette pratique.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je ne dis pas que cela soit désirable, mais je dis que cela existe.

M. JAURÈS. — Pourquoi se bourrer de travail pour se reposer ensuite ?

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Ne soyons pas plus royalistes que le roi, considérons les ouvriers comme très capables de juger par eux-mêmes ce qui leur convient et reconnaissons en fait, que nous l'approuvions ou que nous ne l'approuvions pas, que dans un grand nombre d'exploitations minières du Nord et du Pas-de-Calais, il y a encore des longues coupes de Sainte-Barbe qui se font sur la demande et sur le désir même des ouvriers.

Il faut faire en sorte qu'on ne puisse imposer aux ouvriers une tâche dont ils ne veulent pas. Je me suis borné à constater un état de fait psychologique qui peut n'être pas durable, mais qui amènera les ouvriers à ne pas considérer les quatre-vingt-dix heures comme dépassant ce qu'il peut être nécessaire d'accorder pour leur satisfaction ou leurs désirs personnels ou les besoins exceptionnels de l'exploitation minière. Sur ce point, je le déclare très loyalement, je me sépare de la Commission et je demande la liberté de combattre les trente heures et, si la Chambre ne croyait pas devoir me suivre, de garder ma liberté devant le Sénat pour défendre la dérogation que je considère comme nécessaire à la bonne organisation et au vote de la loi.

M. JAURÈS. — C'est la moins saisonnière des industries.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Cependant vous n'êtes pas décidé à défendre envers et contre tout le

principe des quatre-vingt-dix heures devant le Sénat. Cette Assemblée a reconnu elle-même qu'il ne pourrait être maintenu par la Chambre.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Evidemment si le Sénat acceptait lui-même le chiffre de trente heures que propose la Commission de la Chambre, je m'inclinerais.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Il s'agit de trouver un chiffre transactionnel entre celui du Sénat et celui proposé par la Commission de la Chambre. Nous avons là une base sur laquelle il sera possible de négocier.

M. BEDOUCÉ. — Mais, en échange de cette concession, le Sénat acceptera-t-il de voter tout de suite le projet?

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je n'ai pas mandat du Sénat de donner une réponse. Ce que je peux vous dire, c'est que je m'engagerai tout entier, de toutes mes forces, pour le vote de la réforme, si la Chambre accepte les conditions de la transaction que j'ai indiquée, ou tout au moins les reconnaît comme étant une base de transaction et qu'elle ne s'oppose pas à ce que je défende ma thèse devant le Sénat.

M. BOUVERI. — Vous pourriez faire valoir devant le Sénat qu'il y a beaucoup de Compagnies qui, d'elles-mêmes, ont supprimé les longues coupes.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Soyez persuadés, messieurs, qu'à ce moment je saurai, s'il le faut, trouver autant d'arguments pour tâcher d'abaisser le chiffre de 90, que j'en donne aujourd'hui pour les maintenir. Ce qui m'importe, c'est d'avoir déterminé mon attitude. C'est tout ce que vous me demandez.

M. ALBERT THOMAS. — Si vous estimez qu'il est fâcheux de maintenir les quatre-vingt dix heures, dites-le tout de suite et vous emporterez le vote du Sénat.

M. BRIZON. — Vous serez les plus forts, messieurs les ministres.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je ne veux pas entrer, en ce moment, dans la discussion des objections. Il y a des objections d'ordre économique, des objections d'ordre industriel.

Différentes observations ont été successivement examinées par le rapporteur, il y a si bien répondu que je supprime toute cette partie de mes explications, parce que je trouve qu'elles ont été rendues inutiles par l'exposé si complet de M. Durafour.

Je conclus aussi brièvement que possible, en disant ceci : j'estime qu'il est très désirable que la Chambre vote à une majorité considérable la loi des mines telle qu'elle est aujourd'hui présentée à son examen, sous les réserves, bien entendu, que j'ai indiquées moi-même.

Je crois qu'il est d'un très haut intérêt moral de faire disparaître la barrière légale qui sépare aujourd'hui, par une différence d'une heure, deux catégories de travailleurs dont j'ai montré tout à l'heure la vie commune. Je crois qu'il faut surtout retenir ceci : c'est que la suppression de cette barrière est demandée par ceux-là mêmes qu'elle protège, ce qui est extrêmement frappant : ce sont ceux qui bénéficient de la loi de huit heures, les piqueurs et les abatteurs, qui sont les premiers à demander pour leurs camarades l'extension de cette protection légale.

Je crois qu'il est impossible de ne pas répondre à un pareil appel, et je reprends moi-même l'argument, ou plutôt la formule donnée par M. Boudenoot en 1905 : la portée morale de cette réforme est plus considérable encore que sa portée matérielle.

C'est le signe d'une réforme utile ; quand une réforme répond véritablement à un besoin de conscience d'un grand nombre de citoyens, on peut dire qu'elle est bonne,

et c'est bien là le but, le sens, l'esprit de la réforme que nous vous demandons.

Il y a un autre argument — et M. le Rapporteur l'a donné en terminant — qui me fait souhaiter que la Chambre vote rapidement, aujourd'hui même si possible et à une majorité considérable, la réforme qui lui est demandée. Il peut y avoir des discussions de détail, des articles sur lesquels on apportera telle ou telle modification ; nous examinerons les amendements à mesure qu'ils se produiront.

Mais ce que je demande instamment à la Chambre, c'est de faire en sorte que le vote définitif puisse être acquis avant notre séparation. Je crois qu'il y a là vraiment un devoir à remplir, devoir impérieux pour nous tous.

Je ne veux pas insister sur ces considérations, mais enfin c'est au moment où un formidable mouvement de grève générale a soulevé leurs camarades d'Angleterre et d'Allemagne, que nos mineurs français, au Congrès d'Angers, ont délibéré sur des propositions de grève générale qui leur étaient faites aussi. Et vous savez ce qu'ils y ont répondu : ils les ont repoussées en disant — car sous la forme nécessairement particulière d'une délibération de ce genre, il importe de voir l'esprit — en disant, en réalité, qu'ils faisaient confiance au Gouvernement et au Parlement républicains. C'était le sens de cette délibération par laquelle le Congrès a accueilli la proposition de grève générale.

M. GONIAUX. — C'est pourquoi il y aurait danger aujourd'hui à les décevoir.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je ne cherche pas à les décevoir, je cherche, au contraire, à réaliser les réformes et, par conséquent, à réaliser leurs espérances légitimes. Et je dis que l'exemple qu'ils ont ainsi donné,

leur volonté d'attendre d'une loi librement discutée l'amélioration de leur condition, le grand exemple de discipline républicaine et de solidarité qu'ils ont ainsi donné est de nature à toucher tous les partis dans cette Chambre et à déterminer leur vote.

Messieurs, j'espère fermement qu'un texte qui reprend, en somme, dans ses grandes lignes, le projet que la Chambre a voté en 1907, par 424 voix contre 102, qui affirme définitivement pour tous les ouvriers du fond cette assimilation de condition légale qui correspond à la similitude de leur existence, cette disposition qui accorde, d'autre part, aux Compagnies les délais suffisants et les dérogations, nécessaires à mon sens, pour éviter un trouble grave dans l'industrie, nous permettra d'aller devant le Sénat avec plus d'autorité et d'obtenir de lui qu'il étende à nos mineurs la règle bienfaisante des huit heures de travail.

Messieurs, je m'y efforcerai de tout mon pouvoir, de toute ma bonne volonté, de toute ma conscience.

Et j'espère que la Chambre, par son vote et une majorité très considérable, me donnera la force nécessaire pour arriver au bout de cette tâche¹.

(1) La loi fut votée à la Chambre des députés et au Sénat.

Le Chômage.

I

LE MAL DU CHÔMAGE⁽¹⁾

Nous ne chercherons pas à donner, au début de ce rapport, une définition rigoureusement scientifique du mot « chômage ». On s'est livré sur ce point à d'intéressantes discussions, mais qui nous semblent étrangères au but, avant tout pratique, que nous poursuivons ici. Nous nous en tiendrons donc, sans théorie préconçue, à l'observation des réalités.

« Chômer », dit Littré, c'est « ne pas travailler par manque d'ouvrage ». Et cette simple définition nous suffit. Toutes les fois qu'un homme n'a que ses bras comme gagne-pain, et que, contre son gré, il manque totalement ou partiellement de travail, il y a souffrance, il peut y avoir misère individuelle, misère familiale et dommage social. C'est ce mal qu'il s'agit de combattre et ce sont les moyens de lutter contre lui que la présente conférence se propose de rechercher.

Nous plaçant sans plus tarder sur le terrain des faits,

(1) Rapport présenté à la Conférence internationale du chômage, les 18-21 septembre 1910.

nous devons constater tout d'abord que le chômage, tout en faisant en France des ravages certains, y sévit pourtant beaucoup moins violemment que dans tel ou tel autre pays, et notamment en Angleterre.

Il n'y a rien chez nous qui rappelle l'armée des « sans-travail » londoniens ; il n'y a ni à Paris, ni dans aucune de nos grandes villes cette énorme proportion de travailleurs « occasionnels », d'hommes valides réduits à la destruction économique et morale, parce qu'ils ne trouvent à travailler, d'un bout de l'année à l'autre, qu'un jour ou deux par semaine.

A quoi tient cette différence existant d'un pays à l'autre, c'est au futur secrétariat international permanent du chômage qu'il appartiendra de le rechercher ; mais le fait en lui-même est incontestable. Il suffit, pour le prouver, de rappeler la place relativement très restreinte occupée par la question du chômage, non seulement dans les préoccupations de l'opinion française, mais encore dans celles des partis politiques, et même, du parti socialiste.

Si l'on recherche, en effet, l'opinion des représentants les plus autorisés de ce parti, on constate qu'ils réclament, plutôt que des remèdes hâtifs, de meilleures statistiques du chômage ; et ce louable souci des précisions scientifiques suffit à témoigner que le mal, certain, je le répète, ne leur paraît pas intolérable.

Bien loin de moi, d'ailleurs, l'idée de transformer cette constatation en un argument d'inertie ; je regrette, au contraire, amèrement que les principaux intéressés ne prennent pas davantage à cœur la lutte contre le fléau. Il y a sans doute chaque jour de l'année 3 ou 400.000 Français réduits au chômage. N'est-ce pas déjà suffisamment lamentable ? et la sagesse ne commande-t-elle pas d'attaquer vigoureusement le mal, sans attendre qu'il ait

pris une acuité mortelle ? Nous sommes à cet égard moins avancés que certains peuples voisins. Ni le placement d'intérêt public, ni l'assurance n'ont pris encore chez nous toute l'extension dont ils sont susceptibles. En matière d'assistance, nous pourrions aussi emprunter à l'étranger d'utiles institutions. N'hésitons pas à le faire et avouons notre regret de voir tant d'idées d'abord formulées en France, comme celle des Bourses du travail et de la subvention à l'assurance-chômage, porter à l'étranger plus de fruits qu'en France même.

A. — Documentation.

Comme le disent les socialistes, une bonne documentation peut seule permettre de lutter efficacement contre le chômage. Mais avant de réclamer de nouvelles enquêtes, il sied d'inventorier méthodiquement les renseignements déjà disponibles.

Comme cadre à cet inventaire nous accepterons la subdivision tripartite communément adoptée : documents relatifs à des phénomènes symptomatiques, à des faits connexes au chômage, et enfin, au chômage lui-même.

Un rapide examen de ces diverses sources nous permettra de déterminer, en connaissance de cause, l'orientation à donner aux études ultérieures.

I. — PHÉNOMÈNES SYMPTOMATIQUES

Parmi ceux-ci une sous-distinction est nécessaire, selon qu'ils sont indirectement ou, au contraire, directement symptomatiques du chômage.

a) *Phénomènes indirectement symptomatiques*

Dans cette catégorie peuvent être rangés tous les indices généraux des crises économiques.

Une Commission spéciale dite précisément « des crises économiques », commission instituée auprès du ministère du Travail par décret du 3 avril 1908, et dont les travaux seront examinés plus en détail au paragraphe suivant, vient de consacrer à ces indices un rapport très substantiel (1). Parmi les nombreuses statistiques proposées à son examen, cette commission a cru devoir retenir, outre le pourcentage mensuel du chômage parmi les ouvriers syndiqués dont il sera question plus loin, les sept séries de chiffres suivantes :

1° et 2° Balances mensuelles de la Banque de France en ce qui concerne le compte de l'encaisse or et celui du portefeuille (2);

3° et 4° Prix relatifs d'un certain nombre de denrées et en particulier prix de la fonte de fer (3);

5° Commerce extérieur spécial de la France (4);

(1) Cf. publications de la Commission des crises économiques. Rapport présenté par MM. Edmond LAURENT et Georges CAHEN sur les indices des crises, adopté par la Commission le 12 juillet 1909.

(2) Chiffres signalés tout d'abord comme indices précurseurs des crises par MM. CL. JUGLAR et Jacques SIEGFRIED et publiés depuis mars 1908 dans le *Bulletin de Statistique du Ministère des Finances*.

(3) Les *index numbers* auxquels la Commission des crises a cru devoir donner provisoirement la préférence sont les *numbers* de M. SAUERBECK. Il convient néanmoins de signaler les données analogues françaises : 1° *index numbers* mensuels de la Réforme Economique basés sur les prix de 48 groupes de produits et publiés depuis 1890; 2° *index numbers* annuels publiés dans l'*Annuaire statistique de la France*, d'après les prix arbitrés, pour 43 marchandises diverses, par la Commission des valeurs de douanes.

(4) Chiffres publiés mensuellement et annuellement par l'Administration des douanes.

6° Trafic des chemins de fer (1);

7° Consommation de la houille (2).

Ces différentes séries statistiques ont entre elles un intéressant parallélisme. En règle générale, on voit le portefeuille de la Banque, les prix, l'activité commerciale s'accroître simultanément, puis décroître assez brusquement, au moment où la crise économique se déclare. Il y a là une sorte de miroir de l'activité économique générale sur lequel il est utile d'avoir l'œil fixé. Un des mérites de ces données est leur caractère en général exact et objectif. D'autre part, les observations sont continues, elles portent sur des unités de temps suffisamment longues, sur un champ d'observation assez vaste, pour que les dangers de perturbation accidentelle soient éliminés.

Enfin, en rapprochant les périodes d'activité des périodes de dépression, elles nous permettent de bien apprécier l'importance relative de ces dépressions.

A tous ces points de vue, les indices des crises économiques, sans remplacer l'observation directe du chômage, constituent pour celle-ci un moyen de contrôle intéressant (3).

(1) La Direction du contrôle commercial des chemins de fer publie mensuellement les chiffres de tonnage et de la recette brute des réseaux; et annuellement des chiffres de tonnage détaillés par matières transportées.

(2) La *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur* fait connaître chaque année les quantités de houille produites, importées et exportées. La différence entre les deux premiers chiffres réunis et le troisième peut être considérée comme égale à la quantité de houille consommée en France.

(3) Voir, dans cet ordre d'idées, le rapprochement indiqué dans le rapport de M. MARCH (n° 21, p. 12) entre la courbe du chômage dans les syndicats français et celle des *index numbers* de SAUERBECK.

b) *Phénomènes directement symptomatiques du chômage.*

Les seuls phénomènes de cet ordre sur lesquels existe une documentation française quelconque sont les opérations des bureaux de placement gratuits et les fluctuations du personnel employé dans certaines entreprises industrielles. Ainsi que le signale notre collègue M. March, cette documentation n'a pas été tenue à jour. Ce n'est peut-être pas très regrettable en ce qui concerne les bureaux de placement, dont l'activité est encore si médiocre chez nous. Mais c'est certainement fâcheux, pour ce qui est de la fluctuation des effectifs industriels. L'exactitude des renseignements recueillis, la continuité et la durée des observations faites, les rapprochements qu'elles comportaient entre le plein de l'activité économique et les périodes de dépression, la possibilité de spécifications industrielles plus ou moins détaillées, tout cela faisait de la statistique inaugurée par l'« Enquête sur les salaires et la durée du travail » un excellent instrument d'étude, et il est à souhaiter que le vœu formulé par le Conseil supérieur de statistique en faveur du renouvellement de cette enquête ne reste pas lettre morte. Notons, d'ailleurs, qu'elle a encore lieu régulièrement tous les mois en ce qui concerne le personnel employé dans les mines de houille. Les données recueillies à ce sujet sont publiées dans le *Bulletin de l'Office du travail* à côté de celles fournies par les syndicats d'ouvriers mineurs.

II. — PHÉNOMÈNES CONNEXES AU CHÔMAGE.

a) *Faits d'assistance aux chômeurs.*

Les documents relatifs aux institutions d'assistance n'ont forcément que peu de valeur comme sources de

renseignements sur le chômage lui-même. En règle générale, en effet, ils ne permettent d'établir aucun rapprochement entre les chômeurs observés et la masse des travailleurs; ils ne comportent, en outre, aucune classification professionnelle, et cela, pour la bonne raison que les assistés sont le plus souvent sans métier régulier.

La documentation française est particulièrement peu intéressante, parce que, chez nous, l'assistance publique des valides est restée facultative. Nous n'avons donc rien qui ressemble à la statistique générale du paupérisme en Angleterre.

D'autre part, les chiffres dont nous disposons sont sujets à caution, car il n'y a aucune concordance entre les cadres réels de la comptabilité charitable et ceux que le ministère du Travail et de la prévoyance sociale cherche à faire remplir par les bureaux de bienfaisance ou les communes. Pour répondre aux questionnaires venus de Paris, les fonctionnaires locaux sont donc inévitablement amenés à interpréter de façon personnelle un ensemble de faits non analysés; et ce sont ces interprétations, et non des données objectives, que contiennent soit la statistique des institutions d'assistance, soit celle des travaux de secours (1).

En ce qui concerne, d'autre part, l'assistance privée aux chômeurs, nous n'avons pas de grandes fédérations d'institutions analogues à celle des *Naturalverpflegungsstationen* allemandes. Nos « assistances par le travail » sont des œuvres relativement modestes et très peu coordonnées. Leur statistique est donc à peu près inexistante.

(1) Voir, à ce sujet, dans le *Bulletin de l'Office du travail*, année 1910, p. 80, la circulaire ministérielle accompagnant la statistique des travaux de secours pour l'année 1909.

b) *Faits d'assurance-chômage.*

L'assurance-chômage étant chez nous beaucoup moins développée qu'en Angleterre ou dans les pays germaniques, la documentation à en tirer au sujet du chômage lui-même est forcément rudimentaire. Il ne faut pas oublier, en effet, que la statistique syndicale, dont nous parlerons tout à l'heure, n'est pas basée sur des opérations d'assurance-chômage. N'ont réellement, parmi les syndicats, une comptabilité d'assurance régulière que les groupements subventionnés par l'État ou les communes. Le nombre total des membres de ces caisses n'atteint pas 50.000. Il n'y a donc pas là, au point de vue où nous nous plaçons en ce moment, d'éléments sérieux d'information.

III. — DOCUMENTS RELATIFS AU CHÔMAGE LUI-MÊME.

a) *Le recensement professionnel.*

A l'occasion du recensement professionnel, l'Administration française se borne prudemment à constater le chômage *par manque d'emploi*, des individus habituellement occupés à poste fixe chez autrui (1). Les données ainsi recueillies (Recensements de 1896, 1901 et 1906) ont certainement de la valeur; elles ont d'abord ce grand mérite, commun avec tous les recensements, qu'elles mesurent bien le chômage comme un rapport entre le nombre des individus inoccupés et le total de la population professionnelle; elles comportent, en outre, une classification professionnelle détaillée qui est précieuse; enfin, il convient de déclarer relativement satisfaisante

(1) Voir dans le rapport de M. Lucien MARCH (n° 21) le sens exact de ces différents termes.

l'exactitude des chiffres recueillis. Évidemment, si l'on voulait les examiner un à un, on y trouverait bien des erreurs, mais il ne paraît pas présomptueux de déclarer que, grâce au jeu des grands nombres, beaucoup de ces erreurs arrivent à se compenser. Comment expliquer sans cela que l'on retrouve à cinq ans de distance à la fois tant de diversité dans le taux du chômage des diverses industries et tant de constance dans le taux de chaque industrie considérée isolément?

b) *L'enquête mensuelle syndicale.*

Les renseignements contenus dans le rapport de M. Lucien March montrent bien que les chiffres fournis mensuellement à l'Office du travail par les syndicats ouvriers sont des évaluations subjectives des secrétaires de syndicats, et non des données positives.

Il est difficile de dire si ces évaluations sont forcées ou non. Apparemment, et si on les compare avec les chiffres allemands ou anglais, elles le sont beaucoup; d'autre part, il faut se rappeler que les chiffres syndicaux étrangers se rapportent en général au chômage indemnisé seulement, et non pas à tout le chômage. Pour apprécier la valeur des pourcentages publiés, il est en tous cas nécessaire de se référer aux chiffres absolus sur lesquels les pourcentages sont basés; on constate alors : 1° que le total de la population observée est de 250.000 personnes environ sur 900.000 syndiqués et 10 millions de salariés des deux sexes que compte la population active française; 2° que ces 250.000 individus ne se répartissent nullement entre les différentes industries en proportion de la place occupée par ces industries dans l'économie nationale. Dans ces conditions, et même en admettant l'exactitude des chiffres de chômage donnés, il n'est pas prudent de considérer les taux indiqués comme représentatifs du

chômage dans l'industrie à laquelle ces syndicats se rattachent (1); le taux de chômage global ne correspond sans doute pas non plus exactement au taux de chômage de l'ensemble de la population salariée française.

Par contre, et comme l'a montré récemment le *Bulletin de l'Office du travail* (2), les fluctuations du taux global suivent très exactement celles des indices généraux de l'activité économique et en particulier celle des prix. Avec de l'ingéniosité, on arrive même à retrouver dans les taux des principaux groupes d'industries l'influence de certains facteurs extérieurs, tels que la température, la mévente des vins, la crise de l'automobile, etc. Il est néanmoins certain que ces tendances s'expriment par des chiffres déformés, et il faut une longue étude pour découvrir, sous ce que ces chiffres paraissent dire, ce qu'ils signifient réellement.

c) *Renseignements non statistiques.*

Chaque trimestre, l'Office du travail publie, en complément de la statistique syndicale, une série de renseignements non statistiques, principalement fournis par les syndicats patronaux, sur l'activité industrielle dans les différents départements. Ces renseignements, dont on trouve l'analogue dans les bulletins similaires étrangers, contiennent le germe d'une documentation intéressante; mais ils sont à l'heure actuelle si disparates, si dispersés, si superficiels que leur utilité pratique ou scientifique est extrêmement faible.

(1) Par exemple, le taux indiqué pour l'agriculture est en réalité celui des *viticulteurs*, le chômage des ouvriers horlogers de Franche-Comté et de Savoie influe sensiblement sur le taux général de la mécanique, etc.

(2) Cf. année 1910, pp. 141 et suivantes.

IV. — CONCLUSIONS.

L'avis formulé en 1903 par le Conseil supérieur de statistique (1) nous met sur la trace des conclusions à formuler en ce qui concerne la documentation française sur le chômage. Du recensement, de l'enquête mensuelle syndicale, nous ne pouvons pas tirer beaucoup plus que nous ne tirons actuellement. Pour arriver à faire cadrer leurs renseignements disparates, une connaissance de la réalité économique est nécessaire et, pour le moment, elle nous fait complètement défaut.

Cette connaissance, ce n'est ni par des statistiques globales forcément trop sommaires, ni même par des statistiques locales, comme celles des villes allemandes ou suisses, que nous pouvons l'acquérir, mais bien plutôt par des statistiques spéciales à chaque industrie prise isolément. L'étude des fluctuations du personnel employé dans les entreprises industrielles est à cet égard tout particulièrement utile, et il est à souhaiter qu'on arrive à l'organiser d'une façon permanente, tout au moins en ce qui concerne les grandes entreprises dont le fonctionnement comporte normalement la comptabilité économique en question.

Il faudrait, d'autre part, compléter cette statistique par des enquêtes monographiques approfondies, enquêtes amorcées déjà, mais d'une façon très insuffisante, par les renseignements trimestriels, non statistiques, que publie l'Office du travail, et nous atteindrions ainsi, beaucoup mieux qu'en comptant plus ou moins grossièrement les chômeurs, au véritable but poursuivi, c'est-à-dire à la connaissance des causes du chômage.

(1) Voir rapport de M. Lucien MARCH, p. 8.

Pour cette tâche scientifique, il semble nécessaire de coordonner les efforts, d'élaborer un plan méthodique. Si, comme il faut l'espérer, une association française du chômage naît de la Conférence internationale, il s'ouvre devant elle, dans cette direction, un immense horizon.

B. — Remèdes préventifs appliqués au chômage.

Sans attendre les progrès toujours lents de la science positive, on cherche, en France comme ailleurs, à lutter contre le chômage. De là naissent, à côté des remèdes curatifs ou palliatifs, beaucoup de systèmes plus ou moins conscients, plus ou moins logiques aussi, et qui, dans la mesure où ils ont donné lieu à des commencements de réalisation, doivent être rappelés ici. Ces systèmes tendent, en général, vers l'un ou l'autre des cinq objectifs suivants :

- 1° Régulariser la consommation ;
- 2° L'accroître ;
- 3° Régulariser la production ;
- 4° Restreindre le rendement par tête d'ouvrier ;
- 5° Diminuer la main-d'œuvre offerte.

1° Sous le premier chef, nous devons, après avoir mentionné dans le domaine des organisations privées l'effort intéressant de la Ligue sociale d'acheteurs, nous arrêter plus longuement sur l'étude entreprise par la Commission des crises économiques.

Très judicieusement, le ministre du Travail, en réunissant cette Commission, l'avait invitée à concentrer ses efforts sur ce point précis : y a-t-il moyen de faire varier l'importance des travaux publics de façon à compenser l'irrégularité des travaux de l'industrie privée ? Il s'agissait bien, on le voit, d'une régularisation de la consom-

mation globale, celle des corps publics et principalement de l'État devant venir faire équilibre à celle des particuliers. La question mise à l'étude n'a pas encore été rapportée, mais pour qui a la pratique des administrations une solution paraît s'imposer : c'est celle qui consisterait non pas à détruire la régularité des travaux publics en vue de rechercher un équilibre problématique avec l'industrie privée, mais, au contraire, à donner aux travaux publics eux-mêmes une régularité plus grande que celle dont ils jouissent à présent. Personne n'ignore, en effet, que selon les ressources prévues pour les budgets annuels, c'est-à-dire, au fond, selon qu'on est en période de prospérité ou, au contraire, de dépression économique, les travaux demandés par les diverses administrations sont l'objet de crédits plus ou moins larges. Ainsi l'économie publique suit les fluctuations de l'économie privée et les accentue.

Cette méthode fâcheuse n'a pas de raison d'être. Et si l'on décidait une fois pour toutes de ne pas modeler trop servilement sur des prévisions budgétaires forcément inexactes, puisqu'elles sont faites à près de deux ans d'intervalle, les dépenses des administrations publiques, on aboutirait par une voie imprévue au but voulu par la Commission. Les dépenses publiques étant régularisées, les fluctuations d'activité qui causent le chômage seraient réduites d'autant.

2° En ce qui concerne l'accroissement de la consommation, nous n'avons pas vu éclore chez nous les projets de grands travaux publics qu'a connus l'Angleterre. Sur une petite échelle, pourtant, des préoccupations de ce genre se font jour, en particulier dans les ateliers de constructions maritimes : on arrache souvent au Parlement la mise en chantier d'un navire de guerre, en arguant du chômage qui menacerait sans cela les ouvriers

des arsenaux (1). Dans le domaine de l'économie privée, on doit signaler, dans le même sens, les efforts faits pour soutenir quelques industries, en remettant *à la mode* certains de leurs produits : par exemple les broderies, les dentelles à la main, etc.

3° Pour prévenir le chômage, on peut, en tenant la consommation comme donnée, agir sur la production elle-même et tout d'abord chercher à la régulariser.

Dans cet ordre d'idées, on doit mentionner les efforts que font, en général, toutes les industries comportant un gros capital fixe afin de ne pas suivre trop servilement les fluctuations de la consommation. C'est ainsi que les entreprises de construction de matériel de chemins de fer sont, paraît-il, arrivées à échelonner sur plusieurs années les commandes qu'elles reçoivent. Même sans commandes, la grande industrie préfère accroître ses stocks plutôt que de laisser ses machines inutilisées ; c'est là indirectement une façon de prévenir le chômage ; il est seulement regrettable que le même souci de régularité n'existe pas là où le principal outil de production est l'homme et non la machine.

Vers ce but de la régularisation du rendement industriel tend aussi le combat mené par les syndicats ouvriers contre les heures supplémentaires. Malheureusement, la médaille a un revers, et la rigidité trop grande de la journée de travail a peut-être, au point de vue du chômage, plus d'inconvénients que d'avantages. Ce qui ne

(1) Marquons ici une distinction nécessaire entre les travaux publics proprement dits, entrepris pour satisfaire des besoins économiques normaux et durables, et les travaux publics « de secours », expédients des mauvais jours, et qui sont des palliatifs du chômage beaucoup plutôt que des préventifs. Entre l'un et l'autre type de travaux, comme d'ailleurs entre l'une et l'autre catégorie de remèdes, il est impossible de tracer dans la pratique une ligne de démarcation tout à fait nette.

veut pas dire, d'ailleurs, qu'elle ne soit pas, pour d'autres motifs, hautement désirable.

Enfin, lorsque la production est inévitablement irrégulière, une dernière ressource s'offre pour éviter le chômage, c'est celle qui consiste à affecter successivement le même travailleur à des occupations diverses. Ce procédé des occupations complémentaires a formé de tout temps la base de l'économie agricole. Il s'applique sans doute dans d'autres cas, mais sans avoir fait encore, à notre connaissance, l'objet d'une étude systématique.

4° Pour beaucoup de gens, le chômage tient avant tout à la surproduction, au fait qu'il y a plus de bras disponibles que de besogne à faire. Sans chercher actuellement à distinguer ce que cette notion grossière peut contenir de vérité, nous devons signaler les procédés de lutte contre le chômage qu'elle a suggérés. Le premier est le combat ouvrier contre les machines : la somme de travail à faire étant supposée fixe et insuffisante, il était naturel que l'ouvrier considérât comme déloyale la concurrence de la machine.

Par le même raisonnement se justifie, lorsqu'on l'envisage au point de vue du chômage, la lutte pour la diminution de la journée de travail.

A ces conceptions, sinon tout à fait erronées, du moins trop étroites, certains économistes en opposent une autre qui, d'ailleurs, ne nous paraît pas non plus complètement satisfaisante : les bras qui abondent, disent-ils, sont ceux des manœuvres, mais on manque, au contraire, de spécialistes. Au lieu de lutter contre les machines ou de réduire la journée de travail, un troisième procédé infiniment préférable s'offre donc à nous : c'est de former des ouvriers qualifiés et de diminuer ainsi d'autant l'encombrement qui règne sur le marché général du travail. Tout le mouvement en faveur de l'instruction profession-

nelle se rattacherait ainsi, dans une certaine mesure, à l'idée de la lutte contre le chômage.

Enfin, un moyen d'atteindre ce même but serait la diffusion de l'assurance-invalidité et de l'assurance-vieillesse. Dans la mesure, en effet, où ces assurances s'appliquent à des demi-valides ou à des valides âgés, elles ont pour effet de restreindre la concurrence des bras. Le cas ne se présente malheureusement pas encore chez nous, car les vieillards de soixante-cinq ans auxquels s'applique notre nouvelle loi sur les retraites ouvrières ne peuvent vraiment pas passer en règle générale pour des travailleurs encore valides.

5° Pour tous les malheureux à qui les efforts tentés dans l'une ou l'autre des directions ci-dessus indiquées n'arrivent pas à assurer le pain quotidien, une dernière ressource s'offre, c'est l'émigration, permanente ou temporaire.

Même à l'intérieur de notre pays, il existe de ces courants migratoires. Ainsi, de nombreuses équipes de Bretons trouvent en été du travail dans les champs de la Beauce, de l'Ile-de-France, de la Picardie, etc.; de même une bonne partie des maçons et aides-maçons occupés pendant la belle saison à Paris y viennent régulièrement chaque année du Limousin, et en particulier du département de la Creuse.

Deux autres régions se signalent par une émigration, sinon définitive, du moins de longue durée hors de France, ce sont les Basses-Alpes d'où beaucoup de jeunes gens partent régulièrement pour le Mexique; et les Basses-Pyrénées où existe un mouvement analogue à destination de l'Amérique du Sud.

Enfin, en France au moins autant qu'ailleurs, on trouve l'exode moderne des campagnes vers les grands centres. L'étude approfondie de tous ces déplacements, par les-

quels les travailleurs cherchent à s'adapter aux besoins de la consommation et aux richesses naturelles, devrait être méthodiquement entreprise.

C. — Placement.

Sur cette matière, le remarquable rapport présenté par M. J. Cruppi me dispense de tout développement personnel.

Il a très bien montré comment le rôle des bureaux payants avait toujours été restreint à quelques industries, et combien peu leur suppression pouvait avoir d'effet sur l'organisation rationnelle de l'ensemble du marché du travail.

Avec lui aussi, je trouve très séduisante la formule des bureaux municipaux paritaires. Je me demande seulement si les municipalités françaises, si débilitées par trois siècles de centralisation, sont à même de jouer le rôle qu'on voudrait leur confier. Sans doute faudra-t-il en tous cas les y obliger par la loi.

Il a également indiqué, avec une grande force, les conditions indispensables du développement des bureaux municipaux, et mis en lumière la nécessité de la neutralisation du placement gratuit et public par le principe « paritaire » — qui, seul, offre les garanties d'une équitable distribution des emplois, et peut soustraire le marché du travail aux influences de la « lutte de classe ».

D. — Assistance par le travail.

Bien que ce ne soit pas l'opinion courante, j'estime que la question de l'assistance aux chômeurs est loin d'être négligeable. On peut, en effet, discuter l'obligation

qui incombe à l'État de prévenir le chômage ou d'organiser le marché du travail, on peut même taxer d'interventionnisme excessif les subventions aux caisses d'assurance, mais on ne saurait nier le devoir d'assistance de l'État ou tout au moins des communes à l'égard des malheureux. Dans la mesure donc où le chômeur est privé du minimum de subsistance, il relève de l'assistance. En fait, qu'il s'agisse des secours extraordinaires votés par les parlements à l'occasion de tel ou tel sinistre, du droit au travail réclamé lors des grandes perturbations économiques, ou enfin, de l'assistance pure et simple distribuée dans le cours ordinaire de la vie, il est certain que les chômeurs sont souvent secourus par la collectivité. De plus, il ne faut pas oublier qu'entre le chômage occasionnel et le chômage chronique, il est impossible de tracer une ligne de démarcation précise; de même, le chômage chronique se continue par la mendicité et le vagabondage; il y a là toute une gamme de misères étroitement reliées les unes aux autres, et pour lesquelles l'assistance est le seul remède possible. L'étude des conditions dans lesquelles joue ou doit jouer ce service particulier de solidarité sociale mérite donc certainement l'attention des spécialistes du chômage.

Il faut reconnaître que l'assistance aux indigents valides n'est pas encore convenablement organisée chez nous. Les bureaux de bienfaisance distribuent bien une partie de leurs secours à des chômeurs, mais le nombre de ceux-ci et le montant des secours reçus par eux restent inconnus. Certaines communes, d'autre part, organisent des travaux de secours; mais nous avons déjà rappelé qu'il est difficile de savoir si les chiffres fournis par elles au ministère du Travail correspondent à la réalité (1). A

(1) Voici les chiffres relatifs à l'année 1908: 840 municipalités

côté des travaux de secours, il existe dans une trentaine de nos départements des institutions dites « Dépôts de mendicité » accueillant, d'une part, des mendiants qui leur sont envoyés par les tribunaux, d'autre part, quelques malheureux venus là volontairement. Le rôle de ces dépôts est en somme insignifiant, et beaucoup de ceux qui existent ne sont en fait que de petits hospices locaux pour vieillards et incurables.

Enfin, il existe en France une centaine d'œuvres d'assistance par le travail, d'importance très diverse, et qui, dans l'état actuel des choses, sont plutôt fréquentées par les demi-valides et les demi-capables que par les véritables ouvriers (1).

Toute cette organisation gagnerait à être perfectionnée. Le problème du vagabondage se pose, en effet, chez nous avec une grande acuité et il n'y a pas actuellement de moyen sûr pour distinguer les chômeurs *bona fide* des paresseux. Depuis une quinzaine d'années, la question est à l'étude, et il semble qu'enfin nous approchons du but.

Une proposition de loi déposée par M. Jean Cruppi et rapportée par M. Marc Réville paraît, en effet, devoir venir bientôt en discussion, et son adoption marquera un progrès considérable dans la lutte méthodique contre la mendicité et le vagabondage.

réparties dans 66 départements auraient organisé des travaux de secours; 817 d'entre elles auraient affecté à ces travaux une somme globale de 1.900.000 francs; 636 déclarent avoir occupé environ 42.000 personnes au total. Enfin, 577 communes indiquent un total de 501.000 journées de travail effectuées.

(1) Sont particulièrement utiles et bienfaisantes les « Maisons de travail » créées par des magistrats, l'une à Chartres, l'autre à Paris, en faveur des mendiants ou vagabonds arrêtés, puis relâchés ou acquittés parce qu'ils ne paraissent pas mériter la prison. Sur ces maisons et sur toute la matière du présent paragraphe cf. Ed. CORMOULS HOULÈS, *L'Assistance par le travail*, Paris. 1910, Rousseau, in-8° de xxiii-870 pages.

E. — Assurance-chômage.

Aux partisans de l'assistance, destinée seulement aux plus malheureux, nous n'oublions pas que toute une école oppose *l'épargne* comme le seul palliatif véritable des misères du chômage.

Il est incontestable que s'il existe un pays où ce remède ait été mis à l'épreuve, c'est bien la France. Sans doute, on n'a pas encouragé spécialement chez nous l'épargne en vue du chômage ; mais on sait combien, d'une manière générale, la population française est économe et prévoyante. Si donc l'épargne pouvait suffire à pallier les conséquences désastreuses du chômage, cela se verrait en France mieux qu'ailleurs. Or, il faut bien reconnaître que ce remède n'agit guère ou du moins n'agit pas suffisamment, et cela pour la raison décisive que, pour les travailleurs dont les salaires sont les moins élevés, elle est presque toujours vraiment impossible. Contre cet état de choses est-il possible de lutter ? Peut-on, par des moyens plus ou moins artificiels, susciter cette épargne individuelle que les lois économiques rendent si difficile là où elle serait le plus nécessaire ? Il semble impossible d'espérer que, pour toute une catégorie, hélas ! trop nombreuse de chômeurs, l'épargne puisse être le remède efficace, et l'on est forcément ramené au seul système sur lequel reposent déjà tant de magnifiques institutions de prévoyance collective, c'est-à-dire au système de l'assurance.

Appliquée au chômage, celle-ci présente, il faut l'avouer, des difficultés particulières. Le seul milieu où elle se soit spontanément développée est, en effet, le syndicat ; or, nos syndicats français dédaignent, en général.

les services mutualistes : c'est dire que l'assurance-chômage n'est guère développée chez nous.

Le peu qui existe est d'ailleurs difficile à décrire d'une façon synthétique. En effet, nous ne possédons comme documentation que les renseignements publiés par l'Administration sur les subventions accordées aux syndicats soit par l'État, soit par les départements et les communes. Nous devons donc nous résigner à envisager, nous aussi, les institutions d'assurance sous cet angle particulier des subventions reçues, et à en donner ici un tableau bien incomplet.

C'est, rappelons-le, par la loi de finances du 22 avril 1905, qu'un crédit de 110.000 francs, annuellement renouvelé depuis lors, a été introduit dans le budget en vue d'encourager l'assurance-chômage. Le décret présidentiel du 9 septembre de la même année (1) a fixé pour l'utilisation de ce crédit les règles essentielles suivantes. La subvention de l'État est accordée aux caisses faisant l'assurance-chômage, et non aux chômeurs eux-mêmes ; elle est calculée d'après le chiffre des indemnités payées aux chômeurs ; les indemnités dépassant 2 francs par jour ou soixante jours par an n'entrent pas en ligne de compte ; le taux de la subvention diffère selon l'importance de la caisse ; les caisses rayonnant sur plus de trois départements et comptant plus de 1.000 membres, reçoivent au maximum 30 p. 100 des indemnités versées ; les autres ne peuvent toucher plus de 20 p. 100 ; le seul chômage donnant droit à la subvention est le chômage involontaire par manque de travail.

Sont admises au service des subventions :

1° Toutes les caisses professionnelles (même non syndicales) de plus de 100 membres ;

(1) Légèrement modifié en 1906 et 1908.

2° Les caisses professionnelles (ou même non professionnelles dans les villes de moins de 50.000 habitants) de plus de 50 membres subventionnées par les communes ou les départements.

Les résultats globaux obtenus pour les années 1905 à 1908 figurent au tableau ci-après :

	1905	1906	1907	1908
Caisses subventionnées.	47	64	68	89
Adhérents	33.682	39.053	38.562	39.573
Chômeurs	6.645	10.322	7.041	8.211
Journées de chômage.	90.700	107.667	82.011	119.210
	fr.	fr.	fr.	fr.
Indemnités versées.	167.713	218.488	166.541	215.865
Indemnités entrant dans le calcul	135.467	196.295	155.282	194.300
Subventions	25.690	42.495	32.240	47.824

Ces chiffres appellent un bref commentaire :

1° Les seules caisses subventionnées sont naturellement celles qui ont eu des chômeurs. Le chiffre total des caisses existantes est donc supérieur à 89. Au premier janvier 1909, l'Office du travail était en rapport avec 125 d'entre elles.

2° Les adhérents se répartissent très inégalement entre les caisses et partant entre les industries. Il existe trois caisses fédérales, ce sont celles du Livre (167 sections, 10.800 membres), de la Lithographie (35 sections, 2.000 membres environ) et des Mécaniciens (40 sections, 6.000 membres environ); en dehors d'elles, les seuls groupements subventionnés de plus de 1.000 membres sont ceux des employés de Paris et de Rouen et celui des ouvriers en instruments de précision de Paris.

Ces six groupements, relevant, comme on le voit, de

quatre professions seulement, contiennent à eux seuls 23.800 membres et les 83 autres sociétés subventionnées n'en ont en tout que 16.000 environ. Parmi celles-ci, les syndicats de la céramique, à Limoges, et ceux des textiles fournissent seuls des contingents de plus de 1.000 assurés.

3°. Les nombres de chômeurs fournis par la statistique officielle sont assez trompeurs, car il est impossible de savoir si les sociétés comptent leurs chômeurs par tête ou par cas.

Avant de porter un jugement d'ensemble sur cette première série de faits, il convient d'en rapprocher les données toutes voisines rassemblées périodiquement par l'Office du travail sur les subventions municipales ou départementales.

Celles-ci, à première vue tout au moins, sont vraiment satisfaisantes. Tandis qu'en 1905, deux départements et quinze villes inscrivaient à leurs budgets respectifs 55.560 francs de subventions aux caisses de chômage, la dernière enquête faite (1) révèle que huit départements et 48 villes ont prévu pour le même objet, en 1910, une dépense globale de 114.110 francs.

Ces chiffres témoignent du progrès considérable fait dans l'esprit public par la cause de l'assurance-chômage. Dans quelle mesure les intéressés ont-ils répondu à cette sollicitude de leurs concitoyens, c'est ce que va nous dire le tableau suivant :

(1) Cf. *Bull. de l'Office. du trav.* 1910, pp. 727, 850 sqq.

	1905	1906	1907	1908	1909	1910
Caisses subventionnées	112	94	116	153	205	»
Adhérents déclarés	12.000	8.000	8.055	12.228	13.916	»
Indemnités déclarées	»	»	52.590	85.440	115.018	»
Total des crédits votés	fr. 55.560	fr. 68.358	fr. 75.480	fr. 88.950	fr. 115.020	fr. 114.110
Total des crédits répartis	26.096	34.453	39.925	43.355	65.219	»

Les chiffres de ce tableau demandent à être scrutés de plus près encore que ceux du tableau précédent.

1° La première remarque à faire est que les crédits votés se répartissent en trois catégories distinctes : crédits de départements (1) (12.850 francs en 1909), crédits de villes exigeant des syndicats certaines justifications (96.500 francs) et crédits distribués sans justifications (4.760 francs). Ces derniers crédits figurent par petites sommes aux budgets de 28 localités ; leur exiguité les rend heureusement inoffensifs.

La description détaillée des règlements adoptés dans les vingt autres villes nous entraînerait trop loin (2). Rappelons seulement les règles suivies là où les subventions sont les plus fortes : Paris suit à la lettre le règlement des subventions de l'Etat ; Lyon proportionne ses subventions au montant des cotisations ; Limoges, Rou-

(1) Les huit départements accordant des subventions sont l'Ardèche, l'Aube, l'Aude, le Cher, le Gard, la Loire, le Nord et la Haute-Vienne.

(2) Voici la liste complète de ces villes : Amiens, Armentières, Béziers, Calais, Champigny (Seine), Châlons-sur-Marne, Cherbourg, Dijon, Haubourdin (Nord), La Rochelle, Limoges, Lyon, Nieppe (Nord), Paris, Reims, Roubaix, Tarbes, Touffiers (Nord), Toulouse, Troyes.

baix et Reims se règlent sur le chiffre des secours payés ; Armentières répartit deux tiers du crédit d'après les secours payés et un tiers d'après le nombre des cotisants ; enfin, Dijon considère à la fois le nombre des adhérents, la quotité des cotisations et la situation financière des caisses. Dans toutes ces villes, il n'existe pas de fonds de chômage du type belge ; la subvention est encaissée directement à la trésorerie municipale ; elle n'est pas spécialement destinée aux individus en chômage ; l'ayant droit est, au contraire, le syndicat lui-même.

2° En règle générale, les subventions proviennent exclusivement des villes ou des départements. A Roubaix, il en va autrement : c'est une association privée qui subventionne les caisses de chômage. Cette association reçoit elle-même des subsides de la municipalité et du département ; elle est, en outre, largement soutenue par la *Société Industrielle* de Roubaix qui lui a versé comme première mise de fonds la somme de 20.000 francs.

3° Le tableau montre que pour les crédits locaux, comme d'ailleurs pour le crédit de l'Etat, les disponibilités excèdent de beaucoup les affectations. Sur les 110.000 francs de l'Etat, 47.800 francs seulement, c'est-à-dire moins de 50 p. 100 avaient été dépensés en 1908 ; de même, la proportion des crédits locaux dépensée pour 1908 est de 48,75 p. 100. Pour 1909, la proportion exacte ne peut être fixée encore, car aux 65.219 francs de notre tableau s'en ajouteront, sans doute, encore 5 à 6.000 provenant d'une répartition tardive faite à Limoges. Dans ce cas, la proportion monterait à 62 p. 100 environ. On voit quelle marge reste encore inutilisée.

4° Sur les 65.000 francs de crédits distribués en 1909, 19.800 francs l'ont été par Paris, 20.900 francs par Lyon, 4.600 par Limoges (1^{er} semestre), 2.200 par Dijon, 2.000 par Armentières. Les 43 autres villes et les 8 départements

n'ont donc versé en tout que 15.000 francs environ, ce qui est bien peu de chose.

5° Le chiffre des caisses subventionnées, celui des adhérents déclarés et celui des indemnités font forcément presque tous double emploi avec les chiffres correspondants relatifs aux subventions de l'Etat. En effet, il est vraisemblable que toutes les caisses un peu solides subventionnées par les municipalités le sont aussi par l'Etat. Tel est le cas certain pour une vingtaine de caisses de sections de la Fédération du Livre, pour les caisses de sections des mécaniciens, pour les grands syndicats parisiens, pour les caisses de la céramique à Limoges, etc. La seule profession qui paraisse figurer dans les statistiques de l'Etat est celle du bâtiment.

6° On remarquera, d'ailleurs, que les chiffres des adhérents et des indemnités payées sont incomplets. Cela tient au fait déjà signalé que, dans 28 petites villes, les subventions sont accordées sans que les syndicats aient à fournir de justifications. Même dans les autres, d'ailleurs, on n'obtient pas toujours des syndicats des statistiques détaillées.

7° Le chiffre des caisses subventionnées par la ville de Limoges a passé brusquement entre 1903 et 1906 de 37 à une dizaine. Cette diminution, qui explique la baisse du chiffre global indiquée dans notre tableau, tient au fait que le règlement municipal ayant été changé à cette époque, beaucoup de caisses ont refusé de se conformer aux nouvelles prescriptions.

Si l'on considère dans leur ensemble tous les renseignements publiés par l'Office du travail, on arrive à l'impression très nette que l'assurance-chômage est, chez nous comme ailleurs, en voie de développement ; mais il faut reconnaître que le progrès est très lent. Peut-être, en modifiant quelque peu les conditions d'attribution des

subventions, en haussant le taux des allocations, en les basant sur les cotisations en même temps que sur les indemnités, arriverait-on à stimuler davantage les syndicats ; on pourrait de même songer à rendre obligatoire pour les communes la subvention aux caisses syndicales locales, ou s'inspirer de tel ou tel autre système étranger ; mais il faut bien reconnaître que tant qu'on reste dans le domaine de l'assurance *facultative* le facteur essentiel de progrès est le progrès du mouvement syndical lui-même.

Reconnaissons-le : les subventions ne feront pas naître les caisses d'assurance ; elles naîtront de la volonté syndicale, là où les syndicats auront pris conscience de l'admirable puissance d'évolution pacifique qui est en eux. La question qui se pose alors est celle de savoir si l'on doit attendre ce développement naturel de l'idée syndicale, ou s'il ne faut pas, au contraire, réaliser l'assurance-chômage par d'autres moyens. C'est le gros problème de l'assurance obligatoire qui paraît à l'horizon. Sans doute sera-t-il prudent, avant de l'aborder, de concentrer d'abord notre effort sur le terrain moins dangereux du placement. Il semble en tout cas qu'avant bien longtemps une nation particulièrement hardie aura essayé de le résoudre. Sans envier ce rôle de précurseur auquel les circonstances économiques condamnent la Grande-Bretagne, l'Europe entière suivra certainement avec l'intérêt le plus sympathique l'expérience tentée de l'autre côté de la Manche (1).

(1) En dehors de l'assistance, de l'épargne, de l'assurance, il existe, assurément, dans les pratiques industrielles elles-mêmes, d'autres moyens de pallier au chômage. Le plus connu est la substitution du chômage partiel de tous au repos complet de quelques-uns. On sait qu'il est pratiqué dans certaines industries et en particulier dans la grande industrie textile. Mais l'étude méthodique de ce procédé, comme d'ailleurs de tout ce qui touche à l'organisation du travail industriel, est encore à faire.

II

LE CHÔMAGE ET L'ACTION INTERNATIONALE (1)

Messieurs,

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance qu'aura la présente Conférence internationale, pour l'étude du plus grave, peut-être, des maux sociaux, le chômage involontaire des travailleurs.

L'étendue de ce mal ne cesse de s'accroître. On connaît les statistiques allemandes qui, pour certaines industries sans apprentissage, montrent le chiffre des chômeurs s'élevant, à certaines années, jusqu'à 15 et même 20 p. 100 des travailleurs de la profession. On connaît le grave péril que fait courir à l'Angleterre le nombre croissant de l'armée des *sans-travail*. En France, où notre situation est relativement meilleure, les enquêtes de l'Office du travail établissent que le taux du chômage s'est élevé, de 1900 à 1908, de 7 à 8 et 9,6 p. 100, même à 11 p. 100 en 1904 : on n'évalue pas à moins de 300 à 500.000, suivant les années, le chiffre de nos ouvriers privés de leur travail régulier. Cette incertitude du lendemain qui pèse si cruellement sur le salarié est, on l'a dit justement, « le mal dont la classe ouvrière souffre le

(1) Discours prononcé à la séance d'ouverture de la Conférence internationale du chômage, tenue à Paris le 18 septembre 1910.

plus aujourd'hui » ; c'est, suivant l'énergique expression de Schmoller, « une large plaie ouverte et brûlante dans l'économie de notre société contemporaine ».

Messieurs, dès qu'on observe avec attention, non dans quelques cas particuliers, dans quelques accidents locaux, mais dans son ensemble, ce terrible mal du chômage, on y reconnaît deux caractères essentiels : d'une part, il est universel et frappe, à des degrés encore inégaux, mais sans exception, toutes les nations civilisées ; d'autre part, les causes en sont multiples, infiniment complexes et difficiles à analyser. Et pour qu'une étude sérieuse des remèdes à proposer puisse être faite, elle doit à son tour avoir ce double caractère d'une enquête universelle, portant à la fois sur toutes les industries et sur tous les pays du monde, et d'une enquête vraiment scientifique poursuivie sans parti pris théorique, et surtout sans préjugé de parti, de classe ou de nationalité, avec le seul souci de dégager une vérité commune et profitable à tous.

Si nous avons le droit d'attendre un heureux résultat des délibérations qui vont s'ouvrir, c'est que notre Conférence promet, dès maintenant, de répondre à ces conditions nécessaires. Vingt et une nations, et parmi elles toutes les grandes puissances industrielles, y sont représentées. Et, dans chaque pays, des adhésions nous ont été données sans considération d'opinions ou de partis. Représentants du patronat et du salariat, délégués des gouvernements et des municipalités ou mandataires de syndicats ou de groupements ouvriers, maîtres de la science économique ou militants de l'action socialiste, les uns et les autres sont venus, de tous les points du monde, animés de ce même souci de la vérité objective, de ce même dévouement désintéressé au bien commun de l'humanité, qui garantissent à la fois la sérénité de nos discussions et la valeur pratique de nos conclusions.

Messieurs, vous avez pu constater déjà que c'est dans cet esprit de sincérité et de concorde qu'ont été rédigés les rapports — dont plusieurs constituent des œuvres originales d'une haute valeur — par lesquels seront éclairées et facilitées vos délibérations.

Je me garderai bien d'empiéter sur vos discussions prochaines. En quelques mots seulement, je vous demande la permission de rappeler les grandes lignes du programme que vos rapporteurs vous ont préparé.

Je parlais tout à l'heure de la complexité infinie des causes qui agissent sur le phénomène général du chômage involontaire. Mais les circonstances du phénomène lui-même ne sont pas moins difficiles à observer, à analyser et à mesurer. Dans aucune étude économique, la nécessité d'un classement rigoureux, d'un groupement méthodique des faits ne s'est imposée davantage, et dans aucune, malheureusement, on n'est encore plus loin d'une documentation scientifique, établie dans les divers pays par des méthodes identiques, pouvant donner des résultats comparables et présenter aux calculs généraux des quantités de même nature, semblablement mesurées.

Les onze rapports, dus aux spécialistes les plus éminents, qui vous sont présentés sur la statistique du chômage, et qui sont résumés dans le remarquable rapport général de M. le Professeur Westergaard, vous permettront, j'en suis sûr, de fixer les règles d'une méthode d'observation universellement acceptée.

Et les treize inventaires qui vous sont fournis sur « l'orientation donnée à la lutte contre le chômage dans les principaux pays » ne contribueront pas moins utilement à vos recherches. Ils font apparaître, dans de claires analyses, le rapport nécessaire entre les causes diverses du mal et les remèdes divers qui y ont été opposés. C'est un insaisissable Protée qu'il s'agit de poursuivre :

tantôt il s'agit de faits sur lesquels il semble que la société puisse directement agir, comme l'aveugle répartition des travailleurs entre les différentes industries, l'absence de toute discipline réfléchie dans le développement des travaux des Etats ou des villes, ou la diminution du nombre des travailleurs spécialisés, par la décadence de l'apprentissage ; — tantôt au contraire il s'agit de faits qui paraissent tout à fait en dehors de l'action légale ou administrative : phénomènes temporaires comme le déplacement de certaines industries, ou comme ces grandes crises qui suivent les périodes de surproduction générale, — périodiques comme l'état des industries saisonnières — ou permanents comme l'exode des campagnes vers les villes, la concurrence croissante du travail des femmes dans les métiers masculins, et surtout le développement incessant du machinisme universel.

Quelle variété de risques ! Et que d'études seront nécessaires pour adapter à chacun d'eux le moyen de prévention ou de réparation efficace ! Mais c'est le bienfait de ces études désintéressées et purement objectives de permettre la classification naturelle de tous ces faits, d'en éliminer les variables, d'en dégager les constantes et d'en induire les lois. C'est ainsi que, des rapports qui vous passeront sous les yeux, vous verrez se dégager, — comme dans un terrain largement et intelligemment déblayé apparaissent les fondations d'un édifice — quelques points solidement établis et définitivement fixés pour vos esprits.

Nous nous bornerons à en donner un exemple qui a été mis en lumière par les travaux de l'Association française pour la protection légale des travailleurs : quelles que soient les oscillations du chômage général dans un temps ou dans un pays donné, on a pu montrer que le

risque y varie essentiellement d'industrie à industrie, et ce coefficient professionnel du risque tient naturellement aux conditions si différentes du fonctionnement de chacune d'elles ; il en résulte que les défauts personnels du travailleur n'ont pas, ainsi qu'on l'a cru longtemps, une importance sensible dans les variations du chômage ; il en résulte non moins clairement que tout système de placement, pour être efficace, doit arriver à prendre pour base le classement professionnel, et que tout système d'assurance-chômage doit tenir compte dans ses calculs du coefficient de risque particulier à chaque industrie.

Messieurs, une longue série, j'allais dire toute une hiérarchie de remèdes contre le chômage a été proposée depuis un siècle : assistance privée ; secours publics ; assistance par le travail, due à d'admirables œuvres d'initiative privée, ou procurée par les États et les villes sous la forme de travaux de secours ; organisation du placement par les mutualités, les syndicats patronaux ou ouvriers, ou, suivant la formule *paritaire*, par des commissions mixtes, composées en égales parties de représentants du capital et du travail ; enfin, assurance contre le chômage avec ses nombreuses modalités.

Sur tous ces points les enquêtes de vos rapporteurs, résumées dans les savants exposés généraux de MM. Schiavi et Falkenburg, vous fourniront les données expérimentales de vos discussions, en marquant les échecs subis, les succès obtenus, les conditions de ces succès et de ces échecs, les limites probables de l'efficacité de chaque système, leur champ d'action le meilleur, leur coordination d'ailleurs nécessaire pour en obtenir le maximum de bienfaits. Vous me permettrez de rendre hommage à l'admirable effort de vos rapporteurs. C'est en ne perdant jamais de vue les quelques vérités d'expérience

acquises à la science par leur observation impartiale que nous pourrions espérer, malgré le temps bien court qui nous est donné, faire ici une utile besogne.

Il n'y a d'ailleurs pas seulement, au début de nos réunions, un certain nombre de vérités scientifiques également acceptées par tous : il y a aussi un point de départ commun, un ferme propos clairement et unanimement déterminé pour tous. Je disais qu'il y a au chômage deux sortes de causes générales, les unes naturelles pour ainsi dire et chroniques, les autres au contraire temporaires et provenant pour une large part de l'ignorance ou de l'indifférence des hommes sur lesquelles l'action de l'homme éclairé et résolu peut utilement et victorieusement s'exercer. Or c'est cette action contre les risques évitables que, d'abord, nous avons tous l'énergique volonté d'entreprendre et de mener à bien.

Que n'a-t-on pas dit, avec trop de justesse, de la déplorable organisation du marché du travail humain ! Comme l'a écrit éloquemment notre éminent collègue, M. Varlez, « il est difficile d'imaginer une antinomie plus étrange que l'importance primordiale du travail dans le monde et l'état de désorganisation où *croupit* le marché du travail. Toutes les marchandises ont leurs marchés publics, nationaux ou internationaux ; les variations dans leur taux sont notées et communiquées à tous les journaux du monde ; des statistiques démontrent les stocks visibles et invisibles de tous les pays... mais rien de semblable n'existe pour le marché de tous le plus important, celui du travail. Des centaines de patrons cherchent vainement des travailleurs, tandis que des milliers d'ouvriers sont dans l'impossibilité de se placer ; l'ouvrier sans travail est encore obligé d'aller de porte en porte mendier le travail. Ce qui paraîtrait un procédé de sauvage ignorant et stupide quand il s'agit de marchandises, nous le

voyons faire chaque jour quand il s'agit de cette chose mille fois plus précieuse que l'or : le travail de l'homme, le moyen de le faire vivre, lui et les siens ».

Eh bien ! messieurs, c'est ce mal né de l'indifférence et de l'ignorance générales qui nous paraît intolérable et que nous voulons guérir. Ne s'agit-il pas du bien de tous ? Patrons et ouvriers n'y sont-ils pas également intéressés, et la société entière, pour qui la misère du sans-travail est à un égal degré un danger et une honte, n'aura-t-elle pas, en organisant enfin le marché du travail humain, défendu ses intérêts vitaux en accomplissant son strict devoir.

L'organisation du placement figure, de toute évidence, au premier rang des moyens de lutte contre le chômage : suivant les termes d'une récente délibération de l'Association pour la protection légale des Travailleurs « elle réduit au minimum le temps de la recherche d'un emploi, elle permet d'utiliser toutes les offres, elle permet enfin d'organiser méthodiquement la lutte contre certaines formes chroniques du chômage ». J'ajoute qu'à mes yeux, elle donnera un moyen de contrôle sérieux du chômage véritablement involontaire, en permettant de démasquer invariablement les simulations.

Nous avons, heureusement, messieurs, dans l'étude de cette organisation d'un marché universel du travail, des exemples partiels, dont les résultats considérables permettent toutes les espérances.

Je suis heureux de rappeler ce que j'ai vu de mes yeux — par exemple à Berlin, dans l'Office public dirigé avec une si admirable méthode par notre collègue, le Dr Freund — dans ces puissantes Bourses du travail, qui véritablement répondent aux promesses de leur nom, dont l'éclosion est toute récente, et le développement si prodigieux. Dans l'Allemagne du Sud et du Nord, en

Belgique, où les institutions de Gand, créées par M. Varlez, ont donné un modèle si parfait du *système paritaire*, en Hollande, dans les pays scandinaves, en Suède, en Finlande, en Autriche, les Bourses placent aujourd'hui des milliers et des milliers d'ouvriers — à Berlin seulement, le chiffre est, je crois, de 80 à 100.000 par an — et cela avec un ordre, une régularité, une discipline exemplaires, et aussi, disons-le bien haut, avec le respect le plus profond de la dignité des travailleurs. L'Angleterre, grâce à une loi toute récente, va suivre hardiment cet exemple. Puisse notre pays, si en retard encore, à cet égard, se mettre en marche à son tour. Et puissent chez nous et partout ailleurs les syndicats patronaux et ouvriers, quelles que soient d'ailleurs les opinions politiques ou sociales de leurs membres, mettant ce qui unit au-dessus de ce qui divise, s'accorder pour cette grande œuvre de placement. Quel bien matériel et moral apporterait à d'innombrables travailleurs l'institution générale de ces véritables Bourses du travail, bourses d'intérêt public où, suivant la définition de M. Varlez, « en dehors de toute pensée de lucre, en dehors de toute prédominance patronale ou ouvrière », on arrive à donner impartialement et sûrement à chacun ce qu'il demande : travail ou travailleur.

Mais notre pensée ne s'arrête pas à ce terme. S'il est certains chômages, tenant au jeu tout-puissant des lois naturelles, que la meilleure organisation du placement ne saurait ni prévenir, ni faire rapidement cesser, ce mal, qu'on n'a pas pu prévenir, on a pu du moins le prévoir, et d'avance se préparer à le réparer, à en pallier le plus possible les effets. C'est le rôle de l'assurance, qui permettra de maintenir à l'ouvrier au moins une part de son salaire durant le chômage inévitable. C'est sur ce difficile problème de l'assurance-chômage, en particulier sur ses

moyens de contrôle, que porteront certainement vos plus longues délibérations.

Et là encore, heureusement, vous trouverez dans les expériences faites les enseignements les plus propres à éclairer votre choix. Les systèmes les plus divers vous sont exposés par vos rapporteurs.

Ici l'assurance est libre, organisée en toute indépendance par les groupements professionnels. Là, elle est libre encore, mais subventionnée par les municipalités ou les Etats. Ce sont ici des caisses communales, gérées par des commissions où sont représentés les syndicats. C'est ailleurs l'Etat lui-même qui distribue les subsides aux organisations syndicales, comme dans notre loi française de 1905, due à l'initiative et votée sur le rapport de M. Millerand. Ou bien c'est encore l'Etat, mais organisant l'assurance pour l'ensemble du pays et recouvrant sur les communes les subventions distribuées par lui. Et ces subventions, suivant les systèmes, sont proportionnées tantôt aux cotisations des prévoyants, tantôt aux allocations reçues par les victimes du chômage, tantôt, comme dans le Nord de la France, suivant un barème mixte qui tient compte des deux éléments ; c'est encore la subvention patronale, tantôt acceptée, tantôt rejetée par les groupements ouvriers ; c'est enfin le système de l'assurance obligatoire, avec la triple contribution du patron, de l'ouvrier et des deniers publics, présentée déjà dans plusieurs pays comme la seule solution complète et définitive.

Quel admirable champ de travail, messieurs ! mais quel réseau serré de difficultés. Nous en aborderons l'examen avec la confiance que donne ce sentiment, dont je parlais tout à l'heure, qu'il existe entre nous un accord complet sur le but à atteindre et sur la méthode à suivre, une absence de tout préjugé, une entière liberté

d'esprit devant les faits, un égal désir du bien de l'humanité.

Messieurs, notre Conférence a un objet strictement limité : la lutte contre le chômage ; nous nous y tiendrons rigoureusement, et nous éviterons toutes les discussions qui risqueraient de faire dévier nos débats et de les porter sur le terrain des questions de doctrine, de classe ou de parti ; mais nous avons confiance que de ce coin très étroit où nous travaillons, nous pouvons faire quelque chose d'utile à la société tout entière. Assurer du travail à l'homme, partout où il est possible de le faire, et, là où le manque de travail aura été déterminé par des causes supérieures à toute force humaine, lui permettre d'attendre, sans être, lui et les siens, réduits à la misère, grâce à une allocation qu'il ne tiendra pas de la charité, mais de sa propre prévoyance, légitimement secondée par l'effort commun de la solidarité sociale, c'est donner à cet homme la dignité de chaque jour et la sécurité de chaque lendemain, c'est l'associer enfin, non par un simple sentiment de sympathie ou de pitié, mais par une volonté et dans des conditions de stricte justice, à cet effort de la production universelle qui transforme avec une rapidité inouïe les conditions de notre existence, mais qui cesserait de paraître merveilleux à nos esprits s'il ne donnait pas satisfaction aux injonctions impérieuses de nos consciences.

Pour combattre un mal, qui semble s'accroître avec les progrès mêmes de la civilisation, et que la solidarité économique internationale a rendu véritablement universel, ce n'est point trop de l'effort continu de toutes les bonnes volontés. Nous espérons qu'un lien international permanent maintiendra étroitement unis dans l'avenir ceux qui sont aujourd'hui venus ici, et leur permettra de poursuivre d'accord, par de communes méthodes

et avec une égale persévérance, l'accomplissement de ce qu'ils considèrent comme un pressant devoir social.

Ainsi, grâce à vous, messieurs, pourra s'accomplir l'œuvre doublement salulaire qui créera en même temps, dans chaque pays, un lien de concorde entre les citoyens, et entre les peuples un nouveau terrain d'entente mutuelle, un nouveau foyer de conscience commune ; œuvre de justice et d'apaisement. Toute semence de justice n'est-elle pas d'ailleurs une semence de paix ?

III

LE CHÔMAGE ET L'ACTION SYNDICALE ⁽¹⁾

Messieurs,

Par un vote unanime, l'Association internationale pour la Lutte contre le Chômage est créée. Ai-je besoin de souligner devant vous l'importance d'un tel acte? Vous venez de forger un nouvel instrument de progrès social, vous venez de faire faire aux multiples collectivités, que vous représentez ici, un nouveau pas vers plus de solidarité, vers plus de justice. De tout mon cœur, je vous en remercie.

A lui seul, cet événement suffirait à justifier et à consacrer l'importance de la Conférence qui vient de se terminer, mais il ne prend toute sa signification que par l'ampleur et la valeur des délibérations qui l'ont précédé. Le caractère de ces délibérations peut se résumer en deux mots : l'esprit scientifique en est le fond, l'esprit de concorde en est la forme. Des hommes venus de toutes les parties du monde, de tous les coins de l'horizon social, ont étudié ensemble, sans se départir du calme le plus parfait, sans proférer une parole agressive, une question brûlante entre toutes : l'élévation de pensée et de senti-

(1) Discours prononcé à la séance de clôture de la Conférence internationale du chômage, tenue à Paris le 21 septembre 1910.

ment qu'implique cette attitude est la condition la plus certaine du succès de vos études futures.

Déjà, d'ailleurs, et par les débats mêmes qui viennent d'avoir lieu, l'Association du Chômage est orientée de façon très précise vers la méthode de travail la plus féconde, la seule qui convienne à notre siècle de réalisation, j'ai nommé la méthode expérimentale.

Tout dans les travaux de la Conférence, aussi bien dans les discussions qui viennent d'avoir lieu que dans cet admirable recueil de documents que constituent les rapports fournis par les sections nationales, tout, dis-je, témoigne de ce parti pris d'impartialité, d'objectivité, sans lequel, à l'heure actuelle, rien de solide ne peut s'édifier. Ce ne sont pas des vues théoriques, et *a priori*, que vous nous avez apportées, c'est une vaste enquête économique, un recueil de faits, de chiffres, de témoignages, tel qu'il n'en existait pas encore en ce domaine si neuf de la politique sociale; vous vous êtes pénétrés du contenu de ces documents, vous les avez coordonnés, vous avez retrouvé, sous la diversité des apparences, l'identité des institutions; vous nous avez fait toucher du doigt les difficultés de la statistique, les principes essentiels du placement, ceux de l'assurance, et dès maintenant, grâce aux travaux de la Conférence, une politique internationale de lutte contre le chômage apparaît à l'horizon comme possible.

Permettez-moi de remercier tous ceux qui se sont faits les artisans de cette œuvre, membres du bureau, rapporteurs, orateurs, représentants des associations professionnelles, tant patronales qu'ouvrières, qui ont mis au service de la cause commune tout ce qu'ils avaient de science, d'expérience, d'ardeur au bien et qui, ce faisant, nous ont donné confiance dans le succès de notre œuvre. Combien précieux a été, en particulier, l'apport fait au

trésor commun par les représentants des syndicats ! Que de faits impartialement et profondément observés ! On aperçoit là tout ce qu'a déjà produit d'utile pour l'éducation sociale l'admirable développement des associations professionnelles ouvrières.

Le syndicat, messieurs, tel est, si je ne me trompe, le véritable triomphateur de cette conférence ; sans lui, nous n'eussions rien fait de bon ; sans lui, rien ne pourra se faire d'efficace pour lutter contre le chômage. Aux yeux prévenus de certains, l'armature professionnelle semble lourde et même dangereuse. On regrette de voir les forces vives de la nation se couler dans ce moule anonyme de l'action collective. Il est de fait que la matière vivante ne se plie pas à sa forme sans quelques heurts. Mais allons jusqu'au bout, et nous verrons, au sein de l'association professionnelle, naître l'harmonie et la fécondité, tout comme se dépose au fond du creuset la matière précieuse.

En fait, il ressort de tout ce qui a été dit, que ni la statistique, ni le placement, ni l'assurance ne peuvent être réalisés sinon par ce mécanisme professionnel. Organisme constamment actif, seul le syndicat est à même d'apporter dans l'observation statistique du chômage une continuité efficace. Défenseur naturel des intérêts ouvriers, seul il a qualité pour s'entendre avec le syndicat patronal en vue de donner aux services publics de placement leur caractère nécessaire d'impartialité et de neutralité. Foyer d'aide mutuelle et de solidarité, seul il peut donner au travailleur la confiance indispensable dans la sûreté et l'efficacité des institutions d'assurance. Ne lui marchandons pas notre confiance ; faisons fond, au contraire, sur l'organisation professionnelle comme sur un outil de progrès scientifique, de progrès moral, de progrès social.

Progrès scientifique, ai-je dit, et, en effet, que savons-nous, jusqu'ici, du mécanisme infiniment complexe par lequel se produisent et se répartissent les richesses ? Le chômage est une rupture d'équilibre entre la production et la consommation. Pourquoi cette rupture d'équilibre, pourquoi certaines branches de la production sont-elles plus atteintes que d'autres par le fléau ? Voilà ce que nous pouvons apprendre, grâce à l'organisme professionnel, soit que nous l'observions dans son développement et dans sa vie, soit que nous lui demandions de se faire lui-même l'instrument de nos enquêtes et comme un révélateur de la vérité.

Progrès moral aussi, car en prenant conscience du jeu des forces productives, nous respecterons davantage l'effort même sans lequel rien ne se crée, et une véritable morale économique s'élaborera, toute pénétrée de cette loyauté qui, en échange d'un salaire équitable, fournit, comme disent les typographes français, du travail « en conscience ».

Progrès social enfin, résultant, sans que j'aie besoin de vous le démontrer, du progrès scientifique et du progrès moral, progrès social vers cet état supérieur de conscience où les facteurs divers de la production, capital, intelligence, travail, cherchent à faire équitablement entre eux la répartition des profits de l'effort commun, suivant cette formule que j'ai donnée ailleurs et que je me permets de rappeler : à chacun selon ses droits d'associé.

Quelle sera, dans cette société de demain, la loi exacte des rapports entre les diverses organisations ? Par quelles institutions communes se ménageront et se réaliseront les accords indispensables entre les groupements patronaux et ouvriers ? Evidemment, nous ne pouvons pas le prévoir encore, mais l'expérience faite ici autorise tous les espoirs. Dans cette collaboration volontaire et si cor-

diale des grandes fédérations patronales et ouvrières, dans ce rapprochement des travailleurs de l'outil et de la pensée, des chefs d'industrie, des fonctionnaires, des hommes politiques, n'avons-nous pas tous reconnu comme un gage de fraternelle entente, comme une assurance de paix sociale ?

Me trompè-je, messieurs, et me dénoncerez-vous comme trop optimiste ? Non. En tout cas, quelque chose défie le scepticisme et la négation : c'est la foi dans la valeur absolue de l'effort.

Travaillons tous opiniâtement pour notre idéal et, si faible que soit, à chaque heure, le progrès réalisé, nous savons bien qu'après chaque effort, il y aura dans le monde quelque chose de meilleur, puisqu'il y aura une somme plus grande de devoir accompli.

E. — L'INVALIDITÉ ET LA VIEILLESSE

I

LES RETRAITES ET LA MUTUALITÉ ⁽¹⁾

Mon cher Président et ami,

J'ai déjà dit à M. Guist'hau, président du Comité d'organisation, et à mon excellent collègue Roch, lorsqu'ils m'ont fait l'honneur de m'inviter au Congrès national de la Mutualité, combien j'étais touché de leur pensée et combien était profond mon regret de ne pouvoir me rendre à leur cordial appel. Je tiens à renouveler ici l'expression bien sincère de ces regrets et je vous serais reconnaissant, mon cher ami, d'être auprès du Comité d'organisation, du Bureau et de tous les membres du Congrès, l'interprète de ma gratitude pour l'honneur qui m'était offert et des vœux que je forme pour le plein succès des travaux qui vont réunir à Nantes l'élite de la Mutualité française.

L'importance du huitième Congrès sera décisive. C'est la première fois qu'un Congrès national se réunit depuis

(1) Lettre adressée à l'occasion du 8^e Congrès national des Sociétés de secours mutuels, tenu à Nantes du 16 au 21 mai 1904

ces mémorables journées de Saint-Étienne, où nous avons assisté, ensemble, à la naissance de la Fédération nationale. Pour la première fois, les mutualistes ne se réunissent plus aujourd'hui à l'état de foule, ardente et convaincue, mais sans cadre et sans organisation; les Sociétés se sont presque partout groupées en unions départementales; les groupes régionaux se sont formés à leur tour, et la Fédération nationale, où toutes les Sociétés se sentent représentées sans qu'aucune atteinte soit portée à leur autonomie, à leur libre développement, a créé entre elles une conscience commune, un centre commun d'études et d'action, de défense et de propagande, et, mutualisant pour ainsi dire entre elles les mutualités dispersées, elle a donné à leur œuvre le maximum de puissance, à la fois pour le perfectionnement intérieur de l'institution et pour son rayonnement extérieur sur le pays tout entier.

La Fédération nationale est bien jeune encore, mais elle a rendu déjà de grands services; elle est en de bonnes mains actives et sûres. J'ai le ferme espoir que le Congrès de Nantes lui donnera, par une consécration définitive, la force nécessaire pour l'achèvement de la grande œuvre sociale dont elle a désormais la responsabilité.

*
* *

Depuis que, par le groupement même, elles ont pris conscience de leur puissance, un esprit nouveau anime nos Sociétés mutuelles. Les notions, jadis trop distinctes et trop souvent opposées, de prévoyance et d'assistance, tendent non à se confondre, mais à s'harmoniser dans la notion supérieure de mutuelle et d'universelle solidarité. On commence à comprendre que, pour que l'acte de prévoyance ne soit pas simplement un acte d'égoïsme et

pour qu'il procure cependant, au prévoyant lui-même, la somme la plus grande de bienfait, il faut que cet acte soit vraiment un acte de prévoyance « mutuelle », c'est-à-dire qu'il comporte, suivant l'expression d'un maître de la science économique, « un sacrifice individuel en échange d'un avantage social ». Et l'on comprend, par là même, que l'acte d'assistance à son tour, pour n'être pas un acte d'impuissante et vaine charité, doit être étroitement uni à l'acte de prévoyance.

Assister seulement celui qui ne peut plus être sauvé, c'est à la fois inintelligent et inhumain : car c'est gaspiller, sans résultat, une part des ressources sociales, c'est attendre, pour soigner le malade, que la maladie soit incurable. C'est avant la chute que l'homme doit être soutenu. C'est à l'effort de prévoyance que l'assistance doit être accordée.

Quel bienfait pour les travailleurs, si ces pensées, pénétrant dans nos généreuses Sociétés mutuelles, y amenaient l'extension et la transformation progressive du service de secours aux malades ! Toute l'hygiène sociale se ramène, à mes yeux, à cette règle de conduite : prévenir la maladie partout où cela est possible, pour n'avoir pas à charge, trop souvent en vain, de la guérir.

Quand on songe qu'il meurt en France, annuellement, 150.000 enfants du premier âge, alors que la moitié au moins auraient été sauvés par une hygiène préventive ; quand on sait qu'il meurt en France, annuellement, malgré tous les efforts de la science, 150.000 malades de la tuberculose, alors que le plus grand nombre n'aurait pas dû contracter l'effrayante maladie, comment ne souhaiterait-on pas voir partout la prévoyance devancer l'assistance et l'appeler à son aide ? Et quel rôle admirable serait celui de nos Sociétés mutuelles, si elles prenaient la tête de ce mouvement !

On s'est préoccupé du danger que l'organisation de l'Assistance médicale gratuite pouvait faire courir au recrutement des mutualités : à quoi bon, pouvait-on dire, verser une cotisation pour secours en cas de maladie si l'on peut, sur les fonds publics, obtenir ce secours sans avoir versé cette cotisation ? L'esprit d'indépendance et de dignité qui distingue à un si haut degré nos sociétés, les a sauvés de ce triste calcul d'égoïsme, et pendant que le nombre des malades gratuitement assistés s'élevait, par l'effet de la loi, de 375.000 en 1895, à 554.000 en 1901, le nombre des malades soignés par les mutualités s'est élevé, d'un mouvement presque égal de 397.000 en 1895 à près de 500.000 en 1901 (le chiffre de 500.000 a même été dépassé en 1900). Mais quel champ admirable resterait en tout cas ouvert à la Mutualité, si elle voulait agir en dehors de l'assistance à la maladie déclarée, qui, seule, est prévue par la loi générale, et faisant ainsi l'acte de véritable prévoyance sociale, appliquer ses efforts et une partie de ses ressources à la prévention de la maladie ? Combien plus ainsi elle sauverait de ses membres ! Et combien moins lourde serait, pour le même nombre de membres sauvés, cette dépense de sage et féconde solidarité !

Si le développement des institutions d'Etat en matière d'assistance médicale me paraît devoir préparer, non une diminution, mais un accroissement et un renouvellement de la puissance bienfaisante des mutualités, en leur donnant de leur rôle social une vue plus nette et plus pénétrante, à plus forte raison cette puissance doit-elle demeurer intacte sur l'autre terrain où l'Etat s'apprête à organiser la solidarité prévoyante : je veux dire la constitution des retraites pour les travailleurs. Quel sera ici le domaine définitif des œuvres de l'Etat et des œuvres de la mutualité libre ? On ne peut le dire dès maintenant

avec précision, puisque le système des retraites de l'État n'est pas encore fixé par les pouvoirs publics. Mais déjà, si l'on consulte les délibérations récentes de la Commission d'assurance et de prévoyance et du groupe de la Mutualité à la Chambre des députés, on voit qu'un accord est prochain sur les principes essentiels. Il y a longtemps déjà que j'avais proposé, pour mon compte, cette formule : obligation de l'acte de prévoyance ; liberté des moyens. Et tous aujourd'hui semblent accepter que la Société mutuelle de retraites soit un des libres organes de l'assurance obligatoire, le travailleur pouvant la préférer à la Caisse d'État pour l'encaissement et l'administration de ses versements.

A quelles conditions les Sociétés mutuelles s'encadreront-elles dans l'organisation générale de la retraite ? Le versement du mutualiste n'est pas exclusivement fait en vue de la retraite ; le secours en cas de maladie est un des objets de sa cotisation, il en a été longtemps presque l'objet exclusif ; il en est encore aujourd'hui l'objet principal à ses yeux.

Or, il ne faudrait pas, qu'en exigeant du mutualiste — pour qu'il participât à l'organisation générale — une cotisation de retraite égale à celle que verseront obligatoirement les autres travailleurs à la Caisse de l'État, on l'obligeât à réduire, à supprimer peut-être sa cotisation en vue de la maladie ; celle-ci est, au point de vue social, au moins aussi intéressante, aussi nécessaire, « puisque, suivant vos propres expressions, mon cher Président, les secours de maladie mettent le travailleur en meilleure posture dans la lutte pour toute la vie, qui aboutit à la vieillesse ». Aussi, avez-vous proposé hardiment de résoudre la difficulté en admettant « l'équivalence de l'opération mutualiste prise dans son ensemble avec l'assurance légale restreinte à la rente viagère ».

Je crois qu'il serait difficile d'aller jusque-là sans créer entre les deux catégories de citoyens une inégalité qui soulèverait bien des résistances. Que répondre aux travailleurs soumis à l'assurance obligatoire, si pour un versement donné ils obtenaient seulement la retraite légale, alors que les assurés libres de la Mutualité, pour le même versement, obtiendraient la même retraite, après avoir reçu toute leur vie les secours médicaux?

Mais si l'on peut considérer comme trop absolue la formule donnée par vous de l'équivalence à établir entre les cotisations de la Mutualité et les versements légaux du système des retraites, le principe même de cette équivalence doit être hautement approuvé; c'est là qu'est la solution du problème. Il y aura entre les diverses formules de l'équivalence une transaction à chercher; et l'on peut être certain que le législateur, soucieux du salut et du développement de la Mutualité, saura la déterminer avec équité.

Un certain nombre de faits peuvent d'ailleurs nous rassurer dès maintenant sur l'avenir; d'une part, en admettant les Sociétés de secours mutuels à collaborer à l'œuvre générale des retraites, la loi nouvelle prescrira en tout cas, que la contribution patronale soit versée à la caisse de la Société mutuelle en regard de celle de l'ouvrier participant; de ce chef, les cotisations mutuelles pour la retraite se trouveront immédiatement doublées de valeur; d'autre part, la loi de 1898 accorde à la Mutualité un certain nombre d'avantages qui permettent aux Sociétés d'augmenter directement ou indirectement la mise de chacun des sociétaires, et la loi des retraites ne manquera pas de maintenir et de confirmer ces encouragements à la libre prévoyance; enfin, d'ores et déjà, il existe dans toutes nos Sociétés un courant d'opinion en faveur de l'augmentation des retraites et l'on y reconnaît

de plus en plus la nécessité d'élever le taux des apports individuels en vue de cette augmentation. Ainsi, bien des causes prochaines agiront pour diminuer l'écart qui paraît devoir exister entre les versements mutualistes et ceux que fixera la loi nouvelle ; elles abaisseront par là même les obstacles qu'on craint de voir s'opposer à l'équivalence définitive entre les deux modes de prévoyance.

Mais j'ai hâte, mon cher Président et ami, de clore cette lettre déjà trop longue. En ce qui touche le problème des retraites, je n'ai voulu demander qu'une chose à nos amis du Congrès national : c'est d'en aborder l'étude avec confiance et dans un esprit de solidarité civique.

Ils peuvent être sûrs qu'en échange ils trouveront au Parlement le même esprit de mutuelle équité et la ferme volonté de rendre justice à l'admirable effort de nos Sociétés, et de leur faire la place qu'elles méritent dans l'organisation générale de la prévoyance nationale.

Ils sauront ne pas s'enfermer dans la satisfaction de l'œuvre accomplie, ni même dans la préoccupation de son développement exclusif. Ils se rappelleront que pour tout vrai mutualiste, la Mutualité n'est pas le but dernier de l'effort social, mais qu'elle est le moyen le plus puissant et le plus conforme à la dignité humaine de donner à cet effort le maximum de ses résultats.

L'organisation de l'assurance solidaire de tous les citoyens contre l'ensemble des risques de la vie commune — maladies, accidents, chômage involontaire, invalidité, vieillesse — apparaît au début du xx^e siècle, comme la condition nécessaire du développement pacifique de toute Société, comme l'objet essentiel du devoir social. La République a entrepris cette tâche : elle a déjà réalisé en partie l'organisation de la prévoyance contre les accidents ; elle poursuit maintenant l'organisation de la pré-

voyance contre le plus certain, le plus inévitable de tous les risques : la vieillesse.

L'intérêt de tous, le devoir de tous, est de faciliter à l'Etat le succès de cette grande entreprise. Les mutualistes, ai-je besoin de le dire, sont au premier rang des citoyens qui comprennent cette nécessité. Ils ont d'eux-mêmes, spontanément, librement, pour leur part et dans les limites de leur action privée, tenté la même entreprise. Ils doivent se réjouir de voir l'Etat s'inspirant de leur exemple, la reprendre aujourd'hui au profit de tous. Ils trahiraient la grande cause qu'ils ont si vaillamment servie, si, dans les projets en discussion, ils ne combattraient pas les mesures qui risqueraient de compromettre le développement de leur œuvre ; mais ils la trahiraient également si, en en oubliant l'esprit véritable, ils ne s'associaient pas de tout cœur à l'effort qui se poursuit pour assurer à tous — qu'ils soient moins heureux ou moins sages — les bienfaits que leur prévoyance a su déjà leur assurer à eux-mêmes.

Comme les éléments du ciel et de la mer, les forces sociales soulèvent, en se heurtant, de formidables tempêtes, où l'homme, misérable épave, vient s'engloutir. Guidés par votre raison et votre conscience, vous êtes, vous, sur vos barques plus rapides, déjà parvenus au port, et sur la terre pacifique, vous avez su les premiers poser fermement le pied. Vous y avez construit votre demeure, où règne la santé, où s'annonce la sécurité de vos vieux jours. Voici que, suivant votre sillage, le reste de l'équipage cherche à prendre terre à son tour. Il saura, n'ayez aucune crainte, respecter votre domaine légitimement conquis ; et la première place que vous vous êtes faite sur la terre nouvelle, il devra, par reconnaissance, vous la faire, s'il le peut, plus belle et plus large encore. A votre tour, vous saurez, en mutualistes véritables,

apporter à ceux qui vous suivent le concours de vos efforts, et vous les aiderez à construire, assez vaste pour tous vos semblables, la cité commune de paix et de fraternité dont vous avez pour vous et pour les vôtres élevé les premières maisons.

Je sais, mon cher ami, que vous partagerez mes espérances; puisque j'ai le profond regret de ne pouvoir en porter personnellement l'expression à nos amis, je me console un peu en pensant que vous vous en ferez l'éloquent interprète.

Dites-leur bien tous les vœux que je forme pour le succès du Congrès de Nantes et pour le grand avenir de la Fédération nationale de la Mutualité française.

L'ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ ET LA DÉFENSE NATIONALE ⁽¹⁾

Mesdames, Messieurs,

Vous êtes sous l'impression des dernières paroles de notre ami Fuster, et je voudrais vous y laisser; il a, après un exposé remarquablement clair de l'organisation de l'assurance contre l'invalidité en Allemagne, prononcé des paroles qui allaient plus loin que l'étude même de cette organisation et qui n'étaient rien moins que l'appel pour tous les Français soucieux de l'avenir de notre patrie à un véritable devoir national. Nous devons lui être reconnaissants, non pas seulement du talent avec lequel il a développé cette thèse, mais du courage, du grand courage qu'il a mis à l'exposer devant vous.

On peut, en effet, craindre d'être un peu malvenu lorsqu'on fait l'éloge des institutions et de la prospérité d'une nation voisine, surtout lorsque, entre cette nation et la nôtre, se dressent les souvenirs que vous savez. On peut hésiter avant de présenter un tableau élogieux de la prospérité et de la grandeur de cette nation. Et pourtant..., si l'on faisait autrement, on manquerait au plus impérieux des devoirs envers son propre pays, car

(1) Discours prononcé au Musée social, le 9 novembre 1909.

le véritable patriotisme consiste non pas seulement à proclamer qu'on aime sa patrie, qu'on la veut grande et forte, mais à savoir comment une autre nation peut être grande et forte, à surprendre, pour ainsi dire, le secret de cette puissance et de cette force, en deux mots, à chercher, là où elles sont, les leçons de mieux vivre et de *pouvoir* davantage.

Or, c'est bien cela que Fuster a fait avec autant de précision que d'élévation de pensée. Il nous a d'abord montré ce qu'est cette assurance contre l'invalidité qui, aujourd'hui, non seulement s'étend sur tout le territoire allemand, mais rayonne à travers toute l'organisation politique et sociale de l'Allemagne. En nous la décrivant, en nous montrant ses ramifications si profondes et si lointaines, il nous a amenés naturellement à cette conclusion : Qu'y a-t-il donc en France d'analogue ? Que fait-on chez nous pour obtenir de semblables résultats ?

En quoi consiste cette assurance contre l'invalidité ? Fuster vous a montré quel avait été d'abord l'objet limité de cette entreprise et par quelle évolution elle s'était ensuite prodigieusement étendue et transformée. Je crois qu'aucune des pensées si hautes que vous avez entendu exprimer tout à l'heure et qui sont certainement, aujourd'hui, celles des hommes qui président au développement de ces assurances, n'a été d'abord dans l'esprit des fondateurs ; ceux-ci avaient conçu une œuvre excellente, mais purement technique ; ils en avaient plus ou moins bien calculé les conséquences financières ; ils avaient su établir, par des méthodes ingénieuses, des conclusions relativement exactes au sujet du fonctionnement de l'assurance en question ; ils avaient le droit de se dire, et ils se sont dit : nous avons mis sur pied une bonne œuvre de prévoyance sociale, nous avons fait

notre devoir. Mais en l'institution elle-même, il existait je ne sais quelle force organique qui réside précisément dans toute organisation où les principes mêmes de la solidarité nationale et sociale sont judicieusement appliqués : c'est cette force, se dégageant d'elle-même, éclairant peu à peu ceux qui se servaient d'elle sans la connaître, qui les a guidés dans la voie nouvelle et leur a fait entreprendre l'œuvre dont Fuster a dressé devant vous l'émouvant tableau.

Il vous a montré avec quelle nécessité impérieuse s'imposait, à nous et à tous les pays organisés, une assurance ainsi comprise contre le risque d'invalidité. S'il est un risque qu'il faille assurer, c'est celui-là, parce que, ici, le risque de l'individu c'est, véritablement, le risque d'invalidité de la nation ; toutes les autres assurances sont presque, si j'ose dire, des *assurances d'assistance*, celle-là seule est vraiment une *assurance de prévoyance*.

L'assurance de la vieillesse est une assurance d'assistance, puisqu'il s'agit, en somme, par cette assurance, de donner à celui qui ne peut plus travailler le moyen de vivre dignement et dans des conditions modestes, mais suffisantes, jusqu'à son dernier jour. L'assurance contre les accidents du travail, c'est l'indemnité donnée à celui qui, ayant perdu une partie de sa faculté de travail, doit être secouru par l'effort national pour la partie de sa vie qu'il ne peut plus assurer par son travail même. Dans les deux cas, c'est une assistance véritable à une victime de l'accident ou des lois naturelles de la vie, et la prévoyance a consisté à créer les ressources nécessaires à cette assistance.

Au début, l'assurance-invalidité n'est pas, il est vrai, différente. Mais comprise comme elle l'est aujourd'hui en Allemagne, elle prend un caractère tout autre. Son

but n'est plus d'aider l'homme à supporter le mal, mais de l'empêcher de le subir. Elle a pour but d'empêcher que l'homme qui, momentanément, est atteint dans sa santé, dans sa puissance de travail, ne reste définitivement atteint; elle se propose de le soigner, pour qu'il se relève de cette atteinte, qu'il reconquière peu à peu sa force de travail habituelle et qu'il puisse de nouveau gagner sa vie par son propre effort. Ici, l'assuré a pour but de relever la victime, de la restituer *in integrum*, et de rendre à la nation son capital humain intact. C'est donc la véritable prévoyance, celle-là, la prévoyance sociale dans l'acception la plus complète, et c'est la seule pourtant qui ne soit pas encore organisée dans notre pays et à laquelle il semble qu'on n'ait pas songé jusqu'ici, alors que c'est elle qui, au contraire, devrait être réalisée avant tout.

Est-ce à dire que nous allons demander à l'Etat d'entreprendre lui-même cette assurance? Non. Fuster vous a indiqué — je suis très heureux qu'il ait insisté sur ce point qui m'a toujours semblé essentiel — combien les conditions du risque d'invalidité étaient différentes de celles de l'assurance de la vieillesse; il y a entre ces deux assurances une différence considérable. Le risque de la vieillesse est un risque simple, facile à calculer, il suffit d'apporter un acte de l'état civil pour savoir si les conditions de l'assurance sont réalisées; le risque de la vieillesse est, par conséquent, un de ces risques dont la puissance publique peut calculer mathématiquement les conséquences, toutes les conséquences, c'est un de ces risques que l'Etat peut facilement contrôler, sans qu'il connaisse le moins du monde l'individu dont il s'agit, par la constitution d'un simple dossier. L'assurance de la vieillesse est, en d'autres termes, un de ces grands services publics qui peuvent être centralisés sans oppres-

sion pour les citoyens, et sans risques graves pour la bonne gestion des affaires financières.

L'assurance contre l'invalidité, au contraire, a en vue les risques les plus variables, les plus incertains, les plus individuels qui se puissent imaginer. L'invalidité de l'homme non seulement est variable suivant la nature de l'accident ou de la maladie qui l'a frappé, mais elle est variable en elle-même, à tel jour ou à telle heure, à quelques semaines de distance : celui-ci qui peut donner aujourd'hui seulement le quart de son travail pourra, dans quelques semaines, donner la moitié, peut-être les deux tiers, peut-être l'intégralité de ce travail. Par conséquent, voilà un risque attaché à l'individu et dont la mesure est si difficile à connaître, à apprécier et à fixer, qu'il faudrait pour ainsi dire suivre journellement et à toute heure l'assuré, pour savoir si véritablement il reçoit ce qu'il doit recevoir ou s'il reçoit plus ou moins.

Comment l'Etat pourrait-il, dans cette circonstance, organiser d'une façon générale et totale l'assurance de ce risque ainsi variable à l'infini? C'est, comme Fuster l'a indiqué à maintes reprises, au Congrès de Rome notamment, et ce soir encore, c'est à des organes locaux, décentralisés, indépendants, à des groupes assez rapprochés de l'individu pour que l'observation et le contrôle des faits soient toujours possibles, que l'assurance-invalidité pourra sûrement être confiée.

Eh bien ! en faisant ce parallèle, qu'est-ce que Fuster a voulu nous dire? C'est qu'un problème à la fois très prochain et entièrement nouveau se pose devant nous. C'est qu'aujourd'hui où nous allons avoir réalisé (et certainement, mon cher collègue et ami Ribot, vous aurez contribué beaucoup à cette réalisation) l'assurance-vieillesse, il faut nous placer résolument en face de cet autre mal, l'invalidité, se dire qu'en réalisant l'assurance-

vieillesse, la démocratie française n'a accompli encore qu'une infime partie de son devoir social, que c'est la plus grande et la plus impérieuse partie de ce devoir social qu'il lui reste à accomplir et c'est aussi qu'il faut reconnaître qu'une méthode différente sera nécessaire pour faire aboutir ce suprême effort.

Quels sont les moyens par lesquels cette réalisation pourra être obtenue? Fuster vous les a laissé clairement comprendre : nous devons chercher dans cette admirable organisation d'initiative et de prévoyance privée que sont les Sociétés de secours mutuels, les artisans, les soutiens, les fondateurs pour ainsi dire de la nouvelle assurance. C'est là que nous chercherons, et je puis le dire (grâce au contact qui s'est établi entre la Fédération Nationale de la Mutualité et nous tous dans des conférences récentes), c'est là que nous trouverons, nous en sommes certains, les concours grâce auxquels cette œuvre pourra aboutir.

*
* *

Je ne voudrais pas vous retenir plus longtemps, je voudrais simplement, encore, appeler l'attention sur les dernières paroles de Fuster, — non pas la vôtre, à vous qui êtes ici, car vous n'oublierez pas le mouvement admirable d'éloquence qui vous a tous élevés au-dessus de vous-mêmes pendant quelques minutes, — mais je voudrais appeler au dehors l'attention publique sur les conclusions de la conférence de Fuster. Je le disais tout à l'heure, il a posé un véritable problème de défense nationale ou plutôt, suivant le mot qu'il me disait lui-même l'autre jour, il a posé le problème de la défense nationale à l'intérieur. En France, nous sommes tous unis et tous d'accord lorsqu'il s'agit du problème de la

défense nationale à l'extérieur. Il suffit que ce nom de défense nationale soit prononcé, il suffit qu'à l'une des tribunes des Chambres quelqu'un se présente pour dire : « Ce sacrifice est nécessaire dans l'intérêt de la Patrie, cette dépense est indispensable pour notre armée, pour notre marine », pour que, non pas sans discussion, car la discussion est nécessaire, mais sans résistance véritable, les crédits soient accordés. Je vois ici des collègues qui appartiennent à des opinions différentes dans nos Chambres, et je suis sûr que leurs votes et les nôtres se sont toujours rencontrés quand ces questions se sont posées. Eh bien ! il y a malheureusement des dépenses aussi nécessaires pour la défense de la Patrie : ce sont celles auxquelles a fait allusion Fuster tout à l'heure, celles qui permettront de combattre à l'intérieur même du pays ces causes qui troublent son avenir ; ce sont les dépenses de santé publique, j'allais dire de salut public, par lesquelles seront assurés et garantis, la vigueur, la force et le développement ultérieur de la race française.

Comparez ces deux Etats et rappelez-vous ce que vous disait Fuster. Voici, d'un côté, un pays qui a plus de 60 millions d'habitants, qui est en plein développement, en pleine croissance, et qui pense que son avenir n'est pas encore suffisamment assuré, puisqu'il n'hésite pas à s'imposer des sacrifices considérables, qui pèsent sur l'immense majorité des citoyens, pour rendre encore plus forte cette race, plus puissante cette patrie, plus grand dans l'avenir le développement de cette Allemagne ; plus il se sent puissant, plus il se sent le devoir de le devenir encore davantage. Et nous, au contraire, qui sommes riches d'initiatives admirables, d'esprits généreux, en possession de tout ce qui peut déterminer le grand mouvement passionné de l'opinion pour le bien, nous ne savons pas tirer parti de ces ressources par

défaut d'organisation, par défaut de programme, par méconnaissance des conditions véritables du problème, par ignorance du mal. Alors que notre natalité ne s'accroît pas et que notre mortalité augmente, alors que les dernières statistiques montrent que dans le premier semestre de 1909 il y a eu encore 28.000 décès de plus que dans le semestre précédent, alors qu'il ne s'agit plus seulement de lutter pour élever le chiffre total de la population française, mais qu'il s'agit de combattre pour qu'il ne vienne pas à décroître, il semble que nous soyons insensibles à ce péril, que nous le contemptions avec insouciance et que nous passions indifférents à côté de l'abîme !

Est-ce que ce parallèle entre ce que se sont imposé ceux-là et ce qu'ignorent ceux-ci, ce qu'ils ne songent pas à faire, n'a pas véritablement quelque chose d'angoissant qui doit nous remuer tous jusqu'au fond de l'âme et nous déterminer à faire la propagande nécessaire pour qu'enfin le mouvement de résistance et d'action indispensable se produise dans notre pays ?

La conférence de Fuster a eu pour but, j'en suis sûr, dans sa pensée profonde, de jeter ce cri d'alarme, et d'appeler toutes les bonnes volontés, toutes les bonnes consciences à l'action commune pour ce bien commun. Nous devons l'en remercier et nous devons mettre cette question de la défense de la santé publique à l'ordre du jour.

Il faut qu'elle devienne véritablement un article des programmes — des programmes électoraux, je dis le mot très nettement — au point de vue municipal, départemental, législatif, sur tous les terrains et à tous les degrés. Il faut que nous puissions dire publiquement à nos mandants : nous serions des mandataires infidèles si nous ne vous prévenions pas qu'il y a un péril, un grand péril, qui menace notre pays ; nous demandons votre suffrage, votre

confiance pour travailler à lutter contre ce péril, et nous vous demandons de ne nous les donner qu'à la condition que nous travaillerons énergiquement à cette tâche-là.

Ce n'est pas ici qu'il est possible d'entrer dans l'examen détaillé des mesures urgentes, indispensables. Je ne citerai qu'un exemple. Il y a en France, depuis 1902, une grande loi de santé publique. J'ai l'honneur de présider depuis six ans la Commission permanente de la tuberculose au ministère de l'Intérieur, nous y avons, à plusieurs reprises, signalé la non-application de cette loi : au nombre de ses dispositions, il y a, par exemple, celle qui prescrit la désinfection des appartements dans lesquels il y a eu des décès par maladies contagieuses, mesure qui est au premier rang des conditions de défense de la santé publique. Or, nous en sommes encore aujourd'hui à ne pas pouvoir assurer cette désinfection dans beaucoup de villes et dans la plupart des villages ; la loi la prescrit, les moyens manquent, les crédits nécessaires ne sont pas votés.

Il faut absolument que cet état de choses cesse. Il faut que les Conseils généraux se décident à donner l'exemple aux communes ; il faut que les villes créent leurs bureaux d'hygiène ; les campagnes, leurs services de désinfection. Partout, il faut qu'un grand nombre de bonnes volontés s'éveillent, s'éclairent, se groupent, pour arriver à réaliser chacun des petits organismes locaux sans lesquels la réforme ne sera pas accomplie. Des préoccupations très légitimes existent : le souci du devoir professionnel chez les médecins qui ne veulent pas déclarer certaines maladies, le souci de l'équilibre du budget chez les maires et les conseillers généraux et municipaux. Toutes ces objections sont respectables, mais elles ne peuvent prévaloir contre l'intérêt suprême ; il faut que ces difficultés pratiques soient surmontées. On ne peut plus

laisser durer cet état déplorable de logements où sont morts des contagieux et où se forment des foyers de contagion qui s'étendent autour du mort, menacent sa famille, ses enfants, ses voisins, et peuvent répandre dans le pays cet épouvantable fléau de la tuberculose qui frappe aujourd'hui annuellement 150.000 de nos concitoyens !

Combien d'autres mesures d'hygiène sociale sont aussi nécessaires, aussi urgentes : — lutte contre le taudis, contre l'alcoolisme ; surveillance des milieux collectifs, tels que l'école, la caserne, le navire ; protection de la maternité et de la première enfance ; transformation des méthodes de l'assistance en méthodes préventives et prophylactiques ! Mais le temps nous manquerait si nous voulions montrer dans toute son étendue le devoir social que nous impose à tous le péril qui menace de toutes parts la santé, la vigueur, le nombre de cet admirable peuple français.

Est-il possible devant un péril semblable de s'arrêter à des objections d'intérêt particulier ou professionnel, ou à des motifs d'ordre financier ? Est-ce qu'il y a une défense plus profitable que celle qui serait faite pour enrayer la contagion d'un tel mal ? Est-ce qu'il y a un intérêt commun supérieur à celui de continuer à vivre ? Nous sommes venus ici pour vous dire, de toutes nos forces, ces choses douloureuses, ces vérités nécessaires. Nous vous demandons à votre tour de les répéter sans cesse autour de vous et de répandre partout notre cri d'appel.

C'était bien là ce que voulait Fuster lorsqu'il a pris la parole aujourd'hui. Il a modestement appelé « Conférence sur l'assurance contre l'invalidité en Allemagne » ce qui, dans sa pensée, avait une portée bien plus haute. Il a voulu prendre, il a pris, en réalité, l'initiative d'une croisade

pour la défense de la race et de la Patrie française.

Mesdames, messieurs, il faut que cet appel soit entendu. Inspirons-nous de l'exemple classique qu'on nous apprenait au collège. Faisons comme le vieux Caton, qui, toutes les fois qu'il prenait la parole en public, répétait le *Delenda Carthago*. Il faut que tous les hommes publics qui ont à prendre la parole en France, quel que soit le sujet de leurs discours, y ajoutent ce mot et le répètent sans se lasser : « Il faut que la France vive ! »

III

LA LOI DES RETRAITES ET L'HYGIÈNE SOCIALE ⁽¹⁾

L'emploi des fonds à provenir du fonctionnement de la loi sur les retraites ouvrières a soulevé, lors de la discussion au Sénat, une question qui intéresse au plus haut point l'hygiène publique. Il s'agissait de savoir si ces fonds ne pourraient pas être employés partiellement en prêts aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociales. Un amendement en ce sens, présenté en première délibération, avait été écarté par le Sénat. La Commission y faisait encore des objections à la seconde délibération, le 15 mars 1910; les institutions dont il s'agit, disait-elle, ne sont point destinées à donner des bénéfices. Elles n'offrent donc point à celui qui leur consent un emprunt la sécurité nécessaire, ni quant au remboursement du capital prêté, ni quant au service des intérêts périodiques.

Mais M. Léon Bourgeois intervint pour défendre l'amendement qu'il avait présenté, d'accord avec M. Paul Strauss, et qui tendait à autoriser, sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières, et jusqu'à concurrence du dixième, les placements des fonds de la Caisse des retraites ouvrières aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 et aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociales reconnues d'utilité publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de Sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906.

(1) Discours prononcé au Sénat, le 15 mars 1910.

L'amendement fut adopté par le Sénat, à la suite de l'intervention de M. Léon Bourgeois, et ce vote fut ratifié par la Chambre des députés.

MESSIEURS, je suis très reconnaissant à M. Fessard des termes dans lesquels il a formulé l'opinion de la majorité de la Commission qui s'oppose à l'adoption de notre amendement.

Il a bien voulu dire qu'une minorité était déjà prête à partager notre avis; il a ajouté qu'un grand nombre de membres de la Commission, ce qui constituerait alors la majorité, n'hésiterait pas à s'y rallier, s'il résultait des explications que je me propose d'apporter au Sénat qu'il n'y a pas d'imprudence à consentir des prêts aux établissements de prévoyance et d'hygiène sociale qui offrent des garanties suffisantes pour que les fonds qui leur seront prêtés ne soient en aucun cas mis en péril, ni quant au capital, ni en ce qui regarde les intérêts. C'est précisément sur ce point que je demande au Sénat la permission de lui fournir quelques éclaircissements.

Lorsque, en première délibération, le Sénat a écarté les deux amendements signés, l'un de mon collègue et ami, M. Paul Strauss et de moi, l'autre de mon collègue et ami, M. Ferdinand-Dreyfus, qui tendaient tous les deux, en fin de compte, à cette extension des placements que nous demandons, il a été inspiré, je crois, par une sorte de malentendu, qui existe encore aujourd'hui et qu'il est très facile de dissiper.

Je dis « malentendu » parce que, au cours de la séance du 25 janvier, les objections présentées faisaient apparaître la mesure que nous sollicitons comme un acte de bienfaisance : ce sont les propres termes que plusieurs de nos collègues ont employés à ce moment.

M. le rapporteur — c'était ce jour-là M. Cuvinot —

disait : les versements que l'on fera à ces œuvres ne pourront pas avoir d'autre caractère que celui d'actes de bienfaisance, puisqu'il s'agit d'institutions dont les capitaux sont improductifs, et M. Monis ajoutait « Et qui, par définition, ne peuvent rien rapporter ».

M. Cuvinot reprenait un peu plus loin cette idée en disant : « Les ouvriers ont déjà bien assez tendance à se plaindre de l'insuffisance de leurs retraites. Si vous prélevez sur leur capital une fraction d'un cinquième, songez à ce qu'ils diront. »

Et M. Delahaye ajoutait « C'est faire la charité avec l'argent des autres. »

Il ne s'agit pas, messieurs, de faire la charité ; il ne s'agit non plus, en aucune façon, de compromettre le capital des Caisses de retraites en l'aventurant dans un placement incertain et sans intérêts : il s'agit d'obtenir que ces Caisses soient autorisées à employer en prêts aux institutions, dont nous parlons, une partie du dixième prévu au 4^o du paragraphe 3 de l'article en discussion, le même taux d'intérêt étant stipulé et les mêmes garanties exigées que pour les autres prêts que vous avez autorisés déjà, ceux, par exemple, aux Sociétés d'habitations à bon marché, aux jardins ouvriers, etc.

Toute la question est donc de savoir, non pas si nous vous demandons par notre amendement un acte de bienfaisance, — le contraire n'est pas douteux, — mais si les placements que nous vous proposons d'autoriser seront faits dans toutes les conditions de sécurité voulues.

Je n'hésite pas à répondre affirmativement à la question ainsi posée. On confond trop souvent le fait que l'esprit de bienfaisance, comme l'on dit, préside à la création de ces institutions de prévoyance et d'hygiène sociale, et cet autre fait que leurs capitaux sont incapables de produire un intérêt. Il n'y a aucune espèce de lien entre

ces deux idées; telle institution, créée grâce à des capitaux fournis par des donateurs uniquement inspirés de l'esprit de bienfaisance, les emploie à son gré et parvient à en tirer des revenus avec lesquels elle pourvoit à ses services; quel que soit le caractère de bienfaisance qui a présidé à l'origine de sa fortune, elle gère celle-ci comme elle l'entend et comme doit le faire toute autre institution possédant un capital qu'elle veut faire fructifier. Elle agira évidemment avec les mêmes précautions que prennent les Sociétés auxquelles nous avons déjà autorisé des prêts.

Il n'y a donc aucune raison pour que, contractant un emprunt, les Sociétés de prévoyance et d'hygiène sociales que nous avons en vue ne puissent pas fournir un intérêt annuel pour le service de cet emprunt, ainsi que les garanties nécessaires au remboursement du capital.

Mais, allez-vous dire, et c'est là que nous arrivons au point essentiel : citez-nous donc des institutions de prévoyance et d'hygiène sociales qui aient des capitaux placés, qui en tirent des revenus et qui, par conséquent, offrent les garanties nécessaires pour le service des intérêts et le remboursement du capital qui leur aura été prêté.

J'ai deux réponses à faire : la première, c'est qu'on peut citer de ces Sociétés existant en France ; la seconde, c'est qu'on ne peut en citer que très peu ; aussi est-il indispensable de faire un effort pour leur permettre de se multiplier dans notre pays.

On peut en citer, dis-je. Le 25 janvier, notre honorable collègue, M. Strauss, a mentionné le sanatorium de Bligny. Cette institution florissante possède en effet des capitaux certains : elle a, en même temps, des revenus assurés.

Le sanatorium de Bligny, vous le savez, n'est pas un établissement d'assistance proprement dite, d'assistance

gratuite ; les malades y paient un prix de journée, un prix de pension.

Un certain nombre de Sociétés comme le Crédit lyonnais, le Crédit foncier, les grandes Compagnies de chemins de fer ont créé, passez-moi le mot, des bourses à ce sanatorium ; elles ont un, deux, trois lits dont elles peuvent désigner les titulaires, et elles ont fourni les capitaux qui représentent les frais de premier établissement de ces lits, ainsi que ceux de leur service annuel.

Une Société comme le sanatorium de Bligny est donc en état de faire des recettes annuelles que tout le monde peut constater et contrôler. Mais, dit-on, ces recettes, suffisantes pour le service annuel des lits, ne pourraient être détournées de leur affectation pour servir au paiement des intérêts d'un emprunt. C'est une erreur. Les Sociétés dont je parle reçoivent souvent plus qu'il ne leur est nécessaire pour leur fonctionnement. Seulement elles ne peuvent pas faire de cet excédent de recettes un usage utile, parce qu'il est insuffisant pour élever un pavillon, pour installer des services permanents qui ne vont pas sans un capital de premier établissement assez important. Elles ont bien des revenus, qui leur permettent d'augmenter, par exemple, le nombre de lits, mais qui sont insuffisants pour qu'elles puissent acquérir un autre domaine, afin de donner, le cas échéant, une extension nouvelle aux services dont elles se sont chargées.

Il est encore d'autres œuvres dont je vous demande la permission de dire un mot. Les Sociétés de la Croix-Rouge qui, dans ces derniers temps, au milieu d'un désastre national, ont rendu d'admirables services à la population des environs de Paris notamment et des départements, et avec lesquelles je me suis trouvé en relations à raison de la lutte contre la tuberculose qu'elles ont l'intention et le désir d'entreprendre, ces Sociétés, dis-je, possèdent

des revenus considérables, mais n'ont pas le capital nécessaire pour la création d'un nouvel établissement, pour la construction d'un immeuble par exemple.

Au contraire, si nous regardons à l'étranger, si nous pénétrons en Allemagne (mon excellent ami M. Ferdinand-Dreyfus nous a décrit l'autre jour, ce qu'il a vu dans son dernier voyage), nous apercevons que, sur tous les points du territoire, il existe des institutions de ce genre, dont la création a pu être faite grâce aux avances consenties aux Sociétés qui les ont créées.

Un peu partout on a organisé la lutte contre la tuberculose, notamment par la prévoyance, par la prophylaxie contre les maladies évitables et contagieuses. Tous ces établissements, je le répète, n'ont pu être créés et ne fonctionnent que grâce à un capital premier mis à leur disposition.

C'est ce capital que nous ne trouvons nulle part en France. Comment une institution qui se fondera chez nous avec l'intention d'entreprendre cette lutte contre la tuberculose trouverait-elle un capital de premier établissement ? Qui lui ferait les avances indispensables à son fonctionnement ? Malheureusement, jusqu'à ce jour, nous ne connaissons pas chez nous de banque ou d'établissement financier qui fasse ces opérations : non pas qu'elles présentent un défaut de sécurité, mais uniquement parce que ce n'est pas dans les usages. Il ne semble pas que nos institutions financières soient favorables à ces œuvres d'un intérêt particulièrement social. Elles ne voient pas là un champ d'action pour elles.

Par conséquent, on ne trouve pas l'oreille des maisons de banque ouverte lorsqu'on vient leur demander des capitaux, même pour une œuvre viable, offrant toutes les garanties au point de vue du remboursement du capital et du service des intérêts.

En Allemagne, au contraire, on a trouvé des Caisses qui ont prêté des millions à de tels organismes et en particulier aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociales, dont nous parlons, pour la création de sanatoria, de dispensaires, de bains populaires, de maisons de cure et de convalescence. Partout ces Caisses ont trouvé la rémunération de leur capital.

En effet, je le répète, le traitement n'est pas gratuit dans ces établissements; à côté d'établissements d'assistance où l'on traite gratuitement, il en est beaucoup d'autres qui s'adressent à cette catégorie intermédiaire de gens qui ne sont ni des indigents ni des riches, aux petits employés, petits travailleurs, petits boutiquiers, petits commerçants, petits agriculteurs qui n'ont pas le moyen de se faire traiter d'une façon luxueuse, de se faire soigner individuellement par un médecin dont les soins coûteraient fort cher et qui préfèrent venir dans des établissements de demi-caractère et de demi-tarif. C'est à ceux-là que sont dues les recettes encaissées par ces établissements.

Ainsi, par un admirable cercle, qui n'est pas vicieux, celui-là ! les capitaux des Caisses de retraite — car aussi bien les Caisses de retraite que les Caisses d'invalidité ou de vieillesse prêtent dans ces conditions en Allemagne — trouvent des placements très rémunérateurs et très sûrs dans cette décentralisation des placements que vous souhaitez tous ; d'autre part, ces institutions d'hygiène sociale sont la défense la plus admirable qui existe à l'heure actuelle pour la santé publique en Europe et dans le monde.

J'en viens ainsi au fond de ma thèse.

En France — c'est évidemment triste à dire, mais il le faut — nous sommes, au point de vue de la natalité, dans une période de stagnation, vous le savez tous ; au

point de vue de la mortalité, dans une période préoccupante ; non pas que la mortalité s'accroisse dans notre pays, mais elle ne décroît pas dans la mesure où elle le devrait, alors qu'elle a décliné suivant une courbe très rapide en Allemagne, en Suède, en Norvège et dans d'autres pays du Nord de l'Europe. Pour la tuberculose, en particulier, la mortalité, en France, ne décroît pas, mais tend au contraire à augmenter.

L'alcool contribue à ce résultat, et nous sommes de ceux qui, dans différentes réunions et dans différents Congrès où a été discutée cette question, ont nettement pris parti contre l'alcoolisme. Mais l'alcool n'est pas la seule cause du mal.

Il y a encore la contagion et surtout le retard apporté au traitement.

Dans la lutte contre la tuberculose, il n'y a pas deux manières d'arriver à vaincre le mal. Il faut le prévoir à temps, il faut faire de la prévention, de la prophylaxie, saisir la maladie à sa première apparition ; il faut, par un diagnostic précoce, arriver à saisir le mal et le malade au moment où ils sont encore curables. On ne doit pas attendre la seconde période de la maladie pour commencer un traitement, alors parfaitement illusoire, qui retardera peut-être la fin, mais ne sauvera pas le malade.

Ce qui nous importe, dans l'état de la natalité et de la mortalité françaises, c'est d'entreprendre vigoureusement et résolument la lutte contre les maladies évitables et contagieuses.

En ce qui concerne la tuberculose, il n'est pas possible de poursuivre la lutte avec chance de succès, si on ne peut pas : 1° saisir le mal à sa racine ; 2° isoler le malade aussitôt qu'il est dangereux.

Il est, par conséquent, nécessaire d'avoir des établissements, dispensaires ou sanatoria, établissements de cure.

ou de traitement, qui n'existent en aucune façon dans notre pays et qu'il faut y créer, si nous voulons avoir l'armement nécessaire à la lutte contre la tuberculose et le moyen d'empêcher la mortalité de se développer encore chez nous.

Je voudrais, pour mon compte, que vous fussiez persuadés qu'en faisant de tels placements, c'est-à-dire en contribuant aux dépenses de ces établissements, vous feriez les placements les plus productifs et les plus rémunérateurs qu'on puisse trouver pour ce capital humain, le premier de tous, la principale richesse de notre pays.

Sachant que nous nous occupons de ces questions, on s'adresse fréquemment à nous, non pas pour les indigents — car l'Assistance publique est faite pour les recevoir dans ses hôpitaux et pour les soigner ; elle a beaucoup de réformes à faire, à Paris notamment, pour arriver à procurer aux tuberculeux la situation, l'isolement, les conditions de traitement qui leur sont nécessaires ; elle s'en préoccupe et elle poursuit activement cette œuvre d'assistance qui n'est pas la nôtre — à chaque instant, dis-je, s'adressent à nous des personnes appartenant à ces classes dont je parlais tout à l'heure, de petits employés, de petits commerçants, de petits boutiquiers, de petits cultivateurs qui viennent nous dire : « J'ai un fils, j'ai une fille menacés, déjà malades ; où peut-on les placer ? » Or, il n'existe pas d'établissement où on puisse les recevoir en France. Ils seraient décidés, ces gens, à payer 2 fr. 50, ou 3 francs ou 3 fr. 50 par jour pour acquitter la pension du malade à soigner. Mais les établissements qu'il faudrait avoir sur tous les points du territoire pour les soins à donner à ces malades n'existent pas, je le répète, et n'existeront pas tant qu'il n'y aura pas de capitaux à notre disposition pour nous permettre de les créer.

Il y a, d'une part, de l'épargne et, de l'autre, un emploi

de cette épargne dans un but de prévoyance sociale commune à tous ; il y a une épargne née de l'idée de prévoyance, et, en face, un emploi provenant de cette même idée. En ce qui concerne ces deux prévoyances, présidant, la première, à la constitution de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et la seconde à la lutte contre les maladies évitables, il y a non pas seulement identité de pensée et d'intention, mais, permettez-moi de le dire — c'est à peine si j'ose prononcer ce mot qui m'est trop familier — il y a solidarité d'intérêts.

Parce que, croyez-le bien, la maladie contagieuse que j'indiquais il y a un instant, et qui, en raison du mauvais état de l'organisation et de l'armement antituberculeux de notre pays, se répand de plus en plus, frappe aussi bien les pauvres que les riches, aussi bien ceux dont vous parliez tout à l'heure, qui ont versé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, que ceux qui appartiennent à des catégories non comprises dans les sujets de cette caisse ; elle frappe tout le monde indistinctement. En contribuant à cette lutte, en contribuant à la création d'établissements qui protègent la santé publique, chacun de ceux qui font des versements à la Caisse nationale des retraites se protège lui-même et protège les siens. Il n'y a plus de classes ici, ni de distinctions à faire entre les catégories sociales auxquelles appartiendront les gens qui seront soignés dans ces établissements. Je suis sûr que les établissements dont je parle ne se borneront pas à soigner des gens aisés ou demi-aisés, mais qu'ils ouvriront aussi leurs portes aux indigents. Je veux dire que ce n'est pas uniquement pour quelques-uns qu'ils travailleront, mais qu'ils travailleront sans distinction pour tous ceux qui ont besoin d'eux, pour ainsi dire, et que, par conséquent, c'est une véritable œuvre de préservation sociale tout entière qui sera faite si ces institutions se développent.

Y a-t-il imprudence dans la proposition que nous soumettons au Sénat ? Je ne le crois pas.

Voici pourquoi : c'est le Conseil supérieur des retraites qui déterminera les conditions dans lesquelles ces prêts se feront, c'est l'administration de la Caisse des dépôts et consignations qui examinera chaque espèce et étudiera les dossiers. Il faut naturellement que la déclaration d'utilité publique soit acquise. Si une institution se présente sans offrir de capitaux et de garanties de nature à assurer que le capital sera remboursé et les intérêts servis, elle n'obtiendra pas le prêt ; pas plus que ne l'obtiendrait une Société d'habitations à bon marché qui ne présenterait pas les garanties de sécurité et de solidité nécessaires. On examinera le dossier de l'institution, du dispensaire, de la maison de cure, peu importe le nom, on examinera le dossier de la Société de prévoyance ou d'hygiène sociale avec le même soin, les mêmes scrupules, par les mêmes organes de contrôle que les dossiers des Sociétés d'habitations à bon marché.

Je ne m'attends pas à ce que du jour au lendemain des prêts soient consentis à des institutions de ce genre ; il faudra peu à peu y habituer l'esprit public. Mais je remarque que ce mouvement favorable de l'opinion s'accélère plus que vous ne le croyez ; je n'en veux pour preuve que ce qui s'est passé dans les Sociétés de secours mutuels, au cours de ces derniers mois.

Nous sommes très préoccupés, dans les Sociétés de secours mutuels, de la charge écrasante qui résulte pour leur budget du nombre de plus en plus grand de tuberculeux ; et tout naturellement, l'idée est venue aux plus clairvoyants parmi les mutualistes de faire servir en partie les fonds disponibles des Sociétés de secours mutuels à organiser une lutte contre les maladies évitables et, par conséquent, à prévenir le mal, au lieu d'être

obligé, bien impuissamment et bien inutilement, de chercher à le guérir.

L'année dernière encore, nous n'obtenions pas l'adhésion des Sociétés de secours mutuels à cette idée; elles craignaient — c'est une crainte analogue à celle qui se fait encore jour ici — qu'on n'aventurât les capitaux, en les plaçant de cette façon..

J'ai eu la grande joie de constater que, peu à peu, l'opinion des Sociétés de secours mutuels s'est transformée, qu'une sorte d'éducation s'est faite, qu'elles ont compris à quel point l'œuvre était utile, et c'est au nom de la Fédération nationale de la mutualité, au nom de l'unanimité, peut-on dire, du Conseil de cette Fédération nationale, que nous avons, mon collègue M. Strauss et moi, déposé récemment un amendement tendant à autoriser les Sociétés de secours mutuels à faire des placements analogues à ceux que nous vous demandons aujourd'hui d'autoriser.

Vous le voyez, messieurs, les Sociétés de secours mutuels ont fait leur éducation, elles sont arrivées à conclure dans le sens où nous concluons pour les Caisses de retraites. Nous vous avons demandé, en première délibération, de voter également pour les Sociétés de secours mutuels une disposition analogue à celle que je vous propose en ce moment. Nous n'entendons pas vous demander de la voter aujourd'hui, parce que nous reconnaissons qu'une disposition de cette nature sera mieux placée dans une loi spéciale relative aux Sociétés de secours mutuels que dans la loi des retraites.

Mais je tiens à constater avec vous le chemin qu'a fait l'idée que nous défendons dans l'esprit des mutualistes qui sont bons juges et bons gardiens en cette matière. Je retiens ce fait qu'ils se sont rendu compte de la nécessité de la création des institutions dont j'ai parlé tout à

l'heure et que le meilleur acte de prévoyance mutuelle est de préserver de la maladie, au lieu d'avoir à la guérir.

Je vous demande aujourd'hui, messieurs, en ouvrant la Caisse des retraites à ces prêts déterminés, limités, effectués dans les conditions de la plus stricte sûreté, au point de vue du capital et au point de vue des intérêts, je vous demande, dis-je, de faire à la fois un acte directement utile, et de donner une première leçon de choses, en montrant l'esprit dans lequel le Sénat étudie les questions de prévoyance sociale.

C'est un problème capital que celui de la mortalité française et de la lutte contre la tuberculose.

J'espère, messieurs, que dans la voie que je viens d'indiquer, nous serons suivis très rapidement et très vaillamment par tous ceux qui s'intéressent au développement de notre pays et à l'énergie de notre race.

L'Hygiène sociale et les Fonds libres des Sociétés de Secours mutuels ⁽¹⁾.

MM. Léon Bourgeois et Paul Strauss avaient déposé le 30 novembre 1909, sur le bureau du Sénat, un amendement à la proposition de loi sur les retraites ouvrières, tendant à compléter la loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels en permettant à ces Sociétés ou Unions de Sociétés de faire emploi de leurs fonds, libres de toute charge et de toute affectation, jusqu'à concurrence du cinquième, en actions ou en obligations de Sociétés ayant pour objet les services supérieurs de médecine préventive et d'hygiène sociale, notamment : œuvres de la maternité et de l'enfance, dispensaires, bains-douches, maisons de cure et maisons de convalescence, maisons de la mutualité, hôpitaux, écoles de plein air et écoles ménagères, etc.

En outre, l'amendement tendait à apporter une précision à

(1) Proposition de loi de MM. Léon Bourgeois et Paul Strauss.

l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898, de façon qu'il soit expressément spécifié que les Unions pourront avoir pour objet l'organisation des services supérieurs de médecine préventive et d'hygiène sociale.

Cet amendement fut disjoint de la discussion de la proposition de loi sur les retraites ouvrières, et MM. Léon Bourgeois et Paul Strauss l'ont repris sous forme d'une proposition de loi qui a été déposée le 5 juillet 1910 au Sénat.

« Messieurs,

« La loi du 1^{er} avril 1898, en accordant aux Sociétés de secours mutuels une liberté dont elles avaient été privées jusque-là, a cependant, au point de vue de la disposition des fonds sociaux, fixé à cette liberté de si étroites limites que l'œuvre de la mutualité s'en trouve souvent entravée. L'article 20 détermine limitativement les placements que pourront effectuer les Sociétés approuvées. Ce sont : des « dépôts
« aux Caisses d'épargne, à la Caisse des dépôts et consignations, rentes sur l'État, bons du Trésor ou autres valeurs
« créées ou garanties par l'État, obligations des départements
« et des communes, du Crédit foncier de France ou des
« Compagnies françaises de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêt de l'État ». Les Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique sont, aux termes de l'article 33, soumises en principe au même régime, et les Sociétés libres ne jouissent pas, explicitement, en vertu de l'article 15, d'une situation plus favorable.

« Une pareille limitation met obstacle à ce que les Sociétés de secours mutuels emploient aucune part de leurs fonds disponibles en faveur de certaines œuvres complémentaires de la mutualité, dont la création et le développement seraient pourtant également profitables au but qu'elles poursuivent et à l'intérêt général tout entier.

« Que, par exemple, il s'agisse d'établir dans une ville un dispensaire. Les Sociétés de secours mutuels ne manqueront pas de bénéficier de l'existence d'un pareil service qui, en diminuant le nombre et la gravité des maladies, aura pour effet d'alléger la charge des secours que les Sociétés servent à leurs membres.

« Or, si dans le régime actuel une Société n'est pas en

mesure de faire les frais d'un dispensaire destiné à ses seuls adhérents (et c'est le cas le plus général), non seulement il ne lui est pas permis de concourir avec les autres Sociétés intéressées pour la création d'un dispensaire commun, mais, au cas même où l'initiative de cette création serait prise par d'autres citoyens, ceux-ci ne pourraient s'adresser aux Sociétés mutuelles pour en obtenir la moindre contribution aux dépenses ! Ainsi, dans bien des villes, les services les plus nécessaires d'hygiène sociale n'ont pu être constitués, faute de ressources suffisantes, et les dispositions restrictives de la loi de 1898 ont été la cause de cet échec. C'est cet obstacle que nous vous demandons de faire disparaître.

« Après le magnifique exemple de solidarité sociale qu'elles ont donné, les Sociétés de secours mutuels méritent, aujourd'hui, qu'on leur fasse confiance. Il importe d'ailleurs de remarquer que notre proposition ne tend aucunement à modifier les principes essentiels de la loi de 1898. L'inaliénabilité du fonds commun n'est pas en cause, pas plus qu'il ne s'agit de détourner de leur destination les fonds qui seraient grevés d'une charge ou d'une affectation spéciales. La faculté que nous demandons pour les mutualistes s'applique seulement aux fonds qui n'ont aucun emploi actuel et déterminé. Ces fonds, les Sociétés de secours mutuels doivent aujourd'hui les déposer obligatoirement à la Caisse des dépôts et consignations où, par un bénéfice spécial, un intérêt de 4 1/2 0/0 leur est garanti. Ainsi ils viennent, en s'accumulant à cette Caisse, grever d'une charge assez lourde le budget de l'État, sans qu'il en résulte, pour les Sociétés, un bénéfice appréciable, ni, en tous cas, un avantage comparable à celui qu'elles eussent pu retirer d'un emploi plus judicieux de leur avoir.

« Encore faut-il noter que ce n'est point l'ensemble de ces fonds dont les Sociétés auraient, aux termes de notre proposition, la faculté d'user plus librement, mais seulement une quote-part que nous avons fixée au cinquième seulement, afin que même une gestion imprudente ne puisse, à tel point, diminuer les ressources de la Société, que son fonctionnement s'en trouverait compromis.

« Enfin, de cette quote-part même, il ne sera pas loisible aux mutualistes de faire n'importe quel usage. Et nous vous proposons de déterminer les œuvres qui pourront bénéficier

des fonds mutualistes. Ces œuvres, ce sont, d'une façon générale, toutes celles qui tendent à conserver les forces humaines ou à améliorer les conditions de la vie sociale, et qui, ainsi, contribuent, soit à diminuer les charges de la mutualité, soit à compléter et à étendre son action. De nombreux services de médecine préventive et d'hygiène sociale pourront ainsi être dotés, grâce aux ressources, aujourd'hui inemployées, des Sociétés de secours mutuels.

« Mais ces Sociétés, en s'unissant suivant les dispositions de l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898, pourront même constituer directement, à l'aide de leurs propres ressources, les services qui leur paraîtront utiles. L'article 8, dans ses termes actuels, semble bien reconnaître déjà le droit, pour les Unions de Sociétés, d'organiser des services de cette nature. Aussi n'est-ce point une modification de cet article, mais seulement une précision de ses termes que nous vous proposons, en demandant qu'il soit expressément spécifié que les Unions pourront avoir pour objet « l'organisation des services supérieurs de médecine préventive et d'hygiène sociale ».

« Quant à la disposition des fonds sociaux, les Unions auront, conformément d'ailleurs à la législation existante, les mêmes droits que les Sociétés elles-mêmes.

« En résumé, notre proposition de loi laisse intacts les principes posés par la loi de 1898. Elle apporte à cette loi une modification qui, justifiée par l'expérience et limitée dans ses effets, consacre le développement de la mutualité et permet d'attendre d'une liberté nouvelle un nouveau progrès social.

« Le Sénat a voté, il y a quelques mois, sur notre proposition, un amendement à la loi des retraites autorisant, sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières et jusqu'à concurrence du dixième, les placements en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 et aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociales reconnues d'utilité publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de Sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906.

« La présente proposition de loi est inspirée par le même esprit, nous espérons que le Sénat voudra bien lui faire le même accueil. »

ARTICLE UNIQUE.

Par dérogation aux articles 17 et 21 de la loi du 1^{er} avril 1898, les Sociétés et Unions de Sociétés de secours mutuels reconnues d'utilité publique, approuvées ou libres, sont autorisées à faire emploi de leurs fonds, libres de toutes charges et de toute affectation, jusqu'à concurrence du cinquième :

1° En prêts hypothécaires sur habitations à bon marché ou jardins ouvriers, établis conformément aux lois du 12 avril 1906 et du 10 avril 1908 ;

2° En actions ou obligations de Sociétés d'habitations à bon marché ou de jardins ouvriers, conformes aux lois précitées et, en outre, de Sociétés ayant pour objet les services supérieurs de médecine préventive et d'hygiène sociale, notamment : œuvres de la maternité et de l'enfance, dispensaires, bains-douches, maisons de cure et maisons de convalescence, maisons de la mutualité, hôpitaux, écoles de plein air et écoles ménagères, etc...

L'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898 ainsi conçu :

« Il peut être établi entre les Sociétés de secours mutuels, « en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, « des Unions, ayant pour objet notamment... », est complété par l'adjonction suivante :

« ... ayant pour objet notamment... b) l'organisation des « services supérieurs de médecine préventive et d'hygiène « sociale prévus par les articles 15 et 20 de la présente loi. »

IV

LES RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES ⁽¹⁾

Le 22 février 1912, M. Léon Bourgeois, ministre du Travail, demandait au Sénat la mise en discussion immédiate des articles 72 à 81 de la loi de finances relatifs aux retraites ouvrières et paysannes. Ces articles incorporés à la loi de finances et déjà votés par la Chambre des députés modifiaient profondément la loi des retraites : abaissement à soixante ans de l'âge auquel l'allocation de l'Etat est due; consolidation à 100 francs de cette allocation; transformation de l'allocation d'assistance en une allocation de retraite de 100 francs. Une demande de disjonction ayant été formulée, elle fut repoussée par le Gouvernement.

M. LÉON BOURGEOIS, *ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. — Messieurs, le Gouvernement intervient dans la discussion dans des conditions un peu exceptionnelles, car il n'a pas encore trouvé devant lui d'adversaire. En effet, il ne s'est pas présenté jusqu'à présent d'orateur pour s'opposer au vote des articles 72 à 81 de la loi de finances.

Cependant, une demande de disjonction ayant été formulée, le Gouvernement se doit de dire au Sénat pour

(1) Discours prononcé au Sénat, le 22 février 1912.

quelles raisons il vient la combattre, avec toute l'énergie possible.

Le Sénat apercevra en effet l'artifice de procédure parlementaire dissimulé dans cette proposition qui lui est soumise, et qui tend à lui faire discuter, d'une part la question de la disjonction, d'autre part le fond même des articles.

Vous ne sauriez, en effet, vous prononcer sur la disjonction des articles 72 à 81 de la loi de finances sans examiner en même temps ce qu'ils contiennent, et sans apprécier ce qu'ils valent.

Comme le disait avec raison mon ami M. Ferdinand-Dreyfus, c'est une sorte de discussion générale qui s'institue en ce moment, et, à propos de la disjonction, c'est le fond même des articles du projet que je vais exposer devant vous.

Je n'entrerai pas aujourd'hui dans le détail de ces articles; je voudrais simplement développer — et il ne me paraît pas mauvais qu'au début de la discussion un exposé de la question soit fourni au Sénat — les caractères généraux de ces articles et les raisons essentielles qui déterminent le Gouvernement à vous en demander le vote, conformément à l'engagement qu'il a pris, sans aucune réserve, dans la déclaration qu'il a eu l'honneur de lire devant vous au moment de sa constitution.

Une grande institution d'assurance et de prévoyance nationale et sociale a été fondée dans notre pays, issue de nombreux projets qui depuis dix à douze années avaient été successivement déposés sur le bureau de l'une ou de l'autre Chambre. En 1910, à la suite de longues délibérations, un projet définitif a été adopté, je ne rappellerai pas après quelles discussions et quels débats.

Il était, naturellement, imparfait, car s'il est facile de

critiquer, combien il est plus difficile de créer de toutes pièces et de mettre en mouvement un organisme aussi compliqué, aussi nouveau.

D'autres pays ont conçu le problème d'une façon différente. L'Allemagne a prévu à la fois l'assurance contre tous les risques sociaux et sous toutes les formes qu'elle peut revêtir, aussi bien l'assurance-maladie, l'assurance-accidents, l'assurance-invalidité que l'assurance-vieillesse, considérée comme la généralisation de l'assurance-invalidité.

Nous avons pris le problème d'une manière différente, et tout de suite ont surgi des critiques faciles contre la méthode employée. Je crois, avec beaucoup de mes collègues, qu'il eût été possible de prévoir le risque de l'invalidité en même temps, peut-être même avant que d'instituer l'assurance-vieillesse. Quoi qu'il en soit, le Parlement tout entier, une fois entré dans cette voie, a cru nécessaire d'y persévérer et d'aboutir, et il a abouti.

L'expérience a montré que, sur un certain nombre de points, l'organisme présentait certaines défectuosités. Son fonctionnement était peu compris d'une grande partie du public. Nous n'avons pas en France l'habitude des opérations d'assurance à longue portée et nous sommes bien peu au courant des calculs d'assurances.

Quand je dis nous, je ne pense pas seulement aux travailleurs, tout naturellement étrangers à ces problèmes, mais à la classe moyenne, mal familiarisée encore avec l'assurance-vie sous toutes les formes que les Compagnies ont imaginées.

Etant donnée cette ignorance, fallait-il s'étonner beaucoup que, dans les premiers temps, se manifestât quelque défiance, ou tout au moins quelque incertitude de la part de ceux pour lesquels on avait fait la loi? Non, messieurs, cela était inévitable, nous devons nous y attendre et ne

pas nous laisser décourager par le retard qui s'est produit dans la connaissance pratique de la loi.

Néanmoins, la Chambre a considéré, avec grande raison, qu'il fallait faire un effort immédiat pour rendre la loi des retraites plus accessible, et pour en assurer les bienfaits plus prochains. C'est de cette préoccupation, qui, vous ne l'ignorez pas, a réuni dans un vote unanime, tous les partis à la Chambre des députés, que sont sortis les articles soumis aujourd'hui à l'examen du Sénat.

Je vous demande la permission de faire passer ces votes sous vos yeux.

Les trois dispositions essentielles contenues dans les articles 72 à 81 visaient : l'abaissement à soixante ans de l'âge auquel l'allocation de l'Etat est due; la consolidation à 100 francs de cette allocation; enfin la transformation de l'allocation d'assistance en une allocation de retraite de 100 francs.

Ces trois dispositions ont été votées par la Chambre des députés aux majorités de 504 voix contre une, 553 voix contre zéro, et 551 voix contre zéro.

C'est dire, messieurs, qu'aucune question de parti ne s'est posée en cette circonstance; on peut affirmer que, véritablement, tous les bons Français, à un moment donné, se sont associés pour émettre le vœu que la loi soit améliorée, le plus rapidement possible, dans le sens même qui résulte des articles 72 à 81.

Loin de moi la pensée de tirer argument de ces votes de la Chambre pour paraître vouloir influencer sur le vote du Sénat; mais ce n'en est pas moins un indice moral important, grave et considérable, que des décisions de cette nature aient été prises à l'unanimité, par une Assemblée où les partis sont généralement divisés et n'hésitent pas d'ordinaire à différer d'avis. Un jour, jour heureux pour ce pays, tous les partis se sont mis d'accord,

dans un vote unanime de solidarité et de paix sociale. C'est une manifestation de ce genre que nous sollicitons du Sénat, et nous espérons que la même pensée vous réunira tous, sans distinction de partis.

Mais je m'arrête à l'objection dont notre honorable collègue M. Tournon s'est fait l'interprète.

Ce sont là, a-t-il dit, des dispositions qu'il faudrait étudier longuement; or, on nous demande de statuer à la dernière heure, au cours de la discussion de la loi de finances dans laquelle ces articles ont été incorporés; ne conviendrait-il pas, pour les examiner à loisir d'en ajourner la discussion après le vote du budget?

A cette argumentation il est facile de répondre que les dispositions qui vous sont proposées n'arrivent pas devant le Sénat dans un état insuffisant de préparation et d'étude.

Elles ont été au contraire profondément étudiées. Nous n'attendons pas, ni les uns ni les autres, qu'une question soit mise à l'ordre du jour du Parlement, et qu'elle vienne en discussion à la tribune, pour nous tenir au courant des documents et des travaux parlementaires qui la concernent. J'imagine qu'il n'est pas de sénateur qui n'ait eu en mains et n'ait lu avec l'attention qu'il mérite le rapport que M. Métin a fait au nom de la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales de la Chambre des députés, et celui qu'a rédigé mon excellent collègue, M. Paul Morel, au nom de la Commission du budget.

M. HERVEY. — S'il n'y en a qu'un, je suis celui-là; matériellement, je n'en ai pas eu le temps.

M. TOURNON. — Vous n'êtes pas le seul.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Mon cher collègue, nous sommes là pour lire les documents parlementaires.

M. HERVEY. — Il n'y a que vingt-quatre heures dans la journée!

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'ajoute que même après un ajournement de la discussion que nous entamons en ce moment, le nombre de ceux de nos collègues qui auraient lu ces documents parlementaires ne serait peut-être pas beaucoup plus considérable.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Il faut cependant leur en laisser le temps !

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Il s'agit donc, messieurs, de dispositions qui ont été soigneusement étudiées dans l'autre Chambre, qui ont donné lieu à des rapports fort complets et qu'il est loisible à chacun de vous d'examiner. Je vous ferai remarquer, en outre, que le Sénat a pris les précautions nécessaires pour que l'étude en fût faite également par ses Commissions.

En effet, la Commission des finances a demandé que les articles en discussion fussent, non pas disjoints, mais réservés pour l'examen d'une Commission spéciale. Cette Commission en a délibéré, sous la présidence de notre honorable collègue M. Cuvinot, qui en fut à la fois le président et le rapporteur. Vous avez pu prendre en temps utile connaissance du rapport de cette Commission, car il vous a été distribué il y a plusieurs jours. Vous avez pu constater que nous avions la bonne fortune, sauf sur un ou deux points, d'être d'accord avec votre Commission spéciale. La Commission des finances, à son tour, a examiné la question ; le rapport de M. Gervais, fait en son nom, a été inséré au *Journal officiel* où vous avez pu le lire aujourd'hui même.

La Commission s'est mise d'accord avec le Gouvernement.

Nous nous trouvons donc, messieurs, dans cette situation que toutes les phases de la procédure parlementaire ont été successivement et régulièrement parcourues, et que nous avons fait passer par tous les degrés des études

préalables les dispositions qui vous sont soumises.

En conséquence, demander la disjonction dans ces conditions, c'est au fond, permettez-moi de vous le dire, demander le rejet. En effet, à l'heure où nous sommes, il est parfaitement certain que l'effet moral d'un vote de disjonction, constatant l'impossibilité certaine de discuter pour l'exercice 1912 les dispositions en question établirait un préjugé tellement fâcheux contre elles, qu'on pourrait les considérer comme discréditées à l'avance et comme repoussées par le Sénat. Cela, vous ne le voulez pas, vous ne le voudrez à aucun prix !

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — Voilà le véritable argument !

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — C'est la vérité. Disjoindre de telles dispositions, alors que s'attache à leur vote une importance politique aussi grande — j'insiste sur ces mots « importance politique » ; je ne les prends pas dans le sens où les partis les peuvent prendre, mais dans leur sens le plus élevé, dans celui où les a pris la Chambre elle-même en émettant son vote unanime — disjoindre dans de telles conditions ces dispositions serait créer contre elles un préjugé tel que cette disjonction équivaldrait à un vote de rejet. C'est ce vote que nous demanderons énergiquement au Sénat de ne pas consentir à émettre.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — La loi n'est déjà pas très vivante, ce serait la tuer net !

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'arrive donc à l'examen de ces articles dont le Gouvernement demande le vote avec toute l'insistance qu'il peut mettre à une demande de ce genre.

J'ai dit qu'on ne devait pas s'étonner des difficultés avec lesquelles la loi était entrée en application. Tout à l'heure, mon ami M. Ferdinand-Dreyfus a montré que si

une certaine lenteur se produisait dans les progrès de l'application de cette loi, il ne fallait ni s'en émouvoir, ni s'en étonner. Il a rappelé que dans d'autres pays, et notamment en Allemagne, pays où l'esprit public était peut-être plus facilement disposé à accepter des formules de l'ordre obligatoire, il avait fallu plusieurs années, près de dix années, pour que la loi sur les assurances obligatoires entrât dans sa pleine et entière application. Pouvons-nous être bien surpris d'apprendre, à la date où nous sommes, qu'une loi qui ne fonctionne que depuis le 3 juillet dernier ne soit pas encore suffisamment comprise et complètement appliquée? Les chiffres que nous a fournis M. Ferdinand-Dreyfus sont, bien au contraire, de nature à nous donner confiance dans l'avenir.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — Là, vous êtes un peu trop optimiste!

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Non, je ne suis pas optimiste, mais j'ai tâché, en arrivant au ministère du Travail, de regarder le problème en lui-même et dans la réalité. J'ai considéré que mon devoir n'était pas d'être optimiste, mais plutôt défiant, et je me suis dit : Si, véritablement, il s'est produit une résistance, une difficulté trop grande dans l'application de la loi, j'ai l'obligation de faire cesser cette difficulté, de vaincre cette résistance et, au préalable, d'examiner avec la plus grande attention les points sur lesquels doivent porter mes efforts. Ce n'est donc pas dans un état d'esprit optimiste, mais à un point de vue purement objectif que j'ai abordé l'examen de la situation que je vais maintenant vous exposer.

On a évalué à 10 millions le nombre des assurés obligatoires. Il existe, en outre, 5 millions d'assurés facultatifs possibles, sur lesquels on a estimé à 2 millions le nombre de ceux qui voudraient bien s'assurer. C'est à

peu près 12 millions que l'on a considéré comme le total de la population assurable — passez-moi ce mot — soit obligatoire, soit facultatif de la loi de 1910.

Or, au 1^{er} juillet de l'année dernière, le nombre des bulletins signés par les assurés obligatoires — je laisse de côté les inscrits d'office, parce que vous pourriez alléguer qu'ils ne sauraient être considérés comme des assurés volontaires — était de 1.767.282. Il passe au 1^{er} octobre à 2.136.140, et au 1^{er} janvier 1912 à 2.562.714.

Vous voyez donc se dessiner une courbe croissante et régulière qui correspond aux nombres successifs de bulletins signés.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Ajoutez que ce sont les plus âgés. Vous le savez : la jeunesse n'en veut pas.

M. FERDINAND-DREYFUS. — Il y en a 300.000 ou 400.000.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Nous le verrons tout à l'heure. Quant aux assurés facultatifs, ils se sont élevés successivement : de 243.065, au 1^{er} juillet, à 288.879 au 1^{er} octobre, pour atteindre, le 1^{er} janvier dernier, le chiffre de 359.372.

Si on prend tous les inscrits, on obtient les chiffres suivants :

Assurés obligatoires au 1^{er} juillet 1911 : 5.633.630, au 1^{er} octobre : 6.188.941; et au 1^{er} janvier dernier : 6.713.526.

Voilà le résultat complet. J'avoue qu'il n'est nullement décourageant.

Quant aux actes d'adhésion volontaires, ils comprennent 2.562.000 assurés obligatoires ayant volontairement signé, et 360.000 assurés facultatifs ayant également signé. Cela nous donne environ 3 millions d'adhérents volontaires qui ont effectivement manifesté leur confiance en même temps que leur intention d'assurance.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Oh! volontaires! Tous ceux-là ne sont pas volontaires.

Beaucoup ont été inscrits d'office soit par leur administration, soit par leur patron.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Les fonctionnaires se sont parfois refusés, autant et plus peut-être que certains travailleurs de l'industrie privée, à entrer dans notre loi d'assurance.

M. EUGÈNE LINTILHAC. — Et combien en ont été détournés?

M. HERVEY. — Par qui?

M. EUGÈNE LINTILHAC. — Par la C. G. T., surtout.

M. MAURICE FAURE. — Et par le parti réactionnaire.

M. LE MINISTRE. — Si l'on mettait en balance les pressions qui se sont exercées, d'une part, pour empêcher les intéressés de s'inscrire et, d'autre part, pour les pousser à s'inscrire, je ne suis pas certain que le total des pressions exercées dans le sens de la résistance à la loi ne l'emporterait pas de beaucoup sur l'autre.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. — Vous inscrivez d'office tous les petits fonctionnaires; c'est absolument illégal. Tous les fonctionnaires communaux et départementaux l'ont été ainsi.

M. LE MINISTRE. — Si nous passons de la question des inscriptions et des signatures à celle de la consommation des timbres, qui est un critérium certain du développement de l'application de la loi, puisqu'il correspond à un acte d'exécution de cette loi, nous trouvons les chiffres suivants : du 3 juillet au 1^{er} octobre 1911, les ventes de timbres se sont élevées à 5.166.000 francs.

On peut admettre qu'un tiers de la somme ci-dessus représente des timbres non entrés dans la consommation : il y aura toujours, en effet, une constante de ce

chef, un reliquat qui représente la quantité de timbres restant chez les débitants.

Vous pouvez considérer qu'au bout d'un certain temps, ce sera à peu près la même quantité qui restera en magasin à titre de stock d'approvisionnement. Cette quantité, je crois l'apprécier largement en l'estimant au tiers du chiffre de vente du troisième semestre de 1911, soit à 1.722.000 francs.

M. FERDINAND-DREYFUS. — C'est le stock d'approvisionnement.

M. LE MINISTRE. — Oui, c'est un stock qui restera vraisemblablement égal à lui-même. Il reste alors comme consommation, dans le premier trimestre : 3.444.000 fr., différence entre le montant total de la vente et le stock fixé plus haut, et comme chiffre de consommation mensuelle pendant le troisième trimestre, le tiers de cette somme, soit 1.148.000 francs.

Examinons maintenant le quatrième trimestre. Je passe les chiffres intermédiaires pour arriver au chiffre total.

Le chiffre mensuel pendant le quatrième trimestre est de 2.462.000 francs, tandis que, dans le trimestre précédent, il était de 1.148.000 francs. La vente a donc plus que doublé pendant le second trimestre. C'est un fait indiscutable, et de nature à nous donner confiance dans l'application de la loi et dans son développement.

Je pourrais donner encore d'autres chiffres, mais je ne voudrais pas retenir à l'infini l'attention du Sénat. Je passe maintenant à un ordre de constatations qui est également intéressant et également encourageant. Il s'agit de ces organismes dont M. Ferdinand-Dreyfus a parlé tout à l'heure, qui sont les auxiliaires les meilleurs de l'Administration pour l'application de la loi, c'est-à-dire de ces caisses d'unions de sociétés de secours mutuels,

des caisses régionales, départementales ou des caisses patronales, en un mot de ces institutions de toute sorte qui se sont fondées ou qui se sont groupées un peu partout afin de participer à l'application de la loi de retraites.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — Il faudrait les encourager.

M. LE MINISTRE. — Nous les encouragerons le plus possible, soyez-en persuadé.

M. TOURON. — Vous ne le pouvez guère avec la loi telle qu'elle est.

M. FERDINAND-DREYFUS. — On la modifiera sur ce point.

M. LE MINISTRE. — Il y a des choses que nous ne pouvons pas faire aujourd'hui et que nous ferons certainement, quand nous aurons apporté les modifications dont j'ai parlé.

Dès maintenant, croyez-le, nous encourageons de notre mieux la création et le développement de ces différentes œuvres.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — J'espère que ces modifications, vous les apporterez le plus tôt possible.

M. LE MINISTRE. — En attendant, voici les chiffres.

Les caisses d'unions de sociétés de secours mutuels sont au nombre de 26 ; les caisses régionales, de 9 ; les caisses patronales, de 4 ; les institutions patronales, de 47. Au total, 86 caisses. Quant aux sociétés de secours mutuels qui font l'encaissement, et qui sont précisément les auxiliaires les plus actifs et les plus utiles de la loi...

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — Ce sont elles qui ont soutenu la loi jusqu'à présent.

M. VICTOR LOURTIES. — Il y en aurait beaucoup plus, si on facilitait leur agrégation.

M. LE MINISTRE. — Nous en avons 3.070 qui se sont mises en instance à cet effet, sur lesquelles 2.850 sont actuellement autorisées à faire l'encaissement.

Est-ce un résultat négligeable ?

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAM. — Non, certes !

M. LE MINISTRE. — Elles représentent certainement plusieurs centaines de mille mutualistes. C'est là l'indice d'une pénétration, dans les milieux mutualistes, de l'idée qui a présidé à l'élaboration de la loi ; c'est en même temps le présage de la conquête prochaine des milieux ouvriers à cette idée définitivement acquise.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — Ce sont les milieux mutualistes qui ont soutenu votre loi.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Ce sont vos meilleurs collaborateurs, et vous ne leur avez pas donné assez dès le début.

M. LE MINISTRE. — Je passe maintenant à l'autre point de vue, aux demandes de liquidations, car la loi apparaît à l'assujetti — mot que je ne voudrais jamais employer, car je le trouve malheureux — la loi, dis-je, apparaît à l'intéressé sous deux formes nécessaires : d'abord sous la forme d'une obligation de verser, puis, un moment donné, sous celle de la retraite. Donc, en ce qui concerne les liquidations, où en sommes-nous ?

D'après les dossiers de demandes de liquidations de retraites parvenues aux services du ministère du Travail à la date du 17 février incluse, le nombre de ces demandes est de 36.931. Sur ces 36.931 demandes de liquidations, il existe déjà 20.400 pensions actuellement liquidées. La loi, remarquez-le, messieurs, n'est entrée en application que le 3 juillet dernier, et il y a déjà 20.400 pensionnés, et 16.500 qui sont bien près de l'être.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Ceux-là ne sont pas difficiles à déterminer. Ils sont parties prenantes seulement.

M. LE MINISTRE. — Je ne dis pas le contraire, mais il n'en est pas moins vrai qu'ils créent autour d'eux, je

puis le dire, par le fait qu'ils sont des pensionnés aux termes de la loi de 1910, un état d'opinion.

M. EUGENE LINTILHAC. — Ce sont des entraîneurs.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — On commence à s'apercevoir que cette loi n'est pas, comme on l'a prétendu, une faillite, ou même, suivant un mot plus gros, une escroquerie, et l'on constate de plus en plus que des citoyens ont eu raison d'avoir confiance en elle, puisque les bénéfices qu'elle promettait se trouvent définitivement réalisés.

M. FERDINAND-DREYFUS. — Ce qui est étonnant, c'est qu'il n'y ait pas plus de bénéficiaires, monsieur le Ministre, étant donné que l'on avait évalué à soixante-huit mille trois cent soixante et onze le nombre des intéressés âgés de soixante-cinq ans.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — Il devrait y en avoir au moins cinquante mille à l'heure actuelle.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Beaucoup ne sont pas encore informés. Voilà la vérité.

Tout à l'heure, un de nos collègues affirmait que c'était surtout parmi les assurés de soixante à soixante-cinq ans que l'on avait trouvé des adhérents à la loi, parce qu'ils étaient plus rapprochés de l'époque de la retraite et qu'ils n'étaient astreints, pour arriver à ce résultat, qu'à un nombre relativement restreint de versements.

Il y a là une véritable exagération. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas un certain nombre d'assurés de cette catégorie ; mais il n'est pas vrai de dire que c'est surtout — et même presque exclusivement — parmi les salariés âgés de soixante à soixante-cinq ans que se sont produites les adhésions à la loi ; voici des chiffres qui vous prouveront que la proportion de ces derniers n'est pas excessive.

On a relevé 2.562.000 assurés obligatoires qui ont signé

leurs cartes et 360.000 assurés facultatifs à la date du 1^{er} janvier dernier, soit 2.922.000 personnes ayant fait acte d'adhésion à la loi. D'autre part, sur 581.000 personnes (357.034 assurés obligatoires et 224.495 assurés facultatifs) âgées de soixante à soixante-cinq ans, il résulte de constatations effectuées dans un certain nombre de départements, si l'on admet que les constatations faites puissent être généralisées, que 400.000 assurés de plus de soixante ans se seraient fait inscrire.

Par conséquent, il existerait 400.000 assurés âgés de soixante à soixante-cinq ans : 1° sur un nombre total de 581.000 ayant droit de même âge ; 2° sur un ensemble global de 2.922.000 assurés, tant obligatoires que facultatifs. Trouvez-vous ces proportions excessives et pouvez-vous dire que c'est exclusivement parmi les personnes âgées de plus de soixante ans que réussit et que se répand la pratique de la loi ? Il n'en est rien ; c'est à tous les âges que nous voyons des salariés entrer dans l'assurance.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Je vous demande pardon, monsieur le Ministre ; quel est l'âge des autres ?...

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — L'échelle, je le suppose, est à peu près régulière.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Vous m'avez prêté, sans me nommer sans doute, les mots « de soixante à soixante-cinq ans ». Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que c'était surtout parmi les ouvriers âgés que se recrutaient les assurés, sans spécifier que ce fût parmi ceux de soixante à soixante-cinq ans.

M. CUVINOT, *président de la Commission spéciale*. — Monsieur le Ministre, vous avez fixé tout à l'heure à 400.000 le nombre des assurés de soixante à soixante-cinq ans : combien, dans cette catégorie, y avait-il de personnes susceptibles d'être assurées en vertu de la loi ?

M. LE MINISTRE. — Il y en avait 581.000.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION SPÉCIALE. — Je vous remercie, monsieur le Ministre.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN, *s'adressant à M. le président de la Commission spéciale*. — C'est la justification de vos chiffres.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Voilà, messieurs, ce que je voulais vous dire. Je pourrais entrer dans beaucoup plus de détails, mais je ne veux pas abuser de l'attention du Sénat.

Je reviens à ce que je disais au début de cet exposé de chiffres, et je le répète : les résultats sont loin d'être décourageants, ils sont tels qu'on pouvait les attendre, loyalement, sincèrement, d'une loi difficile à comprendre et à mettre en pratique.

Je parlais de l'état d'esprit de nos populations et des habitudes d'épargne, si grandes en France, mais qui n'ont pas, jusqu'à présent, pris cette forme particulière de l'épargne qu'est l'assurance à long terme. Et cela est la vérité : nos paysans, nos travailleurs, ont épargné jusqu'à présent sous une toute autre forme. Ils ont connu le bas de laine pendant très longtemps, puis ils se sont aperçus que le bas de laine restait improductif, et alors ils se sont orientés vers les caisses d'épargne tout d'abord, puis vers le placement en titres tels que les obligations du Crédit foncier, les obligations de la Ville de Paris, les obligations à lots, la rente française. Ils se sont adressés, de préférence, à des valeurs qui leur offraient certaines garanties de sécurité immédiate et de remboursement, et en même temps — car je pense aux valeurs à lots — des chances de gains dus au hasard.

C'est là, peut-on dire, que la plus grande partie de la petite épargne a dirigé ses efforts jusqu'à présent. Mais l'épargne, sous la forme de l'assurance à long terme,

était presque ignorée dans notre pays, au moins de la part des catégories de personnes auxquelles s'adresse la loi de 1910.

Et cependant, où allons-nous trouver la clientèle la plus sûre de notre loi ? Précisément chez ces petits épargnants. L'éducation de l'épargne se fait peu à peu dans les esprits. Il en est qui commencent à la connaître, mais qui la conçoivent sous la forme la plus élémentaire et la plus simple. Il n'en est pas moins vrai que ce sont ceux qui ont déjà réfléchi sur le problème de l'épargne, qui l'ont conçu sous sa forme la plus élémentaire, qui sont capables de le concevoir sous une forme plus élevée, plus complexe et plus féconde.

Je puis dire que je dois à l'une des personnalités les plus éminentes de cette assemblée — je n'ai pas le droit de citer mon auteur — un renseignement de fait qu'il me sera permis de communiquer au Sénat.

Dans une petite ville où l'on compte 1.590 assujettis — c'est toujours le mot que j'emploie, mais il vaudrait peut-être mieux dire « assurables » de la loi de 1910 — un dixième, soit 159, ont donné leur adhésion et se sont fait inscrire. Notre collègue a examiné la situation de ces 159 assurés, et c'est le résultat de cet examen qu'il a bien voulu me confier.

Or, il a constaté que, sur ces 159 inscrits, 155 avaient déjà un livret de caisse d'épargne.

Voyez-vous, messieurs, comme l'éducation de l'épargne se fait dans les esprits, et par quel chemin, peu à peu, on arrive à faire comprendre le mécanisme de la loi, en même temps que ses avantages, et à conquérir de nouveaux adhérents ?

Mais n'est-ce pas faire en même temps l'éloge de cette loi que de montrer qu'elle a été comprise de ceux qui avaient déjà réfléchi sur ce problème, et que ce sont les

esprits les mieux préparés à l'intelligence des questions d'épargne qui ont compris, adhéré et signé?

Voilà des faits. Ils sont tous du même ordre et dans le même sens.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — C'est exactement la même constatation que j'ai faite.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Vous voyez donc que c'est exact.

Ces faits sont tous de nature à donner l'espoir qu'avec un peu de patience et beaucoup d'efforts pour arriver à rendre la loi plus claire, plus compréhensible et mieux praticable, nous arriverons très vite à vaincre les résistances qui subsistent encore, et à faire entrer définitivement l'application de cette loi dans le grand courant de l'opinion nationale.

Quel est le but, messieurs, des articles dont le vote va vous être demandé? C'est précisément de rendre la loi plus simple et plus accessible, d'en rendre les bienfaits plus grands et plus prochains, sans toutefois qu'il en résulte une charge excessive pour le budget, mais avec des charges accrues, cela est certain. Toutes les fois qu'il s'agit d'augmenter la somme de bienfaits que, par une loi, on veut pouvoir répandre sur le pays, il faut s'attendre, naturellement, à un sacrifice, et le sacrifice est d'autant plus important que les bienfaits seront eux-mêmes plus considérables.

M. LOURTIES. — On rend la loi plus humaine et plus populaire.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je ne veux pas entrer dans la discussion des articles et me bornerai, quant à présent, à examiner l'ensemble du projet.

Au fond, il y a trois points importants à retenir dans les dispositions qui vous sont soumises : l'abaissement de l'âge de la retraite de soixante-cinq à soixante ans;

l'élévation du taux des allocations viagères de 60 francs à 100 francs; la suppression de la couverture; enfin, l'assimilation, aussi complète que possible, des assurés facultatifs aux assurés obligatoires, afin de rendre de plus en plus comparables les conditions dans lesquelles une allocation annuelle de 100 francs sera attribuée aux uns et aux autres.

Je demande simplement au Sénat d'avoir présents à l'esprit ces points essentiels quand il sera appelé à discuter et à voter sur l'ensemble : soixante ans au lieu de soixante-cinq ans, 100 francs au lieu de 60 francs, assimilation aussi complète que possible des avantages réservés aux diverses catégories d'assurés, au point de vue des allocations viagères de 100 francs, et enfin suppression de la couverture comme procédé financier permettant de résoudre la difficulté et le problème budgétaire. Tel est le texte qui vous est proposé.

M. EUGÈNE LINTILHAC. — Très bien ! c'est très clair.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Les détails importent peu pour l'instant; nous les discuterons le moment venu.

C'est donc sur ces trois points qu'il faut prendre parti et dire « oui » ou « non »; d'autant plus qu'ils ne peuvent être séparés les uns des autres, qu'ils se tiennent étroitement et rigoureusement, que le mécanisme de la couverture ne peut être séparé de l'augmentation des allocations et de l'abaissement de l'âge, et que la suppression de la couverture est indispensable pour rendre possible le sacrifice financier qui assurera la réforme.

Tout cela se tient, encore une fois, et c'est sur ces divers points que vous aurez, je le répète, à répondre par oui ou par non.

Je passe donc sur ces derniers détails, bien qu'il y ait des choses intéressantes à dire sur la physionomie de la réforme... Mais, au cours de la discussion, il est cer-

taines questions qui me seront posées. Si j'y répondais à l'avance, ce serait en pure perte, étant donné que ces questions me seraient posées tout de même, après ma réponse.

Je me borne donc à résumer en quelques mots la physionomie de la réforme...

M. EUGÈNE LINTILHAC. — Vous gardez des munitions!

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Maintenant, messieurs, si vous désirez connaître les avantages qui seront accordés aux différentes catégories d'assurés par les dispositions nouvelles, je vais les montrer aussi brièvement que possible en me servant de deux ou trois exemples.

J'ai fait dresser un tableau indiquant, pour un certain nombre de catégories prises comme exemple, les chiffres auxquels s'élèvera la pension, suivant le nombre d'années de versements de chacune des catégories visées dans ce tableau.

Si nous supposons qu'un assuré ait commencé à verser à treize ans — je prends le cas du plus long versement — depuis l'âge où l'enfant peut entrer à l'atelier, et qu'il ait versé jusqu'à la soixantième année, cet assuré, d'après la loi actuelle, recevrait une pension de 235 fr. 19, et d'après la loi projetée sa pension à soixante ans atteindrait 298 fr. 33.

S'il use des dispositions qui lui permettent d'ajourner jusqu'à soixante-cinq ans la liquidation de sa retraite, au lieu de toucher 393 fr. 87 comme dans la loi actuelle, il touchera 495 fr. 01.

C'est donc d'une augmentation de plus de 100 francs de retraite que bénéficie cet assuré s'il use des dispositions qui lui permettent de ne toucher qu'à la soixante-cinquième année.

Prenons maintenant un assuré intermédiaire ayant commencé à l'âge de trente-cinq ans. En faisant liquider

sa retraite à soixante ans, il toucherait dans la loi actuelle 115 fr. 14, tandis qu'avec les dispositions nouvelles, il aura 178 fr. 28.

En usant de la disposition qui lui permet d'aller jusqu'à soixante-cinq ans, il touchera 178 fr. 42 dans la loi actuelle, 299 fr. 56 avec la loi nouvelle.

Enfin, prenons un « tardif », un homme entré à cinquante ans seulement dans le mécanisme de l'assurance; si sa pension est liquidée à soixante ans, il aura 66 fr. 08 de retraite; avec les dispositions nouvelles, il en aura 123 fr. 08; s'il use de la disposition qui lui permet de différer la liquidation de sa retraite jusqu'à soixante-cinq ans, au lieu de toucher 118 francs, il touchera 209 fr. 71.

Ce que je veux retenir de tout ceci, c'est que — vous avez pu le remarquer — entre les chiffres de la loi actuelle et ceux de la loi nouvelle, il y a toujours un écart supérieur à 100 francs, si l'assuré atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Tel est le bénéfice qui sera réalisé par les assurés dans le plus grand nombre de cas.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION SPÉCIALE. — L'écart, en période constante, est de 63 fr. 14 pour les cas similaires, monsieur le Ministre.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Oui, mais je donne en ce moment les chiffres de la retraite maximum des assurés qui atteignent l'âge de soixante-cinq ans. Le chiffre que vous m'indiquez est celui qui s'applique à ceux qui auront fait liquider leur retraite à l'âge de soixante ans, et qui ne jouiront pas par la suite de tous les avantages de la loi.

Quoi qu'il en soit, grâce à la combinaison de la retraite différée jusqu'à soixante-cinq ans, le maximum de la pension pourra être porté — sans tenir compte des rentes qui pourront provenir des versements facultatifs — à la

somme de 495 francs dans les cas les plus favorables, c'est-à-dire à 500 francs, en chiffres ronds, ce qui n'est pas négligeable.

Celui qui est entré dès le commencement de sa vie de travailleur dans les cadres de la loi se trouvera donc obtenir une pension viagère de près de 500 francs. C'est ce qu'il importe de proclamer, puisque cela représente une allocation très appréciable — jamais égale à nos espérances, certes — mais qu'on peut estimer suffisante, et qui permet de dire que ce travailleur n'a pas été abandonné par la société après de longues années de labeur, de fatigues et de prévoyance.

Il est évident qu'on ne peut pas obtenir des résultats de cette importance, sans des sacrifices considérables. Pour les calculer, il faut prendre parti tout de suite sur cette question de la suppression de la couverture dont M. Ferdinand-Dreyfus vous a parlé au commencement de ses observations.

Nous avons eu la très bonne fortune, sur cette question, d'être d'accord avec la Commission spéciale et avec son rapporteur, qui nous a rappelé que, lors de la première discussion de la loi de 1910, il était opposé au système de la couverture.

Si on voulait maintenir la couverture, on aboutirait à une impossibilité matérielle. On a donné tout à l'heure les chiffres qui seraient nécessaires pour constituer le capital de couverture de la rente à servir aux catégories d'assurés qui vont se trouver au même moment en état de demander leur retraite. Il faudrait déboursier, pour constituer ce capital de couverture, plus de 500 millions. La question ne peut donc pas se poser.

Fait-on acte d'imprudence en supprimant la couverture? Le Gouvernement ne le pense pas. Les gouvernements qui l'ont précédé ne le pensaient pas davantage ;

la Chambre des députés ne l'a pas pensé, et vos deux Commissions, la Commission des finances et la Commission spéciale partagent le même avis.

Donc, il ne s'agit pas, et j'insiste sur ce point, de toucher au principe de la capitalisation qui a été fortement défendu à cette tribune et dans les deux Chambres.

Ce n'est pas le problème de la capitalisation et de la répartition qui va se poser une fois de plus devant vous et pour lequel on vous demanderait une solution contraire à celle que vous avez autrefois fait triompher. Il est entendu que le problème se trouve résolu dans le sens où vous l'avez résolu vous-mêmes; c'est-à-dire que, lorsque, entre les mains de l'Etat, un versement est fait par un tiers, qu'il soit fait par l'ouvrier ou qu'il soit fait par le patron, ce versement est un dépôt confié à l'Etat, et le Gouvernement doit prendre les dispositions nécessaires, par le mécanisme de la capitalisation, pour que ce dépôt soit assuré contre toute espèce de risque futur. La capitalisation du versement de l'ouvrier et la capitalisation du versement du patron subsistent donc intégralement dans les dispositions nouvelles. Il en est autrement lorsqu'il s'agit de la somme à verser par l'Etat lui-même.

L'Etat a-t-il véritablement besoin de faire vis-à-vis de lui-même cet acte de défiance au moment où il se constitue débiteur, lorsque, pour garantir sa dette, il dispose de l'ensemble des ressources du pays? Peut-il se considérer comme obligé, véritablement, de déposer quelque part le capital nécessaire aux paiements successifs de sa dette pour garantir l'exécution de son obligation? Une telle exigence ne pourrait s'expliquer que s'il s'agissait d'un pays dont les finances ne seraient pas saines et bien équilibrées. L'Etat français peut-il faire cette sorte d'aveu de doute sur sa solvabilité future et sur l'avenir même de son développement économique?

Il demandera donc, purement et simplement, aux assurés, qui deviennent ses créanciers, de lui faire le crédit que font à l'Etat tous ses autres créanciers.

Est-ce que, pour ses rentiers, il a pris des dispositions autres que celle qui consiste à inscrire tous les ans à son budget les sommes nécessaires?

Il décidera de même d'inscrire, tous les ans, à son budget, les sommes nécessaires au paiement des arrérages des pensions émises au profit des assurés de la loi de 1910. Ce sera exactement le même mécanisme. On n'a pas le droit de lui demander davantage.

En outre, il serait d'une mauvaise administration et d'un mauvais exemple de grever inutilement le temps présent d'une charge, d'ailleurs insupportable, pour nous garantir contre des risques parfaitement illusoire et qui ne pourraient exister que dans un pays qui n'aurait pas la grande puissance économique et financière qu'a le nôtre.

S'il en est ainsi, si notre combinaison financière peut, sans imprudence, assumer les charges qui vont résulter de la disposition de la loi nouvelle, ces charges sont-elles hors de proportion avec les ressources de nos budgets? A-t-on fait un acte de générosité imprudente et excessive ou s'est-on, au contraire, tenu, en allouant 100 francs et en abaissant l'âge de soixante-cinq ans à soixante ans, dans les limites d'une bonne administration financière?

Après un examen très attentif, nous croyons n'avoir point excédé les limites raisonnables.

Cherchons, en effet — je ne voudrais pas entrer dès aujourd'hui dans la discussion de certains détails de chiffres sur lesquels nous ne sommes pas d'accord avec l'honorable M. Cuvinot — cherchons les résultats d'ensemble non pas pour le budget de 1912, mais pour le

développement général et continu de la loi dans le cours de son application.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION SPÉCIALE. — Nous sommes d'accord sur l'avenir.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je le sais bien; c'est pour cela que je demande la permission de ne pas entrer dans le débat particulier, en ce qui touche l'exercice 1912, et de viser simplement l'avenir financier, ce que j'appellerai l'état constant de la loi.

Le résumé des chiffres est fait dans les tableaux annexés au rapport de M. Cuvinet, et aussi au rapport de M. Paul Morel, que je demande la permission de citer parce que j'y trouve plus de développement de ce genre que dans celui de notre Commission. Vous verrez par la nature des dépenses et pour chacun des articles, en particulier, les augmentations qui résultent de chacun d'eux.

D'après la loi de 1910, l'ensemble des dépenses qui résultaient de toutes les dispositions de la loi était, à l'état constant, 96 millions 4, plus les frais de gestion montant à 23 millions 9, soit 120 millions.

Le projet que nous avons aujourd'hui à examiner entraîne une dépense de 210 millions 5, plus 22 millions 7 environ de frais de gestion, soit en tout 233 millions. C'est au bout de quarante-cinq années environ, que le total de la dépense atteindra ce chiffre de 233 millions, au lieu de 120 millions, chiffre de la dépense de la loi actuelle en période constante.

Vous voyez que je ne cherche pas à dissimuler les faits; je les donne, au contraire, dans leur exactitude brutale. Pour arriver, après quarante-cinq ans, à ce chiffre de 233 millions, c'est-à-dire à cette augmentation de 113 millions sur les chiffres actuels, — et j'y comprends, toutes les dispositions, même celles que la Commission n'a pas acceptées — on procède progressivement, après une

légère diminution de dépenses, dans les cinq premières années, par augmentations croissantes de 1, 2, 3, 5 et 9 millions; tel est à peu près l'échelle des accroissements. C'est donc en quarante-cinq ans, par une courbe croissant à peu près régulièrement, que nous arriverons à atteindre les 113 millions de dépenses supplémentaires.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION SPÉCIALE. — On arrive à 150 millions à la trente-cinquième année.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Et à 113 millions à l'état constant. Il y a une petite irrégularité dans la courbe.

Cette dépense est-elle au-dessus des sacrifices que peut faire l'Etat français?

Pour assurer la dignité, la sécurité, la vieillesse de nos travailleurs, pour arriver à leur donner 300 francs à soixante ans, ou au maximum 495 francs à soixante-cinq ans, l'Etat français peut-il consentir à ajouter 113 millions aux 120 premiers millions qu'il a déjà promis de verser?

Voilà comment se pose la question.

Si vous considérez le chiffre du budget de la France — 4.500 millions à l'heure actuelle — si vous considérez en même temps l'accroissement continu des recettes et de la prospérité du pays, croyez-vous que cette charge soit excessive?

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Vous nous avez dit, il y a deux ans, qu'il ne s'agissait que de 100 millions. On cherche à démontrer autre chose aujourd'hui.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je cherche — et permettez-moi de vous dire toute ma pensée, mon cher collègue — à vous placer en face d'un problème de conscience. Voici comment je comprends ce problème :

Nous sommes gardiens des finances de notre pays, mais nous sommes, en même temps, gardiens de la paix

sociale. Nous sommes chargés à la fois d'administrer sagement, en bons pères de famille, la fortune qui nous est confiée, mais nous sommes aussi chargés d'éviter, en bons pères de famille que nous sommes, de faire que, dans la famille dont nous sommes les chefs, aucun enfant ne puisse dire qu'à un moment donné il n'a pas eu sa part légitime de la protection que l'on doit à la famille tout entière.

Je vous pose à tous cette question : une amélioration sensible est projetée et vous pouvez par un vote la réaliser dès demain. Cette amélioration va permettre enfin aux travailleurs auxquels nous pensons de toucher un chiffre de retraite qui sera certainement suffisant pour donner satisfaction à ce qu'il y a de légitime dans leurs demandes. Vous pouvez le faire par un sacrifice qui s'élèvera, je vous l'ai dit et je le répète, pendant quarante-cinq ans, de 2, 3, 4, 5 et 9 millions jusqu'au chiffre total de 113 millions. Cette somme est-elle excessive? Dépasse-t-elle la puissance financière de notre pays? En conscience, je ne le crois pas.

Entre les deux devoirs dont j'ai parlé tout à l'heure, que nous nous considérons comme les gardiens du budget ou comme les pères de la grande famille française, je n'hésite pas à dire que notre devoir est de faire le sacrifice et de donner le bienfait.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Mauvais pères de familles, qui font la guerre scolaire et religieuse et qui gaspillent le budget!

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Ne parlons pas politique, mon cher collègue : j'aurais trop à dire là-dessus.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Vous ne faites que cela.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je fais de la politique, à cette tribune?

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Votre loi n'est pas autre

chose qu'une loi politique. Vous cherchez à capter l'affection du peuple, mais il ne veut pas de votre loi; vous n'y réussirez pas.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Cette politique-là, je suis fier de la faire.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — C'est une politique de guerre religieuse et sociale, une politique de gaspillage. Voilà la réalité.

M. EUGÈNE LINTILHAC. — Vous faites, monsieur le Ministre, de l'apaisement social.

PAUL STRAUSS. — C'est de la politique sociale.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Quand nous aurons fait cela, pourrons-nous dire que l'œuvre est complète? Non, pas encore.

Le progrès social est infini. A chaque étape nouvelle, on s'aperçoit que la route continue devant nous, toujours plus longue, mais je l'espère, toujours meilleure.

Mais il y a, en tout cas, des choses que nous pouvons faire sans sacrifices nouveaux, et que le Gouvernement est très résolu à faire dans le délai le plus court.

On a fait allusion tout à l'heure aux modifications qu'il faudra apporter à la loi de 1910. Ces modifications, nous les réaliserons d'autant plus volontiers, d'autant plus rapidement, qu'ayant précédemment obtenu de votre vote ces améliorations tangibles, nous aurons une arme de plus entre les mains, un argument de plus pour nous adresser à cette population qui hésite et qui doute encore, et à qui nous pourrons mieux faire comprendre le mécanisme de la loi, quand nous lui en montrerons plus prochains et plus tangibles les bienfaits.

M. CHARLES RIOU. — Alors vous n'avez pas besoin de l'obligation!

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — C'est un autre problème.

Nous ne discutons pas aujourd'hui l'article 23; nous discutons les articles de la loi de finances.

Nous aurons donc à déposer très prochainement — j'en ai déjà pris l'engagement et je le renouvelle — un projet de loi modifiant la loi de 1910, non plus dans ses données financières, dans ses conséquences au point de vue des chiffres de retraite et des allocations de l'État, mais dans son mécanisme administratif.

Tout à l'heure je me suis permis d'interrompre mon ami M. Ferdinand-Dreyfus à propos des timbres-retraites. Il est évident que, malgré le regret que nous en aurons pour les philatélistes, nous créerons un timbre unique dans un délai prochain.

M. VICTOR LOURTIES. — Il faudrait aussi donner des facilités plus grandes aux sociétés de secours mutuels pour l'application de la loi.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — J'y viendrai tout à l'heure, mon cher collègue.

La réduction à l'indispensable des mentions figurant sur les cartes des assurés est encore une chose qui s'impose; et je puis prendre, dès maintenant, l'engagement de chercher à réaliser la suppression de la carte d'identité. S'il est possible de la supprimer — et je le crois possible — cette réforme sera considérée comme quelque chose d'excellent par la population ouvrière, que cette carte d'identité préoccupe, inquiète, parce qu'elle y voit le retour à l'ancien livret. Telle n'est pas la pensée du législateur, et personne n'a jamais eu cette intention, mais il suffit que cette préoccupation existe dans un certain nombre d'esprits pour que nous cherchions à dissiper ces soupçons et à faire disparaître cette cause d'inquiétude.

Il faudra donner, en outre, des facilités plus grandes dans le choix des caisses d'assurances. On s'est préoccupé

à cet égard de la différence apparente de traitement qui semblait ressortir des circulaires du Gouvernement entre la Caisse des dépôts et consignations et les caisses autonomes dues à l'initiative privée.

Vous pouvez être certains, messieurs, que cette préoccupation ne doit pas exister et qu'il n'a jamais été dans l'esprit du Gouvernement de favoriser telle caisse au détriment de telle autre !

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — Mais elle existait dans les faits.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Elle n'a jamais existé dans notre esprit. Mais, puisqu'il y a doute à cet égard, je donne au Sénat l'assurance que, dans l'avenir, le doute ne trouvera plus l'occasion de s'exprimer, que dès maintenant, aux termes des instructions données, les caisses autonomes sont mises sur le pied d'une égalité parfaite avec les caisses de l'État et qu'aucune espèce de pression ne sera exercée pour que les caisses de l'État soient préférées aux caisses particulières.

M. CHARLES RIOU. — Vous avez déjà un certain nombre de caisses autonomes, monsieur le Ministre.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Oui, nous'en avons déjà un certain nombre.

Ensuite, messieurs, comme le demandait à l'instant même M. Lourties, il convient d'associer aussi étroitement que possible nos caisses de secours mutuels à l'ensemble de l'action de la loi de 1910.

Il y a une chose que j'étudie et que je voudrais bien pouvoir réaliser, c'est la fusion du versement de la cotisation patronale et de la cotisation ouvrière dans la même caisse et par le même mécanisme, c'est-à-dire le groupement des deux cotisations encaissées ensemble. C'est une amélioration qui est très désirée par nos sociétés de secours mutuels, mais que je ne

crois pas possible de réaliser sans une étude préalable.

M. BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN. — Ce serait très avantageux.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Enfin, nous voulons élargir autant qu'il sera possible le rôle de la mutualité dans le mécanisme de la loi de 1910. Nous étudions le problème avec la Fédération nationale de la mutualité en France; nous avons déjà eu plusieurs conférences avec ses représentants les plus autorisés.

Ceux-ci m'ont proposé d'étudier la question et de préparer de leur côté certaines dispositions. Nous étudierons ces propositions, et je suis sûr à l'avance que nous tomberons d'accord. L'association très étroite de la mutualité française à la fois à l'œuvre de propagande et à l'œuvre d'administration de la loi de 1910 est une de nos préoccupations, et nous tâcherons de la réaliser le plus prochainement possible.

M. LOURTIES. — Monsieur le Ministre, je vous remercie de cette déclaration au nom de la mutualité.

M. CHARLES RIOU. — C'est par là qu'on aurait dû commencer.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Conformément à la promesse qui avait déjà été faite à cet égard par mon honorable prédécesseur, le Gouvernement étudie et prépare un projet sur l'assurance-invalidité. Je ne puis pas, dès aujourd'hui, le Sénat le comprendra, donner des indications précises sur ce projet, parce qu'il faut que l'étude en soit achevée, que le Gouvernement l'ait examiné et que nous en ayons définitivement établi la rédaction.

Mais les idées générales dont a parlé M. Ferdinand-Dreyfus et sur lesquelles un échange de vues s'est fait dans la Commission spéciale, vous les connaissez. Nous sommes d'accord sur ce point que l'établissement d'une

assurance-invalidité s'impose. Elle aurait peut-être même dû précéder l'assurance-vieillesse, celle-ci pouvant être considérée, je le répète, comme la généralisation de l'invalidité. Mais les deux risques présentent ce caractère différent qui contribuera à différencier les deux législations, à savoir que le risque vieillesse est un risque commun, mesurable pour tous, facile à vérifier parce qu'il résulte de l'état civil. Au contraire, le risque invalidité est individuel, variable de personne à personne, et doit, par suite, être contrôlé et surveillé par le groupe auquel appartiendra l'assuré, rattaché à d'autres assurés, lesquels auront intérêt à ne pas laisser des demandes irrégulières se présenter et des abus s'introduire dans l'application de la loi.

Par conséquent, l'assurance-invalidité, à raison de ce caractère personnel du risque, doit être étroitement liée à l'action mutualiste. De même que la vieillesse est, je le répète, la généralisation de l'invalidité, le secours maladie est pour ainsi dire la première étape vers le secours invalidité. Maladie courte d'abord, maladie longue ensuite, puis infirmité temporaire et partielle, invalidité permanente et absolue, qui est comme la vieillesse une infirmité définitive. Voilà la série des événements par lesquels passe l'homme au cours de sa vie de travailleur, et voilà la série des risques en face de chacun desquels on doit mettre la prime d'assurance et de prévoyance.

M. VICTOR LOURTIES. — Très bien !

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Eh bien, messieurs, il y a une lacune entre le secours-maladie qui est organisé par les sociétés de secours mutuels et l'assurance-vieillesse qui est assurée par l'État. Cette lacune, ce vide, il faut les combler. Nous demanderons aux sociétés de secours mutuels d'aller avec nous sur la route, de nous

aider à prévoir ce risque, d'être autour de nous les propagandistes de l'idée, d'en assurer le contrôle et l'exécution.

M. VICTOR LOURTIES. — Vous pouvez compter sur elles !

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Voilà, messieurs, — je ne puis en dire davantage — le point de vue général qui découle de nos résolutions en ce qui concerne notre projet d'invalidité. Nous n'oublions pas qu'il y a, dans la loi des retraites, un article 9 qui vise déjà l'invalidité, mais l'invalidité absolue, permanente. C'est à l'invalidité temporaire et partielle que nous pensons quand nous parlons du projet sur lequel je viens de vous donner quelques indications.

Tel est, messieurs, l'ensemble des idées que j'aurais voulu présenter au Sénat un peu plus complètement, au cours d'une discussion où l'on m'aurait posé des questions, où l'on aurait appelé mon attention sur un certain nombre de points et où, par conséquent, j'aurais pu entrer dans des précisions plus grandes.

Mais la situation particulière d'un ministre qui ne répond à personne, sinon à des amis, me rend assez difficile l'étude de ces détails dans lesquels il m'a été impossible d'entrer. J'y reviendrai; j'ai cru toutefois pouvoir, dès aujourd'hui, donner au Sénat une vue d'ensemble de la question. Je la résume en trois mots : des dispositions sur lesquelles la Chambre a été, pour ainsi dire, unanime vous sont présentées : elles ont pour but et nous croyons qu'elles auront pour effet de rendre la loi plus populaire et plus humaine, comme on l'a dit très justement tout à l'heure, de la faire mieux comprendre et mieux aimer. Elle réalise non pas seulement pour le présent, mais pour l'avenir — et pour l'avenir tout entier — des améliorations considérables

qui peuvent être assurées sans que les finances d'un grand pays comme le nôtre en soient inquiétées ou menacées.

Ces dispositions ne sont encore que des parties d'un ensemble. Nous avons l'intention de les compléter : 1° par d'autres dispositions rendant la loi plus souple, plus facile à manier ; 2° par un projet complémentaire réglant le risque invalidité. Ainsi peu à peu, en suivant un chemin peut-être plus difficile et plus long, mais, je crois, avec la certitude d'aboutir, nous parviendrons à réaliser l'ensemble du problème de l'assurance sociale contre tous les risques sociaux.

Il en restera un autre encore, le chômage, pour lequel, je le dis en passant, je suis résolu, si l'avenir me le permet, à présenter un projet nouveau.

Mais, messieurs, en ce qui concerne seulement le projet en discussion et les autres projets qui vous seront soumis, nous pouvons considérer que nous avons complètement, absolument, et dans des conditions d'équité et de justice, assuré le fonctionnement de cette loi sociale avec la triple intervention de ceux qui sont également intéressés à la solution du problème, c'est-à-dire des ouvriers d'une part, des patrons de l'autre, et enfin de l'État. Et ces trois interventions s'établissent dans un équilibre à peu près complet, grâce à ce chiffre de 100 francs qui, ne l'oubliez pas, correspond à peu près exactement à ce que représente pendant trente années le versement des ouvriers et des patrons ; nous aurons donc à peu près tout prévu relativement aux risques qui menacent le travailleur pendant sa vie.

Comme je vous en donnais l'assurance tout à l'heure, il n'y a rien-d'excessif, rien de hasardeux dans ce que nous vous demandons.

Il n'y a là ni propositions ni promesses qui ne puissent être tenues.

Si nous arrivons à réaliser les améliorations proposées, je crois que nous aurons fait œuvre de bien public et de paix sociale.

Cette loi a eu jusqu'ici deux sortes d'adversaires : d'abord des adversaires politiques ; je crois qu'il n'y en a plus beaucoup, car il s'est déterminé dans le pays un mouvement d'assentiment très prononcé. Mais au début ils avaient espéré que la loi serait impopulaire et que, loin d'apporter à la République l'adhésion des travailleurs, elle ne leur apparaîtrait que comme une œuvre de division et de faillite.

Et puis, à côté des adversaires de la République, il y a eu les adversaires de la Société qui ont persisté dans leurs vues, s'imaginant qu'il leur serait profitable de détourner les masses populaires de cette œuvre de prévoyance en la dénonçant comme une gigantesque escroquerie, et pensant que, de cette manière, ils entraîneraient à la violence les travailleurs que les bienfaits de la loi devaient amener au contraire à la concorde et à la paix.

Je crois, messieurs, que les deux calculs ont été vains, que peu à peu le jour s'est fait dans l'esprit public et qu'aujourd'hui les tentatives de l'un comme de l'autre côté ne prévaudront pas contre le bon sens de tous.

J'espère donc que vous voudrez donner au Gouvernement la confiance dont il a besoin pour mener à bien cette œuvre, afin d'établir son système général d'assurances contre tous les risques sociaux. Je crois que la prudence indispensable à une entreprise de ce genre n'a pas cessé d'être observée, que l'œuvre se poursuit en conciliant également l'esprit de liberté et d'initiative avec l'esprit de solidarité nécessaire et indispensable dans une grande œuvre d'Etat. Je crois enfin que vous comprendrez

que le Gouvernement a le devoir de vous demander à cet égard un vote éclatant.

J'estime qu'après ce qui s'est passé à la Chambre, après cette grande manifestation dans laquelle tous les partis se confondirent dans un vote unanime de confiance dans la loi, de volonté affirmée dans le développement nécessaire de l'œuvre entreprise, le Sénat agira de même, et qu'après avoir discuté, ce qui est son droit et même son devoir, et montré que sur certains points il y a des défauts dans la loi, il reconnaîtra que cette loi est bonne dans son ensemble, que l'œuvre entreprise était nécessaire et que si, par malheur, un doute apparaissait au sujet de l'avenir de la réforme, ce n'est pas la paix publique qui en profiterait!

Je suis sûr, au contraire, que par son vote le Sénat dira à tous les intéressés : la loi est bonne dans son ensemble, nous l'améliorerons dans le détail de ses dispositions. Venez tous à elle; c'est une œuvre de bien public, de paix sociale, et tous les bons Français seront d'accord pour l'approuver et pour la soutenir ⁽¹⁾.

(1) Les articles 72 à 81 furent votés en février 1912.

V

COMMENT FAIRE ACCEPTER LA LOI DES RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES ⁽¹⁾

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

J'ai répondu bien volontiers à l'invitation qui m'avait été adressée par mon éminent ami, M. le président Deschanel, au nom de l'Office national des retraites. J'avais la certitude, tout d'abord, de goûter ici la grande joie d'entendre défendre avec la plus haute éloquence, par votre président, par Paul-Boncour, par Mabillean, les grandes idées de prévoyance et de mutualité qui nous sont également chères. J'étais heureux ensuite de trouver ici l'occasion de remercier au nom du Gouvernement de la République, vous, Ribot — permettez-moi de vous appeler ainsi simplement, comme le fait la France tout entière — vous qui donnez depuis si longtemps l'exemple du dévouement à toutes les œuvres qui intéressent la grandeur de la nation et sa paix intérieure; et vous aussi, Deschanel, vous qui avez depuis si longtemps conduit les phalanges mutualistes, dont vous avez été l'ami de la première heure, au bon combat et à la victoire, et qui,

(1) Discours prononcé à l'Office national des retraites, à la Sorbonne, le 15 juin 1912.

aujourd'hui encore, pouvez leur rendre, au sommet où vous êtes arrivé, les services plus grands qu'elles attendent de votre bonne volonté et de votre générosité! J'étais heureux, dis-je, de trouver ici l'occasion de remercier, au nom du Gouvernement de la République, tous ceux qui se sont groupés autour des chefs de l'Office national sur l'initiative généreuse du *Matin*, pour propager la connaissance et pour hâter l'application bienfaisante de notre grande loi nationale des retraites ouvrières et paysannes.

S'il fallait en croire ses détracteurs, cette loi des retraites, en dépit des sacrifices financiers qu'elle exige, en dépit des efforts déployés par les pouvoirs publics pour la faire entrer dans les mœurs, ne devait être qu'une œuvre stérile et vouée à l'insuccès. Ce que vaut cette assertion, j'engage tous ceux qui douteraient encore de la vitalité de la législation nouvelle à venir en juger ici, au contact de cette foule frémissante qui applaudissait tout à l'heure l'admirable conférence de Paul-Boncour et les paroles chaleureuses de notre ami Mabillean. Ah! je voudrais qu'ils fussent ici, les détracteurs, je voudrais qu'ils sentissent passer dans leur esprit la flamme des convictions et dans leur cœur la flamme plus ardente encore de la générosité, de la fraternité qui animaient tout à l'heure nos orateurs! Je suis bien sûr qu'ils ne douteraient plus.

Les actives sympathies que vous avez éveillées autour de l'œuvre poursuivie par le Parlement républicain ont bien vite prouvé l'excellence de cette œuvre; elles sont désormais un gage assuré de son succès.

Messieurs, vos statuts ont nettement défini le but que vous poursuivez. Vous vous êtes proposé de *favoriser l'application de la loi sur les retraites et d'en faciliter la compréhension aux assurés dans toute la France*. Cette

tâche considérable à laquelle, sous l'impulsion énergique des ministres qui m'ont précédé au ministère du Travail — et là encore je tiens à nommer l'un d'entre eux, qui est ici présent, Boncour, parce que c'est certainement lui, il l'a dit tout à l'heure très modestement, et je le répète hautement, qui a eu l'heure la plus difficile à traverser, celle du doute, cette heure où on s'est demandé si la loi qu'on avait faite était bonne, si elle serait comprise, si elle serait bienfaisante ; et certainement l'ingéniosité, la persévérance avec laquelle vous l'avez défendue, ont contribué singulièrement à faire la lumière dans les esprits et à vous rassurer vous-même définitivement, — cette tâche, messieurs de l'Office national, à votre tour vous l'avez reprise et vous y avez apporté, de votre côté, tous vos efforts ; et si tous les Français ne connaissent pas encore aujourd'hui tous les avantages que leur réserve la loi, avantages que Mabillean énumérait tout à l'heure si nettement et si clairement, presque tous du moins ont commencé à être touchés par votre propagande et, grâce à vous, bien des préventions, bien des erreurs ont disparu. Chaque jour nous révèle un progrès dans l'application de la loi.

Certes, un long effort est encore nécessaire pour atteindre au succès définitif, mais dès maintenant, en présence des résultats obtenus, en présence de l'ardeur que témoignent tous les défenseurs de la loi, j'affirme que le succès ne peut plus être mis en doute. Dès aujourd'hui, l'hostilité des uns est devenue hésitante, l'ignorance des autres se dissipe, et, surtout, l'intérêt s'éveille chez ceux pour qui la loi nouvelle est faite et dont beaucoup commencent à juger sévèrement, croyez-le, les imprudents qui, par passion politique, ont essayé de leur dissimuler le bienfait de la prévoyance organisée.

Vous avez fait une bien intéressante enquête sur les

conditions de l'application de notre loi. Les renseignements que vous avez recueillis et que vous avez publiés, mon cher président, dans un livre que j'ai consulté bien souvent, je vous l'affirme, depuis que vous avez bien voulu le remettre entre mes mains, ces renseignements sont d'autant plus précieux qu'ils émanent de personnes qui sont en rapports quotidiens avec les assurés, qui souvent, le plus souvent, sont elles-mêmes des assurés. Je vous suis reconnaissant de m'avoir apporté ainsi ces cahiers de doléances de ceux qu'on appelle d'un mot que je voudrais voir rayer de la loi, les assujettis. J'ai pu constater que les observations qu'ils contenaient se trouvaient en concordance avec les renseignements qui me parvenaient, d'autre part, par les préfectures et les municipalités. Vous avez su mettre en relief les principales raisons de l'hostilité que, dans certains milieux, la loi a rencontrée au moment de sa mise en vigueur, et grâce à vous il est facile de constater que ces difficultés ne sont pas spéciales à la législation des retraites et qu'elles se sont élevées toutes les fois qu'une nouvelle loi de prévoyance sociale a été votée et promulguée dans notre pays.

Faut-il nous arrêter sur une certaine défiance qui s'est manifestée dans quelques milieux à l'égard des avantages promis par le législateur? C'est là, malheureusement, une constatation presque banale! Les campagnes qui sont encore dirigées aujourd'hui contre les retraites ouvrières nous en rappellent d'autres, dont Ribot et moi nous nous souvenons bien, celles qui se sont produites autrefois contre les Caisses d'épargne. La même passion aveugle inspire ces campagnes, de quelque côté extrême de l'horizon politique qu'elles proviennent d'ailleurs.

Hier encore, je lisais un appel aux travailleurs, que

vous avez pu lire vous-mêmes dans les journaux, et j'y relevais ceci, que depuis les modifications apportées à la loi de 1910 par la loi du 27 février 1912, le taux de la retraite, déjà dérisoire, se trouvait encore diminué. Et le texte ajoute que la loi de 1910 — car il y a des précisions et des calculs, ce sont des chiffres! — ajoute que la loi de 1910 accordait aux retraités un maximum de 393 fr. 97, tandis que le maximum pour ce même retraité ne serait plus que de 297 fr. 44, soit une diminution de 96 fr. 43. Phénomène bien extraordinaire, puisque la loi nouvelle avait pour effet de baisser l'âge de la retraite et d'augmenter l'allocation de l'Etat.

J'ai eu la curiosité de me reporter aux chiffres eux-mêmes pour rechercher ce que valait cette assertion au moins inattendue, et j'ai constaté que la retraite que pouvait atteindre un assuré de soixante-cinq ans était, en effet, de 323 fr. 87 dans le régime de 1910, mais qu'il était passé, dans la législation de 1912, au maximum non pas de 297 fr. 44, mais de 511 francs. Nous sommes en présence d'une augmentation de 117 fr. 13 au lieu d'une diminution annoncée de 96 fr. 43. Voilà comment on écrit l'histoire. On a pris tout simplement, dans un cas, l'âge de l'ancienne loi, soixante-cinq ans, dans l'autre cas, l'âge de la loi nouvelle, soixante ans, et on a facilement triomphé.

Sont-ce là des arguments d'une polémique loyale, et ceux qui les emploient ne devraient-ils pas craindre le jugement sévère de ceux que l'évidence des faits viendra bientôt désabuser?

Que dire de la défiance qu'on a voulu exciter au sujet de la gestion des épargnes accumulées; les dispositions de la loi ne devraient-elles pas désarmer sur ce point les adversaires de bonne foi! Loin de pousser les assurés vers une caisse unique, le Gouvernement ne s'est-il pas

d'ailleurs soucie de favoriser le développement des institutions autonomes, gérées sous le contrôle des intéressés eux-mêmes dont les fonds, sont pour ainsi dire, comme le disait Mabillean tout à l'heure, employés sous les yeux mêmes des assurés qui les ont versés.

Aussi ne nous étonnons pas que les accusations d'escroqueries (c'est le gros mot que Boncour rappelait tout à l'heure) qui ont été portées contre la loi sur les retraites ne se fassent plus guère entendre aujourd'hui. Depuis près d'un an, les pensions et les diverses allocations de la loi ont commencé à être régulièrement payées aux intéressés : attendons avec confiance la leçon donnée simplement par ces résultats.

Messieurs, si le principal obstacle auquel se soit heurtée l'application de la loi sur les retraites est l'ignorance où se trouvaient les intéressés de ses dispositions essentielles, il faut reconnaître que la loi de 1910 présentait, comme tout essai de législation sociale, certaines imperfections et soulevait des critiques dont toutes n'étaient pas injustifiées. L'âge de la retraite, notamment, semblait trop élevé et les sacrifices de l'Etat pouvaient sembler inégaux à l'effort de la prévoyance ; la loi de 1912 a fait disparaître ces imperfections. Depuis cette loi, on ne peut plus dire que le régime des retraites n'est pas adapté aux conditions de la vie ouvrière et que l'Etat ne fait que des sacrifices insuffisants. Dans aucune législation au monde, peut-être, il n'existe un régime de retraite-vieillesse aussi favorable que le régime français.

Mais il ne suffit pas qu'une loi soit avantageuse pour qu'elle soit appréciée de ceux qui sont appelés à en bénéficier. Souvent de petites difficultés dans l'application, des formalités ennuyeuses, des démarches mal comprises, suffisent à faire oublier tous les avantages garantis par la législation nouvelle, et le public finit par

ne plus voir, dans la loi sociale, que la masse des complications administratives.

Ne nous faisons pas d'illusion. En faisant connaître la loi améliorée, nous n'accomplissons qu'une partie de notre tâche; il nous faut maintenant rendre la loi plus accessible aux assurés, plus compréhensible pour tous et plus facile à appliquer. Si la loi est, en effet, compliquée, cela tient en partie à la nature des choses, aux nécessités complexes de la gestion et du contrôle de toute grande assurance sociale. Mais il faut que toute formalité qui n'est pas rigoureusement nécessaire soit évitée, et d'un mot je dirai que la loi des retraites ne sera jamais assez simple à mon gré.

Pour ma part, à l'occasion de l'examen quotidien des affaires de mon ministère, je me suis attaché à réaliser le plus grand nombre possible de simplifications de détails. J'ai voulu — que n'ai-je pu le faire davantage — alléger la tâche des mairies; je me suis attaché à éviter à l'assuré tous les ennuis de formalités excessives; j'ai voulu surtout qu'aucun assuré ne pût subir un préjudice parce qu'il aurait omis une formalité secondaire, parce qu'il aurait commis une erreur, par exemple dans le choix du timbre à apposer.

Un règlement d'administration publique nouveau va être pris en exécution de la loi de février 1912; je me suis efforcé d'y introduire de nombreuses simplifications, mais c'est seulement en retouchant le texte même de la loi que les améliorations profondes pourront être réalisées. Le Gouvernement déposera prochainement un projet de loi qui, je l'espère, facilitera considérablement la mise en œuvre des retraites.

Pour citer quelques exemples — et vous allez trouver ici la réalisation d'un certain nombre des vœux de l'Office national lui-même — pour citer quelques exemples,

dis-je, nous délivrerons les assurés des embarras que leur cause la multiplicité des types de timbres : le timbre unique, réforme simple, qui fera comprendre et fera aimer la loi des retraites.

Nous aiderons à la perception des cotisations en donnant aux intéressés le plus de facilités possibles; nous autoriserons l'apposition trimestrielle des timbres; nous donnerons aux Sociétés de secours mutuels la faculté de se mettre d'accord avec les employeurs pour encaisser à la fois la contribution patronale et la contribution ouvrière.

Enfin, messieurs, il est, pour la bonne application de la loi, un point sur lequel je veux insister. L'Administration, quels que soient ses efforts, ne pourra jamais débarrasser chaque intéressé individuellement de toute démarche, de toute formalité. Le plus grand service, à mon sens, que l'on puisse rendre aux assurés, c'est de leur permettre de trouver un mandataire auquel ils confieront le soin de faire, en leur nom, les diverses opérations exigées par la loi. Or, ce mandataire, il est tout trouvé, *c'est la Société de Secours mutuels*. Nous autoriserons la Société de Secours mutuels qui fait l'encaissement, à échanger les cartes de ses assurés, à se substituer à eux dans les différentes formalités réglementaires, à encaisser la cotisation patronale après accord avec l'employeur. Nous voudrions que le patron, comme l'ouvrier, pussent se décharger de toutes leurs obligations sur une institution méritant également leur confiance à tous deux et qui sera l'intermédiaire naturel entre les assurés et l'Etat. Combien féconde deviendrait ainsi la collaboration entre la mutualité et le ministère du Travail pour l'application des grandes lois d'assurance et de prévoyance sociale !

Messieurs, j'ai terminé. J'ai voulu écarter de mon

discours tout ce qu'il aurait pu avoir d'envolée oratoire, pensant que les orateurs qui m'ont précédé vous avaient donné à cet égard pleine et entière satisfaction. Je me suis borné à apporter devant vous quelques précisions, qui, je crois, n'étaient pas inutiles, et sur l'état d'application de la loi et sur les intentions du Gouvernement en vue d'assurer, dans un avenir prochain, la meilleure et la plus rapide application de cette loi. Mais avant de m'asseoir, ma pensée se reporte naturellement vers la grande fête de demain. En organisant votre Congrès des retraites au moment même où la Fédération nationale organisait la fête de la mutualité, vous avez voulu, mon cher président, symboliser l'étroite union, ou pour mieux dire l'unité d'action nécessaire à tous ceux qui veulent le progrès social. Ne verrons-nous pas demain la plupart des citoyens qui nous entourent ici se presser autour de M. le Président de la République, au premier rang des mutualistes, dans la foule disciplinée qui remplira l'immense vaisseau de la salle du Trocadéro ! C'est une belle chose pleine de promesses que cette entente, que cette noble émulation des uns et des autres. Quelle que soit la part du combat dont ils ont assumé la charge, ils savent qu'ils livrent la même bataille ensemble, qu'ils font partie de la même armée fraternelle et qu'ils poursuivent le même ennemi, le seul ennemi de chacun et de tous, *le mal social*.

Ai-je besoin de vous dire quelle force vous donnez au Gouvernement de la République qui, sur le terrain législatif, avec le concours du Parlement, poursuit la même tâche, combien vos exemples et votre appui lui sont précieux et combien il vous en est cordialement et profondément reconnaissant ?

VI

LES RETRAITES DES MINEURS

L'ordre du jour de la Chambre appelait le jeudi 11 juillet 1912 la première délibération sur la proposition de loi de M. Albert Thomas et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 et à créer une caisse nationale des retraites des ouvriers miniers et ardoisiers. Les cinq premiers articles furent votés et le vendredi 12 juillet à propos de l'article 6 ainsi conçu :

« Pour avoir droit à la pension de retraite-vieillesse, aux majorations de l'Etat et à celles provenant des fonds des majorations, tout ouvrier mineur, minier ou ardoisier devra : 1° Etre âgé au moins de cinquante-cinq ans; 2° justifier de trente années de travail équivalent au minimum de 7.920 journées de travail dans les mines, minières et ardoisières (264 journées par année).

Les journées de repos pour blessures et maladie seront comptées comme journées de travail; les caisses de secours verseront au compte de l'ouvrier une somme équivalant à 10 p. 100 de l'indemnité journalière prévue par les règlements de ces caisses, par journée de repos occasionnée par la blessure ou la maladie. »

M. Albert Thomas déposait un amendement tendant à accorder la retraite à l'âge de cinquante ans après vingt-cinq années de travail.

Cet amendement fut défendu par M. Jaurès en ces termes :

« Je reconnais la valeur — tout à fait provisoire du reste — de certaines objections financières. Mais je veux dissiper un malentendu.

Les objections que l'on fait à la fixation de l'âge de la retraite à cinquante ans tiennent surtout à une idée fausse sur la retraite, contre laquelle il faut réagir.

Il faut, à mon sens, que l'individu retraité puisse, à la rigueur, vivre avec sa seule pension. Mais la perception d'une pension ne doit pas impliquer la nécessité pour lui de cesser tout travail.

Je ne puis considérer que l'idéal de la vie soit la suspension de tout travail. Je considère comme absolument barbare l'organisation industrielle et économique d'aujourd'hui qui fait que, jusqu'à une certaine minute, jusqu'à un certain mouvement imperceptible de l'aiguille sur l'horloge, l'homme soit surmené, et que, dès que l'aiguille atteint une certaine petite marque noire, il passe dans le néant du travail, image anticipée et morne du néant de la vie.

Jusqu'à son dernier souffle, l'homme doit travailler dans la mesure où il le peut; c'est par là seulement qu'il se rattache à la vie, à l'intelligence, à l'activité de la pensée.

Un homme n'est jamais sot quand il travaille, parce que la sottise naît de l'exagération de soi-même. Quand il travaille, enveloppé dans la tâche commune, son effort est exactement mesuré par celui des autres et toute tentation de sottise est prévenue.

La vie est dans le travail proportionné aux forces.

L'idéal n'est pas que l'homme passe de l'épuisement par le labeur à l'épuisement par l'inertie. Il faut que l'homme produise moins à mesure que ses forces déclinent et que, arrivé à ses derniers jours, il ait une plus large part pour le repos et pour la contemplation d'un monde auquel il s'intéresse d'autant plus par le regard qu'il y contribue encore par son activité.

Je ne comprends pas que la retraite soit le signal de la cessation du travail; elle doit être un moyen de se reposer tout à fait si les forces défont ou, si elles diminuent seulement, de modérer son travail en proportion, sans qu'en aucun cas le bien-être s'en trouve atteint.

Dans nos mines, les ouvriers fatigués sont obligés de demander parfois un jour, deux jours de relâche ou même quelques semaines de congé non payées.

Je voudrais que les vieillards retraits pussent à la rigueur vivre sans travailler, ou bien prendre des congés et des repos sans que le bien-être de leur famille en fût diminué, si leurs forces le leur permettaient. »

M. Léon Bourgeois, ministre du Travail, lui fit la réponse suivante :

J'ai écouté avec la plus grande attention les très intéressantes observations de M. Jaurès, et, s'il s'agissait d'établir ici un débat théorique et philosophique sur les conditions les meilleures de l'organisation du travail, je serais d'accord avec lui.

Il est évidemment contraire à la nature des choses de séparer le travail plein de l'inactivité complète par une barre rigide; c'est une mauvaise conception au point de vue physique comme au point de vue moral. Souvent, en effet, ceux qui prennent leur retraite — travailleurs intellectuels ou travailleurs manuels — sont frappés de certaines maladies et leur santé s'altère en même temps que leur activité diminue.

D'autre part, le travail est un excitant admirable, et le repos diminue moralement l'individu.

Mais si l'on peut tomber d'accord sur ces considérations, il n'en résulte pas que nous devrions, à l'heure actuelle, modifier les conclusions de la Commission:

Deux problèmes sont en effet posés :

L'un a trait à une modification de l'âge de la retraite, l'autre vise une conception nouvelle de l'organisation du travail. On peut imaginer un système dans lequel progressivement des allègements seraient accordés aux travailleurs, des aménagements d'heures de repos seraient prévus afin de diminuer les charges de l'ouvrier à mesure qu'il avance en âge. Ainsi seraient établis des paliers successifs qui permettraient de passer de l'activité au repos sans les inconvénients que l'on signale. Mais c'est un problème à étudier lors de l'élaboration d'une loi organique du travail ou lors du renouvellement de concessions de mines. Ici nous n'avons à envisager que le problème de l'âge. Eh bien ! Je ne crois pas qu'il soit bon de trop avancer l'âge de la retraite, parce que l'ouvrier est fait à cette idée qu'à partir de ce moment il n'a

plus à travailler et que la retraite doit remplacer le produit de son travail.

Puis, des raisons d'ordre économique et financier ont empêché la Commission d'accepter l'abaissement de l'âge à cinquante ans.

La première c'est qu'à cinquante ans, l'ouvrier pouvant encore travailler cherche de l'ouvrage et qu'il se crée ainsi un antagonisme fâcheux entre les retraités et les autres ouvriers dont il tend à avilir les salaires.

Puis, l'abaissement à cinquante ans amènerait une augmentation de 34 millions. Déjà, il y a une différence de cinq années entre l'âge de la retraite des mineurs et celui de la retraite des travailleurs ordinaires; cette différence s'explique par les conditions particulièrement pénibles du travail dans les mines.

Mais elle nous paraît suffisante et, pour toutes ces raisons, nous demandons à la Chambre de s'en tenir au chiffre de sa Commission.

M. Jaurès. — Je crois que les objections qui m'ont été faites se dissiperaient si nous pouvions instituer un ample débat sur cette question. Mais je reconnais que ce n'est pas le moment et je n'insiste pas.

L'article 6 fut adopté.

*
* *

M. Jaurès ayant protesté contre l'article 12 spécifiant : « Que là où les compagnies assureront elles-mêmes aux ouvriers les avantages de la loi, sans leur faire subir le prélèvement qu'elle permet de leur imposer, elles n'auront pas à subir le prélèvement, et que par voie de conséquence, les ouvriers ne feront plus partie de l'organisation commune où seront leurs camarades » terminait ainsi son argumentation :

« Il est dans la nature de votre esprit, monsieur le ministre du Travail, tout en admettant ce que j'appellerai les solutions centrales, l'intervention de l'Etat, de les assouplir, d'y

mêler le plus possible l'initiative individuelle et surtout collective, et voilà pourquoi je pense que puisque vous aviez salué avec joie l'occasion d'introduire dans la loi des retraites un premier type de ces caisses autonomes, il est bien dangereux de débiter par une institution corporative tronquée, qui appellerait un esprit de méfiance, parce qu'elle aurait été payée du plus douloureux déchirement de la classe qu'elle défend.

M. Léon Bourgeois :

Je comprends toute l'importance qu'il y a à créer une grande caisse autonome comme celle-ci, et je considère qu'il est d'un exemple excellent d'organiser une grande caisse chargée d'assurer la retraite des mineurs, et gérée par des représentants des patrons et des ouvriers.

Et je serais extrêmement peiné si les dispositions que nous proposons avaient pour effet de rendre précaire l'existence de cette caisse. Mais à l'heure même où M. Jaurès me presse d'apporter quelque souplesse à cette organisation centrale que nous proposons, nous sommes bien obligés de tenir compte de ce qu'a fait l'initiative privée pour arriver, d'accord avec les compagnies, à un état contractuel permanent d'organisation des retraites. C'est là un exemple de la force collective des citoyens conscients arrivant à faire les conditions d'une retraite équilibrée et avantageuse.

C'est justement ce résultat, obtenu par leur vaillance, qu'ils n'entendent pas laisser détruire par la suppression de l'article 12.

En effet, que va-t-il se passer demain ? Est-ce que nous aurons la tristesse d'avoir coupé en deux la grande corporation des mineurs de France, d'avoir dressé les mineurs du Sud contre leurs camarades du Nord ? Là n'est pas notre pensée, là ne sera pas le résultat de la loi. Nous avons voulu faire une chose équitable et pratique.

Nous n'avons pas oublié cette maxime fondamentale de la fédération des mineurs, que leurs délégués nous ont rappelée le jour où nous avons eu l'honneur d'être reçus par la Commission des mines : « Nous voulons, nous ont-ils dit, être régis par la loi et non abandonnés au hasard des conventions privées. » C'est pourquoi le principe de la loi est une caisse autonome, alimentée par des versements égaux des patrons et des ouvriers ; mais, si temporairement, il existe, dans certaines régions, des contrats grâce auxquels ce résultat est acquis, devons-nous les balayer ? Ne peut-on admettre, tant que ces conventions particulières dureront, qu'il sera possible d'acquitter sous une forme différente les mêmes versements des patrons et des ouvriers ? C'est ce que prévoit l'article 12.

C'est une quittance que l'exploitant, assurant à ses frais le plein des majorations, met dans la caisse autonome, en représentation des versements qui devraient être faits par lui et ses ouvriers.

Que demain ces conventions arrivent à expiration et les conditions générales de la loi s'appliqueront ; les mineurs qui en étaient l'objet iront à la caisse autonome dans les mêmes conditions que leurs camarades.

Y a-t-il là quelque chose qui puisse diminuer l'admirable unité morale de la fédération des mineurs ? Ceux du Midi auront-ils un sentiment d'amertume contre leurs camarades du Nord parce qu'ils n'auront pas renoncé à leurs conventions particulières ?

En aucune façon : ils auront au contraire vis-à-vis d'eux un sentiment de gratitude profonde, car ils savent que c'est à leur vaillance, à leur courage, à leurs souffrances passées que ces avantages sont dus, ils savent que ce sont leurs camarades du Nord qui leur ont ouvert la voie.

J'ai entendu les mineurs du Nord, ils souhaitent ardemment le vote de la loi dont ils ont été en quelque sorte les remorqueurs, et ils se réjouissent de voir leurs camarades du Midi bénéficier des mêmes avantages qu'eux-mêmes.

Quand leurs délégués viendront administrer la caisse autonome, ils ne le feront pas avec cet esprit de désintéressement que semblait craindre M. Jaurès; au contraire, dans l'intérêt de la solidarité commune, ils auront à cœur de bien gérer et d'améliorer la gestion de cette caisse autonome.

Ne prononcez donc pas de paroles qui puissent faire croire à la possibilité d'une scission quelconque entre les mineurs du Nord et ceux du Midi. Ayez confiance dans les uns et dans les autres et votez la loi parce qu'elle est bienfaisante et parce qu'elle a été demandée par tous les mineurs français.

L'article 12 mis aux voix fut adopté et l'ensemble du projet de loi fut voté par 575 voix contre une.

CONCLUSION

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE ⁽¹⁾

Messieurs,

Lorsque M. le Président du Groupe des Congrès et des Conférences de l'Exposition internationale de Gand, mon éminent collègue au Congrès de La Haye, M. le ministre d'État Van den Heuvel, m'a fait l'honneur de me demander de donner ici une conférence, je me suis aussitôt souvenu de l'accueil si cordial qui avait été fait, il y a deux ans, par votre ville, à l'Association du chômage et à son président, et j'ai saisi avec joie cette occasion de venir apporter à votre cité, toute glorieuse des splendeurs de son admirable Exposition, le témoignage de notre reconnaissance.

Les motifs que voulait bien me donner M. Van den Heuvel étaient d'ailleurs faits pour me toucher particulièrement. « Le Congrès du chômage, m'écrivait-il, sera réuni à Gand en septembre. Ne consentiriez-vous pas à parler du grand effort qui se fait pour prévenir ce redoutable mal et pour y porter remède? » Et M. Van den Heuvel exprimait l'espoir bienveillant que notre réunion de ce soir « contribuerait au succès du Congrès et de la cause de solidarité qu'il défend ».

(1) Conférence donnée à l'Exposition universelle de Gand, le 6 septembre 1913.

Il y avait là trop de bonnes raisons pour que, malgré l'état précaire de ma santé et de ma vue, j'eusse le droit de me dérober à l'appel; et, la décision une fois prise, la pensée peut-être bien hardie m'est venue d'étendre les limites de notre causerie et d'examiner avec vous, dans son ensemble, le problème de l'organisation internationale de la prévoyance sociale.

Comme l'an dernier à Zurich, lors de notre première *semaine sociale*, nous avons la bonne fortune de trouver aujourd'hui réunis à Gand, à l'occasion du Congrès du chômage, les représentants des deux autres grandes Associations internationales de *la Protection légale des travailleurs et des Assurances sociales*. Le moment n'est-il pas favorable pour aborder dans toute son étendue l'étude d'un problème qui paraît bien vaste et qu'il semble bien ambitieux à moi de vous proposer, mais dont la nécessité s'impose aux esprits d'une manière si pressante qu'il n'est guère possible aux hommes d'État, soucieux de l'avenir de nos sociétés modernes, d'en ajourner l'examen méthodique et approfondi?

I. — Messieurs, tout a été dit sur la révolution qui s'est produite, depuis un siècle, dans les conditions du travail humain. La transformation du globe par les innombrables découvertes scientifiques du dernier siècle, la rapidité prodigieuse de la vie, l'accumulation des capitaux qui met, à un certain moment, le marché du travail entre les mains de quelques hommes, l'âpreté croissante des concurrences nationales et internationales, la force incalculable donnée à chacun des mouvements économiques par l'organisation collective des capitaux aussi bien que du travail, toutes ces causes, dans tous les pays, ont mis peu à peu au premier plan les questions d'ordre social. C'est toute une conception nouvelle des rapports de l'individu et de la société qui, peu à

peu, s'est esquissée à grands traits et dont il est possible, dès aujourd'hui, de mesurer l'influence sur les différentes législations nationales comme sur cette législation universelle dont les traités internationaux ne cessent d'étendre le réseau.

L'intensité du progrès scientifique et économique que nous admirons si justement est loin d'avoir produit une diminution de la souffrance humaine. Dans l'appel que le secrétaire général de l'*Association pour les assurances sociales*, notre ami Fuster, adressait, il y a quelques jours, aux membres de notre Congrès, il marquait avec une force singulière ces redoutables conséquences du développement de la vie moderne. « L'exploitation de certaines forces, disait-il, se produit finalement au détriment des faibles. » Et il énumérait l'accroissement des cas de chômage, l'insuffisance des services de placement, l'inexacte adaptation des forces de chacun au travail qu'il exerce, le gaspillage d'énergie qui en résulte, la soumission des faibles au travail le plus rude, l'excessive durée du travail de tous, l'organisation insalubre de l'atelier et le manque de dispositifs contre les accidents ou les intoxications, l'absence de protection du salarié et de sa famille au lendemain des maladies et des accidents, la détresse du vieillard usé au service de l'industrie. Que de faits douloureux et qui semblaient, il y a vingt ans encore, malheureusement inévitables ! Quelle cruelle statistique d'une misère dont le spectacle étreint, dont le souvenir poursuit sans cesse tous ceux dont l'esprit n'est pas insensible à l'injustice, dont le cœur s'émeut de la douleur d'autrui. Et comment n'aurait-on pas pris la résolution de combattre énergiquement à l'aide précisément des forces nouvelles que la science met à la disposition des hommes, et de vaincre, s'il est possible, un tel ensemble de maux, de faire enfin disparaître ces

« statistiques de misère », que rend plus intolérables encore l'aspect du luxe excessif, de l'oisiveté déplorable et de l'insolente insensibilité de quelques-uns ?

*
* * *

Il était impossible qu'à la révolution qui s'était produite dans le monde économique ne correspondît pas une révolution dans le monde intellectuel et moral. Une nouvelle manière de penser se dégagait peu à peu des vieilles controverses. L'étroite interdépendance qui, à toutes les heures, dans tous les actes de sa vie, lie chacun des hommes à ses semblables, apparaissait enfin clairement, et l'inéluctable solidarité des faits amenait à reconnaître la nécessité d'une solidarité des obligations et des droits, sans laquelle ne pouvait vivre, dans l'harmonie et dans la paix, aucune société humaine.

Penser ainsi, messieurs, c'était reconnaître l'existence *des maux sociaux*, c'est-à-dire des maux dont les causes ne sont pas dans l'individu lui-même, mais dans les conditions sociales où il est obligé de vivre, et dont les effets, à leur tour, ne s'arrêtent pas à lui, mais atteignent sa famille, son milieu et bientôt la société elle-même. Troubles innombrables qui touchent à l'existence de tous les citoyens, dont aucun d'entre eux ne peut être considéré comme personnellement responsable, dont chacun cependant supporte pour sa part les redoutables conséquences, en même temps que l'État tout entier souffre de la souffrance de chacun. Et l'idée s'imposait de remédier *aux maux sociaux par l'effort social*, c'est-à-dire par une organisation collective, non seulement d'assistance, mais d'assurance et de prévoyance commune à tous, puisque tous couraient les mêmes risques.

et pouvaient, tout à coup, être à leur tour victimes des mêmes maux.

D'abord, l'Assistance publique ou privée vit s'étendre ses ressources et se perfectionner ses moyens d'action. Mais, d'une part, l'acte d'assistance ne paraissait déjà plus à personne un acte suffisant. Assister, c'est attendre que le mal se soit produit pour essayer de le réparer. Assister, c'est attendre que la misère soit survenue pour donner l'aumône au misérable. Or, l'aumône, si elle reste toujours un geste méritant, n'est pas un acte social.

Pour qu'un acte soit social, deux conditions sont nécessaires.

Moralement, il faut qu'il ait un caractère certain de réciprocité; qu'il soit l'accomplissement d'une obligation mutuelle, l'acquittement d'une charge que tous doivent accepter dans un état de véritable société.

Pratiquement, il faut qu'il soit efficace. Il faut, dans la limite des forces humaines, qu'il sauve ou qu'il répare, qu'il prévienne le risque évitable et qu'il l'écarte, ou que, lorsque le mal est, fatalement, inévitable, il ait préparé les moyens d'en assurer la réparation.

L'acte social est donc nécessairement un acte de mutualité et un acte de prévoyance et d'assurance. Et si l'on considère non plus l'action de chacun de nous, mais l'action collective, celle-ci également n'aura qu'aux mêmes conditions le véritable caractère social. Ici, c'est le devoir de mutualité de tous envers tous qui s'exprime et qui s'accomplit, et c'est le mal de tous qu'il s'agit pour tous de prévoir ou de réparer.

D'ailleurs, ce ne sont pas seulement des raisons d'humanité, de morale et de droit qui rendent nécessaire l'action sociale de prévoyance.

Il est de l'intérêt de la société en même temps que de son devoir strict de prévoir et d'empêcher, autant qu'il

lui sera possible, cette déchéance de chacun des siens, non seulement parce que c'est un homme et qu'aucune société humaine n'a le droit de refuser à l'un de ceux qui la composent le secours des autres hommes, mais parce que la perte de cette force individuelle est une diminution du trésor commun de la nation tout entière. A chacune de ces unités qui vient à défaillir correspond, par l'effet de la solidarité économique, un affaiblissement des forces de l'État.

Ainsi, par des raisons à la fois de moralité supérieure et d'utilité objective, l'idée de l'organisation sociale de la prévoyance s'emparait des esprits et tendait rapidement à se réaliser dans les faits.

Partout des Associations privées, des œuvres d'esprit social se multiplièrent.

Puis, presque dans tous les pays, commença à s'élaborer une législation nouvelle, qu'on appela d'abord la législation ouvrière, mais qui, bientôt, prit le nom bien autrement compréhensif, plus juste et plus vrai, de législation sociale.

Maintes institutions du droit civil, maints articles de ces vieux Codes, qui semblaient immuables, se sont déjà transformés sous la pénétration de l'esprit nouveau. Puis, des matières toutes nouvelles, sur lesquelles aucun État, il y a un demi-siècle à peine, n'eût songé à légiférer, devinrent l'objet non seulement de lois d'État, mais de conventions entre les peuples, on peut dire de lois internationales.

Mais les premières expériences de l'effort législatif allaient révéler bientôt l'extrême complexité des problèmes et la nécessité d'une méthode plus rigoureuse pour en résoudre les difficultés.



Ce n'est pas, en effet, par des mesures partielles qu'on peut espérer agir efficacement contre chacun des maux sociaux. L'étroite solidarité qui unit les phénomènes économiques et fait dépendre le développement du bien ou du mal, sur chaque point de la production et de l'échange, d'un équilibre qui ne peut s'établir que sur l'ensemble même de la production, oblige à considérer le mal dans son ensemble et à l'aborder par tous les points à la fois et suivant une méthode générale, si l'on veut en venir à bout. Fuster, qu'il me plaît de citer encore, a dit justement que le problème ouvrier n'était pas autre chose « que l'expression des plus profonds et des plus universels besoins des êtres humains venus au monde en état d'excessive faiblesse, travailleurs manuels riches seulement de leur santé ». Et nous disons à notre tour : Le problème posé n'est rien de moins que le problème du droit à la vie de tous les êtres humains dans une société qui se prétend civilisée. C'est l'établissement d'une règle de véritable justice, la création d'un état de réelle solidarité entre tous les membres d'une même société ; c'est la détermination et ce doit être la sanction de ce principe supérieur de droit mutuel que j'ai moi-même, il y a déjà bien des années, tâché de résumer en un seul mot : le quasi-contrat social.

La seule source humaine de la richesse, c'est le travail. Le capital n'est en lui-même que le produit du travail accumulé. Par un juste et inévitable retour des choses, assurer le travailleur contre les risques de la vie, c'est assurer la formation du capital ; c'est, en même temps que satisfaire au besoin de justice, donner à la société elle-même la seule base solide de prospérité et de paix.

Défendre, protéger, soutenir, faire vivre le travailleur, c'est défendre, protéger, soutenir le capital lui-même, c'est fortifier, c'est accroître l'État, — et c'est aussi accroître l'humanité.

Mais, dès lors, voici les questions les plus diverses qui s'entre-croisent et qui s'enchaînent; il est impossible de toucher à l'une d'entre elles sans en pressentir les lointaines répercussions.

Voyons, messieurs, en un bref raccourci, dans quel ordre les problèmes vont se présenter à notre esprit, si l'on veut établir cet équilibre social.

Il faut d'abord assurer à chacun le travail nécessaire à sa vie et à celle des siens, nécessaire à la formation du petit capital qui constituera sa libération personnelle de la servitude et de l'angoisse. Et comme nous le disions tout à l'heure, en prévoyant cette bonne distribution du travail, nécessaire au travailleur lui-même, on aura prévu et on aura préparé la meilleure production universelle.

Mais le travail de chacun ne doit pas seulement lui être matériellement assuré. Il faut qu'il puisse s'y livrer dans des conditions convenables pour sa santé et sa sécurité. Il faut qu'il puisse y développer, selon une juste expression, le jeu normal de ses énergies, qu'il se trouve sans cesse dans les conditions d'hygiène propres à la bonne exécution de sa tâche. Il faut que l'enfant ne travaille pas prématurément; que la femme, qui nous donnera le travailleur de demain, soit, par des mesures de protection appropriées, garantie contre un épuisement mortel pour elle-même et pour la race; qu'à tout âge, dans tous les milieux, à tous les degrés, ce qu'on a appelé de ce mot brutal et parfaitement significatif « la machine humaine », soit entretenu et maintenu en parfait état; que les maladies sociales, comme la tuberculose,

qui menace l'avenir même de la race, soient combattues sans relâche, par une méthode préventive, et dans leurs causes profondes, la mauvaise alimentation, l'alcoolisme, l'habitation malsaine, la promiscuité du taudis. Ici encore ce n'est pas seulement un devoir d'humanité envers ceux qui créent la richesse, mais n'est-ce pas aussi pour l'État tout entier la condition nécessaire de sa prospérité et de sa puissance?

Enfin, si, parmi tous les risques qui le menacent, les uns, quoique évitables en eux-mêmes, n'ont pas pu lui être épargnés — toute prévoyance humaine étant nécessairement limitée dans ses effets — si l'accident du travail, le chômage involontaire, les terribles maladies sociales, comme la tuberculose, sont venus le frapper, si, d'autre part, l'heure des risques inévitables a sonné pour lui, si l'invalidité, la vieillesse ont diminué ou supprimé sa capacité de travail, il faut qu'il soit, soit temporairement, soit définitivement, muni de l'aide sociale. Il faut qu'il trouve cette aide toute prête, pour le rétablissement de son activité, de sa santé et de ses forces, si le mal est réparable. Il faut qu'il trouve aussi, au cas où l'épreuve subie est définitive, la compensation indispensable, juste récompense de ce que lui-même et de ce que, avant lui, autour de lui, l'ensemble des travailleurs ont donné à la société. Il a droit au maintien de ce qui lui reste de santé et de vie ; il faut qu'une retraite suffisante assure l'achèvement de son existence dans la quiétude et dans la dignité. —

Tel est le cycle entier qu'il faut parcourir. Que de difficultés à résoudre si l'on veut organiser vraiment la prévoyance mutuelle contre tant de risques, et, par suite, la justice et la solidarité entre les membres de la nation.



Mais l'organisation de la prévoyance sociale peut-elle être efficace si chaque nation prétend l'établir uniquement chez elle et pour elle ? Et ne faudrait-il pas que, comme les maux qu'elle a pour objet de combattre, et qui, eux, ne connaissent pas de frontières, elle devienne universelle ?

Les phénomènes économiques dont nous rappelions tout à l'heure l'intensité croissante ont un tel caractère d'universalité que nul d'entre eux ne peut être étudié, mesuré dans ses conséquences, bonnes ou mauvaises, prévu et calculé comme une source de risques pour les travailleurs, si on veut l'observer seulement dans les limites d'un seul État.

La solidarité économique, qui rend aujourd'hui, dans une même nation, toutes les classes étroitement interdépendantes l'une de l'autre, ne s'arrête pas devant la frontière géographique d'un traité de paix, — hélas ! on devrait bien plutôt souvent dire d'un traité de guerre, — arbitrairement établi entre deux nations.

Les barrières douanières ont beau faire ; elles peuvent retarder la répercussion des phénomènes de l'échange universel, mais c'est à la manière des barrages, pour un temps bien court et parfois sans autre utilité que de déchaîner bientôt la puissance des forces accumulées.

Quelle réforme sociale est d'ailleurs possible dans un État sans que les citoyens de cet État ne calculent la répercussion qu'une telle réforme, en présence de la concurrence internationale, peut entraîner pour le marché intérieur ? J'ai soutenu bien souvent dans notre Parlement français des projets de loi tendant à la protection des travailleurs : lois sur les heures de travail, lois

sur l'hygiène industrielle, lois sur les retraites, etc. Que de fois je me suis entendu opposer cette éternelle objection : Nous serions disposés à faire ce sacrifice ; nous accepterions, nous, patrons, la limitation du travail dans notre industrie ; nous accepterions la charge supplémentaire, l'impôt qui va résulter de telles ou telles réformes, si, dans les pays voisins, les mêmes réformes étaient accomplies. Comment voulez-vous que nous acceptions cette charge si elle doit majorer nos prix de revient de telle manière que la concurrence avec nos rivaux du dehors devienne impossible ? Obtenez des autres pays qu'ils agissent comme vous nous proposez de le faire et vous nous trouverez prêts à vous suivre, sinon prenez garde à la responsabilité qui est la vôtre. Gardien de la prospérité de votre pays, vous n'avez pas le droit, dans un simple but d'humanité, de risquer sa puissance économique et par là même sa grandeur et sa vie.

Certes, messieurs, il arrive parfois que ce sont les calculs étroits de l'égoïsme qui dictent de telles réponses, mais nul ne peut contester qu'il n'y ait au fond une grande part de vérité.

Cette interdépendance des causes de bien et des causes de mal que nous ne cessons d'indiquer comme la loi de la vie économique aussi bien que de la vie physique de tous les êtres, comme elle apparaît chaque jour plus clairement à mesure que les forces de la matière, disciplinées par l'esprit de l'homme, suppriment les distances, abrègent le temps et ne font de notre globe qu'une chose chaque jour plus petite et où ne comptent plus la durée ni l'espace !

Internationalisation du marché du travail. Emigrations et immigrations de peuple à peuple, de continent à continent, qui sans cesse appauvrissent ou enrichissent telle ou telle contrée, dilatent ou restreignent la production

de tel État et font varier jusqu'à l'équilibre économique de l'Ancien et du Nouveau monde.

Internationalisation des conditions de salaire, qui dépend nécessairement du coût de la vie dans chaque milieu de travail, et qui peut être ici un salaire de famine, là une rémunération largement suffisante, suivant que les lois de l'échange international ont fait varier les prix des denrées nécessaires à l'existence du travailleur.

Internationalisation des conditions du profit. Est-il nécessaire de rappeler le caractère mondial qu'ont pris depuis plusieurs années et que garderont définitivement les marchés de toutes les matières premières, métaux, houille, laine, coton, céréales, etc.

Internationalisation des entreprises. Capitaux prêtés et utilisés de pays à pays pour toutes les grandes entreprises de chemins de fer, de mines, de ports, de canaux, pour l'outillage de tous les pays neufs.

Internationalisation du crédit. Quelles preuves plus éclatantes des interdépendances économiques et financières universelles que ces cotes des Bourses de Paris, Londres, Berlin ou New-York, où, non seulement les fonds d'État, mais encore les entreprises industrielles ou commerciales des deux mondes viennent chaque jour inscrire les variations de leurs cours et voient ceux-ci s'élever ou s'abaisser, en dehors de la valeur propre de chaque titre, suivant les actions et les réactions de la marée universelle des spéculations.

Et peut-être plus encore internationalisation de tous les éléments intellectuels et moraux du problème social. Les craintes du capital, redoutant ici une guerre prochaine, là quelque crise ou quelque révolution intérieure, les révoltes du travail arrêtant, par une grève subite, la production de quelque grande industrie des mines ou des transports, et voici subitement les échanges troublés

sur tous les points de l'Europe ou de l'Amérique. Voici le resserrement du crédit, la hausse du change, l'ajournement de telle ou telle entreprise, toute l'activité, quelquefois toute la prospérité d'un État bien lointain subitement entravée, compromise par un fait qui s'est produit, peut-être, dans un autre hémisphère.

Aussi bien n'assistons-nous pas à l'organisation chaque jour plus complète de l'association internationale, ici des capitalistes et des financiers, là de la masse des travailleurs? C'est la finance tout entière de l'Europe qui se concerta quand s'élève la question de savoir si un crédit sera fait à l'empire ottoman ou à quelque État des Balkans, au lendemain de la paix de Bucarest, et c'est dans les délibérations de l'Internationale des travailleurs que se prennent les résolutions qui provoquent un effort de grève générale dans toute l'Europe occidentale ou qui suspendent au 1^{er} mai le travail dans le monde entier.

Il n'est pas une barque qui s'abaisse ou qui s'élève, dans un des plus petits ports de nos côtes de France, de Belgique ou d'Angleterre, sans que les mouvements presque insensibles de sa quille ne soient déterminés par la poussée colossale de l'ensemble des marées et des courants qui sont la respiration de l'Océan. Il n'est pas un petit commerçant dans le coin de sa boutique, il n'est pas un ouvrier au travail au fond de son atelier, dont le salaire, le profit, le gain ou la perte ne soient incessamment influencés par la pulsation formidable du mouvement universel des échanges internationaux.

Comment, dans ces conditions, pourrait-on concevoir l'organisation de la prévoyance contre les risques du travail, contre les différents maux sociaux, si l'on se bornait à la vouloir créer à l'intérieur de chaque frontière, alors que de toutes parts ces frontières sont débordées par les causes du bien et du mal? Château de cartes

que tout cela. On ne réussira qu'en y opposant une méthode internationale, des mesures internationales, une entente, une organisation internationale.

II. — Messieurs, en parvenant à cette vue d'ensemble, nous touchons au dernier degré de l'équation. Il ne s'agit pas d'une conception personnelle du problème, d'une théorie subjective plus ou moins ingénieuse ou séduisante : c'est par l'analyse consciencieuse des difficultés courantes de la pratique que s'est faite d'elle-même cette synthèse : il y a des maux sociaux ; ils ne peuvent être efficacement combattus que par l'effort social ; l'effort d'assistance est insuffisant ; le seul effort vraiment social est l'acte de prévoyance et d'assurance mutuelle, collective ; l'interdépendance des divers risques sociaux est si absolue que la prévoyance sociale doit s'organiser à la fois contre l'ensemble de ces maux sociaux ; et cette interdépendance étant universelle, l'organisation de la prévoyance sociale n'atteint son but et son terme que si elle devient elle-même internationale, universelle.

Cette nécessité suprême a été le point de départ du mouvement si remarquable qui a successivement donné naissance aux trois grandes Associations internationales *des Assurances sociales, de la Protection légale et du Chômage*. C'est elle qui, après un premier contact à Paris chez mon éminent-prédécesseur à la présidence des Assurances sociales, M. Poincaré, a réuni, l'an dernier à Zurich et cette année à Gand, les Bureaux des trois Sociétés ; c'est elle qui les a déterminées, tout en gardant, bien entendu, toute leur autonomie, leurs principes et leurs traditions, à coordonner, à associer leurs efforts en vue d'une action méthodique universelle.

L'histoire de nos trois Associations nous ferait revoir, en action pour ainsi dire, la série des difficultés que nous analysions il y a quelques instants. C'est la seule méthode

expérimentale, en dehors de toute doctrine particulière, qui les a peu à peu conduites au point central, au carrefour où nous les trouvons réunies aujourd'hui.

C'est la détresse de l'homme privé de son gagne-pain par la *maladie* ou par un de ces *accidents du travail*, dont il n'est en rien responsable, qui a d'abord frappé le plus vivement les esprits. Les lois allemandes de 1883 et 1884 avaient donné d'un seul coup une première solution, très complète et très rigoureuse, du problème. Mais les plus vives polémiques s'étaient aussitôt élevées sur les principes mêmes de la législation nouvelle : la responsabilité patronale, le risque professionnel, l'obligation de l'assurance. L'étude de ces questions entreprise à Paris en 1889 par le premier Congrès des accidents du travail aboutissait à la création d'un Comité permanent et international, et dès 1891 la connexité des risques sociaux de toute nature élargissait le champ des recherches. L'assurance contre les *longues maladies*, contre l'*invalidité*, l'assurance *vieillesse*, la question des *maladies professionnelles* étaient successivement mises à l'étude, et le Comité permanent prenait son nom actuel : son appellation générale de Comité des *Assurances sociales*.

Mais l'accident, la maladie, l'invalidité, la détresse du vieillard sans ressources ne sont-elles pas bien souvent la conséquence d'un travail fait dans des conditions d'hygiène et de sécurité defectueuses, pour un salaire sans rapport équitable avec la durée et l'intensité de l'effort ?

En 1890, la Conférence internationale pour la protection du travail, réunie à Berlin, devenait le point de départ d'un mouvement nouveau qui aboutissait au Congrès de Paris, en 1900, à la fondation de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs.

Enfin, si l'accident, la maladie, l'invalidité sont des risques fréquents pour le travailleur, il en est un qui le

menace chaque jour et partout, c'est celui de la perte de son travail. Le problème du chômage, problème vital pour l'ouvrier, se posait avec d'autant plus d'acuité que, dans la vie économique devenue plus complexe et plus intensive, la division extrême du travail rendait chaque jour les chances de placement plus rares, plus limitées. Aussi, en 1910, à la suite de la Conférence internationale de Paris, se créait l'Association internationale *pour la lutte contre le chômage*.

Ainsi, les circonstances, les nécessités pressantes du moment, firent naître nos trois Associations; l'étude des faits conduisant peu à peu des effets derniers aux causes premières, avait successivement fait apparaître la série entière des risques et des maux sociaux. A l'ensemble de ces besoins essentiels correspondait désormais un ensemble égal d'associations de prévoyance et de protection.

*
* *

De même, les faits conduisaient bientôt nos Sociétés à considérer comme nécessaire la méthode internationale. Quel que fût le problème, des résultats complets et définitifs ne pouvaient s'obtenir que par l'entente des nations.

Toute réglementation du travail, qu'elle touche aux heures du travail, au salaire, à l'interdiction de l'usage industriel de certains produits, peut mettre en cause et en conflit les intérêts individuels et l'intérêt national.

On peut craindre, non sans raison, en protégeant l'ouvrier, de porter atteinte à la production elle-même, et on peut risquer de rendre, par contre-coup, la vie ouvrière plus pénible encore si l'on appauvrit le pays.

C'est ainsi que les propositions tendant à limiter la journée de travail, d'abord faites dans divers pays,

furent combattues partout avec le seul argument de la concurrence internationale. La Société des industriels norvégiens déclarait « qu'elle introduirait volontiers l'équipe de huit heures dans certaines industries, si ce système était appliqué internationalement » ; les industriels allemands, suisses, autrichiens faisaient les mêmes réponses.

La collaboration internationale des gouvernements est partout réclamée par le patronat comme le seul moyen de réaliser l'œuvre que la raison et la conscience humaines réclament impérieusement.

Aussi bien, dès sa fondation, l'*Association pour la protection légale* avait prévu dans ses statuts la réunion de Congrès internationaux et, dès 1903, la Commission spéciale de Bâle pria le Conseil fédéral suisse de convoquer une Conférence internationale pour interdire l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie et pour supprimer le travail de nuit des femmes adultes ; cette première réunion était suivie, en 1906, de la Conférence diplomatique à laquelle nous devons les conventions de Berne.

Depuis cette époque, l'*Association pour la protection légale des travailleurs* a suivi, sans hésitation, la même méthode. Elle a tenu deux importantes Assemblées, à Lucerne en 1908, à Lugano en 1910, et c'est en exécution des conclusions de ces deux Congrès que le Gouvernement suisse a proposé aux autres États, pour cette année même, la réunion d'une nouvelle Conférence diplomatique qui s'ouvrira à Berne dans quelques jours, pour étudier les projets de deux conventions internationales, l'une étendant aux jeunes ouvriers employés dans l'industrie l'interdiction du travail de nuit déjà prononcée pour les femmes, l'autre fixant à dix heures par jour la durée normale du travail industriel pour les jeunes filles.

et les femmes de tout âge et pour les garçons jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

La législation des accidents du travail a offert des difficultés un peu différentes, mais du même ordre en réalité. Toute législation nationale des accidents doit pratiquement régler les conditions d'assimilation des ouvriers étrangers ; or, elle ne le fera équitablement et utilement que là où il y aura réciprocité, d'où la nécessité d'une convention ; de là ces traités bilatéraux du travail qui, depuis 1904, se sont si heureusement multipliés.

Le *Comité permanent des Assurances sociales* s'est heurté aux mêmes préoccupations. L'assurance obligatoire avec la triple contribution du patron, de l'ouvrier et de l'État, donne satisfaction à l'idée de justice, mais elle fait peser une lourde charge sur les budgets publics et privés ; cette charge paraîtra légère si elle pèse également sur les concurrents étrangers. Et, d'une façon générale, l'entente internationale paraît nécessaire dès qu'on veut établir, comme on le propose de bien des côtés, l'équivalence du traitement entre les ouvriers indigènes et étrangers en matière d'assurance sociale.

Enfin, j'ai à peine besoin de rappeler à quel point la question des migrations du travail est pour notre *Association du chômage* une question essentiellement internationale. Pays neufs d'Amérique et d'Australie, vieilles nations d'Europe et d'Asie y ont des intérêts tantôt semblables et tantôt contraires. Comment imaginer une législation qui garantisse à la fois les intérêts et les droits des pays d'émigration et des pays d'immigration et les intérêts et les droits des travailleurs de chacun de ces pays, sans conventions d'État à État, sans ententes internationales ?

Ainsi, messieurs, dans toute l'étendue du champ

ouvert devant elles, nos grandes Associations ont trouvé la même nécessité essentielle de l'action internationale.

*
* *

Elles ont dû reconnaître en même temps, en parcourant côte à côte ce champ infini, qu'il y avait plus d'une question qui les intéressait également, mais à des points de vue divers, que la connaissance des mêmes faits leur était souvent utile, que la *protection* et *l'assurance* se pénétraient à chaque pas, qu'une bonne division du travail serait pour chacune d'elles un bienfait, évitant, d'une part, les doubles emplois, d'autre part, les lacunes dans l'étude générale des phénomènes ; qu'en maintenant expressément leur autonomie entière, leurs principes et leurs traditions, il leur était possible de s'entendre pour marcher d'accord vers le bien commun.

Quelques exemples suffiront à montrer combien une semblable entente est indispensable.

Après les études de principe, chacune de nos Associations en est venue aux enquêtes pratiques, aux statistiques de précision.

Pour donner des résultats comparables, il faut que ces documents soient établis sur les mêmes plans, avec le souci d'une même méthode, sur des vues d'ensemble bien coordonnées. Les statistiques générales de la population peuvent être pour tous une source précieuse de renseignements. Mais que de lacunes les hommes de science y regrettent encore ? Que de progrès peuvent être faits encore dans l'établissement des statistiques de la morbidité et de la mortalité, si nécessaires au développement de l'hygiène sociale, soit au point de vue de la nomenclature et de la définition des maladies, soit au point de vue du classement des cas, suivant les professions, la

condition sociale des malades et des morts. Mais comment obtenir des États les améliorations désirables, si nos grandes sociétés ne se mettent pas d'accord sur ces modifications nécessaires ?

Il ne s'agit pas, d'ailleurs, seulement de documents officiels ; nos Associations poursuivent elles-mêmes des enquêtes, rédigent et répandent des questionnaires sur des points particuliers de leurs études respectives. Là encore il faut que leur méthode soit comparable et que les résultats puissent profiter à tous.

Que de questions mixtes, et parmi les plus graves ? Ce sont les accidents du travail, étudiés à la fois par la *Protection légale* et les *Assurances sociales*, au double point de vue du contrat de travail et de la prévoyance ; ce sont les migrations dont nous avons déjà parlé : elles relèvent directement du *chômage*, mais elles intéressent autant la *Protection légale des travailleurs*, quant à la protection des nationaux émigrants et aux conditions d'admission des immigrants, et les *Assurances sociales* qui veulent maintenir aux émigrants le bénéfice de leurs assurances nationales.

Enfin, messieurs, au point de vue de la propagande même des idées que nous servons, quel prix aura notre entente si, comme me permettent de l'affirmer les entretiens récents de nos trois Bureaux, elle se réalise définitivement !

Déjà, sur un point essentiel, nous avons scellé notre accord. Vous avez tous pu lire l'appel, signé par nos trois Bureaux, « Aux pays neufs », pour la constitution de sections nouvelles ; nous appelons ainsi soit certains États de la vieille Europe, qui entrent seulement aujourd'hui dans la voie du progrès économique, soit ces puissantes républiques de l'Amérique du Sud au développement déjà prodigieux. Nous y fonderons des groupes

d'*action sociale* représentant à la fois nos trois Associations et donnant ainsi, dès le premier jour, l'unité de direction au mouvement des esprits.

Et puisque les expériences faites nous ont prouvé que le grand instrument de réalisation de la prévoyance sociale était l'instrument international, la convention entre les États; puisque c'est déjà à nos deux doyennes que revient l'honneur d'avoir préparé la solution conventionnelle de questions aussi graves que celles du phosphore blanc, du travail de nuit de la femme, etc., quelle force nous aurons, une fois unis, pour poursuivre tant d'autres réformes urgentes, telles que : la réglementation du travail des enfants (1), la limitation des heures de travail dans l'industrie et dans le commerce, le travail

(1) Quinze jours à peine après cette Conférence s'ouvrait à Berne la réunion diplomatique à laquelle il a été fait allusion plus haut et où allait se poursuivre la préparation de conventions internationales relatives à l'interdiction du travail de nuit des jeunes ouvriers dans l'industrie et à la limitation à dix heures du travail de jour des femmes et des jeunes ouvriers employés dans l'industrie.

M. Léon Bourgeois envoya, à cette occasion, aux délégués de la France, MM. Alexandre Millerand et Arthur Fontaine, le télégramme suivant :

« Vous serai reconnaissant exprimer au nom de nos deux associations *Assurances* et *Chômage* étroitement unies depuis Zurich et Gand à *Protection légale* nos vœux pour succès, travaux Conférence et progrès organisation internationale de la prévoyance sociale. — Léon BOURGEOIS.

M. Alexandre Millerand donna connaissance de ce télégramme à la Conférence. Le président Schulthess, conformément à la proposition adoptée par la Conférence, envoya à M. Léon Bourgeois la réponse suivante :

« La Conférence internationale de Berne vous adresse ses meilleurs remerciements pour la généreuse pensée dont vous vous faites l'interprète, apportée par les associations *Assurances* et *Chômage* à *Protection légale* et pour les vœux que nous partageons tendant au développement de la prévoyance sociale. — Le président, SCHULTHESS, conseiller fédéral. »

par équipe de huit heures dans les mines, et bientôt aussi cette question si douloureuse et qui prend au cœur tous ceux qui ont pu l'examiner de près : le travail à domicile de la femme et le minimum de salaire.

Certes, nous pouvons espérer — et je parle particulièrement pour mon pays — obtenir par la législation intérieure une large part de ces réformes. Mais elles ne se compléteront et elles ne seront acceptées sans récriminations et sans espoir de retour que si l'on internationalise les problèmes, si l'on peut les régler par des accords entre les principales nations des deux mondes. Quelles forces auront nos grandes Associations si elles s'unissent pour défendre d'un seul esprit, d'une seule voix toutes ces grandes causes, auprès des États qui, déjà, ont inscrit chez elles des représentants éminents de leurs écoles nationales, des membres de leurs Parlements, des chefs de leurs grandes administrations publiques ?

Messieurs, nos Associations ont affirmé dès leur fondation leur caractère international, et cependant aucun gouvernement n'a pris ombrage de l'autorité morale qu'elles ont acquise dans le monde. L'œuvre qu'elles vont, j'espère, pouvoir développer en commun aura le même caractère de rigueur scientifique scrupuleuse et d'entière neutralité politique. L'histoire de leur développement continuera d'être celle du développement de l'esprit international dans les questions sociales, et je veux dire par là même de l'esprit de paix et de concorde entre les classes dans chaque État, entre les États dans le monde.

III. — Messieurs, le long exposé que nous venons de faire se résume en ces termes précis : A l'universalité des risques sociaux, il faut opposer l'universalité de la prévoyance et de l'aide sociale, et non seulement il faut opposer cette prévoyance universelle à chacun des risques

successifs que nous avons tout à l'heure énumérés, organiser la prévoyance contre les maladies évitables, contre les accidents, contre l'invalidité, contre la perte du travail, contre le dénuement de la vieillesse, contre l'abandon des enfants par la mort du chef de famille, mais encore la prévoyance sociale universelle doit envisager le risque social universel qui naît de l'accumulation de ces risques partiels, celui qu'ils font courir, non plus seulement à l'individu, mais à la société tout entière, puisque chaque perte de capital humain est un amoindrissement pour elle, puisque chaque perte évitable, induite, donc injuste, de santé, de bien-être, de vie de l'un quelconque de ses membres, constitue un appauvrissement matériel et moral pour l'ensemble des autres hommes, une cause de trouble pour les esprits, de révolte pour les consciences, une menace de rupture du lien social, un danger pour l'ordre, pour l'équilibre et pour la paix.

Créer par l'entente des hommes de bonne volonté de toutes langues, de tous pays, de toutes croyances, de toutes races, le réseau des protections et des assurances qui empêchera de naître et de se développer ces troubles sociaux, c'est notre tâche. Nous avons résolu de nous y consacrer, et c'est une date qui peut-être comptera dans l'histoire que celle de cette réunion où les trois grandes Associations, qui résument actuellement l'effort social dans le monde, ont pris publiquement la résolution de coordonner leurs méthodes et leurs efforts et d'affirmer leur volonté d'agir désormais en commun et de signer contre l'ennemi universel l'alliance défensive et offensive que nul homme civilisé, dorénavant, ne dénoncera.

*
* *

Messieurs, faisons-nous un rêve? Assez d'exemples

nous sont déjà donnés d'institutions internationales ayant une existence assurée, une utilité reconnue de tous, vivant grâce à l'entente et à la contribution des États associés, et rendant à chacun d'eux, par l'étendue mondiale de leur action, des services, qui valent au centuple les sacrifices consentis. On avait craint les oppositions des intérêts et des amours-propres nationaux ; ils ont cédé à l'esprit d'entente et de réciprocité.

Est-il besoin de vous en citer la longue énumération ?

C'est le *Bureau international des poids et mesures*, qui poursuit partout l'unification indispensable aux progrès de la science et des arts techniques.

C'est l'*Union postale universelle* qui, sans souci des frontières, forme de tous les pays contractants un seul territoire pour l'échangeréciproque des correspondances, réalisant ainsi l'uniformité des taxes et la liberté du transit.

C'est l'*Union pour la protection de la propriété industrielle*, qui garantit à tous les citoyens de chaque État contractant dans tous les autres États de l'Union, les avantages respectifs que les lois accordent ou accorderont aux nationaux.

C'est le bureau de la télégraphie, celui pour la répression de la traite, l'office international de santé, etc.

Et nous ne parlons pas des innombrables Associations internationales qui préparent aujourd'hui, comme nous, dans la liberté de leurs délibérations, les études d'où sortiront bientôt de nouvelles conventions, de nouvelles lois internationales.

C'est tout un monde nouveau qu'on sent en formation, ce sont les organes de l'humanité nouvelle qui prennent vie peu à peu.

Hélas, je sais bien qu'à l'heure où je parle, les adversaires de nos œuvres croiront pouvoir invoquer ce qu'ils

appellent l'échec d'une autre institution, celle à l'établissement de laquelle, mon cher président, nous travaillions ensemble il y a six ans ; la grande institution d'arbitrage international fondée par les conventions de La Haye.

Il y a quelques jours, on inaugurait à La Haye le Palais de la Paix, et l'on faisait dans la petite presse des deux mondes, des plaisanteries faciles sur la coïncidence tragique qui faisait ouvrir les portes de cet édifice, consacré à la souveraineté du droit, à l'heure même où s'achevait dans l'Orient de l'Europe le plus affreux des conflits sanglants.

Messieurs, rappelez-vous le mot de Bastiat : « Il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas. »

Non, l'œuvre de La Haye n'a point fait faillite ; il suffirait, pour l'établir, de rappeler les services que la grande Cour d'arbitrage a déjà rendus au monde en permettant à de grands États comme la Russie et l'Angleterre, comme la France et l'Allemagne, comme les États-Unis et le Japon, d'éviter, grâce à l'intervention d'arbitres impartiaux et indépendants, les conflits diplomatiques d'où pouvait tout à coup sortir la guerre.

Il serait encore facile de dire simplement que toute chose humaine est imparfaite et que l'on ne peut pas espérer qu'en quelques années sera accomplie cette révolution, plus grande que toutes les révolutions qui ont jusqu'à présent secoué le monde, qui substituera le règne de l'ordre et de la justice à celui de la force et de la violence. Mais, en prenant, dans toute leur tristesse, les faits qui ont ensanglanté l'Orient de l'Europe et permis aux sceptiques, aux indifférents, aux égoïstes de dénoncer une fois de plus la faillite de la conscience humaine, n'est-il pas nécessaire de mettre en regard l'émotion douloureuse que ces faits ont soulevée au contraire dans l'opinion du monde entier, et l'action énergique que

cette opinion, expression d'un état nouveau de la conscience universelle, n'a cessé d'exercer, dans le sens de la justice et de la paix, sur la conduite des gouvernements intéressés, directement ou indirectement, dans le conflit?

Je me garderai bien ici de faire la moindre allusion politique, mais ce n'est pas faire de la politique, c'est faire simplement de la psychologie collective que de constater que c'est bien l'opinion européenne, l'opinion des hommes de travail et d'affaires, celle de l'ensemble de la masse laborieuse, qui a empêché la généralisation de la guerre. Je ne veux pas savoir s'il y a eu des désirs secrets, des espérances inavouées. Rien de tel n'a pu prendre corps, et, pour la première fois peut-être, le concert des grandes puissances s'est réuni, non pour régler entre elles quelque partage de conquêtes, mais pour assurer leur désintéressement réciproque dans la lutte engagée, leur volonté de limiter le champ, de préparer l'arrêt des hostilités et d'assurer dans la mesure du possible, un équilibre de droits entre les États combattants.

Messieurs, ne sentons-nous pas les résolutions qu'a fait naître dans tous les esprits le spectacle des horreurs de cette dernière guerre et particulièrement des luttes fratricides au milieu desquelles elle s'est achevée? Aujourd'hui, chacun de nous ne s'est-il pas demandé si vraiment de telles choses sont encore de notre temps et si la volonté commune des nations ne devrait pas peser sur ceux qui sont responsables, pour empêcher de pareils retours?

Messieurs, une observation bien simple nous permet de mesurer cette force croissante de l'opinion, qui entend agir chaque jour davantage sur les directions de la politique internationale dans le sens de la conciliation et de la paix : il n'est pas jusqu'aux augmentations d'arme-

ments que, devant l'opinion, on ne justifie désormais uniquement comme une garantie de la paix. C'est un paradoxe, et c'est cependant en partie une vérité. Si nous insistons quelque peu, on nous démontrera que c'est aussi une *organisation internationale de la prévoyance sociale* ! Mais elle est terriblement coûteuse, et chacun se demande s'il ne serait pas bien plus économique et bien plus sage de tâcher de substituer une organisation également internationale, également de prévoyance, mais où l'équilibre d'où naît la paix serait cherché dans la définition des droits des uns et des autres et non dans le calcul respectif de leurs forces menaçantes.

C'est à peu près ce que disait hier le chancelier de l'Échiquier en Angleterre : « Chacun est persuadé que cet état de choses ne peut pas durer. » Les charges ne peuvent toujours s'accroître, sans qu'à un moment quelconque le contribuable, qui dit en somme le dernier mot en toutes choses, ne déclare qu'il n'est plus en état de supporter le fardeau.

*
* *

Ne croyez pas, messieurs, que je me sois laissé, autant qu'il peut paraître, éloigner de notre sujet. Il en est de la lutte des classes comme de la lutte entre les États. Il sera moins coûteux de régler par la prévoyance mutuelle et collective les rapports de droit nécessaires entre les frères ennemis, le capital et le travail, et cela sera non seulement moins coûteux, mais cela sera plus moral et plus digne d'une humanité qui se prétend consciente.

Or, cette prévoyance est possible. J'ai dit tout à l'heure que ce n'était pas un rêve quand trois grandes Associations comme les nôtres, où sont réunis des hommes d'études et des hommes d'action, ont chacune déjà abordé

et heureusement résolu le problème de la prévoyance pour quelques-uns des risques particuliers qu'elle s'est proposé de combattre; quand chacune d'elles a déjà inspiré aux différents États de nombreuses lois nationales et internationales déjà entrées en pratique et dont le bienfait peut être calculé et reconnu; quand elles n'en sont plus à des plans généraux d'action, mais aux applications les plus précises et les plus délicates; quand, en somme, leur expérience des choses sociales est certaine et la preuve de leur influence efficace déjà établie par de nombreux faits. Il ne s'agit plus de théories et de doctrines, il s'agit d'un plan scientifique, méthodique et pratique de réalisation. En un mot, il s'agit d'action.

*
* *

Je suis heureux que la bonne nouvelle de cette sorte de croisade de civilisation parte aujourd'hui de la grande et noble ville de Gand, qui donne au monde, dans cette admirable Exposition, un témoignage si éclatant de sa puissance économique, et qui nous a réservé à nous-même une si cordiale et si large hospitalité. Messieurs les Représentants de la Ville de Gand, j'ai déjà cité quelque part ce souvenir qui m'est resté d'une réunion antérieure de notre Association du chômage dans votre cité. J'ai rappelé cette belle soirée de 1911 où les travailleurs, ouvriers et patrons, appartenant les uns et les autres à tous les partis politiques, s'étaient réunis dans une grande fête artistique pour encourager et pour fêter notre action sociale. Il n'y avait ce jour-là ni catholiques, ni libéraux, ni socialistes. Il y avait des citoyens gantois, tous également résolus à travailler d'un même cœur à la bonne œuvre commune, et le concert, d'une si haute valeur artistique, qui nous était donné dans le Casino de

votre ville par les Sociétés musicales appartenant à vos différentes corporations, semblait ingénieusement être le symbole d'une harmonie supérieure que savent entendre, lorsqu'ils se dégagent des contingences passagères et des passions du moment, et que savent aimer tous ceux qui ne sont pas insensibles à la douleur humaine.

Messieurs, la grande émotion qui s'empara de moi ce soir-là, je la retrouve aujourd'hui au milieu de vous. Il y a désormais un foyer créé dans le monde avec le concours des hommes de bien de toutes les nations, non seulement philosophes, économistes ou jurisconsultes, mais hommes d'action, grands industriels, grands commerçants, chefs de grandes administrations publiques, hommes d'État des pays les plus divers.

Ce foyer est créé pour répandre par le monde la lumière de la conscience et la chaleur du cœur humain. Il s'agit d'engager la lutte contre l'ensemble des maux sociaux. Il s'agit d'organiser la prévoyance pour préserver de ces maux tous les hommes, dans tous les pays, depuis la naissance jusqu'à la mort. On a dit justement que c'était une politique de sauvegarde sociale, puisqu'elle a pour but la conservation des forces humaines. C'est bien, en effet, une politique conservatrice et non révolutionnaire, une politique rationnelle et non passionnelle, une politique protectrice et non destructive. Nous ajoutons enfin, et cela seul suffirait à la justifier à nos yeux, que c'est la politique la plus hautement morale qu'il soit possible de professer et de mettre en action. N'est-elle pas faite pour rallier en même temps les véritables hommes d'affaires, ceux qui produisent et non ceux qui spéculent, et les véritables travailleurs, ceux qui cherchent, non la satisfaction d'une ambition personnelle, mais la sûreté et la justice pour tous? Elle est libératrice du travail et créatrice de richesse. Elle est faite

pour satisfaire la raison et pour libérer les consciences.

L'édifice que nous construisons est celui de la solidarité humaine. C'est une œuvre de tradition, car c'est l'intégration de tout l'héritage acquis du progrès antérieur, et c'est une œuvre de création. C'est, suivant le mot du philosophe, une œuvre d'évolution créatrice, car c'est l'accession à un état supérieur de l'humanité. Toute coordination d'éléments d'un organisme, propre à se développer ensuite par lui-même par la force de son élan vital intérieur, avec la conscience de son développement, est comme la création d'un être nouveau.

A tous ceux qui aiment leurs semblables, aussi bien à ceux qu'anime une foi religieuse qu'à ceux que guide une conviction philosophique, une telle œuvre peut être également chère. Unissons toutes nos pensées, toutes nos convictions, toute la force de nos âmes pour semer le germe qui ne périra pas.

Je me rappelle les admirables paroles par lesquelles notre grand savant français Louis Pasteur terminait son discours à l'inauguration du célèbre Institut qui porte son nom :

« Deux lois contraires semblent aujourd'hui en lutte : une loi de sang et de mort qui, en imaginant chaque jour de nouveaux moyens de combat, oblige les peuples à être toujours prêts pour le champ de bataille, et une loi de paix, de travail, de salut, qui ne songe qu'à délivrer l'homme des fléaux qui l'assiègent. L'une ne cherche que les conquêtes violentes, l'autre que le soulagement de l'humanité. L'une sacrifierait des centaines de mille d'existences à l'ambition d'un seul ; l'autre met une vie humaine au-dessus de toutes les victoires. »

Et Pasteur, quatre ans plus tard, à la fin de sa vie, en 1892, concluait par cette parole d'espérance à laquelle vous applaudirez, messieurs, comme l'ont fait unanime-

ment les délégués de toutes les nations qui étaient venus le saluer des extrémités du monde : « Vous m'apportez, disait-il, la joie la plus profonde que puisse éprouver un homme qui croit invinciblement que la science et la paix triompheront de l'ignorance et de la guerre, que les peuples s'entendront, non pour détruire, mais pour édifier, et que l'avenir appartiendra à ceux qui auront le plus fait pour l'humanité souffrante. »



TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION

A. — L'ENFANCE

1. L'assistance à l'enfance (Discours prononcé à l'Assemblée générale de la Maison maternelle, le 7 novembre 1897). 11
2. L'éducation des enfants anormaux (Discours prononcé à l'inauguration de nouveaux bâtiments à l'Institut départemental des sourds-muets et sourdes-muettes de la Seine, le 25 mai 1907) 24
3. Le patronage des enfants anormaux et des enfants de familles anormales (Discours prononcé à l'Assemblée générale du Patronage des sourds-muets et des sourdes-muettes de la Seine, le 4 décembre 1909) 34

B. — L'HABITATION

1. Le mal du taudis (Discours prononcé au Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale, à Roubaix, le 2 octobre 1911). 42
2. L'habitation à bon marché (Discours prononcé à Bordeaux à l'inauguration du Groupe d'habitations à bon marché « Léon Bourgeois », le 25 juin 1909). 53
3. Les habitations à bon marché et la loi (Discours prononcé à la Chambre des députés, le 8 février 1912). 59

C. — LES MALADIES ÉVITABLES

I. — *L'Alcoolisme.*

1. La lutte antialcoolique et le Parlement. 68

II. — *La Tuberculose.*

1. La tuberculose, péril national (Discours prononcé à la séance d'ouverture de la Commission permanente de préservation contre la tuberculose, le 24 octobre 1903). 72
 ANNEXES : Lettre au Président du Conseil sur les travaux de la Commission. 81
 Extraits du rapport de M. Bluzet sur les travaux de la Commission 84
2. La lutte contre la tuberculose, œuvre de défense sociale (Discours prononcé à l'Assemblée générale de l'Œuvre des tuberculeux-adultes, le 3 juin 1910). 89
3. L'isolement des tuberculeux (Extraits du rapport présenté au Conseil de surveillance de l'A. P. au nom de la Commission de la tuberculose (1906). 96
4. La tuberculose et la mutualité (Conférence faite au Musée social, le 6 novembre 1905) 127
5. Le rôle de la femme dans la lutte contre la tuberculose (Discours prononcé à la Conférence internationale contre la tuberculose, à Bruxelles, le 5 octobre 1910). 178
6. L'Association internationale contre la tuberculose (Discours prononcé à la Conférence internationale contre la tuberculose, à Stockholm, le 8 juillet 1909). 183
7. La prévoyance sociale internationale et la lutte contre la tuberculose (Discours lu à la Conférence internationale contre la tuberculose, à Berlin, le 22 octobre 1913). 190
8. Le dispensaire anti-tuberculeux (Discours prononcé à l'inauguration du dispensaire « Léon Bourgeois », le 12 décembre 1913). 199

D. — LE TRAVAIL**I. — Hygiène du travail.**

1. La loi de 10 heures (Discours prononcé à la Chambre des députés, le 29 février 1912) 207
2. La loi de 8 heures dans les mines (Discours prononcé à la Chambre des députés, le 7 mars 1912) 247

II. — Le Chômage.

1. Le mal du chômage (Rapport présenté à la Conférence internationale du chômage, à Paris, le 18 septembre 1910) 272
2. Le chômage et l'action internationale (Discours prononcé à la séance d'ouverture de la Conférence internationale du chômage, à Paris, le 18 septembre 1910) 299
3. Le chômage et l'action syndicale (Discours prononcé à la séance de clôture de la Conférence internationale du chômage, à Paris, le 21 septembre 1910) 310

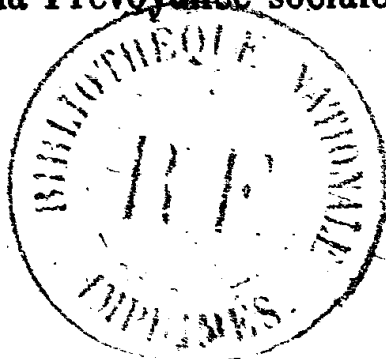
E. — L'INVALIDITÉ ET LA VIEILLESSE

1. Les retraites et la mutualité (Lettre d'ouverture au VIII^e Congrès national de la Mutualité, à Nantes, le 16 mai 1904) 315
2. L'assurance contre l'invalidité et la défense nationale (Discours prononcé au Musée social, après la conférence de M. E. Fuster sur les retraites allemandes, le 9 novembre 1909) 324
3. La loi des retraites, et l'hygiène sociale (Discours prononcé au Sénat, le 15 mars 1910) 335
 ANNEXE : L'hygiène sociale et les fonds libres des sociétés de secours mutuels (proposition de loi de MM. Léon Bourgeois et Paul Strauss, au Sénat). 347
4. Les retraites ouvrières et paysannes (Discours prononcé au Sénat, le 22 février 1912) 352

5. Comment faire accepter la loi des retraites ouvrières et paysannes? (Discours prononcé à l'Office national des retraites, le 15 juin 1912). 388
6. Les retraites des mineurs (Discours prononcé à la Chambre des députés, le 12 juillet 1912). 397

CONCLUSION

- L'organisation internationale de la Prévoyance sociale. 404



CHOIX D'OUVRAGES POLITIQUES & SOCIAUX

LÉON BOURGEOIS

Pour la Société des Nations	1 vol.
La Politique de la Prévoyance sociale	2 vol.

ARISTIDE BRIAND

La Séparation	2 vol.
---------------------	--------

GEORGES CLEMENCEAU

La Mêlée sociale	1 vol.
------------------------	--------

PAUL DESCHANEL

L'Organisation de la Démocratie.....	1 vol.
Hors des Frontières.....	1 vol.
Paroles françaises.....	1 vol.

LÉON GAMBETTA

Discours et Plaidoyers choisis.....	1 vol.
-------------------------------------	--------

YVES GUYOT

Les Conflits du travail et leur solution.....	1 vol.
---	--------

GEORGES LECOMTE

Les Lettres au service de la Patrie.....	1 vol.
Clemenceau	1 vol.

A. MILLERAND

Travail et Travailleurs	1 vol.
Politique de Réalisations	1 vol.
Pour la Défense Nationale. — Un an au Ministère de la Guerre..	1 vol.

FRÉDÉRIC PASSY

Pour la Paix (Notes et Documents).....	1 vol.
--	--------

RAYMOND POINCARÉ

Idées contemporaines.....	1 vol.
Questions et Figures politiques.....	1 vol.

JOSEPH REINACH

Contre l'Alcoolisme.....	1 vol.
La Réforme électorale.....	1 vol.
Les Commentaires de Polybe (Séries 1 à 18).....	18 vol.
La Guerre sur le Front occidental.....	1 vol.
L'Année de Verdun.....	1 vol.

ANDRÉ TARDIEU

L'Amérique en armes.....	1 vol.
--------------------------	--------

DOCTEUR TOULOUSE

Les Conflits intersexuels et sociaux	1 vol.
--	--------

WALDECK-ROUSSEAU

Œuvres politiques et sociales.....	8 vol.
------------------------------------	--------